

AVANT LA GRÈVE DU 21 JUILLET

Importants débrayages chez Talbot à Poissy

LIRE PAGE 27

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 340 F Dk. ; Espagne, 160 pes. ; États-Unis, 96 c. ; Grèce, 35 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 ¥ ; Liban, 0,350 L.L. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 din.
 Tarifs des abonnements page 4
 S. RUE DES ITALIENS 75227 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDIPAR 69572 F
 C.C.P. 4207 - 23 PARIS
 Tél. 246-72-23

La « mauvaise » réélection de M. Strauss

Beaucoup de dirigeants politiques du monde libre souhaitent recueillir, lors d'une élection, 77 % des voix. Ce résultat, obtenu par M. Franz Josef Strauss devant le congrès de son parti, l'Union chrétienne-sociale bavaroise (C.S.U.), le samedi 16 juillet, constitue pourtant un relatif échec. L'an dernier, en effet, le « taureau de Bavière » avait été reconduit par près de 97 % des mandats à la présidence de sa formation, qu'il exerce sans discontinuer depuis vingt-deux ans.

Nul ne s'y est trompé, et le congrès de Munich a pris fin précipitamment, dans l'émotion et la confusion. M. Strauss lui-même a quitté la salle, hâtivement suivi de son nombre de ses fidèles, cependant que le président de séance, M. Franz Heubel, en prononçant la clôture prématurée. Dépit, le ministre-président de Bavière n'a été livré à aucune de ces déclarations triomphales et fracassantes qu'il affectionne, et qui étaient devenues, après chaque congrès, une sorte de rite pour ce « tribun de la plèbe » énergique, expert dans l'art de faire vibrer les foules.

Que s'est-il passé pour qu'un tel an ou en soit arrivé là ? La situation est pourtant favorable, en apparence, à la C.S.U., puisque, à Bonn, la droite est revenue au pouvoir. Sans doute la direction du gouvernement fédéral n'a-t-elle pas paru, à M. Strauss, un partenaire chrétien-démocrate. La CDU, de M. Kohl, mais la formation de M. Strauss occupe dans le cabinet plusieurs postes-clés, dont le portefeuille de l'Intérieur. En fait, le revers subi par le président de la C.S.U. devant ses propres amis tient à la fois à une cause immédiate et à une autre plus lointaine.

Une cause immédiate : nombre de militants de la C.S.U., et donc de députés au congrès de Munich, ont assez mal pris que M. Strauss se soit récemment flatté d'avoir favorisé la conclusion d'un accord entre Bonn et Berlin-Est, attribuant à la R.D.A. un crédit de 1 milliard de marks sans contrepartie, alors même que les relations inter-allemandes venaient de traverser une nouvelle phase de tension. Sans doute le ministre-président bavarois a-t-il ensuite justifié l'appui qu'il avait apporté à la demande est-allemande par la nécessité d'améliorer le sort de la population de la R.D.A., ces « frères séparés » confondus par le rideau de fer. Mais M. Strauss a été, dans cette affaire, victime de son image et des réflexes qu'elle inspire à ses partisans. Ces derniers pratiquent en effet un « droitisme » au premier degré qui s'accorde mal de la subtilité des analyses diplomatiques de leur chef, que son anticommunisme de grand n'empêche nullement de rechercher — et de pratiquer — le dialogue avec l'Est.

Une cause plus profonde, aussi : quoique « co-vainqueur » des élections du 6 mars, la C.S.U. paraît éprouver certaines difficultés à trouver sa vraie place dans la coalition, même si elle a marqué quelques points contre ses partenaires-ennemis libéraux. C'est à plus forte raison vrai à propos de M. Strauss lui-même, que le chancelier Kohl a admirablement réussi à « piéger » tout en faisant en sorte qu'il ne participe pas au gouvernement. Y compris dans l'affaire du prêt à la R.D.A., où il n'est pas exclu que M. Kohl ait fait un cadeau empoisonné à M. Strauss en le laissant tirer à lui cette compromettante couverture.

« Ceux qui sont contre Strauss sont contre moi », est allé jusqu'à s'exclamer le chancelier à la tribune du congrès chrétien-social dont il était l'hôte d'honneur. Ce doit être ce que l'on appelle de l'humour rhénan.

L'isthme centraméricain entre paix et guerre

Quatre ans après la victoire des sandinistes à Managua les tensions sont fortes dans la région. Quatre chefs d'État lancent un appel à l'apaisement

Le Nicaragua s'apprête à vivre dans la fièvre — cela peut-il s'appeler « fête » ? — le quatrième anniversaire de la victoire des révolutionnaires sandinistes sur les troupes du dictateur Anastasio Somoza. Les cérémonies officielles auront lieu, symboliquement, à Leon, et non dans la capitale, Managua : Leon, située plus au nord, est-à-dire plus près de la frontière la plus menacée, celle qui est commune avec le Honduras ; Leon, haut lieu de la résistance au « somozisme », première ville « libérée », en 1979, par les « commandantes » sandinistes, ne semble pas craindre les défections.

Le danger est, pour eux, à l'extérieur : au Honduras, qui non seulement abrite les groupes contre-révolutionnaires d'anciens fidèles de Somoza et d'indigènes misérables, mais dont les troupes ont également été massées à la frontière ; et aussi au Costa-Rica, au sud, où s'activent des « débris du somozisme », sous la direction de M. Eden Pastora, le prestigieux « commandant zéro », et de M. Alfonso Robles, ancien-petit chef de la junte de gouvernement.

créée après la victoire du 19 juillet 1979. Cependant, la guerre civile continue silencieusement au Salvador. L'archevêché de la capitale a indiqué, le dimanche 17 juillet, que plus de deux mille cinq cents civils ont été tués, ou ont disparu, dans le pays depuis le 1^{er} janvier. Le nombre total des victimes, depuis trois ans et demi que s'éternise la situation, avoisine les trente-cinq mille.

Pour tenter de faire baisser les tensions dans la région, quatre chefs d'État de pays bordant le mer des Caraïbes, le Mexicain M. de la Madrid, le Vénézuélien M. Herrera Campesino, le Colombien M. Betancur, et le Panaméen M. de la Espartero se sont réunis, cette dernière fin de semaine, à Cancun (Mexique). Leur « déclaration » suggère que quelques mesures concrètes, par-delà les bonnes intentions : contrôle de la circulation des armes, création de zones démilitarisées, patrouilles communes aux frontières. Mais tout cela, et aussi la suggestion d'un retrait des « conseillers » étrangers américains au Honduras, cubains au Nicaragua — comporte une importante faiblesse : sa mise en œuvre suppose une volonté politique de paix, qui est précisément ce qui semble manquer le plus dans la région.

Ce sentiment mesuré, le Nicaragua s'apprête, et continue de recueillir des moyens de défense, et d'attaque, des pays d'Europe de l'Est. Les États-Unis, de leur côté, inclinent également pour la manière forte — au moins pour ce qui est de l'administration : un projet de rapport au Conseil de sécurité rédigé par le Pentagone, le département d'État et le C.I.A. suggère, nous indique notre correspondant itinéraire à Washington, une augmentation de 40 % des dépenses militaires américaines en Amérique centrale.

L'opinion publique américaine, en revanche, ainsi que la Congrès qui la représente, sont beaucoup moins désireux d'en découdre. Sans doute est-ce pour tenir compte de ce facteur, et éventuellement pour le contourner, que le président Reagan envisage, aussi, la création d'une commission nationale de personnalités, dont la mission serait de faire des « propositions à long terme » sur l'Amérique centrale (le Monde daté 17-18 juillet). La nouvelle courait avec insistance dans la capitale des États-Unis, ce lundi 18 juillet, que M. Henry Kissinger pourrait en être le président.

Il ne serait pas trop de toute l'agilité d'esprit de l'ancien secrétaire d'État américain pour débrouiller un échec aussi embrouillé. JEAN-PIERRE CLERC.

Quarante Arméniens interpellés à Paris

Un groupe de soutien logistique s'était constitué quelques semaines avant l'attentat d'Orly

Après l'attentat de l'aéroport d'Orly commis vendredi 15 juillet et revendiqué par l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie), les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête ont procédé, ce lundi 18 juillet dans la matinée, à une quarantaine d'interpellations dans les milieux arméniens de la capitale. Selon des informations sûres, des armes et des explosifs « en nombre significatif » ont été trouvés au domicile de certains Arméniens d'origine étrangère, notamment syrienne.

Les auteurs de l'attentat d'Orly ne se trouvent vraisemblablement pas parmi les personnes interpellées et placées en garde à vue. Mais les policiers estiment que les armes et les explosifs découverts indiquent

qu'un groupe de soutien logistique aux terroristes de l'ASALA avait été constitué ces derniers mois à Paris.

Certains rapports de police, notamment de la D.S.T. (Direction et surveillance du territoire) et des renseignements généraux laissent entendre que, malgré les affirmations officielles de refus de la violence, « légalistes » et clandestins avaient encore des relations. Ces informations n'avaient jamais pu être établies avec certitude mais, à deux reprises au moins, des indices avaient laissé penser que les terroristes de l'ASALA venus de Beyrouth ou d'Athènes pour commettre des attentats avaient pu bénéficier de certaines complicités à Paris.

(Lire la suite page 9.)

UN ENTRETIEN AVEC M. MICHEL CRÉPEAU

« L'intérêt du pays exige que le centre gauche retrouve vite une réelle expression politique »

LIRE PAGE 8

Le Nicaragua assiégé

I. — Managua : un peuple en armes

Il y a quatre ans, le 19 juillet 1979, les révolutionnaires sandinistes entraient victorieusement dans Managua, où les troupes somozistes avaient fait la loi durant plus de quatre décennies. L'émotion de la victoire a rapidement fait place à l'insécurité de la reconstruction ; la bienvenue internationale a déformé, côté de la place à une situation d'état de siège, où le Honduras est aux avant-postes. Pour les États-Unis, la révolution nicaraguayenne fait aujourd'hui figure d'ennemi public numéro un. Les troupes de choc antisandinistes sont, à la fois, d'anciens somozistes mal repentis et d'anciens révolutionnaires ou sympathisants qui ne pardonnent pas aux « commandantes » marxistes leur trahison de l'esprit paralysé du combat initial.

Managua. — Quatre ans après la chute de Somoza et le triomphe des sandinistes, le Nicaragua est de nouveau en guerre. Le pays res-

semble à une citadelle assiégée de tous côtés par des forces dispersées, désempées, mais qui peuvent compter sur le soutien politique et militaire des États-Unis.

Les accrochages, les embuscades meurtrières, les incidents frontaliers de plus en plus nombreux, cachent l'essentiel. Le Nicaragua sandiniste est engagé dans une lutte à mort pour sa survie. Les opposants, qui comprennent d'anciens somozistes mais aussi des démocrates sincères, n'ont pas l'intention de relâcher leur pression politique et militaire. Ils veulent, avec l'accord et l'appui de Washington, obtenir la chute du régime sandiniste. C'est l'objectif maximaliste. Certains d'entre eux se contenteraient d'une négociation avec Managua afin de revenir, si possible, à la case départ, ou 19 juillet 1979, et de repartir « du bon pied » vers une réelle démocratie pluraliste et un authentique

non-alignement. Ceux-là savent qu'ils sont minoritaires au sein des différents groupes d'opposition, et que, surtout, les sandinistes sont moins que jamais disposés aux concessions.

Les dirigeants de Managua se sont installés avec une étonnante sérénité dans cette guerre, qui n'est pas encore totale mais qui détruit lentement une économie déjà fragile. A les observer, à les écouter, on discerne de la préoccupation, mais pas de véritable inquiétude. Contre toute logique, la direction collégiale, et secrète, fonctionne. En apparence, la solidarité entre les neuf commandants qui détiennent la réalité du pouvoir se maintient. Mais ce sont les « militaires » qui sont manifestement au premier rang : ceux qui peuvent réellement justifier de longues années de lutte armée, militante et clandestine contre le somozisme, qui ont été longtemps détenus, comme Daniel Ortega, ou sauvagement torturés, comme Tomas Borge.

(Lire la suite page 4.)

Où sont les « désaccords » entre MM. Marchais et Andropov ?

La querelle en trompe-l'œil entre Moscou et le P.C.F. pourrait servir à masquer le rapprochement intervenu sur la force nucléaire française

par MICHEL TATU

Si l'on comprend bien, M. Marchais se serait battu avec courage, mais pas toujours avec succès, lors de son récent séjour à Moscou, pour défendre sa ligne « indépendante » en matière de sécurité et de désarmement, face à M. Andropov et à la bureaucratie soviétique.

Ce n'est pas ce que dit directement le secrétaire général du P.C.F. français, mais c'est ce qu'il laisse dire sans protester, et parfois même en y contribuant : par exemple lorsqu'il rapporte que sa discussion avec M. Andropov a été « vive » ou lorsque l'Humanité attire l'attention la première, et par deux fois, sur les manipulations de l'information soviétique à propos de sa visite.

Toujours si l'on comprend bien les divers démentis et mises au point, la ligne porterait principalement sur la phrase suivante de la déclaration P.C.F.-P.C.U.S. omise du texte publié dans la presse de Moscou : « Il faut s'engager sur la voie d'une réduction équilibrée des armements, en tenant compte de l'ensemble de ceux qui existent de part et d'autre, à l'Est comme à l'Ouest ». Et c'est un effet de cette même « eudaimon » que M. Marchais avait tenu à réintroduire dans les propos déformés qui lui avaient été prêtés, au cours de sa visite, par l'agence Tass.

(Lire la suite page 8.)



SUZANNE PROU

Le pré aux narcisses roman

Très représentatif d'un certain roman classique français, court, très maîtrisé. Cela fait penser à Mauriac ou à Simenon !

Bernard Fivet / Apostrophes

« Ces narcisses recèlent un parfum aux insinuations d'inceste et de viol. »

Patrick Grainville / V.S.D.

CALMANN-LÉVY

« C'est le choix des personnes qui guide d'abord nos actions » nous déclare le ministre de la culture

M. Jack Lang estime que pour changer « de l'intérieur » les maisons de la culture il faut placer à leur tête des personnalités fortes

M. Jack Lang, ministre de la culture, est venu le 17 juillet au Festival d'Avignon. Il a remis la Légion d'honneur à M. Jean Sarron, ingénieur des lumières chez Jean Vilar. Puis il a assisté à la représentation des Céphérides par le Centre dramatique des Alpes, dans la cour d'honneur. Et il a rencontré le maire d'Avignon.

Interrogé sur les maisons de la culture et leurs difficultés présentes, le ministre nous a déclaré : « Halte à ce syndrome obsessionnel. Dans les rets de cette vieille querelle post-soixante-huitarde, partenaires et adversaires de ces institutions, pour une fois coalisés, veulent nous emprisonner. A entendre les clameurs, on pourrait croire que les maisons de la culture enserreront l'ensemble du territoire en un

maillage dense. En vérité, ces maisons sont quatorze. Elles existent surtout comme des représentations fantasmagiques qui ont réussi depuis un quart de siècle à envahir le débat sur la culture et à cacher les activités qui débordent leur espace réel.

Propos recueillis par COLETTE GODARD. (Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

Faut-il brader le nucléaire civil ?

Par LOUIS LEPRINCE-RINGUET (*)

Les futurologues, il en faut sans doute, mais on ne doit jamais prendre leurs prévisions trop au tragique, sans les accompagner d'un sourire sceptique. Je me souviendrai longtemps d'un petit livre sérieux, issu du Commissariat général au Plan et sorti en 1972. Il s'intitulait *Plans et perspectives, horizon 1985*. La brochure de personnalités, dont les noms apparaissent au dos de la couverture, inspirait confiance. J'ai relu, après la guerre du Kippour, c'est-à-dire à peine plus d'un an après sa parution, le chapitre intitulé : « Quelles sont les causes qui pourraient ralentir la croissance économique ? ». Elles étaient au nombre de trois : l'influence des groupes socio-professionnels, tels que les petits commerçants ; la possibilité pour les Etats-Unis de se replier sur eux-mêmes et la croissance des « services » non productifs. Tout cela fort bien analysé, avec le langage distingué des bons économistes. Du pétrole, de son approvisionnement, de son prix, pas un mot ! Domage de voir tant d'intelligence et d'imprévoyance réunies !

Or, depuis le milieu du mois de mai, on a fait grand bruit autour d'un rapport du groupe Long Terme énergie, destiné à la préparation du IX^e Plan. Renseignements pris, il ne s'agit pas de rapport final, mais d'un texte (ou pré-rapport ?) reflétant l'opinion d'une partie seulement des membres de ce groupe. Le document définitif est remis au gouvernement depuis quelques jours.

Vers une pléthore d'énergie à la fin du siècle ?

La conclusion peut surprendre : nous aurions, en France, à la fin du siècle, une pléthore d'énergie. Notre production serait très supérieure à nos besoins, surtout en ce qui concerne l'électricité. Selon l'hypothèse faite sur la croissance, qui est supposée rester nulle ou très faible, divers « scénarios » (mot sacré des planificateurs) sont envisagés, les plus favorables réduisant l'engagement de nouvelles centrales à environ une par an, contre trois au cours des deux années passées, et après une période de démarrage rapide. J'avoue à l'instant un spécialiste des prévisions, mais les vives discussions actuelles suscitent chez moi les réactions suivantes :

1) Tout d'abord, il me semble impossible de définir ce qui se passera à la fin de ce siècle : que seront la situation économique de notre pays, l'évaluation correspondante du monde, la croissance en l'an 2000, la géopolitique de notre planète ? Nous pouvons seulement prévoir que de grands bouleversements se produiront, mais dans quel sens ? Les références citées plus haut incitent à une prudence extrême. Tous les « scénarios » analysés avec détails seront peut-être balayés par des phénomènes imprévisibles aujourd'hui.

2) En second lieu, nous devons tout faire pour dépendre le moins possible, dans le domaine de la production d'énergie, des sources extérieures. Le Proche-Orient peut fort bien s'embraser, le prix de l'or noir grimper de façon inacceptable et, finalement, les robinets de pétrole se fermer. Comme la plupart des produits étrangers se paient en dollars, il faut éviter au maximum d'avoir à en débours une grande quantité : le déficit de notre commerce extérieur est un handicap considérable ; on le répète à juste titre chaque jour.

3) Les énergies que nous pouvons produire chez nous sont de plusieurs sortes : le nucléaire, naturellement, mais aussi l'hydraulique, le charbon et les énergies dites nouvelles (géothermie, solaire, énergies marémotrice et éolienne). Pour ces dernières, on sait qu'elles peuvent et doivent être développées. C'est ce qui se fait. Si l'énergie marémotrice semble limitée à l'usine de la Rance (le grand projet du Mont-Saint-Michel sera peut-être repris un jour), l'énergie solaire fait l'objet de recherches et de réalisations, en particulier pour l'eau chaude domestique, pour les maisons solaires et aussi pour la biomasse.

La géothermie se développe dans certaines régions : le Bassin parisien notamment — pour le chauffage des immeubles aérés ; l'énergie éolienne peut être un appoint local. Mais, dans leur ensemble, toutes ces productions resteront marginales, et l'on ne doit rien attendre des grandes centrales solaires, dont l'échelle est le prototype.

4) En revanche, l'énergie nucléaire est un atout puissant pour la France. Nous avons bien travaillé dans ce domaine, tant au C.E.A. qu'à l'E.D.F. et dans les industries de fabrication. Depuis la création du Commissariat à l'énergie atomique par le général de Gaulle, pen après la libération, les études et les réalisations se sont poursuivies avec le plus grand sérieux, le souci de la sécurité, l'apport de nos meilleurs scientifi-

ques et techniciens. Nous avons pas voulu aller trop vite, et le résultat est extrêmement favorable. La France apparaît dans le monde comme l'un des premiers pays à avoir maîtrisé le nucléaire civil. Sa réputation est grande à l'étranger : il y a bien peu d'industries où notre maîtrise apparaisse aussi nettement. Surtout, ne brisons pas l'outil de production, pour une fois qu'il nous apporte prestige et vitalité, pour une fois que, dans le domaine de la technique avancée, nous ne sommes pas à la traîne.

Or, si on stoppe la production pour la reprendre après, c'est une énorme perte de substance, un potentiel qui s'effondre, des sommes considérables qui seront définitivement perdues. Même si l'on doit réduire la production des centrales nucléaires, il faut effectuer cette réduction avec la plus extrême prudence, et surtout conserver une continuité de production.

Développer l'usage de l'électricité dans les industries

Il est bien certain que le nucléaire fournit surtout de l'électricité et que l'uranium ne peut se brûler comme du charbon pour donner directement de la chaleur. Ainsi les arguments anti-électrique font intervenir le rendement thermodynamique de la production du courant ne sont pas valables pour le nucléaire, alors qu'ils le sont pour le charbon et le fuel.

5) Si donc on poursuit, même à un rythme réduit, la construction des centrales nucléaires, on disposera d'une quantité accrue de puissance électrique. S'il est évident qu'il vaut mieux en avoir trop que pas assez, il faut aussi se rendre compte que, d'une part, on peut en vendre aux pays voisins — d'autant plus facilement que le coût de l'élec-

(*) De l'Assemblée française.

tricité nucléaire est très inférieur à celui des autres sources (charbon et surtout fuel) — et, d'autre part, on peut certainement développer l'usage de l'électricité dans les industries. Il est même possible d'introduire en France des industries à forte consommation d'énergie : de toute façon, quand on achète des produits qui ont exigé beaucoup d'énergie, on la paie automatiquement. Et puis, il ne faut pas oublier que nous pouvons exporter des centrales : nous le faisons déjà, et de nouveaux marchés peuvent et doivent être prospectés.

6) Le charbon et le gaz ? Pour le charbon, nous sommes en mauvaise posture sur le plan national : notre charbon devient plus rare et plus cher, beaucoup plus que celui que nous importons. Mais ce dernier exige la sortie de devises (pour l'achat de mines à l'étranger, par exemple) et des investissements considérables pour le transport. Quant au charbon français, qui n'interviendra de toute façon qu'en faible proportion dans le bilan énergétique, son maintien est surtout une question sociale. Pour le gaz, des contrats importants ont été signés (U.R.S.S., Algérie...), c'est déjà un poids pour notre économie. Peut-être a-t-on été trop loin ?

En conclusion, devant l'incertitude des prévisions économiques possibles, le caractère insoutenable des lourdes sorties de devises, l'aspect marginal des énergies nouvelles, le coût très élevé du charbon national, les possibilités considérables d'une électricité bon marché dans notre pays où le prix de l'heure de travail (incluant les garanties sociales, l'indemnité...) est très élevé, et compte tenu de l'avance technologique de la France dans le domaine du nucléaire, il serait absurde de réduire à l'excès le potentiel de cette forme d'énergie, malgré l'investissement très important exigé par la construction des centrales.

Une dernière remarque : les économies d'énergie doivent être naturellement poursuivies là où les investissements ne sont pas trop lourds.

TÉMOIGNAGE

« Nous ne sommes pas des privilégiés »

Ce texte a été provoqué par l'interview de M. François de Closets sur les carrières universitaires (16 Monde du 2 juillet).

Mon expérience de professeur de l'enseignement secondaire d'abord, du supérieur ensuite, démontre de manière catégorique la théorie de nos privilèges.

Les gens de ma génération qui arrivaient, dans les années 60, sur le marché du travail avec une double licence (allemand, français), un diplôme d'études supérieures, pouvaient faire de belles carrières dans le privé, bien rémunérées. Alors que moi-même, en début de carrière, je gagnais moins qu'une femme de ménage. J'habitais une chambre de bonne au 51, boulevard Murat, et la femme de ménage de ma logeuse percevait environ 50 000 F (plus un treizième mois), c'est-à-dire le même salaire que moi, mais elle était logée, nourrie, blanchie. Que de fois j'ai dû montrer mon bulletin de salaire, car personne ne le croyait et surtout pas la femme de ménage elle-même ! Il est inutile de dire que je passais pour une « imbécile », une « idiote » aux yeux de ceux qui, aujourd'hui, envient ma sécurité et mon temps libre ! Les camarades qui étaient allés dans le privé non seulement gagnaient du double au triple, mais avaient aussi un statut social, des échelles supérieures ; à la retraite, ils possédaient appartement, voiture, voire maison secondaire. Pour moi, l'achat d'un studio au septième étage d'une H.L.M. des années 30 fut une entreprise financière souvent cruelle, malgré deux séjours à l'étranger.

Assistante du supérieur, je gagnais moins qu'un enseignant du secondaire (avancement systématique à l'ancienneté, prime de professeur principal, etc.) ; sait-on qu'une heure complémente d'assistant est moins rémunérée que celle d'un enseignant du secondaire ? Quant au temps libre dont je

disposais dans le secondaire, il fondit ! Aujourd'hui encore, après quatorze ans d'enseignement, je ne cesse de courir après le temps. Et je ne suis pas une universitaire dévorée d'ambition. Fidèle à moi-même, je ne fais que ce que je désire faire, je publie à mon rythme, et malgré cela je ne parviens pas à participer aux séminaires qui m'intéressent, à lire tous les livres utiles, à me recycler comme je le voudrais. Je n'ai pas encore réussi à inclure un stage d'information dans mon emploi du temps...

Je peux me permettre d'affirmer : 1) que le temps libre dont je disposais dans le secondaire a toujours été un luxe que je m'offrais, un luxe chèrement payé ; 2) que, dans le supérieur, on ne peut pas parler de « temps libre » mais de « libre organisation du temps » (ce qui n'est pas la même chose, bien qu'il y ait une nuance, dans notre société, la considérer comme un luxe). Organisation qui permet toutes les auto-exploitations, auxquelles échappent difficilement l'enseignant (du supérieur ou du secondaire). A ces auto-exploitations temporelles, il faut ajouter les auto-exploitations financières, achat de tous outils de travail (Invariablement, un ouvrier me demande : « On vous les paie, ces livres ? »), participation à des colloques, le plus souvent à nos frais, car seuls quelques « grands » noms sont invités, etc. Ajoutons enfin que nos heures de travail sont toujours, par la force des choses, des heures effectives. A chacun son luxe, mais, de grâce, n'en faites pas un privilège !

Quant à l'efficacité, comment la mesurer dans un métier où on apprend, parfois et par hasard quelques années plus tard, que pour tel (le) étudiant(e) votre cours a été un moment important de son évolution ?

FELIE PASTORELLO,
maître-assistant
de littérature comparée
(Reims).

LETTRES AU Monde

Une publicité scandaleuse

J'ai suivi avec intérêt l'action courageuse de Mme Roudy pour tenter d'assainir certains aspects de la publicité en France.

Cela étant, depuis quelques jours une publicité indécente et scandaleuse à l'égard de nos enfants concernant un film porno, est affichée sans pudeur sur tous les autobus de la R.A.T.P.

Ce genre d'exhibition est ignoble et je ne peux admettre que cette masturbation féminine sous nos yeux ait échappé aux pouvoirs publics.

Le ministre des transports, sans être pour cela un refusé, aurait pu

épargner à nos enfants et à tous les étrangers qui visitent actuellement Paris une telle propagande féminine.

Je veux croire que les associations s'intéressant à la propriété de l'environnement demanderont que l'on répare ce genre d'outrage.

CAMILLE ROBERT
(Boulogne-Billancourt).

Service de nuit

J'ai l'honneur, après avoir lu dans votre numéro du 25 juin, page 12, l'article « Citroën et son service de nuit », de porter à votre connaissance le fait suivant :

Le 8 juin, mon mari a conduit au garage Citroën route de Trans à Draguignan notre voiture BX (2 000 kilomètres) accidentée la veille sur une petite route du Var.

La réparation commandée ne peut être terminée parce qu'il manque un certain joint n° 97500366 commandé à l'usine dès le 9 juin, demandé à nouveau par téléc. le 20, et qui n'arrive pas ! Au garage (qui nous a indiqué dates et numéros de pièces), on nous dit : « La maison n'envoie rien et ne répond même pas nos appels... »

Est-il possible qu'en France une voiture Citroën neuve ne puisse être réparée en trois semaines, à un moment où il n'y a ni grèves ni congés ?

Mme LAPEYRE
(31810 Venerque).

Nuisances canines

Je tiens à vous manifester ma surprise et mon indignation, causées par le papier de Bruun Frappat « Bruit », paru dans votre journal daté du 9 juillet.

Pour tenir de tels propos il faut qu'il ne connaisse rien à la question des nuisances causées par les chiens, en particulier dans les banlieues des villes. Fait-il partie de ces gens qui a'ont que des droits, sans aucun devoir, ce qui est le cas de beaucoup de propriétaires de chiens ?

Le problème du bruit n'est pas à traiter à la légère, à preuve supplémentaire ce qui vient de se passer dans la banlieue.

N'en déplaise à votre rédacteur, je fais partie de ces gens qui considèrent que les chiens causent assez de nuisance pour justifier une taxe — qui a d'ailleurs existé il y a une trentaine d'années. De même que devaient être taxés les produits en bois, mais c'est une autre affaire, cette taxation n'étant pas du goût

des « agrolimentaires » qui les fabriquent.

Pour ma part, je trouve insupportable de savoir que nous nourrissons sept millions de chiens — en grande partie avec des produits de luxe, — alors que de par le monde d'autres millions — mais des gens — croquent de laim.

Je tiens à préciser, en terminant, que je n'ai rien contre les chiens, en ayant eu deux moi-même pendant plus de vingt ans, mais contre une grande partie de leurs propriétaires.

HENRI RENNESSON
(Le Chesnay).

Excision et torture

En note à son compte rendu de deux livres sur l'excision (paru dans la page « Idées » du Monde du 3 juillet), Claire Brisset écrit : « L'auteur prend en outre un certain nombre de libertés avec les citations, notamment lorsqu'elle se réfère au Monde. Ainsi, il n'a jamais été souligné sur ce sujet, dans ces colonnes, contrairement à la citation — entre guillemets — qu'en fait S. Auffret. Le terme de « tortures... »

Prévenons les rectifications. Le mot torture a bien été utilisé, et, pour ce qui nous concerne, pas moins de sept fois : « sur ce sujet, dans ces colonnes ». Plus précisément encore : à cette même place. Dans deux « Vies et Revues » (8 juillet 1980 et 15 mai 1982). Et aussi dans un article du « Monde des livres » (26 mars 1982). Ils se référaient à l'Entrevue avec René Saurat, le livre, selon nous, le plus complet et le plus concret, à la fois nuancé et vivement sensible sur le sujet (1).

Une de ces utilisations revient à René Saurat, les six autres à nous-mêmes. Elles expriment, justement, un fait : « En dehors de l'attente lui-même, les conditions où il est commis en font une torture caractérisée, avec les séquelles les plus graves », l'une d'elles étant simplement la mort.

C'est aussi à un fait — nouveau, celui-là — que se rapporte le dernier emploi du mot : « L'UNESCO a fait plus de progrès (que l'ONU) en adoptant une résolution (partielle)ment étouffée par la presse française, note René Saurat) astreignant, mais comme à regret, ces mutilations à la torture ».

Cette fois, fil-à-fil, le mot se trouve officialisé avec la chose. La pudeur verbale a interdit donc

plus à personne de l'employer à bon droit. Mais il n'y a jamais eu aucune raison de s'en défendre ou de reculer devant lui. Il ne faut qu'exprimer une réalité objective. En l'occurrence, la référence aux cultures les plus respectables — toutes nos sociétés, plus ou moins, sont infectées de racisme actuel — ne change rien à cette réalité physique et psychique de l'acte.

En revanche, nous n'avons jamais, quant à nous, employé le mot « supplice », qui implique l'intention délibérée d'infliger une souffrance sans autre objet que cette souffrance

même. Mais un autre mot, associé à notre première utilisation du mot « torture », a figuré dans ces colonnes : « génocide ». Certains le trouveront excessif. Il est de Simone de Beauvoir. Par là, elle entendait signifier la mise à mort sexuelle — qui entraîne trop souvent la mort tout court — de soixante-quatorze millions (chiffre concernant la seule Année de l'enfance) d'êtres humains, pour la plupart des enfants.

YVES FLORENNE.

(1) Slatkine, 7, quai Malaquais, 75006 Paris.

LU

« L'ÉNERGIE DE L'ESPOIR » DE LENOR MADRUGA

La mort vaincue

Elle avait trente-deux ans. Elle en a aujourd'hui quarante. Elle est belle, le regard vif et joyeux. Le jour de son trentième anniversaire, elle découvre avec étonnement une masse inhabituelle à l'articulation de sa jambe gauche. « C'est que je me suis coupée au pied, pense-t-elle, un ganglion est peut-être atteint. Ou bien, je me suis cognée, l'autre soir, en dansant... »

C'était un cancer. Fidèles à leurs traditions, les médecins américains le lui disent. Ils lui disent aussi qu'il faut l'amputer de la jambe gauche et d'une partie de la hanche.

Lenor est ménagère. Elle est mariée à un riche exploitant agricole californien, elle a deux petites filles. « J'étais comblée », écrit-elle. « J'étais jeune, séduisante, en bonne santé, et j'avais devant moi une vie pleine de promesses... »

Comment elle a accepté l'idée de l'amputation — « Pourquoi moi ? » — Lenor Madruga le dit page après page dans un livre simple tirant, sans prétention aucune, les leçons d'une crise existentielle majeure. Il a fallu, pour parvenir à un nouvel équilibre, traverser les souffrances singulières que rencontrent les amputés : « Lorsque je me suis réveillée, je n'ai pas senti physiquement l'absence de ma jambe. Intellectuellement, je le savais, mais mes terminaisons nerveuses ne le savaient pas encore. J'avais une horrible sensation de

brûlure, comme si on versait dessus de l'huile bouillante. Le pied, la cheville, le genou, la cuisse qui n'existaient plus à déclenchèrent des douleurs et très réelles et très précises — celles qui provoquent les « membres fantômes » — que seule pouvait apaiser la morphine.

La morphine dont, rapidement, elle ne peut plus se passer. Jusqu'au jour où elle décide de reprendre sa vie en main, choisit — selon le titre de l'un de ses chapitres — d'« acheter une jambe », autrement dit de se faire adapter une prothèse acceptable.

Grâce à cette prothèse, grâce à une débordante énergie, Lenor, réconciliée avec cette nouvelle image d'elle-même, recommence à marcher, à nager, multiplie les activités, et entreprend d'animer une émission de radio, puis de télévision, dans laquelle elle tente d'aider ceux qui traversent une crise vitale à la surmonter sans sombrer. Certes, conclut-elle, depuis cette opération, « je ne fais jamais un pas sans que ce soit douloureux ou que mon déplacement soit calculé. Mais je sais maintenant de très près, dit-elle, ce qu'est la fréquentation de la mort. C'est stimulant... »

CLAIRE BRISET.

* L'Énergie de l'espoir, par Lenor Madruga. Traduit de l'anglais par Sabine Bossan. Presses de la Cité.

10^e ANNIVERSAIRE
ALARME 2000 vous offre
10 ANS DE GARANTIE GRATUITE
pièces et main d'œuvre.

à partir de Juin 83

week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE
ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficaces et immédiatement opérationnelles. Retournez ce bon à **ALARME 2000**, 8, rue Guidin, 75016 PARIS ou téléphonez au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
Ville

مكتبة الأمل

AMÉRIQUES

RÉUNIS A CANCUN (MEXIQUE)

Quatre chefs d'Etat latino-américains s'adressent à MM. Reagan et Castro

Cancun. — Préoccupés par l'aggravation des tensions dans la région centre-américaine, les présidents des quatre pays du groupe dit « de Contadora », Mexique, Colombie, Panama et Venezuela, se sont réunis les 16 et 17 juillet, à Cancun, station balnéaire de la côte atlantique du Mexique, à la pointe de la péninsule du Yucatan. Leurs entretiens se sont achevés par la signature solennelle d'une « déclaration sur la paix en Amérique centrale », qui sera soumise non seulement aux cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica), mais aussi à MM. Ronald Reagan et Fidel Castro.

De notre correspondant

que la création de zones démilitarisées.

Les quatre chefs d'Etat ont proposé une sorte de « mode d'emploi » de la décente en dix points. Il est notamment demandé aux cinq pays d'Amérique centrale de s'engager à « geler l'arsenal offensif existant, et même d'en négocier la réduction ». Ils devraient également s'engager à proscrire les installations militaires d'autres pays sur leur territoire, et envisager une surveillance commune des frontières, ou le recours à une surveillance internationale par des observateurs choisis conjointement par les deux parties. Des commissions mixtes devraient être créées pour régler les éventuels différends frontaliers. Il est enfin suggéré aux Etats centro-américains de s'abstenir de toute déclaration agressive, et de mettre en place des « mécanismes de communication directe ».

Mais la paix, si on la veut durable, doit aussi s'accompagner « d'un grand effort pour consolider les institutions démocratiques et garantir le respect des droits de l'homme », cette évolution étant, à son tour, « étroitement liée aux progrès du développement économique et de la justice sociale », estiment les quatre chefs d'Etat.

Les quatre présidents ont, lors de déclarations à la presse, insisté sur le fait que les conflits locaux d'Amérique centrale pouvaient très rapidement dégénérer en conflits régionaux, et même au-delà. Ils ont lancé un appel aux pays industrialisés,

leur demandant d'accorder des crédits pour le développement, de mettre au point des programmes de coopération et d'ouvrir leurs marchés aux produits centro-américains.

Pour la première fois, les pays du groupe de Contadora ont ressenti la nécessité d'une rencontre au plus haut niveau. La gravité de la situation dans la région l'imposait. La « déclaration de Cancun » s'est imposée d'elle-même. La référence aux Etats « ayant des intérêts dans la région ou des liens avec elle », tout comme la communication, corrélatrice, des textes adoptés le 17 juillet aux présidents Reagan et Castro sont de bon aloi.

La question reste posée, cependant, de savoir si les principaux intéressés sont susceptibles de rentrer dans la médiation qui leur est proposée. A titre d'exemple, le Honduras s'oppose à la surveillance commune de sa frontière avec le Nicaragua. Ce dernier pays, pour sa part, a toujours manifesté le plus vif intérêt quant à la présence d'observateurs internationaux.

Les limites de l'exercice auquel se sont livrés à Cancun MM. de La Madrid, Betancur, Herrera Campins et de La Espartero ne sont-elles pas, précisément, de supposer résolu le problème que l'on voudrait résoudre : l'existence, au niveau politique, d'une volonté de paix dans la région ?

FRANCIS PISANI.

(1) Les ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora se sont réunis six fois depuis le 9 janvier.

Plusieurs administrations américaines suggèrent un accroissement massif de l'aide militaire à l'Amérique centrale

Washington. — Selon une étude préparée pour le Conseil national de sécurité par des représentants de la Maison Blanche, du département d'Etat, du ministère de la défense et de la C.I.A., le gouvernement américain devrait envisager, l'an prochain, d'accroître de 40 % son assistance militaire aux pays de l'Amérique centrale. Des extraits de ce document classé « secret » viennent d'être publiés dans le *New York Times*, qui indique avoir reçu ce rapport d'un membre de l'administration inquiet que la politique actuelle ne mène à une intervention militaire accrue en Amérique centrale.

La Maison Blanche a précisé qu'il s'agit là d'un simple document de travail, contenant diverses options destinées à servir de base à une discussion plus étendue ; elle souligne qu'aucune décision n'a été prise.

On peut se demander si le gouvernement n'a pu favoriser cette fuite à quelques jours de votes importants du Congrès sur l'accroissement de l'aide militaire au Salvador et sur la réduction envisagée des crédits destinés aux contre-révolutionnaires du Nicaragua : le document, en effet, met le législateur face à ses responsabilités.

« La situation en Amérique centrale arrive à un point critique », dit le rapport. Mais les objectifs des Etats-Unis peuvent encore être atteints sans employer directement les troupes américaines à condition qu'une action appropriée et efficace soit menée. Bien entendu, le document souligne que les restrictions actuellement envisagées au Congrès « paralysent la politique américaine ».

Correspondance

« La stratégie vigoureuse » recommandée dans le rapport implique un accroissement de l'aide militaire au Costa-Rica de 100 %, au Guatemala de 80 % et au Salvador et au Honduras de 30 %. En outre, du matériel militaire américain devrait être entreposé au Honduras, en cas de crise. Les installations aériennes et navales du Honduras seraient améliorées. Enfin, le rapport recommande l'application du programme de la C.I.A. visant à permettre aux troupes salvadoriennes d'opérer en territoire hondurien pour y attaquer les guérilleros qui s'y réfugient. De même, il recommande la poursuite des activités « secrètes » contre le gouvernement du Nicaragua et une action diplomatique visant à l'isoler. Une plus grande publicité devrait être faite autour du soutien donné par Washington aux initiatives visant à promouvoir une solution régionale des conflits ; enfin, sans craindre la contradiction sur ce point, le rapport recommande une démarche plus active pour rallier le Mexique aux positions américaines (voir l'article de notre correspondant Francis Pisani).

En fait, ce document reconnaît implicitement que les intentions personnelles et les déclarations alarmantes du président Reagan ont réussi à mobiliser ni le Congrès ni l'opinion. L'assistance économique et militaire a été insuffisante, estiment les diplomates du département d'Etat et les militaires du Pentagone (...). Au mieux, le succès de nos actions, c'est d'avoir poussé le processus démocratique et l'effondrement des économies... »

Le texte recommande que soit définie une stratégie à long terme susceptible d'obtenir l'appui des deux partis au Congrès. A cette fin, le département d'Etat voudrait améliorer la « performance » politique et militaire du Salvador par un nouveau « contrat » qui définirait clairement « ce que les Salvadoriens doivent faire et ce que nous sommes prêts à faire ».

Après avoir évoqué l'accroissement de la présence militaire des Cubains au Nicaragua, le document estime que les Etats-Unis ont tout à fait les moyens d'empêcher les pays de l'Amérique centrale de tomber sous la domination communiste avec, pour conséquence, un affaiblissement des structures politiques du Mexique. Mais « la politique américaine fait face à une substantielle opposition à l'intérieur et à l'étranger (...). Un effort supplémentaire aurait à surmonter une opposition encore plus grande ».

Peut-être l'intérêt majeur de cette étude est-il de mettre en évidence la mentalité « qu'il faut doubler » des chefs militaires. Le Pentagone estime, en effet, qu'il faudrait mieux se retirer complètement d'Amérique centrale plutôt que de risquer d'aller à l'échec en protégeant les intérêts américains par des demi-mesures. Si le Congrès n'apporte pas le soutien qui lui est demandé, les armées affirment qu'il faudrait réviser l'ensemble de la politique américaine dans la région et envisager à un désengagement partiel. Les militaires concluent qu'un « nouvel échec de la politique étrangère américaine affecterait le prestige des Etats-Unis à l'étranger et pourrait conduire à une isolationnisme accru ».

HENRI PIERRE.

UN PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE EXEMPLAIRE

L'accord de San-José est reconduit pour un an

De notre correspondant

Cancun. — Le Venezuela et le Mexique ont renouvelé le dimanche 17 juillet, pour un an, le programme de coopération énergétique connu sous le nom d'accord de San-José. Signé pour la première fois le 3 août 1980 dans la capitale du Costa-Rica, ce pacte prévoit la fourniture d'un maximum de 160 000 barils de pétrole par jour dans des conditions privilégiées à dix pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes : Barbades, Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, République dominicaine et Haïti (à partir de cette année, Belize fait aussi partie des bénéficiaires).

Le nouveau texte signé par les présidents Miguel de la Madrid (Mexique) et Luis Herrera Campins (Venezuela) prévoit le maintien de la garantie de fourniture de pétrole, à concurrence de 80 000 barils par jour, par chacun des deux pays (1). Les facilités financières accordées sont cependant modifiées du fait que le Mexique et le Venezuela « traversent une crise économique particulièrement difficile ». Ainsi les crédits accordés ne porteront plus à partir du 3 août prochain que sur 20 % (au lieu de 30 %) des factures pétrolières de chaque pays. Le délai de paiement est maintenant de cinq ans mais le taux d'intérêt passe de 4 % à 8 %. Dans le cas où les avantages financiers sont utilisés en faveur de programmes de développement économique, le délai de remboursement prévu est de vingt ans et le taux d'intérêt de 6 % (au lieu de 2 % précédemment).

Ce programme s'est toujours voulu à la fois un modèle de coopération entre pays du Sud et un exemple de non-discrimination politique que devraient suivre les pays soucieux d'aider l'Amérique centrale et les Caraïbes. Le texte signé le 17 juillet reconnaît que les pays bénéficiaires « ont été affectés encore plus sévèrement par la crise économique internationale » que les deux pays producteurs. Il souligne en outre que « les conflits régionaux trouvent leur origine surtout dans les conditions de retard du développement économique et social des peuples ».

Les difficultés économiques du Mexique et du Venezuela avaient fait craindre voici quelques mois que l'accord ne soit pas reconduit. On avait même prêté au ministre vénézuélien de l'énergie des propos allant dans ce sens. De leur côté certains journaux de droite mexicains avaient reproché au gouvernement d'accorder trop de facilités au Nicaragua, alors que la gauche lui reprochait de venir en aide aux gouvernements du Guatemala et du Salvador.

Le renouvellement pour une quatrième année de cet accord prend une importance symbolique supplémentaire du fait qu'il a lieu dans le cadre de la réunion au sommet des quatre présidents du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama). Le message est clair : si l'objectif immédiat est d'empêcher l'écroulement d'un conflit régional, la paix ne saurait être durable tant que ne seront pas pris en considération les problèmes économiques et sociaux. Il est remarquable que des puissances intermédiaires ne se contentent pas de déclarations politiques, mais préparent par l'exemple dans le domaine économique, sans en appeler d'abord aux plus riches. — F. P.

(1) Pour des raisons techniques, le Mexique ne livre pas de pétrole aux Barbades et devrait à l'inverse se charger, dans l'avenir, de la totalité des livraisons au Belize.

A TRAVERS LE MONDE

République sud-africaine

• CINQ JEUNES NOIRS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS mercredi 13 juillet à Kimberley (province du Cap) à des peines de 10 à 13 ans de prison pour « activités terroristes », en raison de leur participation à des manifestations d'écoliers émaillées d'incidents, en 1980. Sello Motlhabakwe (21 ans) a été condamné à 13 ans de prison, Eugene Mokoena (22 ans) à 12 ans, Joer Kers (21 ans) à 11 ans, Nelo Hlatwayo (22 ans), ainsi que Ben Fani (23 ans), chacun à 10 ans. Les cinq jeunes gens habitant le ghetto noir de Galeshewe, construit en lisière de la ville du diamant — Kimberley — ont effectué près de deux ans et demi de détention préventive non incluse dans leurs peines. Tous les

cinq ont décidé de faire appel. En outre un policier blanc a été suspendu à la suite de la mort d'un noir de 23 ans, tué par une balle au cours d'une garde à vue au commissariat central de Soweto.

U.R.S.S.

• M. BORIS ARISTOV, qui était ambassadeur d'U.R.S.S. en Pologne, depuis 1978, a été nommé vice-ministre soviétique des affaires étrangères. A annoncé dimanche 17 juillet la *Pravda*. Avant d'entrer dans la carrière diplomatique, il avait exercé pendant sept ans les fonctions de premier secrétaire du parti pour la ville de Leningrad. Député du soviét suprême, M. Aristov est membre du comité central du P.C.U.S. depuis 1971. Le département des affaires étrangères, dirigé par M. Andreï Gromyko depuis vingt-six ans, compte deux

premiers vice-ministres et huit vice-ministres. — (A.F.P.)

• LES DEUX DERNIERS MEMBRES DE L'ÉGLISE PENTECOTISTE, qui avaient trouvé refuge pendant près de cinq ans à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, ont été autorisés à quitter l'U.R.S.S., a indiqué, samedi 16 juillet, le département d'Etat américain. M. Chmykhov et son fils, ainsi que cinq autres pentecotistes soviétiques, qui souhaitaient quitter l'U.R.S.S., s'étaient réfugiés à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou le 27 juin 1978. Ils n'avaient quitté la représentation américaine qu'au printemps dernier, lorsque les autorités soviétiques leur avaient donné l'assurance qu'ils seraient autorisés à émigrer. Les cinq autres membres du groupe, la famille Vashchenko, avaient émigré en Israël en juin.

PROCHE-ORIENT

Liban

NOUVEAUX BOMBARDEMENTS A BEYROUTH-EST

Beyrouth. — De violents bombardements ont frappé, samedi soir 16 juillet, dans la capitale libanaise, les banlieues sud-est et le secteur chrétien, notamment le quartier d'Al-Charouh, proche du palais présidentiel de Baabda. Selon la radio phalangiste, des obus ont même atteint le port de Jonieh situé en pleine zone chrétienne à une quinzaine de kilomètres au nord de Beyrouth.

D'autre part, de nouveaux affrontements ont opposé milices chrétiennes et druze dans les montagnes du Chouh, au sud-est de Beyrouth. Les duels d'artillerie se sont poursuivis dimanche, interrompus seulement par deux brefs cessez-le-feu dont le second a duré à peine une heure et demie dans l'après-midi. La radio phalangiste a imputé ces nombreux troubles aux milices pro-syriennes qu'elle a accusées de vouloir influencer le cours des élections, qui doit avoir cette semaine à Washington le président de la République libanaise, M. Aminé Gemayel, avec les dirigeants américains.

De nombreux incidents ont opposé enfin les forces israéliennes dans le sud du pays à des manifestations chrétiennes, dont l'une a été tuée près de Tyr, tandis que sept soldats israéliens étaient blessés et deux libanais tués à la suite d'une embuscade tendue à une patrouille israélienne dans le village d'Al-Anoub, à une quinzaine de kilomètres de la frontière syrienne. — (A.F.P., Reuters.)

Israël

Le gouvernement de M. Begin se montre indifférent aux nouvelles ouvertures attribuées au roi Hussein

De notre correspondant

Jérusalem. — Le roi Hussein vient-il de transmettre à M. Begin un message laissant entendre que la Jordanie serait prête à envisager des négociations avec Israël ? A Amman, le ministre de l'information, M. Adnan Abou Audch, a catégoriquement démenti dimanche 17 juillet les informations divulguées le matin même à Jérusalem, en affirmant qu'elles étaient « sans aucun fondement ». Pour sa part, le porte-parole du premier ministre israélien a fait savoir que M. Begin n'avait pas reçu de message « personnel » du souverain hachémite. Mais ce second démenti continue à donner lieu à diverses spéculations, car il est apparu fort douloureux à la plupart des commentateurs de la presse israélienne, et surtout aux dirigeants du parti travailliste. Ces derniers déclarent qu'une fois de plus le gouvernement de M. Begin fait la « sourde oreille » aux signes de bonne volonté qui peuvent provenir de Jordanie, afin de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie.

A l'origine de cette affaire, des indications fournies par deux Américains de passage à Jérusalem, après un séjour à Amman. M. Hubert Humphrey III, fils de l'ancien vice-président américain, et M. Marc Siegel, qui fut l'un des conseillers du président Carter pour les relations de la Maison-Blanche avec le communautisme juive américaine. Reçu la semaine dernière par le roi Hussein, ils ont déclaré avoir « rapporté » à M. Begin les propos du souverain hachémite. Celui-ci aurait manifesté, selon eux, son souci de rechercher rapidement une solution au conflit israélo-arabe, et plus particulièrement au problème palestinien, et souligné que la Jordanie avait, pour sa part, un rôle important à jouer. Le roi Hussein aurait précisé qu'il fallait maintenant tenir compte d'un « changement de circonstances », ce qui serait une allusion à l'affaiblissement de l'O.L.P. après son éviction de Beyrouth et aux dissensions actuelles au sein du Fath.

Il n'en fallait pas plus pour que la majorité des observateurs israéliens estiment que le roi Hussein est désormais disposé à faire cavalier seul en s'engageant, lui aussi, dans le processus de paix, après l'échec en avril dernier de ses conversations avec M. Yasser Arafat sur la base du plan Reagan. Cependant, ces mêmes observateurs ont dû reconnaître que si « message » il y a eu, celui-ci n'a été que verbal et demeure plutôt vague. Certains font d'autre part, remarquer que pour faire savoir au gouvernement israélien ses intentions le roi Hussein aurait pu choisir d'autres voies, peut-être « plus discrètes », en tout cas d'autres personnalités, plus importantes que les deux « émissaires » américains. En réalité, c'est

l'attitude manifestement indifférente du gouvernement de M. Begin qui a provoqué les vives réactions de la presse israélienne et du parti travailliste.

Ce dernier, partisan, comme l'administration américaine, d'une solution au problème palestinien qui privilégierait le rôle de la Jordanie, n'a pas admis que M. Begin montre de nouveau son hostilité au « plan Reagan » et à toute négociation qui risquerait de mettre un frein à la politique d'implantation dans les territoires occupés. Le porte-parole de M. Begin a en effet affirmé que les propos rapportés par les deux Américains n'étaient que des « impressions générales » et qu'il n'y avait dans le rapport fait par MM. Humphrey et Siegel « rien de nouveau ».

La rencontre

Shamir - Houphouët-Boigny

Autre sujet de spéculation à Jérusalem : le bref et mystérieux voyage qui, à la fin de la semaine dernière, a conduit quelque part en Europe, le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir. Le gouvernement entend garder le secret et

M. Shamir a même refusé de tenir informés ses collègues lors du conseil des ministres de dimanche. Cependant, l'ensemble de la presse israélienne a annoncé que le ministre des affaires étrangères avait rencontré des représentants de plusieurs pays africains avec lesquels Israël maintient des rapports discrets malgré la rupture des relations diplomatiques (contre l'Afrique du Sud, seuls le Malawi, le Lesotho et le Swaziland ont conservé une ambassade en Israël, l'an dernier le Zaïre a décidé d'y ouvrir la sienne). Plusieurs journaux ont indiqué que l'un des interlocuteurs de M. Shamir pouvait être le président de la Côte d'Ivoire, M. Houphouët-Boigny.

Devant ces révélations, de source proche du gouvernement, on a préféré donner l'impression de minimiser l'importance de ce voyage en laissant entendre que ces rencontres n'avaient pour but que de « maintenir le contact », comme cela s'est fait dans le passé, à intervalles plus ou moins réguliers, qu'il n'a été question que de « rapports bilatéraux » et que ces conversations n'avaient aucun rapport avec la situation au Tchad (Israël fournit une assistance militaire au Zaïre, qui lui-même vient d'apporter son aide au gouvernement tchadien).

FRANCIS CORNU.

Mario VARGAS LLOSA

La guerre de la fin du monde

roman

traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan

« Un conte furieux et splendide »

Mona Ozouf / Le Nouvel Observateur

GALLIMARD nrf

AMÉRIQUES

Le Nicaragua assiégé

(Suite de la première page.)

La longue marche du sandinisme contre le régime des Somoza a duré vingt ans. À l'heure du plus grand péril, ce qui reste de la « vieille garde » retrouve naturellement toute son autorité. « Les événements sur les trois familles originelles du sandinisme (prolétaires, paysans de la guerre prolongée et « tercérités ») n'ont de toute façon plus aucun sens, affirme un diplomate latino-américain. Le retour de la guerre a balayé toutes les nuances ».

Il y a presque de la satisfaction dans le comportement des dirigeants sandinistes de premier plan : celle de devoir affronter de nouveau une situation difficile mais qu'ils connaissent parfaitement. Pourtant, cette fois, dans le combat armé, ils sont de l'autre côté de la barricade. La phase finale de l'offensive contre Somoza s'est déroulée dans les villes, avec la participation des masses populaires et de larges secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie. Ils doivent se battre aujourd'hui contre une guérilla contre-révolutionnaire qui s'efforce de faire tache d'huile dans les campagnes, et d'abord celles du nord, où la fidélité inconditionnelle des paysans au régime n'est pas acquise, malgré (ou à cause) de la réforme agraire. « Nous distribuons des terres et des fusils, dit l'un des membres de la junte de gouvernement. Tant que les fusils sont tournés vers le Honduras, tout va bien. Mais s'ils se retournent... ».

Les miliciens sandinistes sont scandalisés par la tactique des groupes de la « Contra » (1), qui

montent des embuscades, frappent et se retirent rapidement. Ils oublient que leurs « aînés » - mais de si peu - faisaient de même lorsqu'ils attaquaient les colonnes de la garde nationale de Somoza. L'armée populaire sandiniste, elle, se comporte déjà comme une troupe régulière. Elle contrôle les routes, les axes, les localités. Elle réprime, sans à poursuivre une bande de « Contras » venant de réaliser un coup de main, à s'engager profondément dans les espaces libres.

« Toutes les armes au peuple »

« Toutes les armes au peuple » : c'est le slogan choisi pour marquer le quatrième anniversaire du 19 juillet. Il s'étale sur les murs, sur les panneaux publicitaires et, la nuit, brille dans une capitale morte, silencieuse, et chichement éclairée. Le trafic est réduit à son minimum : l'essence est sévèrement rationnée. Dans les longues avenues désertes et restaurées du centre comme dans les rues des immenses quartiers populaires, il règne une ambiance sinistre de black-out. Propre et sévère, résignée et passive, Managua s'attend au pire.

Vu de l'extérieur, le régime paraît condamné. Comment le David nicaraguayen pourrait-il résister longtemps à la pression du Goliath américain ? Car c'est bien lui la véritable adversaire. À l'intérieur de la capitale, le point de vue est bien différent. Car les armes affluent renforçant la sérénité de dirigeants à qui il ne déplaît pas trop non plus

d'être de nouveau au premier plan de l'actualité et de défier publiquement la première puissance mondiale.

Les armes affluent et les responsables du régime ne font rien, bien au contraire, pour en dissimuler l'importance et la variété. Et les souvenirs éloquentes de l'ambassadeur soviétique montrent que le gouvernement de Managua peut aujourd'hui et demain compter sur toute l'aide militaire nécessaire.

Les premiers chars soviétiques T-54 ont été envoyés en juin vers le nord ; des convois de camions transportant des hélicoptères soviétiques Mi 18 traversent Managua en plein jour. Fusils, mitrailleurs, fusils mitrailleurs, mitrailleurs, artillerie légère et moyenne, mortiers, lance-roquettes, bazookas, munitions : tout arrive par les ports de Corinto, sur la côte pacifique, et de Bluefields, sur l'Atlantique. Quand le trafic est trop dense, toute communication est coupée avec les ports de débarquement. De la capitale, d'autres convois de camions est-allemands L.F.A. montent vers le front chargé de troupes.

L'entraînement quotidien

« Ils dérapent sur des crochets ! disent les miliciens, mais la quantité supplée la qualité ». En quelques semaines, le climat a radicalement changé dans la capitale. Jusqu'alors la guerre paraissait lointaine, un peu irréelle. Les combats autour du saillant de Jalapa, à la mi-juin, et la menace de la tension à la frontière du Honduras ont secoué la torpeur de Managua. Les soldats morts au combat ont été, sur les

places torrides, entourés du désespoir des familles et des honneurs officiels. Les cérémonies ont été très nombreuses en juin.

Deux fois par semaine, un chahut de camions, de fusils et de clameurs traverse Managua comme un torrent d'allégresse guerrière. Acclamés, fêtés, les miliciens volontaires des brigades reviennent après six mois de campagne, ivres de joie et d'orgueil.

Dans les faubourgs de Managua et sur les places, aux allures de terrains vagues derrière les collines où se trouvait le bunker de Somoza, l'entraînement au tir est quotidien. Les petits miliciens de quinze ans qui gardent, la nuit, l'immeuble des télécommunications prennent des airs farouches. Et des filles brunes, souriantes, superbement dans leur uniforme vert olive, participent aux exercices militaires. Tout un peuple est armé.

En mai, l'armée populaire sandiniste (réglée) était évaluée à vingt-cinq mille hommes bien entraînés. Il fallait ajouter les troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, unités d'élite, des bataillons d'infanterie de réserve, les gardes-frontière et les milices locales équipées de fusils V-2 à batteries et d'A.K.-47. En tout, selon les experts occidentaux, près de quatre-vingt mille hommes. La marine est modeste (quatorze patrouilleurs côtiers, dont quatre de type Dabur) et l'aviation n'est pas - pas encore - en état d'affronter celle du Honduras, la meilleure d'Amérique centrale.

La montée des périls bouleverse les données. C'est une véritable

mobilisation populaire qui est en cours. Près de dix mille fonctionnaires ont été envoyés dans les bataillons de réserve, et cinq mille autres dans les milices. Etudiants, ouvriers et paysans sont sollicités. Mais c'est, bien évidemment, un déclin de l'administration et de la production, alors que la crise économique s'aggrave et que le rationnement se généralise.

Le manque de devises et de crédits est aggravé par les pressions américaines : Washington vient de mettre son veto à un crédit de plus de 2 millions de dollars approuvé par la Banque interaméricaine de développement. Le Nicaragua vit aujourd'hui une économie de dénuement et de guerre. Le riz, les haricots, la production de la nourriture populaire, mais aussi l'huile, le savon sont rationnés. Les œufs et la viande sont rares, les fruits et les légumes hors de prix.

Les restrictions

Les comités de défense sandinistes (C.D.S.), un par bloc, à la cubaine, sont chargés de distribuer les cartes de rationnement et de veiller aux répartitions de produits : un système bureaucratique dont on imagine les implications. Le marché noir est encore freiné par les menaces, sévères, de répression. On compte, déjà, officiellement, plus de cent mille « vigiles révolutionnaires » qui ne sont pas toutes nécessairement membres des C.D.S. ; la délation est encouragée par les dirigeants à l'encontre des « contre-révolutionnaires » et des « mauvais patriotes ».

Les Nicaraguayens ont un sens aigu de l'humour et de la critique. Mais ils sont plus silencieux depuis la « découverte » d'un complot de la C.I.A. visant à assassiner, selon les autorités, le ministre des affaires étrangères, le Père d'Escoto, et les mises en garde répétées aux membres, encore présents, de l'opposition. Ceux-ci sont sommés, d'une part, de ne « pas faire le jeu de l'impérialisme américain », et invités, d'autre part, à se « préparer » pour les élections qui « devraient » avoir lieu en 1985, « si la situation militaire le permet ».

Le peuple est naturellement le plus durement frappé par les restrictions et le rationnement alors que les diplomates fréquentent des « magasins spéciaux », à la cubaine, et que les familles riches continuent d'aller faire leur marché à Miami.

Mille témoignages montrent que « le poing ne s'est pas encore complètement relâché », comme le dit M. Alfonso Robalo, ancien membre du Comité de la junte, à San José de Costa Rica, et leader de l'ARDE (2). Mais la radicalisation, depuis la proclamation de l'état d'urgence en 1982, a été rapide.

Officiellement, les dirigeants s'accrochent avec obstination à leurs trois principes de base : pluralisme, non-alignement, économie mixte. Certes, le secteur privé, bien que réduit, n'a pas disparu. Le COSEP, le C.N.P.F. local, a toujours pignon sur rue, bien que ses porte-parole soient plus timides. Le quotidien *la Prensa*, soumis à une censure rigoureuse et bâillonnée, continue à donner la vedette aux nouvelles internationales déplaçantes pour le régime. Mais c'est un jeu épuisant et son tirage baisse. On dénombre une demi-douzaine de petits partis politiques sans moyens d'expression, sans audience et sans véritables leaders.

Mgr Obando, archevêque de Managua, fulmine en chaire et en privé contre les « curés populistes ». Sa messe du dimanche est suivie par des milliers de fidèles qui

voient en lui le véritable porte-parole d'une opposition réduite à la discrétion, sinon au silence, par le renforcement progressif des « pouvoirs » sandinistes et par le climat de guerre. L'armée et le parti, l'armée, sont, aujourd'hui, les deux piliers, classiques, d'un régime qui a, selon une formule employée par les observateurs neutres, « réajusté sa symbiose avec Cuba ». A tous les niveaux : partis politiques, syndicats, enseignement. « Peu importe, disent ces mêmes observateurs, le nombre et la nationalité des différents conseillers étrangers. Peu importe que les Allemands de l'Est s'occupent des télécommunications, les Bulgares du plan de développement, les Soviétiques de la sécurité. Qu'il y ait des Palestiniens et des Libyens dont on ne sait trop ce qu'ils font. Il y a aussi deux cent cinquante Nord-Américains au service des sandinistes. Peu importe le nombre de conseillers civils et militaires cubains et que l'ambassadeur de La Havane à Managua soit une éminence grise. L'important est que les leaders sandinistes ont annoncé la couleur : ils sont léninistes ».

Ce n'est pas le même monde que dépeignent *la Prensa* d'une part, *Barricada* et *Nuevo Diario*, journaux officiels, d'autre part. *La Prensa* parle du pape, et c'est le portrait de Jean-Paul II que l'on trouve dans les demeures, pauvres ou aisées, de ceux qui attendent « notre chose ». Les organes du régime, eux, représentent les consignes sandinistes : militarisation et vigilance. Sur les murs de Managua, c'est dit d'une manière explicite : « Les comités de défense sandinistes sont les yeux et les oreilles de la révolution... ». En caractères d'affiche.

MARCEL NIEDERGANG.

Prochain article :

TEGUIGALPA : VERS LA GUERRE, A CONTRE-CŒUR.

(1) « Contra » : contre-révolution.
(2) ARDE : Alliance révolutionnaire démocratique.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 564 F 767 F 908 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 867 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans certains cas) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS VACANCES

France 15 jours ... 79 F 1 mois 1/2 ... 188 F
3 semaines ... 99 F 2 mois ... 241 F
1 mois ... 136 F 3 mois ... 341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

Je m'abonne au Monde pendant les vacances pour

du au Versement joint

174 1127 - MD, JPF
ISGLOTA 61161F

174 1127 - MD, JPF
ISGLOTA 61161F

COMMUNIQUÉ PAR FORUM GESTION

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
8 RUE DE LOTA 75116 PARIS

STATISTIQUES SALAIRES 1983

« L'EXPANSION » NUMÉRO SPÉCIAL JUIN 1983 :

2° CYCLE CLASSIQUE ISG SALAIRE MOYEN 1° EMPLOI : 107000 F

ENQUÊTE DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS : 114000 F

2° CYCLE CLASSIQUE ALTERNANCE : 114000 F

3° CYCLE : 163000 F

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

CYCLE CLASSIQUE 2072 CANDIDATS PRÉPA HEC, 1336 ADMISSIBLES, 204 PLACES. PROCHAINE SESSION MAI 1984.

CYCLE ALTERNANCE ET 3° CYCLE : SESSION JUILLET 1983 INSCRIPTIONS CLOSÉS.

SESSION SEPTEMBRE : INSCRIPTIONS AVANT LE 28 JUILLET 1983.

2° CYCLE ALTERNANCE : CANDIDATS : PRÉPA LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES, DESIG, DUT, LICENCE EN 3 ANS.

3° CYCLE : CANDIDATS EXCLUSIVEMENT DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, INGÉNIEURS, MAÎTRISE, IEP, MÉDECINE.

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

PLUS DE 7000 DEMANDES DE DOSSIERS EN 42-43 POUR 300 PLACES :

2° CYCLE ALTERNANCE, 180 PLACES 3° CYCLE PLEIN EMPLOI DES ISG - SÉLECTION RIGOREUSE EN ADEQUATION AVEC L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA VIE PROFESSIONNELLE.

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION LE PLUS IMPORTANT CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBRE ET ASSOCIATIF.

ISG : ÉTABLISSEMENT LIBRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, ANNÉE UNIVERSITAIRE 1983-84 : 2204 ÉTUDIANTS ISG DONT PLUS DE 400 3° CYCLE DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. SEMINAIRE D'INTÉGRATION EN OCTOBRE 1983 POUR LES 2° CYCLE EN YUGOSLAVIE.

1982 : NEW-YORK, 1981 : ALLEMAGNE. PROGRAMMES INTERNATIONAUX AVEC :

- UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE - GENÈVE

- EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA - SAN FRANCISCO

- INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA - TOKYO SEUL ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS HABILITÉ À DÉLIVRER :

LE DIPLÔME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

JEUDI 23 JUIN 1983, MR LE PRÉSIDENT DU JURY NOMMÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE A SIÈGE POUR DÉLIVRANCE DES DIPLÔMES ISG.

ISGLOTA 61161F ISGLOTA 61161F

SUITE TELEX

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
8 RUE DE LOTA 75116 PARIS

UN RÉEL ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBRE A VOCATION INTERNATIONALE

LES ISG ET LA VIE ASSOCIATIVE : GALA DES GRANDES ÉCOLES - AMPLITUDE FFI - FORUM GESTION - CRÉATION D'ENTREPRISES - RENCONTRES RÉGIONALES :

PLUS DE 200 MANIFESTATIONS EN 1982-83

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION
8 RUE DE LOTA - 16 ET 45 RUE SPONTINI - 6 RUE PICOT - ET DEPUIS 1983 : 147 AVENUE VICTOR HUGO 75116 PARIS

LE CAMPUS URBAIN, LIBRE ET ASSOCIATIF, DE PARIS, DES MOYENS INFORMATIQUES ET AUDIOVISUELS.

MÉMOIRES, ÉTUDES THÉMATIQUES, CONTACTS AVEC LES ENTREPRISES ET LA VIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE, LA RÉALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT ALTERNÉ, LA VIE PROFESSIONNELLE INTÉGRÉE AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES.

RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL

RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL

2072 CANDIDATS CYCLE CLASSIQUE SESSION MAI 1983, 1336 ADMISSIBLES A L'ORAL, 204 PLACES, 7000 DEMANDES DE DOSSIERS. SESSION SEPTEMBRE POUR 2° CYCLE ALTERNANCE ET 3° CYCLE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS 28 JUILLET 1983. CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION DE L'ISG 45 RUE SPONTINI 75116 PARIS. TÉL. 333.66.27.

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

ISG ISG ISG ISG ISG ISG

L'ASSURANCE DE VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL EN FRANCE ET LA VOCATION INTERNATIONALE AU SERVICE DE NOTRE ÉCONOMIE NATIONALE.

INFORMATION : SESSION SEPTEMBRE, 45 RUE SPONTINI 75116 PARIS TEL. 333.66.27, AVANT LE 28 JUILLET 1983

LA QUALITÉ ET LE NOMBRE DES CANDIDATS A L'ISG

RIGUEUR DE LA SÉLECTION

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PAR ÉQUIPE

PROFESSEURS INDÉPENDANTS, EXPERTS PROFESSIONNELS

+ VIE PROFESSIONNELLE INTÉGRÉE

+ VIE ASSOCIATIVE INTENSE ET RECONNUE.

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION, ÉTABLISSEMENT LIBRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, ASSOCIATION D'ÉDUCATION, ORGANISME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL À CARACTÈRE ÉDUCATIF.

AVENIR : ISG - EMPLOI - ISG - SÉLECTION - ISG - LIBRE - ISG - INTERNATIONAL - ISG - PIÉTON DE TÊTE SALAIRE

1ER EMPLOI - ISG - PARTENAIRES INTERNATIONAUX, AMÉRIQUE, ASIE, EUROPE - ISG - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - ISG -

204 ÉTUDIANTS ISG ET ISG INTERNATIONAL ANNÉE UNIVERSITAIRE 83-84.

PARIS ISG ISG ISG ISG ISG ISG ISG ISG ISG PARIS

محمدان النجل

Julien Green
Frère François

TEGUCIGALPA:
VERS LA GUERRE
A CONTRE-COUD

Le Mond

MAY 1 1961
 U.S. AIR FORCE
 AIR MAIL
 MAY 1 1961

FRANK
DE MONTGOMERY

1. 1948-1949

... COM. 70

100

100-44361-10

1. 1992年1月1日起，凡在境内从事生产经营活动的纳税人，其应纳税额在1000元以下者，暂免征收滞纳金。

... ..

100-443887-100

4-20-68: 8:00 AM

— 200 —

10

10-11-41

150

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

...

1. *Chlorophyll *a** and *Chlorophyll *b** were determined by the method of Arar and Collins (1971).

10

2

Fondet

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

... ..

1998

22

...

• • •

1

Fiction & Cie

Viviane Forrester
Van Gogh
l'enterrement dans les blés

Rainer Maria Rilke

Le Testament

Carlo Emilio Gadda

Joseph Roth
**La marche
de Radetzky**

La connaissance de la douleur

Spät

Joseph Barry

George Sand

ou le scandale
de la liberté

Au Seuil

AFRIQUE

Tchad

EN RÉPONSE A L'APPEL DE L'O.U.A.

N'Djamena subordonne tout cessez-le-feu à la fin de l'« agression libyenne »

N'Djamena. — La salle du congrès, dans l'immeuble qu'occupe le parti unique au temps du président Tombalbaye et qui abrite aujourd'hui le ministère des affaires étrangères, est loin d'être comble. Un officiel annonce : « Militants et habitants de N'Djamena, représentants de la presse nationale et internationale, nous allons vous apporter la preuve de l'engagement libyen. » La presse s'avance sous les traits d'un jeune Noir de dix-neuf ans, plutôt frêle, et qui paraît visiblement être ailleurs.

Menottes aux poignets, vêtu d'un boubon crasseux, il explique en arabe qu'il s'appelle Massoud Bagadi, qu'il est caporal dans l'armée du colonel Kadafi et originaire d'Al-Fugige, à 130 kilomètres au sud de Sebha, en Libye. Il a été fait prisonnier il y a une semaine, à Kalaï, dans le nord-est du pays, au début de la contre-offensive victorieuse de l'armée tchadienne contre les rebelles de l'ancien président Goukouni Oueddei.

Une consœur libanaise traduit au fur et à mesure, à l'intention des journalistes présents, les réponses du prisonnier. L'assistance applaudit à quelques reprises, mais l'atmosphère n'est pas celle d'un procès public. L'auditoire est attentif, mais aucunement haineux.

Le caporal raconte qu'il a reçu pendant quinze jours une formation de techniciens des transmissions. Le service militaire est de cinq ans en

Libye, indique-t-il, et il en était à sa troisième année. Il était payé 130 dollars par mois (environ 1 600 F) quand il était stationné en Libye, mais il n'a rien reçu depuis qu'il se bat au Tchad. Il a participé à la prise de la palmeraie de Faya-Largeau, le 25 juin dernier.

Lors de l'attaque des forces gouvernementales contre Kalaï, un carrefour de pistes situé tout près d'Oum-Chalouba, à 325 kilomètres au sud-est de Faya-Largeau, il a essayé de s'enfuir avec quelques camarades libyens, soldats de M. Goukouni Oueddei, mais leur véhicule s'est enflammé. Il a été « battu » par ceux qui l'ont capturé, mais, depuis, il affirme qu'il n'a pas été maltraité et qu'il est correctement nourri.

Propositions pour une « réconciliation nationale »

Le prisonnier énumère les armes introduites au Tchad par la Libye, notamment des canons de 106, des chars et des kalachnikov. Il y aurait également dans le pays, selon lui, mille cinq cents soldats libyens et trois mille « mercenaires » de la Légion islamique, originaires du Nigeria, du Niger, de l'Algérie et du Cameroun. Ces derniers châtieraient par ailleurs nettement excessifs. Ils

sont très supérieurs en tout cas aux estimations faites de sources occidentales. Les Libyens semblent, en effet, ne fournir que l'encadrement et la logistique, ce qui implique des effectifs limités.

La « présentation » est publiée du prisonnier libyen a coïncidé avec la réponse du gouvernement de N'Djamena à l'appel en faveur d'un cessez-le-feu lancé samedi 16 juillet, à Addis-Abeba, par le bureau de l'Organisation de l'unité africaine. L'O.U.A. demande en outre « à tous les Etats africains et non africains de s'abstenir de toute ingérence directe ou indirecte » au Tchad et invite les différentes tendances tchadiennes à « ouvrir pour la réconciliation nationale ». Le bureau autorise enfin le lieutenant-colonel Mengistu, président en exercice de l'Organisation, à convoquer le comité permanent sur le Tchad (Bénin, Cameroun, Congo, Guinée, Libye, Niger, Nigeria, République centrafricaine, Soudan, Togo et Ethiopie), entre les 5 et 6 juin dernier lors du dix-neuvième sommet de l'O.U.A.

Ces propositions n'ont rien d'attirant pour N'Djamena, à l'exception peut-être du paragraphe sur la « non-ingérence » qui vise autant la Libye que la France. Officiellement, on feint pourtant de s'en réjouir, tout en indiquant qu'on préférerait voir « réactiver » le comité ad hoc sur le différend frontalier entre la Libye et le Tchad.

En fait, le gouvernement tchadien, en posant comme condition préalable la cessation de l'« agression libyenne » et la « réactivation » de ce comité qui ne s'occupe que du problème frontalier et non des affaires intérieures, rejette politiquement le cessez-le-feu. Mais, en privé, les officiels sont sévères avec l'O.U.A. Cesser le feu au moment où leurs forces ont le vent en poupe n'est pas leur préoccupation majeure.

Le mot « réconciliation » leur paraît en outre un piège dans la mesure où il semble impliquer un re-

tour aux négociations entre tendances tchadiennes, qui, jusqu'ici, ont toujours abouti à des accords boiteux rapidement violés par toutes les parties en présence. N'Djamena est visiblement prêt à discuter avec la Libye mais pas avec le GUNT de M. Goukouni Oueddei en tant que tel.

Quelle sera l'attitude de Paris après l'appel de l'O.U.A. ? On indique de bonne source que la France a toujours soutenu les résolutions de l'Organisation de l'unité africaine et qu'il n'est pas question de se livrer à un quelconque « chantage aux livraisons militaires » sur le gouvernement de N'Djamena pour l'inciter à s'y plier. Les accords d'assistance militaire de 1976 continueraient donc à être entièrement appliqués.

Plusieurs dirigeants tués au « front »

Sur le terrain, la situation a été très calme pendant tout le week-end. Le président Hissène Habré est toujours avec ses troupes, mais on ignore s'il va pousser son avantage et tenter de reprendre Faya-Largeau, principale base de M. Goukouni Oueddei, comme certains le lui conseillent. Quand une armée n'a pas le moral, les effectifs et son armement ne comptent pas. A Faya-Largeau, ils sont beaucoup plus abattus qu'on ne le croit. Attacher le plus tôt serait le mieux », explique un membre du conseil de commandement des Forces armées du Nord (C.C.F.A.N.), le noyau dur des forces de M. Hissène Habré.

En attendant, on a appris, dimanche, que les combats de ces derniers jours, peut-être plus violents qu'on ne l'avait laissé entendre, notamment à Oum-Chalouba, ont provoqué la mort de plusieurs hauts dirigeants militaires tels que MM. Djiddi Ali, commandant de la police militaire, Egraye Cherrifine, conseiller à l'état-major général, et Guéille Wardougon, commandant de la garde présidentielle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

En cas de malheur...

De notre envoyé spécial

Rigouli (Nord-Cameroun). — De la grande route où circulent les lourds camions des Nations unies chargés d'aide alimentaire, on ne risque pas d'apercevoir quel que ce soit. Pourquoi, d'ailleurs, s'intéresser à ce chemin à peine entretenu, bordé de buissons épineux et qui part à angle droit.

La ville frontalière de Kousséri, qui fait face à N'Djamena, sur la rive camerounaise du fleuve Chari, est à 8 kilomètres. Au bout du chemin de terre, devant le portail d'une propriété privée entourée de murs, louée à un commerçant camerounais, un parachutiste français, torse nu, armé du fusil d'assaut de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne (Famats), monte très régulièrement la garde.

Dernière cette enceinte qui les protège des regards, cent soixante-cinq parachutistes sont stationnés depuis le 10 juillet en territoire camerounais pour procéder en cas de besoin à l'évacuation des ressortissants français et étrangers de N'Djamena. Un pont flottant démontable et des canots pneumatiques sont entreposés ici. Ils seraient déployés sur le Chari si les rebelles s'approchaient dangereusement

de la capitale tchadienne. Cela explique la présence d'un peloton d'une vingtaine d'hommes du 17^e régiment du génie parachutiste aux côtés de la 4^e compagnie du 8^e régiment parachutiste de l'infanterie de marine.

Tous ces hommes viennent en fait de Bouar et de Bangui en République centrafricaine où leurs unités séjournent par roulement. Un Transall les a déposés sur l'aérodrome de Maroua au Cameroun d'où ils ont gagné par la route avec leurs propres véhicules leur discret cantonnement de Rigouli.

A leurs cheveux courts, leur façon de marcher et leurs pectoraux, on sait immédiatement à qui on a affaire. Pour l'heure, et malgré la chaleur de l'après-midi, certains disputent en short une partie de volley-ball. D'autres somnolent dans des hamacs. Leur installation est sommaire : deux constructions en dur pour les officiers et sous-officiers, de simples « gaitounes » de toile claire noire de fabrication locale tendues à une corde et disposées le long du mur d'enceinte pour les hommes.

D. Dh.

Somalie

LA SOMALIE a annoncé, dimanche 17 juillet, que ses troupes avaient repoussé une attaque le long de sa frontière avec l'Éthiopie. Selon Radio-Mogadiscio, les forces éthiopiennes responsables de cette attaque ont été « héroïquement repoussées » et ont dû évacuer en totalité les secteurs dunt elles s'étaient emparées.

Les envahisseurs ont subi de lourdes pertes et la situation est désormais redevenue normale », a précisé la radio. La veille, le ministère somalien de la défense avait annoncé que les « envahisseurs » avaient pénétré de 5 kilomètres en territoire somalien. — (Reuter.)

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur l'économie
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
et, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 01.42.22.92.93/93.71.364.45.87

(Publicité)
LISEZ, FAITES LIRE : Laissez-nous bâtir une Afrique debout
Drame en 3 actes et 26 tableaux par Benjamin MATIP
Diffusion : Ed. Présence Africaine : 25, rue des Ecoles, Paris V, ou Ed. Africarpa : 90, rue Lamoignon, Paris XVII, Tél : 45.83.83
• Le microcosme de la tragédie d'un continent dit décolonisé.

TERRASSE FLEURIE
HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS
"Summer, Paris, and I - We love to meet at La Terrasse Fleurie"
Judy Lewis
3, RUE DE CASTIGNONE - 75001 PARIS - TEL. 260.37.80
* LIRE, PARIS, ET MOUSQUER AMOINS NOUS RETROUVER A LA TERRASSE FLEURIE.

DIPLOMATIE

LA QUERELLE DES EUROMISSILES

M. Gonscher invite Moscou à accepter le compromis de « la promenade dans les bois »

« Je pense que l'U.R.S.S. a tout intérêt à se demander si elle ne ferait pas mieux d'accepter le résultat obtenu par les deux négociateurs (aux pourparlers de Genève sur les armements nucléaires à portée intermédiaire) en juillet 1982 lors de la promenade dans les bois », a dit M. Gonscher, ministre-ouest allemand des affaires étrangères, dans un entretien accordé dimanche 17 juillet à la radio allemande Deutsche Welle et cité par l'A.F.P.

« Ce compromis, a-t-il ajouté, respecte à la fois les intérêts de sécurité des Soviétiques et l'intérêt légitime de l'Occident de ne pas compliquer les forces françaises et britanniques dans les négociations de Genève. »

Rappelons que ce compromis de « la promenade dans les bois », mis au point en marge des négociations officielles entre M. Mitterrand et M. Gorbachev, chefs des délégations américaines et soviétiques, prévoyait la réduction de l'arsenal soviétique de SS-20 dirigé contre l'Europe (260 lanceurs actuellement) à 75, pour un total de 225 charges nucléaires.

En contre-partie, les Etats-Unis auraient renoncé aux 108 missiles Pershing-2 prévus pour la R.A.F. et à eux-mêmes installés que 75 batteries de 4 missiles de croisière chacun, soit un total 300 charges. L'arsenal de SS-20 déployé en Asie aurait été gelé à 90 lanceurs, et un plafond de 150 aurait été fixé de part et d'autre pour les bombardiers à moyen rayon d'action.

Ce compromis avait été accueilli avec réserve à Washington, qui avait néanmoins autorisé M. Nitze à poursuivre les conversations exploratoires à ce sujet. En revanche, Moscou avait formellement rejeté, à la fin septembre 1982, cette proposition qui n'a fait l'objet depuis lors d'aucune discussion.

Toutefois, selon l'hebdomadaire ouest-allemand der Spiegel, M. Egon Bahr, l'expert du parti social-démocrate ouest-allemand actuellement en visite en U.R.S.S., aurait constaté un vif intérêt des Soviétiques pour cette solution. Ce renouveau d'intérêt avait déjà été rapporté par M. Downey, parlementaire démocrate américain, à l'issue d'un entretien à Moscou avec le maréchal Akromiev, premier adjoint du chef d'état-major des Forces ar-

mées soviétiques, (le Monde daté des 10-11 juillet).

Du côté occidental, seul l'ancien chancelier Schmidt avait demandé jusqu'à présent un retour au compromis Nitze-Kvitinski, le jugeant « totalement acceptable ». M. Kohl ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, et la déclaration de M. Gonscher est la première dans ce sens d'un membre du gouvernement actuel à Bonn. Parant également dimanche à la radio allemande Deutschlandfunk, M. Woerner, ministre ouest-allemand de la défense, s'est borné à dire que le refus par Moscou de ce projet de compromis restait pour lui une énigme.

On s'attend en tout cas à Paris comme à Bonn à ce que l'affaire des euromissiles soit au centre des entretiens que M. Mitterrand aura mardi dans les Vosges avec M. Kohl au cours d'un sommet « informel ». Le président français et le chancelier ouest-allemand ont déjà en à ce sujet une entretiens téléphoniques d'une heure, lundi dernier 11 juillet, peu après le retour de M. Kohl de Moscou.

Satisfaction

après l'accord de Madrid

L'accord intervenu à Madrid entre les trente-cinq participants à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, accord qui reste soumis à la levée des objections avancées par Malte à propos de la sécurité en Méditerranée (le Monde daté 17-18 juillet), a été accueilli avec satisfaction dans les capitales concernées. A Washington, M. Reagan y a vu un espoir que les Etats-Unis parviendront à « une relation plus stable et constructive avec l'Union soviétique ».

Toutefois, a ajouté le président américain dans une déclaration écrite publiée samedi 16 juillet : « Nous avons accepté ce document final, comme nous l'avons fait à Helsinki en 1975, sans illusions sur la nature de l'Union soviétique ou du système qu'elle cherche à imposer sur la plus grande partie de l'Europe. (...) Nous devons nous assurer que nos bonnes paroles seront transformées en bonnes actions », et cela demeure « l'un de nos objectifs primordiaux », conclut M. Reagan.

EUROPE

Irlande du Nord

HUITIÈME NUIT D'ÉMEUTES A LONDONDERRY

Depuis une semaine, la violence est quotidienne en Irlande du Nord, particulièrement à Londonderry, la seconde ville du pays. Trois policiers, dont une femme, ont été blessés par balles dans une embuscade, dans la nuit du dimanche 17 juillet, aux confins du quartier catholique de Bogside. Peu avant cet incident, un groupe de jeunes manifestants avait attaqué la police à coups de pierres et de cocktails Molotov, dans ce même quartier où résident de nombreux partisans de l'I.R.A.

C'était la huitième nuit consécutive de violence à Londonderry. Au cours de la nuit précédente, de violents affrontements avaient opposé une centaine de manifestants masqués et armés de cocktails Molotov aux forces de police. Celles-ci ont utilisé des balles en caoutchouc pour disperser les émeutiers qui avaient incendié des bâtiments et endommagé des véhicules de la police. Il n'y a eu aucun blessé.

La police avait désamorcé quelques heures plus tôt, dans le centre de Londonderry, une bombe de 180 kilos placée sous un pont, similaire à celle qui avait tué quatre soldats la semaine dernière dans la province. — (A.F.P., A.P.)

Danemark

TANDIS QUE LES SONDAGES SONT TRÈS FAVORABLES AUX CONSERVATEURS Un débat parlementaire sur les collectivités locales pourrait provoquer la dissolution du Folketing

De notre correspondante

Copenhague. — Le premier ministre danois, M. Paul Schlüter (conservateur), a demandé au président du Folketing de convoquer l'Assemblée en session extraordinaire. Les membres de la Chambre unique sont appelés à se prononcer sur une seule question : la réduction de 1,5 milliard de couronnes (environ 1,2 milliard de francs) des subventions accordées par les caisses de l'Etat aux départements et aux communes en 1984. Le premier ministre a indiqué que, s'il n'obtenait pas le soutien désiré, il procéderait à des élections générales anticipées.

Ainsi prend fin une attente qui tenait en haleine, depuis le début de juin, les parlementaires et le Danemark tout entier. En principe, la Chambre unique aurait dû voter la réduction de ces subventions. Mais quand, le 3 juin, M. Schlüter avait constaté qu'il lui était impossible d'obtenir la majorité escomptée, il avait brusquement décidé d'ajourner le scrutin, se réservant d'annoncer plus tard ce qu'il entendait faire.

L'existence de son gouvernement, en l'occurrence, dépendra de trois voix : celles de deux irréductibles du Parti du progrès — qui luttent contre le gaspillage des deniers publics et trouvent ces compressions insuffisantes — et celle d'un des deux re-

présentants du Groenland, qui se dit prêt à renverser le cabinet en place si ce dernier ne renonce pas à réduire de 85 millions de couronnes (79 millions de francs) les subventions annuelles dont bénéficie la grande île arctique.

Depuis quelques semaines, les sondages ne cessent d'indiquer une très forte progression des intentions de vote en faveur des conservateurs (d'après les pronostics, ceux-ci devraient au moins doubler le nombre de leurs sièges). Mais le parti du premier ministre semble surtout gagner du terrain au détriment de ses voisins partenaires de la coalition (les libéraux, le Centre démocrate et les chrétiens populaires), si bien que la situation actuelle, d'un point de vue, n'est guère modifiée.

Les dernières élections générales anticipées au Danemark remontent au 8 décembre 1981. Depuis son accession au pouvoir, le gouvernement Schlüter a été mis un nombre impressionnant de fois en minorité, notamment sur l'OTAN et la C.E.E. Mais le premier ministre n'avait jamais considéré, jusqu'à présent, que de telles défaites, même cuisantes, fussent le contraire à se retirer.

CAMILLE OLSEN.

Grèce

L'ACCORD SUR LES BASES AMÉRICAINES VIVEMENT CONTESTÉ PAR LA PRESSE COMMUNISTE

Athènes (A.F.P.). — L'accord gréco-américain sur l'avenir des bases américaines de Grèce paré à Athènes (le Monde daté 17-18 juillet) et présenté par le gouvernement socialiste grec comme une victoire de l'indépendance nationale risque d'avoir des conséquences négatives sur le plan intérieur : de provoquer le désarroi au sein d'une large frange de l'électorat grec.

Le porte-parole du gouvernement, M. Maroudas, a déclaré le 16 juillet que les bases américaines de Grèce devront être démantelées dans un délai maximum de dix-sept mois après le 31 décembre 1988, qui marque la fin de l'accord gréco-américain.

Cette mise au point répond à une partie de la presse grecque, notamment communiste, qui reprochait à l'accord « le maintien et le départ des bases ». Elle répond également aux propos d'un haut fonctionnaire du département d'Etat qui a déclaré que, à l'issue de la période de cinq ans couverte par l'accord, les deux parties pourront décider « soit de prolonger l'accord, soit d'en renégocier les termes, soit d'y mettre fin ».

La procédure de retrait des bases commence à partir du 1^{er} janvier 1989 avec un délai maximum de dix-sept mois. « Je rappelle M. Maroudas. « Le retrait de cinq mois (pour le retrait) contenu dans l'accord ne contient et ne prévoit aucune possibilité de renouvellement, de prolongation ou de renégociation de l'accord », a-t-il ajouté.

■ M. Charles Hermu, ministre de la défense, en visite privée en Grèce, s'est entretenu avec M. Andreas Papandréou, premier ministre et ministre de la défense nationale, et avec le secrétaire d'Etat à la défense, M. Zakariou.

Au cours de ces entretiens, ont été examinés les sujets d'intérêt commun aux deux pays, particulièrement l'accord franco-hellénique de coopération militaire, et des questions plus générales concernant la Méditerranée. M. Papandréou a présenté à M. Hermu l'accord gréco-américain sur les bases.

M. Mitterrand

Le président de la République française, François Mitterrand, a été reçu par le chancelier allemand, Helmut Kohl, à Bonn, le 17 juillet 1983.

Le président français et le chancelier allemand ont eu un entretien téléphonique d'une heure, lundi dernier 11 juillet, peu après le retour de M. Kohl de Moscou.



Helmut Kohl, chancelier allemand.

Pré-Courageux

être à Pau et
des études
suscitent et pr
suscitent et c
en jouant A
ancer à Paris m
bienséance com
leur et de la
après de lui per
technique de l'ir
qui explique cela
style d'André
Commencer avec
ouvrir ses propres
avec 54 personnes
sur les participants
le court, les ch
conquérir la rue
international pr
Haute Courant
de Pré A. Mitter
future... A. A. in
Courageux... A
étendre... A. A. in
dans le monde pr

ASIE

M. Mitterrand se rendra en visite officielle en Indonésie en 1984

M. Régis Debray, chargé de mission auprès du président Mitterrand, a effectué, la semaine dernière, une visite de contacts et d'information à Tokyo, pour expliquer aux responsables nippons la politique française

dans le Pacifique, nous cible notre correspondant Roland-Pierre Farinoux.

Au cours de sa visite, M. Debray s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, et avec des membres

du cabinet du premier ministre, M. Nakasone. M. Debray s'était rendu en juin dans plusieurs pays du Pacifique sud et avait assisté, au cours de la première semaine de juillet, au quatrième colloque franco-indonésien.

De notre envoyé spécial

pes assez, se sont plaints les Indonésiens, les efforts publics.

Ces efforts doivent être développés, selon M. Debray, qui a profité de la circonstance pour confirmer que le président Mitterrand se rendra l'an prochain en visite officielle à Djakarta. M. Debray a souligné que les relations bilatérales, trop techniques, prennent une dimension plus personnelle et culturelle : d'autant que les chercheurs français sur l'Indonésie sont parmi les plus respectés, et que de nombreuses convergences politiques sont apparues entre Français et Indonésiens.

En ce qui concerne l'Indochine, par exemple, les deux pays, ont es-

timé les participants, se signalent par leur volonté commune de maintenir le dialogue avec le Vietnam, de trouver une solution à une crise dont profitent les grandes puissances. Position délicate pour l'Indonésie, prise entre sa solidarité avec ses partenaires de l'ASEAN et son désir d'une solution rapide, consciente de son rôle de pays le plus peuplé de la région et apparemment déçu du manque de volonté de dialogue de Hanoi. Plusieurs membres de la partie française, tout en reconnaissant n'avoir guère d'illusions à l'égard du Vietnam, ont confirmé que Paris était prêt, si la demande était faite, à offrir ses bons offices et à participer à un système de garanties internationales.

Les débats ont permis de voir que la méfiance des officiels indonésiens persistait à l'endroit de la Chine, danger plus proche que celui de l'URSS, même si diplomates et militaires divergent quelque peu sur les méthodes à employer, laissant en cela le dernier mot au président Suharto. Plus intéressante aura été la nouvelle médiation des participants indonésiens à l'égard du Japon et de l'administration Reagan, « un élément dans un magasin de porcelaine », avec laquelle les problèmes de communication sont devenus aigus. Les Indonésiens ne veulent pas voir l'Asie du Sud-Est devenir un champ clos de la lutte Est-Ouest. Position qu'ont partagée les Français, qualifiés par un Indonésien de plus non-alignés dans le monde occidental.

Il n'est pas non plus question, pour Djakarta, d'accepter une remilitarisation du Japon, de coopérer militairement avec lui, de le voir participer à la défense des détroits d'Asie du Sud-Est. Ce serait totalement injustifié, a affirmé un participant qui a qualifié de « néogaulliste » la politique de M. Nakasone. Encombrant militairement, le Japon ne l'est pas moins économiquement pour des Indonésiens, qui souhaitent toujours, mais apparemment sans trop d'illusions, recentrer des relations déséquilibrées par un resserrement de leurs liens avec l'Europe. Le rôle de celui-ci, et en particulier de la C.E.E., demeure insuffisant, et les Indonésiens se sont plaints de son protectionnisme.

Cette conférence, la première depuis sept ans, devrait être suivie avant deux ans d'une nouvelle réunion en France. Elle aura permis une reprise de contacts qui devra néanmoins, pour être fructueuse, déboucher sur des relations économiques, culturelles accrues, et ne pas se limiter au niveau officiel.

PATRICE DE BEER.

(Publicité)

Inde

EN ANDHRA PRADESH

Six cent mille fonctionnaires se sont mis en grève

De notre correspondant

New-Delhi. — Six mois après un spectaculaire succès électoral, le gouvernement régional de l'Andhra Pradesh affronte sa première crise politique sérieuse. Quelque six cent mille employés gouvernementaux ont en effet commencé une grève illimitée qui paralyse l'administration de cet Etat du centre de l'Inde.

En janvier, une formation régionaliste, le Telugu Desam, conduite par une ancienne vedette de cinéma, M. Rama Rao, avait créé la surprise en infligeant une cuisante défaite au congrès de Mme Gandhi dans un Etat qui avait la réputation d'être un de ses bastions traditionnels. Elu à la tête du gouvernement local, M. Rama Rao s'était engagé à mener une politique « propre » et à « lutter contre la pauvreté et les injustices sociales » tout en préservant la « dignité du peuple telugu ». Aujourd'hui, les fonctionnaires invitent M. Rama Rao à se « préoccuper un peu plus de la dignité des salariés et de la pauvreté dont sont vic-

times les travailleurs du service public ».

Les grévistes demandent notamment le respect de l'accord signé avec l'ancien gouvernement congrésiste prévoyant l'abaissement de l'âge de la retraite et un « droit de regard » sur toute décision concernant le fonctionnement du service public. Par ailleurs, ils contestent une nouvelle législation qui tend à limiter le droit de grève dans les secteurs dits « essentiels ». Dès le début, le mouvement s'est politisé. Le parti de Mme Gandhi ne cache pas sa satisfaction de voir ainsi embarrassé celui qui, ces derniers mois, n'a cessé d'appeler l'opposition nationale à s'unir contre le gouvernement de New-Delhi. En prévision d'affrontements qui risqueraient ainsi de prendre une allure violente, un vaste déploiement des forces de l'ordre a donné à la capitale régionale, Hyderabad, l'aspect d'une ville assiégée. (Interim.)

RUSE

Les recettes pour prolonger vos vacances. Légèrement. Avec un peu d'astuce, quelques messages et beaucoup de calculs.

Écho des Savanes

Diesel moins cher !
Une offre exceptionnelle !

- 3 HORIZON EX diesel
- 2 604 turbo diesel
- 1 TAGORA turbo diesel

Véhicules d'exposition 1983, 0 km

PRIX SPECIAL

Le meilleur prix — le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

André Courrèges Pour la Haute-Couture ?

Naître à Pau et se sentir attiré par le dessin ; faire des études d'ingénieur des Ponts et Chaussées et profiter de ses loisirs pour inventer chaussures et costumes d'homme pour un tailleur tout en jouant à la pelote basque et au rugby ; se lancer à Paris en 1945, à 25 ans, et choisir Balenciaga comme point de chute, par goût de la rigueur et de la noblesse, pour apprendre auprès de lui pendant 10 ans le coupe, la technique et l'importance des essayages : voilà qui explique déjà l'essentiel de ce qui va devenir le style d'André Courrèges.

Commencer avec 2 ouvrières en 1961 pour ouvrir sa propre maison de couture et se retrouver avec 54 personnes dès 1965, imposer le blanc pur, les pantalons pour la ville et pour le soir, le court, les chevassettes, les talons plats et conquérir la rue, en atteignant un succès international, produire des « Prototypes » de Haute-Couture tout en inventant un système de Prêt-à-Porter de grande série baptisé « Couture Future » voilà la première étape du Style Courrèges qui révolutionne la mode tout entière.

Étendre son implantation à 252 points de vente dans le monde entier et dans 5 boutiques

exclusives rien qu'à Paris, atteindre un chiffre d'affaires de plus de 250 millions, dont 50 % à l'exportation ; lancer accessoires, parfums, montres, articles de sport (planche à voile, voitures), selle de bains, tout en ajoutant à ses départements existants « Courrèges Homme », « Hyperbole » pour les jeunes et tout un éventail de vêtements pour le Sport à travers plusieurs lignes spécifiques, créer les tenues officielles pour les Jeux Olympiques de Munich et recevoir en 1981 la Médaille d'or du Design International pour sa maquette d'une Cité lumière : voilà la 2^e étape en forme de boucle, qui concrétise la conquête de tout un environnement et d'un espace totalement Courrèges.

Avoir envie de repartir de son point de départ, et de revenir au problème du vêtement féminin en 1983, pour offrir à la femme la magie d'une nouvelle Haute-Couture, partir vers la recherche d'une féminité plus poétique et plus mystérieuse, de se lancer dans l'invention de nouvelles robes qui aideront les femmes à vivre plus heureuses, les leur présenter malgré les difficultés de l'heure, dans un lieu entièrement recréé et encore secret, au lieu de se recroqueviller sur son acquis : voilà la 3^e étape qui, l'automne prochain, nous fera découvrir un nouveau Courrèges.

Le Monde

politique

UN ENTRETIEN AVEC M. MICHEL CRÉPEAU

« L'intérêt du pays exige que le centre gauche

retrouve aussi vite que possible une réelle expression politique »

Ministre du commerce et de l'artisanat après avoir occupé, dans les deux premiers gouvernements de M. Pierre Mauroy, les fonctions de ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que depuis l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République « beaucoup de sillons féconds ont été tracés qui porteront leurs fruits dans la durée ». Il souligne aussi que « l'intérêt du pays exige que le centre gauche retrouve aussi vite que possible une réelle expression politique ».

« Première expression politique de la gauche en France, il y a un siècle, le radicalisme est aujourd'hui divisé, et ses deux courants apparaissent marginalisés par rapport à leurs alliés respectifs. Partenaires gouvernementaux depuis 1981, les radicaux de gauche n'auraient-ils pas quelque raison de vouloir saisir les rangs des députés du socialisme ? »

« Nous sommes d'abord des radicaux. Je ne vois donc pas pourquoi nous serions des députés du socialisme. »

« En revanche, nous sommes des partenaires loyaux, des alliés fidèles, de la majorité présidentielle. Notre problème n'est pas tellement de savoir ce que nous avons été, mais de savoir ce que nous pouvons faire d'utile pour la gauche. »

« Autrement dit : serons-nous assez présents pour renforcer - ou élargir - la majorité présidentielle au moment des élections législatives de 1986 ? »

« Il n'est pas interdit de prévoir que le parti socialiste, tout en restant le plus fort parti de gauche, n'aura plus la majorité absolue à lui seul. Il devra alors pouvoir compter sur des alliés. »

« D'ailleurs, qu'advient-il de la participation communiste dans les cinq ans à venir ? Nul ne le sait. Pas même, sans doute, les communistes... »

« Et la participation communiste sera-t-elle longtemps supportable pour le parti socialiste s'il est condamné à en être l'otage ? »

« Tout cela fait que l'intérêt de ce pays exige que le centre gauche retrouve aussi vite que possible une réelle expression politique. C'est là que se trouve le « en un consensus » des Français. »

« Et où trouver ce centre gauche jusqu'alors introuvable si ce n'est,

sous une forme ou sous une autre, autour du radicalisme ? »

« Le fait que nous soyons trop peu nombreux à penser cela, depuis des années et des années, n'implique pas que nous ayons tort. »

« Je reste même persuadé du contraire et de la nécessité qu'il y a de prendre des initiatives sérieuses en ce sens dès la rentrée. »

« La politique, de rigueur, pour justifier qu'elle vous semble, est-elle une parenthèse qui, comme le dit M. Mauroy, devrait se refermer fin 1984 ? Et pourquoi ? »

« Comment ne pas approuver le premier ministre lorsqu'il souhaite que le plus de rigueur soit une parenthèse que l'on puisse fermer en 1984 ? Mais une parenthèse n'est pas nécessairement un point final. A l'évidence, la crise sera longue, même si le remède peut devenir moins brutal. »

« Les Français sont parfaitement capables de comprendre que nous sommes engagés dans un long processus de transformation en profondeur des sociétés industrielles, avec rupture de tous les équilibres anciens. Quel que soit le gouvernement, on ne traverse pas de telles périodes sans d'énormes difficultés. »

« Face à une telle situation, il est très important d'expliquer de faire comprendre, de dire la vérité. »

« Et la vérité est qu'il n'y a pas de potion magique, sauf peut-être que la potion de droite serait plus amère pour la majorité des Français que la potion de gauche. »

« En fait, la crise, c'est comme les maladies de foie. Pour guérir, il faut un régime sévère et sans alcool. »

« Or notre vieux alcool national, ce n'est pas le cognac, c'est l'inflation ! »

« Aucun doute là-dessus : il sera plus dur de faire passer son taux de 8 à 5 que de le faire passer de 11 à 8 - et plus dur encore de le maintenir à 5. »

« De la même manière, chacun doit savoir que, pour sauver des usines, il faudra désormais supprimer des emplois. Le mot savant de « restructuration » ne veut pas dire autre chose. »

« Alors, si nous ne voulons pas être des naufragés du chômage, il faudra créer d'autres emplois, ailleurs et autrement. Et pour cela : épargner, mobiliser, épargner, travailler mieux, et souvent plus. »

« Lucidité, oui ; défaitisme, non ! »

« L'effort demandé aux Français vous semble-t-il équitablement réparti ? Ne pensez-vous pas que les Français comprendraient mieux la nécessité

de l'effort demandé s'il n'était pas présenté comme une fin en soi ? »

« Bien entendu, tout effort plus sévère exige une justice plus grande. C'est dans ce sens-là que nous allons. Et qu'il faut continuer d'aller. De ce point de vue, c'est aussi une chance que la gauche soit au pouvoir. »

« Mais vous avez raison : ne confondons pas austerité et mortification. Notre problème n'est pas de faire maigrir les plus maigres pour permettre aux plus gros de garder l'embonpoint. Il n'est pas non plus de faire pénitence. »

« Il est avant tout de faire du muscle. Et de stimuler la matière grise. Tout cela passe par le moral des troupes. La lucidité : nul. Le défaitisme : non. »

« D'autres générations ont connu, d'autres pays connaissent encore, des épreuves autrement douloureuses. »

« Face à la crise actuelle, il ne faut pas tout attendre du gouvernement. Aucun gouvernement ne peut tout faire. Surtout pas faire plaisir à tout le monde, dans un pays qui adore la contestation. Et qui semble toujours croire qu'on fait tomber les bastilles en brandissant des pancartes. »

« Le refus du protectionnisme vous semble-t-il être un choix irrévocable ? Toute tentative de repli hexagonal, qui pourrait rendre de l'insécurité du plan d'ailleurs, par exemple, vous semble-t-elle écartée ? »

« A l'abri de frontières artificielles on ne peut fabriquer que des cuillères en bois. Pas des avions, pas de l'informatique, pas de l'électronique, pas de la chimie fine. Il n'y a pas de marché national suffisant pour cela. »

« Pour la France, le choix du protectionnisme aurait été et serait le choix du déclin. Félicitons-nous que la gauche ait su résister à cette tentation-là. Je ne comprends pas que des hommes de progrès s'opposent aujourd'hui, les thèses de Colbert. »

« Mais l'ouverture des frontières a sa limite, c'est celle de l'effort. De l'effort, pour fabriquer et, plus encore, pour vendre. »

« Or il y a deux handicaps pour la France. Le premier est que depuis dix ans elle a désinvesti, ou en tout cas insuffisamment investi : trop dans l'énergie, pas assez dans la matière grise. De ce point de vue, la droite n'a aucune place à nous donner. Nous nous efforçons de rattraper les retards qu'elle a accumulés. »

« Le second est que nos grandes entreprises sont presque toujours dirigées par des ingénieurs et pas par des vendeurs. Quand nous

avons des colonies ça marchait. Maintenant ça ne suffit plus. Il faut donc réapprendre à vendre français, en France et à l'étranger. »

Nous légiférons trop en uniforme

« En vingt-cinq mots, la France a-t-elle « changé » dans la bonne direction ? »

« Oui. Beaucoup de choses ont changé dans la bonne direction. Même si on ne l'explique pas toujours assez. Beaucoup de sillons féconds ont été tracés, qui porteront leurs fruits dans la durée. »

« Mais, à mon sens, il y a encore bien des choses à changer d'ici la fin du septennat : la structure qui n'a renoncé à aucune de ses habitudes, les préjugés sociaux liés au recrutement des élites, la torpeur des banquiers, les procédures paralysantes, beaucoup de prétendus droits acquis dont il est clair qu'ils ne sont en fait que des privilèges déguisés. Et puis, nous légiférons trop en uniforme : qu'y a-t-il de commun entre une entreprise artisanale et la régie Renault ? »

« C'est une révolution culturelle qui reste à faire. Admettons que l'héritage soit particulièrement lourd en ces domaines. Et que la décentralisation ne fasse que commencer. L'espérer qu'on la poussera plus loin dans l'Etat, dans les entreprises, dans l'enseignement. Plus que jamais, la France a besoin d'air. »

« La campagne pour les élections européennes commence. Elle peut être un test pour le gouvernement. Et pour le M.R.G. comment envisagez-vous ce scrutin ? »

« C'est à l'évidence à la dimension de l'Europe qu'il aurait fallu concevoir une politique nous permettant de résister davantage à l'Amérique, à l'U.R.S.S. et au Japon. »

« Mais, si je ne suis pas un député du socialisme, j'avoue être un député de l'Europe. Et je ne suis pas seul dans ma génération. A considérer avec tristesse que la fusée a fait long feu... »

« Enfin ! Espérons que, comme Ariane, elle finira bien par s'envoler et que la France l'y aidera. »

« Si les radicaux de gauche peuvent contribuer à faire comprendre cela, ils tenteront bien sûr de l'exprimer au moment des élections européennes. Seuls ou avec d'autres ? On ne le sait pas encore. Mais, de toute façon, il faudra bien que nous soyons présents dans ce débat puisque notre volonté est d'exister. »

Propos recueillis par ANNE CHAUSSEBOURG.

Où sont les « désaccords » entre M. Marchais et M. Andropov ?

(Suite de la première page.)

Pourtant, quelqu'un se moque du public dans cette affaire. Depuis que les dirigeants soviétiques ont des propositions de désarmement, ils n'ont jamais parlé d'autre chose que des armements existants, à l'Est comme à l'Ouest, et l'on ne voit vraiment pas en quoi la phrase incriminée pourrait bien les gêner aujourd'hui. Sans remonter trop haut dans le passé, et en enregistant au contraire aux dernières prises de position de Moscou dans la controverse actuelle sur les euro-missiles, on relève que la déclaration commune des sept pays membres du pacte de Varsovie, publiée par la Pravda du 29 juin au lendemain du sommet de Moscou, appelle à « une juste réduction des armements nucléaires à moyenne portée existant actuellement en Europe, dans le strict respect par les deux parties du principe de l'égalité et de la sécurité égale ». Quelques jours plus tôt, le 27 juin, la Pravda avait réaffirmé dans un commentaire le désir soviétique d'« abolir le niveau des armements des deux côtés ». Et ceux qui jugent que la mention d'une réduction « à l'Est » n'était pas encore assez soulignée pour se reporter à la préface rédigée par M. Andropov pour un recueil de ses discours publié en R.F.A., texte reproduit en première page de la Pravda du 26 juin. « Quand nous parlons de désarmement, indiquait le secrétaire général du P.C. soviétique, nous avons toujours en vue une réduction des armements, le désarmement à l'Est comme à l'Ouest. »

Armements futurs et armements existants

Il n'y a donc aucune « audace » de la part du P.C. français à faire figurer cette phrase dans un communiqué publié avec Moscou, et M. Zagladine, porte-parole du comité central soviétique, avait parfaitement raison d'affirmer que cette question du désarmement à l'Est comme à l'Ouest « ne fait pas problème pour nous ». En revanche, on se permettra d'être sceptique sur son explication selon laquelle l'omission de cette phrase dans la version russe du texte résultait d'une « erreur ». La presse soviétique ne se trompe pour ainsi dire jamais dans la reproduction des communications officielles, et cet « incident », venant après l'annulation de la dépêche Tass sur les propos de M. Marchais, ne pouvait être fortuit.

Une autre hypothèse, beaucoup plus vraisemblable, est celle du « désaccord factice » destiné à donner le change et à mieux faire passer ce que la « démarque » de M. Marchais à Moscou avait d'« exorbitant », dans la forme que nous le fond. Dans la forme, il était déjà curieux de voir le chef d'un parti associé au pouvoir à Paris rencontrer M. Andropov - pour la seconde fois en huit mois - pour lui faire part d'une position différente de celle de l'Elysée sur

une négociation touchant à la sécurité de la France. Le geste a d'ailleurs vaine la sèche mise au point que l'on sait de la part de M. Mitterrand. Sur le fond, l'essentiel de ce que demandaient les Soviétiques a été concédé ce printemps, lorsque le P.C. français s'est déclaré favorable à la prise en compte (ou « en considération », c'est tout comme) de la force française de dissuasion dans les négociations de Genève.

Une fois ce geste accompli, le fait de batailler sur des virgules à propos des réductions d'armements existants, « à l'Est comme à l'Ouest », n'a plus d'importance. Pour M. Mitterrand comme pour les gouvernements alliés, les forces françaises ne seraient donc assimilées au SS-20, et l'introduction de ces fusées soviétiques à partir de 1977 a modifié l'équilibre en Europe, obligeant l'OTAN à installer des missiles américains à l'ouest du continent à partir de la fin de cette année. La négociation de Genève doit donc mettre en parallèle non pas les armements « existants » à l'Est comme à l'Ouest, mais les armements futurs de l'Ouest contre les armements existants de l'Est. C'est là toute la différence, et elle est infiniment plus importante entre l'Elysée et M. Marchais que les fausses différences dont celui-ci fait état avec Moscou.

Il est vrai qu'un autre désaccord est apparu entre les deux P.C. sur la proposition du P.C.F. d'élargir à tous les pays européens la négociation de Genève. Là encore, ce désaccord est signalé par M. Marchais, ce dernier ayant tenu à faire savoir à son retour de Moscou que, selon la délégation soviétique, « l'élargissement de la discussion à Genève ne constituerait pas un facteur de nature à résoudre les problèmes ». Les Soviétiques ont été plus discrets, puisqu'ils se sont bornés à faire savoir, dans la déclaration commune, qu'ils avaient « manifesté leur intérêt pour les considérations exprimées par le P.C.F. ». On se permettra de penser que si la diplomatie soviétique n'est apparemment pas « naïve », aujourd'hui pour demander officiellement l'entrée des Européens dans l'enceinte de Genève, elle ne peut objecter sérieusement à de telles demandes, surtout en provenance d'un parti politique français. C'est là en effet un bon moyen d'augmenter les « pressions » pour la prise en compte de l'arsenal de Paris par les négociateurs. En bonne logique d'ailleurs, le fait que cette proposition de M. Marchais n'ait pas été censurée par la presse soviétique, à la différence de l'autre, devrait être considéré, mutatis mutandis, comme l'indice que Moscou n'y est pas a priori défavorable.

La « dissuasion » censurée

Signalez enfin une autre mutation sémantique qui, elle, n'a donné lieu à aucune rectification de l'Humanité, mais a peut-être quelque signification : partout où le texte français de la déclaration commune Marchais-Andropov parle de « force de dissuasion française », le texte russe transcrit : « les forces nucléaires françaises », ou « l'arsenal nucléaire français ». On sait que le mot de « dissuasion » est plutôt mal vu à Moscou, en particulier lorsqu'il s'agit de l'arsenal nucléaire des autres puissances, puisqu'il implique l'existence d'une menace à laquelle ces puissances devraient parer de la part de l'U.R.S.S. et qu'une telle menace est, par définition, imparable. D'où cette nuance par rapport à M. Marchais, qui s'en tient encore au langage français par la dissuasion. Aurait-on enfin trouvé un « vrai » désaccord ?

L'hebdomadaire Temps nouveaux a en effet sorti une nouvelle édition de son numéro daté du 15 juillet, dans laquelle ce texte est repris intégralement, y compris le passage concernant la « réduction équilibrée à l'Est et à l'Ouest » des forces en Europe.

Le tirage de cette nouvelle édition de « Temps nouveaux » semble toutefois limité : seuls quelques correspondants communistes étrangers l'ont repue, et elle était introuvable samedi matin dans les kiosques de Moscou, où seule la première édition - dans laquelle le communiqué commun ne figure pas - était en vente. Interrogée par l'A.F.P., la rédaction de Temps nouveaux a indiqué samedi que la dernière édition de l'hebdomadaire serait disponible à partir de ce lundi.

L'« ERREUR MATÉRIELLE » RÉPARÉE

Moscou (A.F.P.). - Le parti communiste de l'U.R.S.S. a tenté samedi 16 juillet de réparer l'« erreur matérielle » liée à la publication de la déclaration commune issue de la rencontre Andropov-Marchais.

La souscription pour le monument à la mémoire de Pierre Mendès France est ouverte

La souscription nationale pour l'érection, à Paris, d'un monument à la mémoire de Pierre Mendès France, mort le 18 octobre 1982, a été ouverte par décret, signé du président de la République et publié au Journal Officiel du 17 juillet.

Cette souscription est organisée par un comité d'honneur, placé sous le patronage de M. François Mitterrand et composé, notamment, du premier ministre, du président de l'Assemblée nationale, des ministres de l'économie, des finances et du budget, de l'intérieur, des relations extérieures, de la défense, du ministre délégué à la culture, du président du Conseil constitutionnel, du grand chancelier de la Légion d'honneur, du député de la troisième circonscription de l'Eure, dont Pierre Mendès France avait été l'un et de plusieurs personnalités parmi lesquelles les prix Nobel Alfred Kastler et François Jacob et

MM. Michel Jobert et Francis Perrin.

Une « commission exécutive », présidée par le premier ministre, comprend outre plusieurs ministres, MM. Hubert Beuve-Méry, ancien directeur du Monde, Charles Gombault, ancien directeur de France-Soir, l'éditeur Claude Gallimard, les ambassadeurs Stéphane Hessel, Pierre Maillard et Jean-Marie Soule, ainsi que MM. Pierre Joxe, Simon Nora, directeur de l'E.N.A., et Mme Françoise Seligmann, vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme.

Outre les versements privés, ceux de l'Etat, des DOM-TOM, des départements et des communes pourront être recueillis. Le monument sera érigé, dans la capitale, sur un emplacement choisi en accord avec le maire de Paris, précise le décret.

« M. Jacques Favret, ancien directeur du Monde, est nommé président du jury du concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration de 1983, par arrêté du secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, publié au Journal officiel du 17 juillet. »

« M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a quitté Paris, dimanche 17 juillet, pour un séjour d'une semaine aux Antilles où il se rend pour la première fois en visite depuis son entrée en fonctions. Il séjournera successivement en Martinique et en Guadeloupe. »

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE aux enchères publiques, au Palais de Justice du HAVRE : boulevard de Strasbourg

LE VENDREDI 29 JUILLET 1983 A 10 H.

UN NAVIRE

en acier « hydro », tonnage brut 10.240 t - tonnage net 5.747 t

MISE A PRIX : en U.S. Dollars 50 000

ou son équivalent en francs français au jour du règlement

Pour tous renseignements, s'adresser :

1°) S.C.P. MARGUET et SUREL, société d'avocats, 32, av. du Général-Archambault, Téléphone : (35) 42-09-06 - LE HAVRE.

2°) M. Jacques DURAND-VIEL, courtier maritime, 73-75, quai de Southampton. Téléphone : (35) 41-28-18 - LE HAVRE.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

BAS-RHIN : Schirmeck (1^{er} tour). Inscr. : 1.523 ; vot. : 814 ; suffr. expr. : 769. - MM. Cassez, ss. élig. 467 voix, ELU ; Felder, ss. élig. 302.

[Cette élection complémentaire pour un siège faisait suite au décès du maire. Le fils de celui-ci l'a emporté des 60,72 % des suffrages exprimés.]

Le Monde
dossiers et documents

L'EXPLOSION VIDEO

Les enjeux industriels
La guerre des images
Un outil d'expression

DANS CE NUMÉRO UN SECOND DOSSIER
L'ANTISÉMITISME

NUMÉRO DE JUILLET - AOÛT - SEPTEMBRE 1983
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 5,30 F

Le Monde

محمدان الأمل

Le Monde

société

LES SUITES DE L'ATTENTAT D'ORLY

Ne m'appellez plus Cerise

Pauvres parents qui viennent de perdre la guerre judiciaire qui les opposait depuis cinq ans à la justice ! Leur fille Cerise n'a pas le droit de s'appeler Cerise. Ainsi en a décidé la cour d'appel de Bourges, donnant raison à l'officier d'état civil qui, à la naissance de la fillette, s'était effusqué de l'attribution d'un tel prénom.

C'est vrai : une loi du 11 germinal an XI, toujours en vigueur, n'admet en principe pour seuls prénoms que les *noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus dans l'histoire nationale*. Amargine peut se reconnaître de saint Armand et Clémentine de saint Clément, mais Cerise ? On ne connaît pas hélas de sainte Cerise. La jurisprudence, depuis l'époque lointaine de la Révolution, précède les contours de la loi, en exigeant que le prénom ne soit pas *ridicule* et donc contraire à l'intérêt de l'enfant. Cerise ne répondait pas à cette légitime préoccupation.

Comment fixer une frontière entre ce qui est ridicule et ce qui ne l'est pas, alors que chacun peut se prénommer laider ou Fulbert avec la bénédiction des officiers de l'état civil ? On a même répertorié un saint Goliduche et un saint Zingue.

La jurisprudence paraît pour le moins flottante. Un prénom comme celui de Bergamote, considéré comme non « ridicule », a été autorisé par une décision du tribunal de Paris rendue en 1875. De la bergamote à la cerise il n'y avait qu'un pas, que la cour de Bourges n'a pas voulu franchir.

Aujourd'hui Cerise a cinq ans. Lui faudra-t-il ce temps pour s'habituer à ne plus répondre à son prénom ?

Quarante arméniens interpellés à Paris

(Suite de la première page.)

Cela avait notamment été le cas, à croire certains policiers, lors de la prise d'otages du consulat de Turquie, le 24 septembre 1981, par un commando de quatre hommes. Si Abraham Tumassian, l'auteur récemment condamné, de l'attaque des bureaux de la Turkish Airlines, le 22 janvier dernier n'avait rencontré personne après son débarquement de Beyrouth, un complice arrivé à Paris par un autre vol aurait pu, selon certaines informations, assurer la logistique de l'opération avec le concours de quelques Arméniens d'origine proche-orientale résidant en France.

L'interpellation massive déclenchée dans les milieux arméniens va permettre aux policiers de combler leur retard d'informations sur l'évolution de plus en plus incompréhensible de l'ASALA. Les enquêteurs espèrent notamment mettre en lumière l'émergence d'une fraction dure de la mouvance arménienne dans l'hexagone. Une même réalité opposerait dans les milieux légitimes les modérés et les ultras, phénomène déjà constaté à Beyrouth et, surtout, depuis l'évacuation de l'O.L.P. de la capitale libanaise. Parmi les clandestins, des Arméniens d'origine syrienne et irakienne avaient provoqué, depuis l'été, une escalade de la violence et imposé aux plus politiques du mouvement des actions désespérées dans les pays occidentaux. Les policiers français sont convaincus qu'à Paris également cette fraction dure a emporté et qu'un groupe directement terroriste s'était, au fil des mois, reconstitué dans la capitale.

Dans un sac de voyage

Quarante-huit heures après l'attentat de l'aéroport d'Orly-Sud qui a fait six morts et trente-et-un blessés dont certains sont dans un état critique - ou « très critique », les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris continuent à mener leurs investigations.

Alors que l'aéroport d'Orly est actuellement gardé par de nombreux C.R.S. et que l'embarquement à destination de la Turquie est étroitement surveillé, les enquêteurs recherchent encore, lundi 18 juillet dans la matinée, des indices à

l'endroit de l'explosion. Il est à peu près certain que celle-ci a été provoquée par la mise à feu d'une charge de la taille d'un transistor reliée à trois bouillottes de gaz et placée dans un sac de voyage de couleur noire ougel on avait accroché un appareil photographique.

Contrairement à ce qu'on a pu affirmer, les policiers ne sont pas convaincus qu'il s'agit de Semtex, un explosif d'origine tchécoslovaque habituellement employé par l'ASALA (armée secrète arménienne de libération de l'Arménie). Il faudra attendre l'expertise du laboratoire des explosifs de la préfecture de police pour établir avec certitude la nature de la charge et du système de mise à feu.

Selon certaines informations non confirmées, un terroriste aurait pu se trouver sur les lieux jusqu'au moment de l'explosion qu'il aurait alors commandé à distance au

MESURES DE SÉCURITÉ EXCEPTIONNELLES POUR TURKISH AIRLINES

Les opérations de la compagnie turque à Orly-Sud furent désormais l'objet de précautions particulières.

L'enregistrement des passagers d'Orly-Sud fut dès lors renforcé. Les bagages furent contrôlés, mais en « zone 4 », habituellement réservée aux vols charters, c'est-à-dire dans les sous-sols de l'aile droite du bâtiment, du côté de la tour de contrôle, où les sacs se font par un escalier intérieur et un escalier extérieur à l'aéroport.

Ne pouvant approcher de la banque d'enregistrement que les personnes possédant un billet d'avion et une pièce d'identité. Enfin, les bagages furent renforcés : elle s'appliquera toujours aux bagages à main, mais aussi aux bagages de soute.

mayen d'un émetteur à ondes courtes. En effet, à cause d'un retard qui s'est produit au moment de l'enregistrement des bagages, on peut exclure qu'un système de minuscule ait été rattaché à la bombe pour l'émouvoir. À cet égard, précise, comme les enquêteurs estiment d'autre part que l'engin ne pouvait pas échapper au contrôle des appareils électroniques et qu'il n'était sans doute pas destiné à exploser dans l'avion, la présence d'un terroriste sur les lieux est probable pour mettre à feu l'engin là où le drame a eu lieu devant les comptoirs de la Turkish Airlines.

Depuis quarante-huit heures, les policiers interrogent sans relâche de nombreux témoins afin d'établir un portrait-robot du terroriste. Les personnes déclarées ayant toutes été identifiées, il est désormais certain que l'auteur de l'attentat ne fait partie du nombre des victimes comme on l'a d'abord supposé. Il n'y a non plus aucun doute sur l'authenticité de la revendication. L'ASALA a pour habitude de revendiquer ses attentats par un coup de téléphone au bureau de l'agence France Presse d'Athènes et de le doubler par un message téléphonique à l'A.F.P. de Paris. C'est de cette façon qu'a été revendiqué l'attentat de vendredi.

D'autre part, l'ASALA au cours de ces dernières semaines avait lancé plusieurs avertissements, elle avait notamment incité les touristes à ne pas se rendre en Turquie « cible militaire des commandos suicide ». Samedi, l'ASALA menaçait également de frapper dans les pays qui déclinent en prison des Arméniens. C'est le cas de la France où cinq Arméniens sont actuellement incarcérés.

La condamnation des organisations arméniennes

La quasi-totalité des organisations arméniennes en France condamnent l'attentat à l'aéroport d'Orly, revendiqué par l'ASALA (Armée secrète pour la libération de l'Arménie).

Ainsi, l'Organisation pour la réunification et l'indépendance de l'Arménie déclare que : « Il est inacceptable pour la conscience de l'humanité de nier la réalité d'un problème arménien dans ses dimensions humanitaires, juridiques et territoriales, nous offrons néanmoins que l'on ne peut faire avancer la cause arménienne vers sa juste résolution en faisant couler le sang de victimes innocentes ».

Dans la région marseillaise, où la communauté arménienne, la plus importante de France, compte quelque quatre-vingt mille membres, les réactions ont été très vives.

Le bureau régional de l'Union culturelle française des Arméniens en France (U.C.F.A.F.) « condamne avec véhémence l'attentat », tout comme le fait le comité régional du parti Dashnagtsoutoun qui, par l'intermédiaire de son porte-parole,

M. Jean Cumédian, déclare que « seules les actions dirigées contre la représentativité de l'Etat turc peuvent être légitimes ». Nous soulignons les attaques contre les ambassadeurs, consuls ou représentants officiels menées par les commandos justiciers. Nous condamnons énergiquement toute forme d'action dirigée contre des innocents et des civils qu'ils soient turcs ou autres ».

De son côté, le bureau régional de la Jeunesse arménienne de France réaffirme son attachement à une solution finale pacifique.

M. Ara Toranian, responsable du Mouvement national arménien, a expliqué au Journal du Dimanche qu'à son avis l'ASALA, accusée à une « stratégie de désespoir », « trahit ».

Considéré jusqu'à il y a un an comme proche de l'ASALA, le M.N.A. a rompu l'été dernier, avec l'Armée secrète, car, justement, il désapprouvait les attentats aveugles qu'elle organisait.

M. Toranian a déclaré en substance qu'il était urgent « d'en finir avec cette stratégie du cynisme et de trouver des solutions politiques au problème arménien », les attentats ne pouvant autrement que se reproduire.

« LE PARTI SOCIALISTE » condamne la violence d'où qu'elle vienne comme possibilité de règlement d'un quelconque problème politique qui se soit, a déclaré M. Marcel Debarge, secrétaire national du P.S. « Il s'associe aux paroles du premier ministre et condamne ce lâche attentat. Il demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour en arrêter les auteurs afin qu'ils soient punis. Le parti socialiste s'incline devant les victimes et ne participera pas à la polémique irresponsable voulue par certains ».

SUCCESSIONS ET DEBARRAS DE MEUBLES

sont les spécialistes du plus grand DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagny, (20) 161.372.13.91. Une visite de nos 2000 m² d'exposition vous convaincra après des milliers d'autres dépositaires de l'efficacité de notre formule pour vendre un meuble, un objet, un bien, une succession complète.

FAITS ET JUGEMENTS

Huit faux-monnayeurs écroués à Marseille

Les sept faux-monnayeurs arrêtés en flagrant délit d'impression de fausses coupures de 100 francs à l'effigie de Delacroix, vendredi 15 juillet, dans une imprimerie de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), l'imprimerie Publi-Office, ont été écroués à la prison des Beaumettes, samedi 16 juillet. Il s'agit du propriétaire de l'imprimerie, Michel Roux, quarante-trois ans, de son épouse Christiane, vingt-cinq ans, du commanditaire Guillaume Badalassi, quarante-huit ans, de François Vico, quarante-six ans, Jean-Pierre Gaulet, quarante et un ans, Gérard D. Costa, quarante-trois ans, et Francesco Sire, quarante-neuf ans. Un huitième suspect, arrêté, samedi, la nuit même, a été également écroué. Tous ont été inculpés de « contrefaçon de billets de banque, de complicité et d'association de malfaiteurs ».

Les policiers de la brigade financière du S.P.R.J. de Marseille, en collaboration avec des membres de l'Office central de répression de la fausse monnaie, avaient pris en filature les faux-monnayeurs depuis plusieurs jours et constaté que l'un d'entre eux avait acheté à Marseille des encres de différentes couleurs et du papier de qualité Sibelio, habituellement utilisé par les faussaires.

Au moment de l'intervention policière, les faux-monnayeurs étaient en train de fabriquer des billets. Un lot important de coupures de 100 francs avait déjà été imprimé. Les enquêteurs ont saisi le matériel de fabrication, du papier et des plaques gravées. Aucun billet n'avait été mis en circulation. C'est depuis 1972 la septième imprimerie clandestine découverte par la police dans la région marseillaise.

● M. Joseph Pinard, député (P.S.) du Doubs, n'a pas été diffamé par le Syndicat indépendant de la police nationale. Ainsi vient d'en décider la cour de Besançon, confirmant un jugement rendu le 30 mars (Le Monde du 2 avril 1983). Une polémique avait opposé à l'automne 1982 la majorité et l'opposition à propos de l'importance des services d'ordre chargés d'assurer la protection des ministres en déplacement.

A cette occasion, M. Pinard avait confondu le S.I.P.N. avec un autre syndicat d'extrême droite, la Fédération professionnelle et indépendante de la police.

Géraldine retrouvée morte

Géraldine Picco, six ans, disparue depuis mercredi 13 juillet du domicile de ses parents à Bobigny (Seine-Saint-Denis), a été retrouvée, morte, dans un fossé de Seine-et-Marne, au bord de la départementale 96, entre Tournan-en-Brie et Châlons.

La fillette jouait avec des camarades au bas de son immeuble quand, mercredi en fin de matinée, ses parents se sont aperçus de son absence et ont alerté la police.

Son corps, dénué, ne portant aucune trace apparente de blessure, a été découvert par un motocycliste dans la soirée de samedi 16 juillet. D'après les premières constatations, la mort pourrait remonter à jeudi soir. Une autopsie a été ordonnée par le parquet de Bobigny pour déterminer les circonstances de ce décès.

L'opposition veut faire réglementer les écoutes téléphoniques

L'opposition veut faire réglementer les écoutes téléphoniques. Une proposition de loi dont M. Gilbert Gantier, député (U.D.F.) de Paris, est le premier signataire, vient d'être déposée à l'Assemblée nationale. Parmi les autres signataires figurent MM. Alain Madelin (U.D.F., Ile-de-France), Hyacinthe Santoni (R.P.R., Bouches-du-Rhône), mais aucun ancien ministre de l'Intérieur. Dans l'exposé des motifs, ces députés rappellent que les écoutes téléphoniques qui se pratiquent actuellement ont une base légale et juridique discutable. Leur proposition vise à légaliser cette pratique en y ajoutant des garanties. Elle s'inspire pour une large part du rapport rédigé voici un an à la demande de M. Mauroy par M. Robert Schmick, premier président de la Cour de cassation, et auquel le gouvernement n'a pas pour l'instant donné suite (Le Monde du 1^{er} octobre 1982 et daté 17-18 avril 1983).

● L'hôpital Bel-Air de Thionville (Moselle) a été reconnu par le tribunal de Strasbourg (Bas-Rhin) responsable du décès d'une jeune femme âgée de trente et un ans, mère de quatre enfants, M^{me} Marie Muller, qui venait de subir une interruption volontaire de grossesse (I.V.G.).

Saisi d'une demande d'indemnité par M. Muller, le tribunal a conclu à une « faute de service et à une faute médicale lourde » de la part de l'hôpital et l'a condamné à verser 382 000 francs, à la famille de la victime.

TRENTE ET UNE VICTIMES SONT ENCORE HOSPITALISÉES

Trente et un blessés restaient hospitalisés, lundi matin, dans divers établissements de Paris et de banlieue après l'attentat perpétré à Orly le 15 juillet et qui a provoqué la mort de six personnes. Les trois morts de nationalité française sont MM. Jean-Claude Blanchard, Benjamin Kirehner et un jeune gargon, François Luc. Figurent également au nombre des tués deux Turcs, MM. Halit Ilmaz et Memis Hossein, ainsi qu'un Américain, M. Gregory Schultz.

Parmi les trente et un blessés, dix-huit sont encore à l'hôpital militaire Percy, à Clamart : treize de cinq, quatre eux considérés comme critiques ou très critiques. Les autres blessés ont été répartis dans divers hôpitaux de la région parisienne : à Créteil, Villejuive, Saint-Georges, Saint-Antoine, Bichat et Cochin. Sur ces trente et un blessés, sept sont de nationalité française, l'un est algérien, un autre est suédois. Les autres blessés sont turcs.

DRÔLE

L'ECHO des Savanes

lentilles de contact souples
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même pas. C'est comme si l'œil était nu avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

Ysopic
80, bd Malesherbes
75008 Paris Tél 563 85 32

Venez vite faire un essai

Documentez-vous et ne vous contentez pas de lire : tranchez et obtenez sur demande.

SALPÊTRE. VOS MURS SONT DES BUVARDS?

Royal Doulton guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante, comme des milliers de foyers anglais (30 ans de garantie).

Depuis des années, Royal Doulton est la providence des cottages anglais exposés aux méfaits de l'humidité grimpante : ce salpêtre tenace dont il était jusqu'alors si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui mine vos murs, imbibait vos papiers, tentait et réussissait à dégrader vos meubles, tapis et moquettes. Désormais, Royal Doulton vous garantit pendant 30 ans contre la formation de ce salpêtre : des tubes de céramique introduits dans vos murs bovent intégralement l'humidité qui monte du sol.

Ce procédé "miracle" présente 4 avantages exclusifs :

- 1 il constitue la solution d'assainissement définitive que vous cherchiez en vain ;
- 2 il préserve la valeur de votre maison qui serait rapidement dépréciée par les atteintes de l'humidité ;
- 3 il présente l'immense avantage de ne pas exiger de travaux importants ;
- 4 avant d'engager aucune dépense, vous pouvez demander une documentation gratuite et bénéficiaire, sans frais ni engagement, du diagnostic d'un salpêtre qui vous établira un devis.

Bon pour une documentation gratuite

Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé ROYAL DOULTON.

Nom (en majuscules) _____

Adresse complète _____

Tél. _____

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité _____

Renouvelez ce bon à : Royal Doulton 75-77, rue Dr Vaillant, 75210 St-Cyr-Paris

Royal Doulton
Bureaux à Paris et Arras

SOCIÉTÉ

LA SITUATION EN CORSE

Evasions, inculpations, tentative d'attentat

Quatre détenus de la maison d'arrêt de Bastia, ont tenté, samedi 16 juillet dans l'après-midi, une évasion des plus faciles : Daniel et Jacques Casanova, âgés respectivement de trente ans et de vingt-neuf ans, Christian Landri, âgé de vingt-quatre ans, étaient en possession d'un passe leur permettant d'ouvrir la porte de leur cellule, celle du palier et, enfin, celle d'une lingerie. Au moyen d'une lime, ils ont scié les barreaux d'une fenêtre et ont quitté le prison, à l'heure de la plus forte chaleur, en se laissant glisser le long d'une corde de nylon.

Dans les rues de la ville, ils ont été arrêtés par la gendarmerie. Ils ont été conduits à la prison, où ils ont été interrogés par le procureur de la République. Ils ont été inculpés de tentative d'évasion de prison.

Cette évasion a fait grand bruit en Corse et notamment parmi les policiers qui avaient prévu, depuis quinze jours, les autorités pénitentiaires d'un éventuel projet d'évasion. Les enquêteurs de l'affaire Orsini ont, en effet, après d'un inculpé que les autres détenus s'apprêtaient à le faire libérer. Pour brouiller les pistes, l'opération devait même être revendiquée au nom de l'ex-F.L.N.C. Landri et les frères Casanova avaient été arrêtés, le 29 mars, après une attaque à main armée, à Calvi, qui s'était terminée par une prise d'otages, dans une villa du bord de mer (le Monde du 30 mars 1981).

De son côté, le parquet d'Ajaccio a fait appel de la décision rendue le 15 juillet par le magistrat instructeur, de réhabiliter en liberté les sept responsables de la C.C.N. (Corse des combattants nationalistes), qui avaient été inculpés de « propagation de fausses nouvelles » dans l'affaire

Orsini et, pour certains d'entre eux, de « reconstruction de ligue dissoute ». Interpellés, mercredi 13 juillet, ils n'ont été retenus que quarante-huit heures (le Monde du 17 juillet 1981).

Deux personnes ont été écrouées en début de week-end, et une troisième inculpée, dans le cadre de l'enquête sur la disparition, le 17 juin, de Guy Orsini. Marcel Carlini et sa sœur, Agnès, l'épouse d'Hervé Rossi, l'un des deux personnalités de Porto-Vecchio actuellement en fuite, ont été inculpées, samedi, de « complicité de séquestration de personnes ». Selon les policiers, Carlini aurait avoir utilisé, sous un nom d'emprunt, la Citroën Visa de couleur rouge que la bande de malfaiteurs avait louée pour suivre les membres de la famille Orsini.

Les policiers, qui ont interrogé le frère et la sœur, à Lyon où ils s'étaient réfugiés, attendent cependant davantage de l'audition de Philippe-Emile Vincent, un berger, âgé de soixante-trois ans, qui, selon certaines informations, pourrait connaître le mobile de la disparition de Guy Orsini. Il aurait été en effet, en relation avec Roger Orsini, l'oncle de Guy, et aurait fréquenté, à Avignon, où il a été interpellé en fin de semaine, des malfaiteurs rivaux des « caldes » de Porto-Vecchio. Philippe-Emile Vincent avait purgé jusqu'en 1982 une longue peine de réclusion pour avoir tué, en 1872, avec la complicité de son fils Alain, deux frères de Pila-Carnale (Corse-du-Sud), Jacques et José Santoni, qui lui disputaient le cœur d'une vacancière.

Enfin, une charge explosive de 7 kilogrammes a été trouvée et démontée, samedi vers 23 heures, dans le garage du parc automobile de la gendarmerie de Bastia. Cette tentative d'attentat n'a pas été revendiquée.

MÉDECINE

LE BILAN D'UNE SEMAINE DE PRÉVENTION SUR L'ALCOOLISME EN BRETAGNE

Boire bien et peu

De notre envoyée spéciale

Brest. — L'alcoolisme est à la fois une pathologie individuelle et un phénomène socio-culturel. C'est à partir de cette constatation qu'a été organisée une semaine d'animation sur l'alcoolisme à Rennes du 24 au 29 mai, à laquelle plusieurs milliers de personnes ont participé. Le bilan de cette expérience vient d'être publié.

L'expérience, menée par l'association Alcool, Bretagne, Santé (1) consistait à refuser d'aborder le phénomène de l'alcoolisme du point de vue strictement médical ou « normatif ». Durant une semaine, les expositions de photos et de dessins, des débats, des films, des pièces de théâtre se sont succédés (pour illustrer cette approche différente). Par exemple, on a pu retrouver au moyen des archives municipales de Rennes l'histoire de l'alcoolisme régional : « De l'ivresse à l'ivrognerie ou la naissance de l'alcoolisme en Bretagne ».

Ainsi, plus de sept mille personnes et quarante-huit associations ont participé à ces manifestations qui ont eu lieu dans des écoles, des maisons de jeunes, des auberges de jeunesse, maisons de la culture, centres de troisième âge, locaux municipaux, foyers de jeunes travailleurs.

Cette semaine d'animation avait obtenu le soutien de M. Jacques Lang, ministre de la culture qui avait écrit récemment : « Il s'agit moins d'inspirer d'inspiration que de leur apprendre à boire modérément, dans

la tradition française, de faire de l'acte de boire éventuellement, un acte social et non un acte de solitude ».

Autel des dégustations de vin, de cidre, de bière, de jus de fruit et même d'eau avaient été organisés. « La prévention n'est pas l'interdiction de boire. Apprendre à consommer modérément des vins et des boissons de bonne qualité, connaître la composition de ce qui est servi dans son verre, sont un élément de prévention », souligne le docteur Caro, organisateur de cette semaine.

Toutefois cette expérience bretonne qui a permis de sortir la prévention de l'alcoolisme des sentiers battus et de toucher un public nouveau n'a pas fait l'unanimité. Si des dizaines d'associations ont participé à cette semaine, certains mouvements de baveurs gais ont refusé d'y prendre part, car ils y voyaient moins « à ne plus boire » qu'à boire « bien et peu ». L'association Alcool, Bretagne, Santé, qui a jusqu'à présent bénéficié des aides financières du ministère de la santé, attire-t-elle les moyens de continuer la réflexion collective engagée en Bretagne ? Les organisateurs de la semaine d'animation pour qui « une piñata de théâtre sur l'alcoolisme vaut dix mille réunions cassépées » l'espèrent.

M.-Ch. ROBERT.

(1) Alcool, Bretagne, Santé, 12, square de Provence, 35000 Rennes. Tél. : (099) 54-15-60.

PSYCHIATRIE DANS L'ESSONNE

Un dispensaire part en fumée

Un dispensaire qui, le 4 juin, part en fumée pour une raison inconnue, des fonctionnaires des services extérieurs qui ne se déplacent pas sur les lieux du sinistre et, enfin, un chef de service qui se rend en Italie, malgré cet incendie, pour étudier la psychiatrie alternative, voilà déjà pour l'équipe du huitième secteur de psychiatrie de l'Essonne quelques raisons d'être trébuchées. Il en est d'autres : la rigueur n'est pas, sur le terrain, un vain mot, et le financement d'expériences originales comme celle conduite à Corbeil n'est plus sans problèmes. Si les crédits affectés à la psychiatrie dans l'Essonne progressaient encore en 1980 de plus de 28 %, ils augmentaient seulement de 9,72 % l'année dernière.

Les Mézards, ce dispensaire juché sur un terrain vaguement flétri, la ZUP de Montesson, ont leurs titres de gloire. C'est le docteur Bonnetat, un des pères de la psychiatrie en France, qui en fut le fondateur il y a dix ans. L'équipe de Corbeil, qui fut à la pointe du combat contre les structures asilaires, travailla dès le départ sans lit d'hospitalisation. Les héritiers du docteur Bonnetat obtinrent qu'aucun service de psychiatrie ne soit prévu à leur intention dans le futur hôpital général de Corbeil. Un centre de crise fut créé récemment dans un ancien bâtiment pour une prise en charge rapide des cas les plus aigus. Les hospitalisations, naturellement, demeurent ; les équipes de l'hôpital psychiatrique d'Evry, structure de rattachement, grincant des dents quelquefois, mais il n'empêche : les taux d'hospitalisation dans ce secteur ont considérablement chuté.

L'expérience fut menée à bien dans le local aujourd'hui détruit par l'incendie qui avait été construit en mauvais préfabriqué. La préchambre avait duré. Un premier sinistre avait déjà ravagé partiellement le dispensaire. Les vols s'étaient multipliés. Mais c'est sans succès que l'équipe avait tenté d'acheter une maison plus spacieuse. « Trop cher », avait déclaré la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.). « Pas de psychiatrie de château », avait estimé le directeur de l'hôpital.

Après l'incendie, l'achat de la maison trouvée par l'équipe elle-même ne peut, aux yeux des cinquante soignants, être différé : il y va après tout des soins aux soignants patients qui consultent chaque jour. A cette logique médicale s'oppose la logique administrative de la D.D.A.S.S., qui se fêta lentement pour trouver les financements nécessaires, les indemnités des assurés ne couvrant pas la totalité de l'opération. « Je ne peux pas, explique le directeur de la D.D.A.S.S., M. Elie, attendre, donner le feu vert à des dépenses qui mettent les élus devant le fait accompli ».

La décentralisation, qui diminue considérablement la prise en charge, par l'Etat, des dépenses de psychiatrie, n'apportant assurément à 87 %, justifie en partie les scrupules des services extérieurs. Une certaine intention, des fonctionnaires face aux psychiatres de Corbeil explique la ruse : « Ils vivent dans leur passé historique et ils ne sont pas les seuls à être nouveaux », affirme la directrice de la D.D.A.S.S.

Si l'équipe de Corbeil négocie aujourd'hui pied à pied, sa mobilisation est restée singulièrement sage : « On a cru que la gauche rouillait pour nous, explique un infirmier. On a abondamment soutenu le rapport de force. Point d'action d'écrit, donc, comme cette occupation des locaux administratifs qui avait marqué, en 1979, le licenciement d'un vacataire. Point d'attente de la fête de soutien à Corbeil puisque, signe des temps, il s'est trouvé une majorité de cette équipe novatrice pour refuser ce surcroît de travail ».

NICOLAS BEAU.

ÉDUCATION

Admissions aux grandes Ecoles

(par ordre alphabétique)

● Ecole supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.) :

Mme et MM. Claire Acard (131e); Jean-Luc Allard (31e); Isabelle Allard (18e); Maud Allard (18e); David Amiel (70e); Rachel Amiel (46e); Murielle André (122e); Fabienne Andrieu (154e); Claire Anon (94e); Dominique Aupiais (59e); Anne Aubier (117e); Marie-Laure Baret (148e); Jean-Pierre Baud (38e); Stéphanie Baveret (71e); Laurence Beauvais (190e); Corinne Beauvais (112e); Catherine Bégué (169e); Sylvie Bégué (50e); Sandrine Berteloot (208e); Sébastien Berteloot (198e); Philippe Bertrand (146e); Pierre Beurton (197e); Laurence Bihl (9e); Marie-Odile Blich (159e); Dominique Blich (199e); Jacques Bolelli (216e); Alexandra Bolevski (104e); Patrick Bonhomme (162e); Etienne Boudin (22e); Cécile Bourdieu (10e); Anne-Sophie Boutin; Patricia Boyer (30e); Sophie Bruneau (72e); Frédéric Brunet (198e); Corinne Buffet (44e); Eric Bussat (168e); Hélène Caillon (138e); Florence Caston (124e); Monique Carie (224e); Laurent Cassata (217e); Catherine Cassata (83e); Philippe Cerf (40e); Alain Chapot (150e); Eric Charney (39e); Claude Chevalier (203e); Véronique Chibby (230e); Laurence Clément (182e); Nicolas Coins (118e); Serge Conietti (15e); Françoise Communion (19e); Christophe Coten (109e); Christophe Caille (173e); Christophe Darnaud (128e); Bertrand David (84e); Pierre David (206e); Bertrand Delafargue (68e); Laurent Delmas (183e); Florence Deloche de Noyelle (152e); Laurent Depont (200e); Géraldine Deris (99e); Isabelle Diogenes (95e); Emmanuel Dion (27e); Denis-Pierre Dime (121e); Marie-Claude Dumecq (121e); Jérôme Duvivier (192e); Caroline Drevon (143e); Olivier Dron (80e); Frédéric Drouot de la Thibaudie (77e); Anne Dubief (209e); François Dubost (41e); Hervé Dubout-Martin (92e); Catherine Ducarré (178e); Hervé Dugois (16e); Sylvie Dumas (69e); Anne Dupuy (25e); Jean-Marie Dura (169e); Olivier Durand (194e); Jean-Philippe Durieux (192e); Catherine Davand (72e); Isabelle Ehrlich (42e); Pierre Elmaleh (107e); Cécile Estivaler (60e); Erick-André Euvard (96e); Alain Faivre (53e); Jean-Eric Ferry (120e); Catherine Flament (177e); Pascale Floquet (203e); Jean-François Fournon (43e); Carole Fousse (87e); Bertrand Froty (20e); Laurent Fuchs (78e); Laurent Fumel (144e); André Gadoi (79e); Benoît Gambert (86e);

Laura Gasperoni (100e); Didier Gendoud (157e); Fabrice Genter (164e); Sylvie Genton (39e); Martino Giffon (213e); Dominique Gilomini (22e); Hervé Gloguen (194e); Yvan Gril (115e); Patrick Guédel (88e); Laurence Guenancia (150e); Jean-François Guérin (207e); Philippe Guéret (26e); Valérie Gueulle (186e); Pascal Guillot (55e); Thierry Hanot (175e); Frédéric Hapiak (43e); Sophie Haxit (3e); Hervé Hatt (53e); François-Régis Holon (76e); Jean Hout (61e); Emmanuelle Hout (188e); Isabelle Herbert (127e); Isabelle Houzé (135e); Rebecca Hirsch (137e); Michèle Irado (125e); Hervé Jaillard (21e); Sabine Jaubert (49e); Sylvie Joachimsmann (4e); Laurent Joulin (91e); Joëlle Koch (203e); Serge Kouyumdjian (53e); Lène Kristoffersen (23e); Marie La Poix de Freinville (89e); Vincent Labbé (57e); François Laffont (149e); Didier Lallemand (171e); Jean-Marc Lanchère (106e); Michel Laroche (17e); Agnès Laurand (180e); Alain Le Berre (24e); Marc Le Guern (13e); Eric Léger (51e); Laurence Legoupil (11e); Valérie Légrat (229e); Bénédicte Ligneau (101e); Gilles Lunzeffelt (113e); Jean-François Luyet (80e); Guillaume Marchat (103e); Serge Marichez (181e); Olivier Marquet (191e); Petr Mavridis (6e); Jean-Nicolas Mica (214e); Pierre Méry (57e); Jean-Michel Michaud (47e); Thierry Michel (184e); Monica Michellin (138e); Patrice Mignot (174e); Odile Migne (157e); Olivier Mombert (85e); Sabine Monnot (179e); Philippe Novat (155e); Isabelle Niquet (102e); Anne de Pomeroy d'Albi (121e); Diane Pascual (119e); Frédéric Petitbon (201e); Eric Philippot (62e); Claude Pitha (161e); Catherine Pichon (202e); Jean-François Pirou (222e); Anne de Pomeroy d'Albi (121e); Anne Ponsard (140e); Jacques Ponty (130e); Odile Portafax (82e); Simon Poulenc (147e); Dominique Poupart (167e); Lise Rabelle (36e); Serge Raut (134e); Véronique Raut (131e); Olivier Reggis (220e); Philippe Reigne (93e); Catherine Rekkouch (2e); Pierre Renon (156e); Michel Rongier (166e); Véronique Retat (90e); Agnès Reynaud (196e); Diane Rey (172e); Thierry Rigogne (56e); Jean-Michel Ritoux (105e); Romaine Romanet (216e); Sana Ronda (227e); Michel Roussé (69e); Marie Rortier (170e); François Rousseau (212e); François Roussel (210e); Denis Roussel (8e); Vincent Ronset-Ronvière (114e); Catherine Robat (141e); Jean-Marc de Royere (79e); Dominique Ruit (110e); Hervé Saizures (65e); Isabelle Sapet (226e); Christel Sarvozet (93e); Jürgen Scharfstein (97e); Michel Schiller (183e); Marc Seiler (64e); Gérard Signoret (129e); Laurence Sillano (187e); Jean-Luc Solal (141e); René-Pierre Stancovski (116e); Pascal Sultana (228e); Albert Szulman (126e); Aliette Szusterman (110e); Jean-François Tappret (163e); Alain Tchibon (70e); Sylvain Testut (225e); Stéphanie Thirioix (66e); Clémentine Thirion (28e); Jean-Michel Thiri (116e); Valérie Urbas (1e); Erve Uzan (32e); François Vautier (9e); Marc van der Elst (169e); Gilles Vandembrouck (152e); Michel Vasseur (143e); Charles Vellutini (74e); Philippe Violet (108e); Cécile Di Vittorio

(220e); Véronique Volle (218e); Richard von Platen (58e); Mireille Wagner (34e); Denis Walckier (211e); Fabrice Weber (48e); Marie-Christine Yvon (123e).

(par ordre de mérite)

● Ecole supérieure de jeunes filles, boulevard Jourdan :
Patrice Hummel; Karen Haddad; Jeanne Verdun; Hélène Cazes; Catherine Mayeur (5e ex.); Claire Brunet; Monique Labrousse; Violaine Anger; Catherine Cusset; Marie-Hélène Witz; Ariane Ferry; Anne Gilson; A tite étranger (12e ex.); Christine Ferlantin; Geneviève Gueydan (14e ex.); Béatrice Han (14e ex.); Catherine Pradelles; Anne-Christine Kuri; Catherine Miller; Anne-Sophie Letac; Lucie Marique (23e ex.); Marie-Claude Treglia; Marie-Hélène Peyras (24e ex.); Ariadne De Oliveira Gomes; Marie-Pierre Noël (26e ex.); Véronique Oely (26e ex.); Véronique Granchet; Laurence Maille (29e ex.); Catherine Costentin (29e ex.); Sarah Michels; Catherine Lemaire (32e ex.); Marie-Claude Richard; Valérie Picard (34e ex.); Patricia Torrence; Lyone Boyde; Sylvie Marquis; Sylvie Humbert (38e ex.); Kathy Imhoff (38e ex.); Anne-Marie Celler (38e ex.); Christine Lebeau (38e ex.); Catherine Treilhou; Frédéric Hellefange (43e ex.); Anne Villacque; Marion Martin; Sylvie Jouan (46e ex.).

Admissions aux agrégations

● Mécanique :
Mme et MM. Christian Anglade (32e); Jean-Jacques Bata (35e); Serge Berteloot (40e); Daniel Bouthier (41e); Alain Brail (23e); Paul Canlier (31e); Pierre Carpentier (33e); Pierre Carvin (39e); Philippe Chaussoy (18e); Luc Chevalier (17e); Jean-Yves Cognard (2e); Jean-François Colas (28e); Jean-Michel Dancie (37e); Denis Florent (13e); Jacques Frazz (7e); Gilles Fuz (3e); Jean-Michel Garel (4e); Philippe Georges (43e); Philippe Guilbert (44e); Joël Hamann (22e); Josette Henot (21e); Robert Jalliot (9e); Philippe Kaufmann (16e); Patrick Labadie (12e); Jacques Lamora (24e); Patrick Laurent (34e); Guislain Levy (36e); Jean-Marc Lihver (9e); Claude Looze (28e); Agnès Magne (38e); Didier Maillet (14e); Serge Martinez (42e); Dominique Merz (1e); Alain Milliet (29e); Jean-Jacques Moissard (19e); Joy Freydhomme (9e); Jean-François Rigal (27e); Joël Roudier (11e); Jean-Luc Roux (10e); Jean-Paul Sarrazin (5e); Michel Thallier (26e); Thierry Toulon (26e); Yves Trépolet (30e); Dominique Villet (15e).

CORRESPONDANCE

L'action internationale de certains rhumatologues en faveur de leurs collègues soviétiques « refusniks »

Après le X^e Congrès européen de rhumatologie, qui vient d'avoir lieu à Moscou, nous avons reçu de quatre professeurs français et belges qui s'y sont rendus le témoignage suivant.

« Fallait-il, se demandent-ils, envisager un boycottage qu'aurait justifié la situation en Afghanistan et en Pologne ? » « Pour notre part, écrivirent-ils, nous avons décidé, comme cela avait été fait pour d'autres réunions, d'organiser à Moscou pour les « refusniks » (1), une séance parallèle du congrès au domicile de l'un d'eux. Cette séance de travail et d'information s'est effectivement tenue le 30 juin, avec L. Irin, M. Tarshis, I. Usposky, D. Strac, M. Freidlin. Tous les cinq ont présenté séparément leurs postes universitaires, leur affiliation académique, leurs possibilités de recherche des qu'ils ont demandé, voici quatre ans, au visa leur permettant de quitter l'U.R.S.S. pour Israël, seule destination officiellement reconnue pour ceux qui demandent un tel visa.

« Depuis, avec des centaines d'autres universitaires, ils végètent sans emploi officiel, et l'on sait ce que cela représente en U.R.S.S. Ils sont en butte aux tracasseries bureaucratiques et policières, leur courrier est intercepté, leurs enfants sont écartés de l'université, leurs collègues et leurs élèves les évitent en public. Les spécialistes de ces chercheurs de haut niveau concernent des domaines biologiques très éloignés de tout problème de sécurité, prétextes habituellement invoqués, par exemple pour Sakharov, pour justifier les refus de visa. Il faut que, par milliers, des protestations obtiennent des autorités soviétiques le respect des accords d'Helsinki qu'elles ont signés et la libre sortie d'U.R.S.S. des « refusniks ».

Professeurs L. SIMON (Montpellier), J. MENKES (Paris), M.-F. KAFIN (Paris), I. CHOCHARD (Bruxelles).

(1) Les « refusniks » sont les initiés d'U.R.S.S. désireux d'émigrer en Israël et auxquels les autorités soviétiques refusent le visa de sortie (N.D.L.R.).

SCIENCES

● Le premier astronaute britannique pourrait être envoyé dans l'espace à la fin de 1983 par l'agence spatiale américaine (NASA), a annoncé le ministre de la Défense, à Londres, le 14 juillet. Ce premier vol d'un Britannique, payant, pourrait avoir lieu, lors de l'éventuelle mise en orbite du satellite britannique Skyview 4 par la navette spatiale américaine. — (Reuters).

RELIGION

TÉMOIGNAGE

Mgr Guy Riobé : l'audace de vivre autrement

Cinq ans après la mort de Mgr Guy Riobé, dont le corps fut retrouvé le 20 juillet 1978 au large de Port-Camargue (Gard), le Père Louis Réty, qui préside l'Association des amis du père Riobé (50, rue Pascal, 49000 Angers), évoque la pensée et l'action de cet évêque — il dirige le diocèse d'Orléans — admiré et controversé.

Guy Riobé s'est affirmé comme un homme d'Eglise engagé, au nom de l'Evangile, là où l'homme est menacé dans sa liberté et sa dignité : qu'il s'agisse des menaces de la course aux armements, des oppressions ou des inégalités flagrantes au sein social et économique, ou face aux interpellations qui se font jour dans l'Eglise post-conciliaire. Certaines interventions du Père Riobé ont défrayé l'actualité et suscité grand intérêt.

L'ascendant qu'il exerçait, au-delà de tout élitisme d'opinion et de croyance, se fit le catalyseur d'un courant de pensée, d'un style d'Eglise, d'un dialogue élargi aux moins croyants. L'un de ces hommes d'œuvre tournés vers l'avenir, aux avant-postes d'une nouvelle manière de vivre, d'une nouveauté d'Eglise. De ceux qu'on consulte encore après leur mort pour discerner, à la lumière de leurs paroles et de leurs gestes d'hier, les prémices de ce qui advient.

Mais le secret de sa vie tient à un compagnonnage constant, avec Jésus-Christ. La prière scandait sa vie, comme une grande respiration de l'Esprit en lui. Je l'affirme en témoin privilégié.

Pour ceux que sa voix dérangeait, la cause est entendue : Guy Riobé est désormais d'une autre époque. Est-ce si évident ? Il suffit de quelques événements d'actualité pour reconnaître les convergences et les prévisions de ce pionnier à l'égard des problèmes de notre temps. A l'heure des pourparlers de Genève, serait-il insensé et muet devant les surseins pacifistes d'une opinion internationale à la recherche d'un désarmement effectif des « grands » ? Avec quelle satisfaction eût-il particulièrement apprécié le « 0-61 » des évêques américains qui ont pris ouvertement parti contre la course aux armements et le système de dissua-

sion nucléaire, au nom de leur collégialité et au titre de leurs responsabilités au service du peuple chrétien.

C'est l'honneur de l'Eglise de France aujourd'hui qu'un évêque, solitaire, il est vrai et incompris, ait, le premier, osé parler « haut et clair » au nom de l'Eglise. L'évêque avait au plus haut point la haute des droits de l'homme.

Sa sollicitude allait de préférence à tous ceux dont l'Eglise est loin, au monde de l'incroyance et des jeunes, aux marginaux de tout bord, ceux que la société — ou l'Eglise — marginalise.

Mais ce qui restera sans doute le trait dominant de cette figure de proue, c'est la liberté évangélique dont il a fait preuve contre vents et marées. A lui, il inspire chaque jour l'audace de vivre autrement.

LOUIS RÉTY.

● Mgr Edouard Gagnon vient d'être nommé par le pape Jean-Paul II président du conseil pontifical pour la famille, en remplacement de Mgr James Knox, décédé. Le pape a en même temps promu Mgr Gagnon au rang d'archevêque titulaire de Justiniana-Prima (Yougoslavie).

FAITS DIVERS

● Vingt disparus dans un accident d'hélicoptère en Grande-Bretagne. — Un hélicoptère British Airways Helicopters effectuant la liaison avec les îles Shetland avec vingt-six personnes à son bord s'est abîmé en mer, samedi 16 juillet, au large de la Cornouaille. Vingt occupants de l'appareil étaient encore portés disparus dimanche soir. — (A.F.P.).

● Un soldat tué au cours d'une marche de nuit. — Un appel du contingent, Patrick Meyer, s'est tué par une automobile dans la nuit du 17 au 18 juillet au cours d'une marche de nuit du 7^e Bataillon de chasseurs alpins, à proximité du fort d'Aison (Savoie). Un autre soldat du contingent, Pascal Pette, a été fauché par la même automobile et grièvement blessé.

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 01.42.22.02.71/34.45.21

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Le Monde ECONOMIE

Composants électroniques : la guerre des « puces », bataille de géants

Pourquoi les Japonais partent gagnants

FAMBEUSE depuis l'entrée en lice des Japonais face aux Américains, la guerre des puces de la RAM (Random Access Memory, ou mémoire à accès aléatoire) entre dans une nouvelle phase, celle du 256 K RAM. Dans cet affrontement de géants industriels et technologiques, l'arme développée pour la première fois par l'industrie américaine est une pastille de silicium à peine plus grande qu'un ongle. Mais cette « puce » électronique, pour minuscule qu'elle soit, n'est pas moins dotée de plus de 256 000 « cellules nerveuses » capables de mémoriser quatre fois plus d'informations que la mémoire actuellement la plus demandée, la 64 K RAM, qui a fait le succès des Japonais.

Quatre fois plus, cela représente un gain considérable dans l'accélération de la révolution électronique, dans la mise au point de nouvelles générations d'ordinateurs surdoués, dans la miniaturisation des équipements industriels et grand public.

Quotidiennement, ces temps-ci, la presse japonaise donne avec des accents triomphalistes un avant-goût du succès national qui ne paraît, à ses yeux, faire aucun doute. Nombre de commentateurs et d'industriels américains partagent d'ailleurs amèrement cette impression.

Chez les plus grands fabricants japonais de circuits intégrés, Hitachi, NEC, Fujitsu et Toshiba, on fait déjà circuler des exemplaires de 256 K chez les clients ; on s'affaire dans les usines et dans les circuits commerciaux à préparer la production de masse. En face, de l'autre côté du Pacifique, Motorola, Intel (United Technologies Corp.), Texas Instruments, Western Electric et IBM, en font autant, avec semble-t-il un peu plus de retard et un peu moins de moyens.

et développement doublés tous les cinq ans, de production de masse, de qualité des produits, de vitesse des prix et d'agressivité commerciale, ils infligent une défaite cuisante aux Etats-Unis, capturant en moins de deux ans 70 % de leur marché. Dans le même temps, le prix des mémoires tombe de 20 à 3 dollars pièce. Partant des mêmes principes et appliquant la même stratégie, ils pensent être aujourd'hui les mieux placés pour continuer sur leur lancée massive et triomphale avec le 256 K.

Certes, il ne s'agit ici que d'un type particulier de produit dans la panoplie des circuits intégrés. Les Américains ont conservé leur suprématie dans les microprocesseurs, l'autre produit-clé des circuits intégrés, et, dans l'ensemble, la pénétration japonaise du marché américain ne dépasse pas 12 %. Mais si les Japonais concentrent l'essentiel de leurs efforts sur ce type de mémoire, c'est qu'elle est la plus populaire, la plus intéressante en volume de production et, finalement, la plus payante.

Comment dans cette nouvelle manche, et au vu des précédentes, ne pas jouer les Japonais gagnants ? Leur capacité d'investissement et, partant, de production laisse rêver par les temps qui courent. Les neuf grands japonais du semi-conducteur annoncent pour l'exercice budgétaire 1983 (jusqu'en mars 84) des investissements de production équivalant à 1,36 milliard de dollars, contre 1,1 pour les huit plus grands fabricants américains. Cela représente, côté japonais, un accroissement de près de 30 % par rapport à 1982. Dans certains cas on double, on triple même (chez Matsushita) la mise. C'est que les prévisions de ventes sont, cette année, plutôt optimistes : plus 20 % pour un marché estimé à 6 milliards de dollars. La concurrence est à ce point sur le plus intérieur comme à l'extérieur.

Le problème pour les Américains semble d'abord être celui des liquidités. Or, dans ce secteur de pointe où l'avantage s'émousse assez vite, il faut rénover les équipements tous les trois ou quatre ans. L'installation d'une unité de production coûtait, en 1973, de 15 à 20 millions de dollars. Dix ans plus tard il faut en déboursier trois fois plus pour la même unité. Alors que l'argent est plus cher aux Etats-Unis qu'au Japon, que le yen reste faible et que la guerre des prix réduit partout les bénéfices, les Japonais partent décidément gagnants. C'est qu'ils peuvent se permettre de... perdre de l'argent pendant pas mal de temps, ce qui n'est pas le cas de la plupart de leurs concurrents.

La est bien l'élément capital - c'est le cas de le dire - de leur succès. La position des grands groupes japonais est que, lorsque l'on se trouve en stade de la pénétration du marché, il ne faut pas s'attarder à faire des profits. On fait d'abord des sacrifices dans la promotion et la guerre des prix, pour conquérir les parts de marché qui rapporteront éventuellement de l'or. Stratégie simplissime pour ceux qui ont des

reins financiers à toute épreuve et qui peuvent utiliser, au sein d'un même groupe et avec la bénédiction des actionnaires, les gains d'un secteur pour compenser les pertes provisoires d'un autre. Mais cette stratégie fait, évidemment, des victimes des deux côtés.

La loi du plus fort

Face à la mise en pratique, à leurs dépens, d'une loi - celle du plus fort - qu'ils ont longtemps soigneusement évitée, les Américains semblent divisés entre ceux qui, pensant que la bataille est perdue d'avance sur le terrain des RAM, se concentrent sur d'autres types de circuits intégrés, ceux qui font front, et enfin ceux qui cherchent à composer, partant du principe bien connu : « Si vous ne pouvez pas les battre, faites alliance avec eux ».

De toute façon, la bataille s'engage sur fond de tensions politico-commerciales et de récriminations chaque jour plus vives de la part des Américains. En résumé, leur argumentation (usée à force d'être répétée) consiste à dire que les Japonais ne sont pas « fair play » ; en d'autres termes, qu'ils « trahissent » le jeu en prenant des libertés dérogatoires avec la philosophie libérale « à l'américaine ».

Le coupable est identifié, c'est la « politique industrielle » ou, plus précisément, le choix des priorités et des « cibles » fait en commun par les pouvoirs publics et quelques grands groupes très au vol, et les moyens mis conjointement en œuvre pour les atteindre - généralement de façon massive et en tir groupé. Cependant, à ce jeu qui ne date pas d'hier, les Japonais sont

Un jeu pas tout à fait égal

A fêve qui s'était emparée du titre de la Générale des eaux depuis quelques semaines est retombée. Les actionnaires privés qui ont cherché à faire contrepoids à la mainmise de Saint-Gobain obtiennent désormais près de 15 % alors que l'entreprise publique disposerait d'au moins 20 %. La bagarre n'en est pas pour autant terminée. Tout dépendra en fait de la destination des 13 % actuellement détenus conjointement par la Compagnie générale d'électricité, le C.C.F. et M. Akkram Ojeh. Voilà pourquoi milieux industriels et boursiers continuent de suivre attentivement cette tentative de prise de contrôle.

Dans une autre conception des nationalisations - où l'on aurait privilégié les notions de secteurs stratégiques et de service public - il n'aurait pas été choquant que la Compagnie générale des eaux devienne publique. N'aurait-il pas été plus logique de voir l'Etat se préoccuper de la distribution de l'eau, voire des pompes funèbres, plutôt que de la fabrication de réfrigérateurs ou de pannes d'isolation ? La Générale des eaux figure d'ailleurs longtemps au rang des nationalisables avant d'être laissée à son sort privé pour ne pas trop mécontenter les maires, largement maîtres du prix de l'eau.

On ne saurait s'indigner de ce qu'une entreprise publique, Saint-Gobain - éloignée de l'informaticque par la volonté des pouvoirs publics, agisse comme une firme privée dans la recherche d'un nouvel axe de diversification ; il y a des compléments

industrialisés évidents entre les deux groupes, même s'il faut se méfier de ne pas créer ainsi un quasi-monopole des conduites d'eau.

Mais force est de constater que le jeu n'est plus tout à fait égal du fait que Saint-Gobain n'est justement plus une entreprise privée. Le parallélisme des formes n'est pas possible. Si la firme verrière peut chercher à prendre le contrôle de la Générale des eaux, celle-ci ne peut - comme on l'a vu dans quelques grandes O.P.A. - entre-attaquer en cherchant à s'approprier une partie du capital de son adversaire.

Plus grave, on a le sentiment dans cette affaire qu'il s'est créé une espèce de club « public » qui a facilité le jeu de Saint-Gobain. Et si les actions que détient la Compagnie générale d'électricité ne changent pas de mains, il y a fort à parier que l'entreprise de M. Fauroux bénéficiera d'une neutralité bienveillante qui rendra le contrôle de la Générale des eaux possible avec 20 % seulement de son capital. Voilà bien une distorsion de la concurrence entre secteur public et secteur privé.

Naguère, le président de la République avait promis un retour dans le privé des participations industrielles détenues par les banques nationalisées. La bagarre pour la Générale des eaux montre en tout cas qu'une distorsion des relations entre les deux secteurs est nécessaire.

BRUNO DETHOMAS.

Les cours des matières premières : pénible reprise

La forte reprise des cours des matières premières, essentiellement industrielles, au début d'année, avec des hausses de 15 à 30 %, anticipait la reprise mondiale des économies. Au seuil de l'été, elle n'a certes pas fait long feu, mais son rythme s'est nettement ralenti. Sans doute a-t-on assisté à des brusques remous succédant à des effondrements non moins spectaculaires, comme ceux de l'aluminium ou du caoutchouc. Mais dans ces deux cas, les situations étaient bien tenues par les producteurs. Pour d'autres matières premières, notamment les métaux non ferreux traditionnels (cuivre, zinc, plomb), les progressions ont été beaucoup moins fortes en raison de la stagnation ou même de la régression persistante des consommations.

C'est que la reprise des économies est encore globalement fragile. Aux Etats-Unis, elle est vigoureuse, mais ailleurs les perspectives sont beaucoup moins riantes, comme vient de l'exprimer l'O.C.D.E. Surtout, l'accumulation des stocks énormes pèse

lourdement sur les marchés et risque dans l'immédiat de compromettre le redressement des cours, dont le niveau est pourtant tombé très bas pour le plus grand préjudice de pays monoproduisseurs comme le Zaïre, la Zambie ou le Chili.

En outre, la persistance de taux d'intérêt élevés décourage d'avance les achats spéculatifs ou d'anticipation trop hâtifs à porter. Dans ces conditions, pour les métaux industriels, la reprise risque d'être lente et difficile.

La France, grande perdante

Pour les produits agricoles, en revanche, les aléas climatiques jouent un rôle traditionnellement important comme viennent encore de l'attester les mouvements accusés, auxquels leurs cours ont récemment été soumis. L'excès d'humidité et le temps exécrable du mois de mai ont compromis les récoltes européennes de sucre. Dans le cas du coton, ce n'est pas l'excès d'eau mais la sécheresse qui a affecté la récolte du Texas. Dans celui du cacao, ce sont les feux de brousse qui ont gravement endommagé les plantations africaines. Il ne manquait plus que le gel des cafiers brésiliens ; mais cette année, l'hiver normal s'est montré élement.

Pour tous les produits enfin, les variations des parités de change ont modifié profondément les données. Ainsi, pour ceux cotés en livres sterling sur le marché de Londres, la baisse de la monnaie britannique a entraîné une hausse quasiment équivalente des cotations, tandis que pour les produits cotés en dollars l'ascension de la monnaie américaine a limité les écarts de cours. Ces considérations expliquent que l'indice Reuter, s'appliquant à des produits facturés en livres sterling, ait progressé de 16 % contre 3 % seulement pour l'indice Moody's, dont les composantes relèvent de la zone dollar.

Dans toute cette affaire, une grande perdante, la France, qui a cumulé les inconvénients de la réévaluation intrinsèque des matières premières qu'elle importe, de la hausse du dollar et de la dévaluation du franc de mars dernier. Résultat : le coût des importations françaises de matières premières industrielles exprimé en francs a été majoré de près de 30 % depuis le début de l'année, ce qui ne facilite certes pas la lutte contre l'inflation.

Tombés en 1982 à leur plus bas niveau depuis cinquante ans en valeur réelle, les cours du cuivre se sont revalorisés d'environ 20 %. Outre la reprise économique aux Etats-Unis et la perspective d'une augmentation de 2,8 % de la consommation en 1983, l'agitation dans les mines chiliennes et péruviennes a quelque peu dopé le marché ; on estime, par exemple, que les conflits sociaux ont entraîné une perte de production de plus de dix mille tonnes de métal pour le Chili. Sont entrés également en ligne de compte les achats chinois sur le métal rouge (plus de deux cent mille tonnes). Ajoutons enfin que, au seuil de l'été, on enregistrerait une amorce de dégonflement sur les stocks du marché de Londres très élevés et cela pour la première fois en neuf mois. Il n'en reste pas moins, que, outre l'existence de ces stocks, de nombreuses unités d'extraction et de raffinage restent encore fermées, ce qui, en théorie, constitue un obstacle à une forte remontée des cours, les unités pouvant être remises en service dès qu'une amélioration du marché se dessine. De toute façon, le cuivre, comme le plomb, ne sont plus considérés comme des métaux d'avenir, du fait de leur abondance dans le monde et d'une quasi-stagnation, voire d'une régression, de leurs usages.

**Zinc en hausse
plomb en baisse**

Parmi les autres métaux non ferreux (gris), le zinc a lentement amélioré ses positions grâce à un accroissement des besoins en regard de stocks tombés en dessous de la normale, avec, en perspective, un accord en Europe pour mieux adapter la production à la consommation.

Ce n'est pas le cas du plomb, dont la consommation mondiale a fléchi de 10 % en 1982 et dont le prix, en chute de 50 % depuis 1979, a encore diminué de 10 % depuis le début 1983, sans qu'aucun redressement ne se profile à l'horizon, même pour les batteries d'automobile (50 % de son marché).

Quant à l'étain, les efforts des producteurs pour couvrir le marché, illustrés par le regroupement de la Thaïlande, de la Malaisie, de l'Indonésie au sein d'une association des pays producteurs d'étain (70 % des livraisons), ainsi que les achats du Conseil international de l'étain qui gère un stock régulateur, ont poussé les cours très haut, jusqu'à plus de

9 000 livres sterling la tonne, poussée suivie d'une accalmie.

Près de 60 % de hausse sur l'aluminium depuis le début de l'année ! Certains pourraient voir dans cette progression spectaculaire l'amorce d'un « boom ». Il n'en est rien, car le marché de ce métal sort d'une crise sans précédent, par suite de l'écroulement de la demande, avec une chute des cours calculée en dollars de 50 % et des stocks anormalement élevés. Comme ailleurs, la reprise est venue des Etats-Unis, où la capacité de production utilisée tombée à 56 % en janvier dernier et remontée à 60 % en juillet, a causé notamment du fait qu'un grand producteur américain a remis en marche ses cuves d'électrolyse et a porté l'utilisation de son potentiel à près de 90 %. Là encore, d'importants achats chinois ont été enregistrés. Là encore, également, les stocks qui étaient au plus haut depuis deux ans ont diminué d'un million de tonnes.

Mais, en dépit de tous ces signes encourageants, force est de constater que la remontée récente des cours n'a pas encore compensé leur chute antérieure ni l'augmentation des coûts de fabrication, à commencer par le prix de l'énergie électrique qui employée pour faire fonctionner les cuves d'électrolyse de l'alumine.

Une flambée des cours s'est produite au premier semestre 1983 sur les cours du sucre international qui, à un moment, ont presque doublé par rapport à ceux du début de l'année, retrouvant leurs niveaux d'il y a deux ans, avant de reculer un peu.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 12.)



IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : recrutement sélectif - dépenses élevées.

Renseignements : IFAM, 28, rue de la Trinité, 75008 Paris, Tél. : 723-67-48
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____
Prénom : _____
Sexe : ☐ M ☐ F ☐ Autre
Langue : _____
Adresse : _____

Une défaite cuisante

La bataille, pour un marché qui devrait rester limité pendant quelques années du fait de la popularité de 64 K RAM mais qui pourrait atteindre les 2 milliards de dollars vers la fin de la décennie, se limite pour le moment à ces super-grands ou à des puces. Les Etats-Unis et le Japon dominent déjà très largement le monde des semi-conducteurs : les premiers détiennent 65 % des parts du marché mondial, les seconds, avec 30 %, ne cessent de progresser et de rognier la suprématie américaine dans un marché en expansion. Déjà très concentré, leur dispositif intégré de recherche et développement, d'investissements de production et de marketing ne cesse de se renforcer.

Entre les deux, l'Europe du Ouest, avec quelque 3 % du marché, est marginalisée. L'issue de l'affrontement, l'enjeu de la victoire, sont considérables. Non seulement pour la prospérité des fabricants ou pour l'avenir des industries du futur, mais aussi pour l'indépendance nationale.

Dans le domaine des mémoires RAM, le succès japonais est sans doute plus impressionnant et plus fondamental que dans d'autres domaines. Il est aussi, du fait de la nature du produit, moins ostensible pour le grand public : une puce « se remarque » moins qu'une automobile « made in Japan ».

Le tournant, dans ce secteur du semi-conducteur, date de 1973-1975. A cette époque, l'industrie américaine des composants électroniques, souveraine, fut frappée par la récession consécutive au premier choc pétrolier et dut fortement ralentir ses dépenses d'investissement.

En 1978, dans un marché revenu en pleine effervescence, elle était incapable de faire seule face à la demande. Les grandes compagnies japonaises qui travaillaient d'arrache-pied sous la houlette de leur ministère de tutelle à combler leur retard, et qui appartenaient pour la plupart à d'énormes conglomérats dotés de la surface financière et la diversité industrielle permettant d'étaler les crises mieux qu'ailleurs, ont saisi l'occasion. La demande était là, l'offre japonaise s'est engouffrée massivement dans la brèche.

Fin 1979, soit en un temps record, les constructeurs japonais avaient capturé 42 % du marché de ce qui était à l'époque le *sec plus ultra* de la mémoire : la 16 K RAM (plus de 16 000 cellules de mémoire). Ils monnaient en même temps au créneau de l'ordinateur. Deux années plus tard ils récidivaient avec le 64 K RAM. A coups de recherche

LES VARIATIONS DES COURS
DES MATIERES PREMIERES
DU 1^{er} JANVIER 1983
AU 10 JUILLET 1983
(sur le marché de Londres)

	%
Aluminium	+39
Cuivre	+19
Etain	+17
Zinc	+14
Plomb	-7
Caoutchouc	+60
Coton	+25
Sucre	+54
Cacao	+35
Café	-10

INDICES INTERNATIONAUX

Moody's	+3,3
Reuter	+16

SUR LES MARCHÉS DU PROCHE-ORIENT

Un condottiere turc taille des croupières aux firmes occidentales

LA remarquable percée, lors de ces dernières années, des firmes turques spécialisées en travaux publics sur le marché islamique n'est pas passée inaperçue : le montant des contrats enlevés par des entreprises turques a dépassé, début 1983, quelque 16 milliards de dollars ; il a décuplé en cinq ans.

Enka Holding, dont la part sur les chantiers du Croissant fertile a été de 1,4 milliard de dollars en 1982, aura atteint fin 1983 2 milliards de dollars ; c'est un des principaux artisans du « miracle turc » au-delà des frontières nationales. M. Sarik Tara, cinquante-trois ans, le « patron » de l'Enka, visage rond et jovial, front légèrement déformé, nous reçoit dans son appartement sur la colline de Bebek, d'où l'on voit le Bosphore dans toute sa splendeur. M. Tara, qui figura au deuxième rang parmi les contribuables turcs pour l'exercice 1982, avec quelque 217 millions de livres turques (17,6 millions de francs français), n'a cependant rien perdu de sa modestie et se souvient de son passé difficile.

Descendant d'une famille turque de la noblesse terrienne de Skopje (Yougoslavie) établie depuis l'empire ottoman, il se rappelle que son père, avocat de profession, dut rentrer en Turquie durant la deuxième guerre mondiale après avoir été dépossédé de tous les biens familiaux. C'est l'hiver 1942 à Istanbul, et Sarik Tara a douze ans. « Nous, les quatre enfants, frères et sœurs, nous allions faire pendant de longues années nos devoirs d'école dans l'unique pièce chauffée de la maison », nous dit-il.

Etudiant de l'université technique d'Istanbul, le jeune garçon travaille pendant les vacances. Tour à tour interprète pour des touristes, garçon de restaurant et élève-ingénieur employé dans des chantiers perdus en Anatolie, Sarik Tara épousera son diplôme d'ingénieur en 1954 et trouvera facilement un poste de chef de chantier important à Istanbul. Il en a l'expérience, à quoi il ajoute des idées.

Son meilleur ami de l'université, Sadi Gulcelik, devenu entre-temps son beau-frère, et lui-même décident de fonder leur propre entreprise. Enka Construction, créée en 1957, enlève quelques modestes projets comme des petits ponts et des embarcadères. Évidemment cela n'est pas le Pérou mais contribue à donner une solide réputation de « bons finisseurs ». Les principales entreprises auxiliaires demeureront toujours fidèles : « Être prêts à toute concurrence avec une meilleure technologie, et rester dynamiques, optimistes. »

En 1967, les deux associés pensent qu'il se faut plus mettre tous leurs œufs dans le même panier. Ils

commencent à diversifier leurs activités, surtout pour se mettre à l'abri de commandes variant avec la conjoncture générale. C'est ainsi que leur entreprise, devenue une société anonyme (Enka Construction et Industrie), investit dans une usine de farine, puis se met à fabriquer des tuyaux en plastique. Il y aura aussi une autre usine de production d'acier forgé. Tous ces investissements s'avèrent rentables. Mais les activités de construction ne sont pas pour autant éteintes. De gros ouvrages continuent de porter la marque d'Enka.

Les premiers contacts avec les firmes de construction européennes s'établissent en 1970 : associée avec la société allemande Weysand Freytag, ENKA construit des viaducs et des routes périphériques menant au pont sur le Bosphore (lequel est réalisé par une firme britannique). M. Tara note : « Ainsi avons-nous pu nous initier aux méthodes de travail et à la haute technologie allemandes. » Les activités du groupe se multiplient. Il décide, en 1972, de se réorganiser et d'être chapeauté par une société holding. C'est le grand tournant.

« Un job de jeunes »

La récession, qui bat son plein en Europe occidentale, a la suite notamment de la crise pétrolière, sera riche d'enseignements pour les entrepreneurs turcs : « Nous avons constaté que les firmes européennes opèrent en dehors de leur pays ou mieux résistent au marasme », indique M. Tara. « C'est pourquoi nous nous sommes intéressés aussi à l'aventure libyenne. » A ce propos, il a des idées bien précises : « La balance des paiements doit être améliorée, pas en restreignant les importations mais plutôt en augmentant les exportations. » Enka devient sous-traitant d'une firme allemande dans la construction d'une usine de ciment. Il s'agit d'une petite affaire de 2 millions de DM. Mais d'autres viendront s'y ajouter, notamment le contrat pour l'édification de la nouvelle ville de Ras-la-Nuf (coût : 350 millions de dollars).

Depuis, Enka a réussi à voler de ses propres ailes. Dans ses chantiers de Libye, d'Irak, d'Arabie Saoudite et de Jordanie, ce sont maintenant des firmes japonaises, allemandes ou anglaises qui travaillent en tant qu'associé ou sous-traitant. Enka se porte même candidat pour la construction d'une centrale thermique en Malaisie.

Le développement d'Enka s'est fait selon une progression géométrique. Les quelque quarante-trois sociétés du groupe sont intégrées. Des sociétés d'ingénierie, de produc-

tion, de construction et de montage aux sociétés d'exportation et de transport, la gamme est étendue. Enka représente aussi en Turquie des sociétés japonaises de machines de travaux publics.

Le groupe emploie à présent 21 000 personnes dont 9 500 travaillant hors de la Turquie. « D'ici vingt ans, nos effectifs atteindront 25 000 personnes dont la moitié seront employées à l'étranger », déclare M. Tara. Le chiffre d'affaires du groupe pourrait s'élever à 2 milliards, dit-il, pour l'exercice actuel, ce qui représenterait notamment 450 millions de dollars de rentrées de devises et 60 millions de dollars de bénéfices nets.

« Pourquoi sommes-nous plus compétitifs que les firmes occidentales ? » M. Tara répond : « Ce n'est sûrement pas à cause de la main-d'œuvre turque relativement moins chère. D'abord, il ne faut pas oublier que le coût de la main-d'œuvre ne constitue que 20 % des charges. De plus, les ouvriers turcs sont payés plus cher, par exemple, que les Yéménites, les Pakistanaï ou les Soudanais. Nous sommes compétitifs non pas parce que nous sommes musulmans, mais parce que nous savons économiser, en employant des techniques plus avancées, sur le coût de l'ouvrage commandé. » M. Tara estime que les firmes européennes ont, « leurs traditions ». Pour cette raison, dit-il, « elles sont moins enclines à adopter de nouvelles techniques. Nous, les Turcs, sommes vierges en ce domaine. »

Selon lui, les firmes européennes ont également tendance à ne s'approvisionner que dans leur propre pays. « Or nous achetons du matériel là où il est le plus avantageux, en Turquie ou ailleurs, peu importe », ajoute-t-il, tout en précisant que Enka bénéficie d'un autre « atout » : le dynamisme de ses cadres. « Tenez ! Le P.-D.G. de notre société de marketing n'a que vingt-neuf ans. Or nous exportons cette année des produits turcs d'une valeur de 300 millions de dollars contre 180 millions en 1982 : exporter c'est un job de jeunes. »

Le « défi turc » au Proche-Orient, pense M. Tara, découle surtout du fait que aussi bien sur le plan du personnel et du management que sur celui des techniques mises en œuvre, les firmes turques sont très en avance. C'est ainsi qu'Enka peut réaliser sans aucune difficulté une centrale thermique ou une installation de dessalage à côté d'un hôpital, d'une route, d'une aéroport ou d'une ville-champignon en plein désert. A titre d'exemple, la ville nouvelle de Médina, en Arabie Saoudite (contrat de 400 millions de dollars) édifiée par Enka, qui s'occupe également des moindres

détails, y compris des fleurs dans les jardins et du supermarché pour les futurs habitants.

La diversification concerne également les entreprises industrielles d'Enka. Le groupe est capable d'offrir des services de bureaux d'études, d'ingénierie, de projets de construction, de montage, de mise en marche et d'entretien. De même, l'administration de ces réalisations est assurée pendant plusieurs années, tandis que le personnel local bénéficie d'une formation. Grâce à son dynamisme, Enka a pu enlever des contrats d'une valeur de 1,4 milliard de dollars en quelques années.

Le commerce après les yatagans

Les gains ont été, en majeure partie, réinvestis dans les entreprises industrielles du groupe en Turquie, qui assure, entre autres, la construction de la centrale thermique de Yatagan, près de Mugla, où sont montées des turbines polonaises. Enka continue d'autre part de multiplier ses contrats à l'étranger. La holding est représentée à Hambourg, Wiesbaden, Belgrade, Le Caire, Mossoul, Ryad, Qatar, Dubaï, Tripoli, Singapour, Tokyo, New-York. Le groupe est sur le point de conclure un accord avec Macy's et Sears pour vendre des textiles turcs aux Américains : le premier contrat, modeste, représente 250 millions de dollars. « Pour pouvoir vendre, il faut être présent sur place. Les acheteurs ne viennent que rarement à vos pieds », dit M. Tara. « Nous avons également fait dans l'informatique », poursuit-il.

Enka, en effet, est fière de posséder son propre terminal à Ryad, auquel sont reliés tous les chantiers du groupe. Ainsi, les gestionnaires sont en mesure, grâce à l'ordinateur, de mieux évaluer leurs stocks, leur personnel et leurs opérations financières. « Il faut travailler au niveau optimum : le matériel doit être en temps voulu sur le chantier, ni avant ni après. L'acheminement importe autant que le travail », fait-il remarquer.

Dans un des chantiers d'Enka, en Arabie Saoudite, un ouvrier turc a griffonné sur un morceau de béton : « Tous mes gains sont acquis à la force de mes bras. Mon Dieu aide-moi. »

M. Tara et son associé, M. Gulcelik, mort dans un accident d'avion en 1980 en Arabie Saoudite, furent les « cerveaux » de cette entreprise. Ils ont prouvé que les Turcs peuvent, s'ils le veulent, conquérir les terres lointaines, non pas à la force des yatagans des janissaires mais grâce au commerce, à l'industrie et aux services.

ARTUN UNSAL

Matières premières : pénible reprise

(Suite de la page 11.)

A l'origine de cette flambée, on trouve le mauvais temps, essentiellement l'excès d'humidité qui a sévi au printemps 1983 sur l'Europe tant de l'Est que de l'Ouest, ainsi qu'en Asie. Partout, les récoltes ont été inférieures aux prévisions. En Europe, le fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre envisage une baisse de 32 % de la production française et de 22 % de celle de la Communauté économique européenne : les experts prévoient la plus mauvaise récolte de betteraves à sucre depuis plusieurs années pour le continent. Quant à la production mondiale, selon le courtier londonien Gill and Duffus, elle sera pour 1983-1984, inférieure à la consommation.

Des rumeurs d'abord, des certitudes ensuite : la récolte du Ghana, un des grands producteurs mondiaux de fèves de cacao, le premier certaines années, serait compromise par l'extension des feux de brousse affectant également la Côte-d'Ivoire. Celle du Brésil ne s'annonce pas très abondante. Du coup, la spéculation s'est déchaînée,

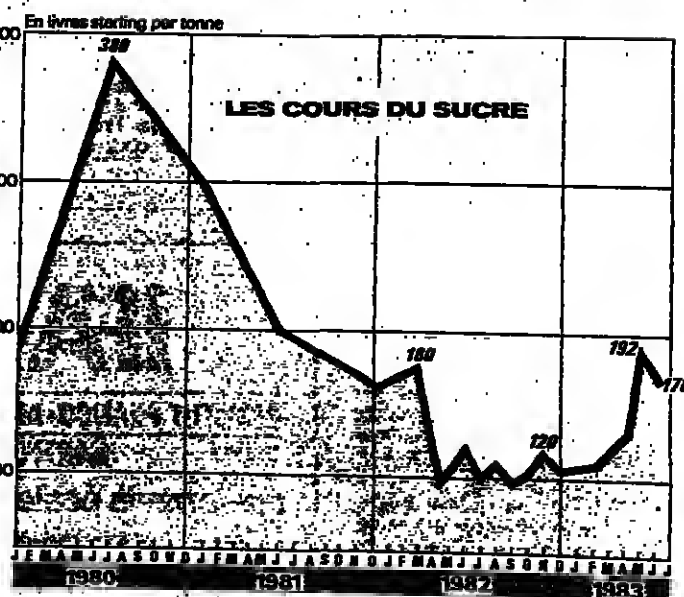
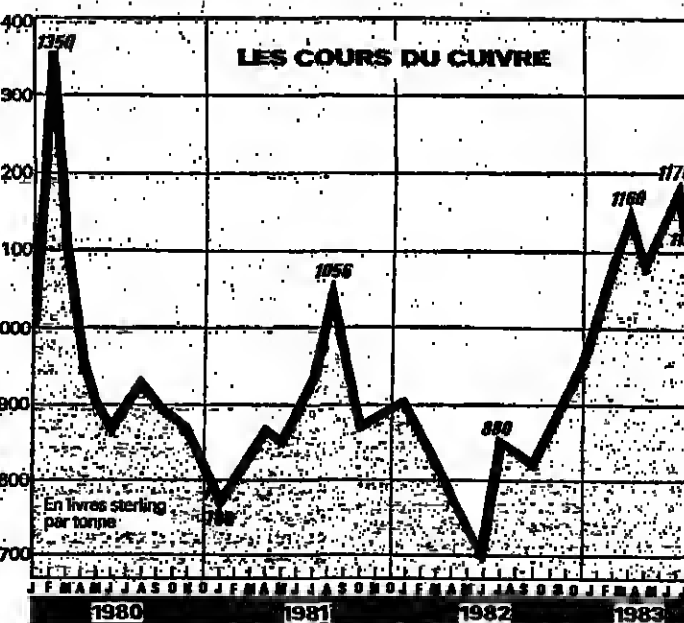
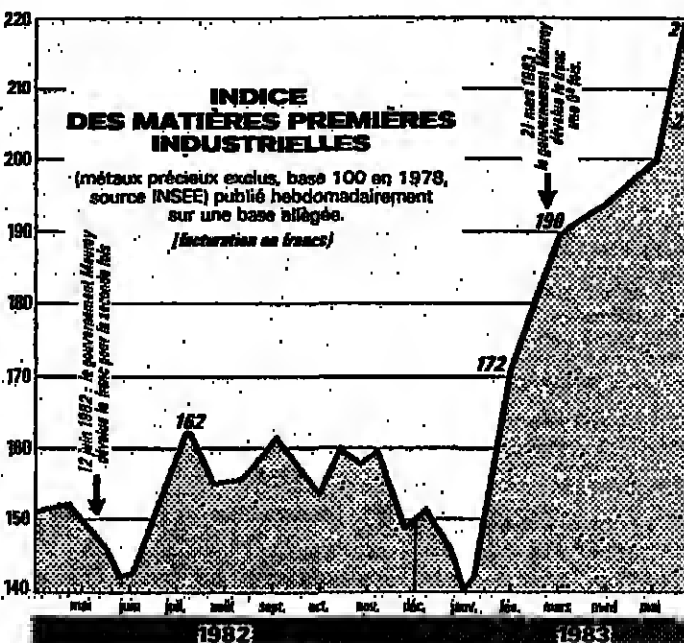
et les cours du cacao ont bondi de près de 40 %, au plus haut depuis quatre ans.

Le café en revanche, se trouve tout à fait surabondant, surtout après l'éloignement des risques de gel des cafetiers au Brésil pendant l'hiver austral (juin-juillet).

A Liverpool, les cours sont au plus haut depuis vingt-six mois, suivant la hausse enregistrée sur le marché de New-York. La raison : la sécheresse persistante qui sévit au Texas, État gros producteur ou près de trois cent mille hectares de plantations pourraient être grillés.

Les cours de la gomme naturelle, en hausse de 20 % au milieu de février dernier, ont finalement bondi de 60 % cinq mois plus tard. Outre la reprise de l'automobile aux États-Unis qui stimule la demande de pneumatiques, la perspective de voir l'administration américaine des stocks stratégiques (la G.S.A.) reprendre ses achats a dopé le marché. Ajoutons que, là encore, les achats chinois ont été nourris.

FRANÇOIS RENARD.



GOETHE
Les années d'apprentissage de
WILHELM MEISTER
Traduction nouvelle de Jeanne Ancelet-Hustache
98 F
AUBIER

mémogenda 83
DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES
3 000 adresses pour choisir
votre prochain emploi
et gérer votre carrière
• L'annuaire des responsables et services de recrutement cadres
• Les chasseurs de tête et les cabinets de recrutement
• Prenez rendez-vous avec les entreprises qui recrutent
• Le guide des 3^e cycles des formations complémentaires et les principaux centres de formation continue.
Par correspondance contre chèque de 100 F adressé à
IDECOM, 57, avenue Montaigne, 75008 Paris.
En librairie diffusé par Bordes

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE
Le numéro trois
de la lettre mensuelle de
l'Agence Française pour
la Maîtrise de l'Énergie
sera publié dans "Le Monde"
du samedi 23 juillet
(daté 24-25 juillet)

AGENCE EXCLUSIVE SÉRIEUSE
A remettre pour le département du NORD. Activité constante et de bon rendement. Idéal comme appoint pour comptable indépendant ou personne avec bonne formation commerciale et comptable désirant s'établir.
Capital initial nécessaire : 250 000 FF.
Écrire à Servan Fiduciaire S.A.
Case postale 867, CH-1001 LAUSANNE.

afrique ÉCONOMIE
Le n° 22 vient de paraître
En vente chez votre marchand de journaux
AGRO INDUSTRIE : LA RECETTE DES CONSERVES
SENEGAL : ZONE FRANCHISE EN ORBITE
MAROC : A QUOI SERT L'ODI ?
TUNISIE : LE QUITTE OU DOUBLE DE MZALI
CAMEROUN : DU CIMENT POUR TOUS
FRANCE : LE PACTOLE ARABE
LA RECETTE DES CONSERVES

Ronat
meilleure
aussi source
Peugeot
personne ne
malgré les m
L'ARCHEOD
La million de visiteurs

محذمان الأصيل

Le Monde de l'économie

Renault-Le Mans : une meilleure expression des salariés est aussi source de gains de productivité

SUR le plan social, l'usine Renault du Mans a toujours eu quelques longueurs d'avance sur les autres usines du groupe. Il fallait bien qu'en matière d'expression des travailleurs Le Mans montre la voie. Et c'est le cas. Du moins M. Alain Verdet, directeur des usines mécaniques du groupe Renault, l'affirme-t-il haut et fort, lui qui fut pendant cinq ans le directeur de l'usine du Mans. « Les lois Auroux nous ont permis de concrétiser une démarche amorcée depuis longtemps. Mais il est vrai aussi que sans Auroux nous ne serions pas allés aussi loin aussi rapidement », reconnaît M. Girault, directeur adjoint de l'usine du Mans.

Sans les graves conflits des années 70 non plus. C'est notamment en tirant les leçons de la fameuse « grève de l'enthousiasme » de 1975 que la direction du Mans a décidé de mettre l'accent sur trois aspects sociaux : la formation, l'information et l'organisation. L'information a pris une dimension assez étonnante, non seulement avec une diffusion de deux bulletins hebdomadaires mais surtout avec la projection sur quinze récepteurs dispersés à travers l'usine d'un magazine vidéo dont les sujets sont, de plus en plus, choisis par les ouvriers eux-mêmes. Les efforts en matière de formation (« préparons les gens à l'écoute et à la réponse ») et d'organisation du travail (restructuration et enrichissement des tâches) ne pouvaient déboucher que sur la création en 1982 de ces groupes d'expression sanctionnés par l'accord d'entreprise signé en février 1983 et dont la doctrine se résume par la formule : « plus, mieux, avec ».

Un accord dont le contenu a rassuré tout le monde. La direction d'abord, qui ne souhaitait guère voir ces groupes devenir un tremplin pour la politisation de la vie de l'entreprise. « On est loin de cette volonté de subversion des entreprises dans certaines sphères patronales accusées la loi Au-

roux », admet M. Girault. Rassurés aussi les syndicats, qui ont trouvé à travers cet accord, révisable chaque année, un moyen de contrôle et d'intervention qu'ils ne possèdent pas lors de la mise en place du groupe. La C.G.T. y trouve même un autre avantage. Parce que « les compétences de ces groupes sont limitées, certaines questions commencent à remonter vers nos délégués. C'est bon ! », remarque Jean-Pierre Bonsoir, secrétaire du syndicat C.G.T. Renault du Mans.

Même ceux qui n'ont pas signé l'accord de février 1983, comme F.O. ou la C.G.C., ne trouvent aucune critique à lui faire. « Tant les critiques confédérales », dit, c'est satisfaisant parce qu'on a su mettre des garde-fous. Les lois Auroux ne sont donc pas aussi pernicieuses qu'ailleurs », souligne le délégué F.O.

Face aux réfrains sur les arguments selon lesquels maîtrise et encadrement seraient les victimes désignées des lois Auroux, les cadres qui pratiquent ces groupes d'expression s'inscrivent en faux. « Non, je n'ai pas senti comme une perte de pouvoir, mais comme un enrichissement du dialogue », tel est le jugement que l'on peut entendre, y compris chez un syndiqué C.G.C. « Il serait temps que la maîtrise repense son rôle en termes d'animation et non plus en termes de pouvoir », peste M. Daniel Guénivet, délégué C.F.D.T., 68, ça remonte quand même à quinze ans... »

Résultat au Mans : sur les neuf mille salariés de l'usine, on compte aujourd'hui quelque deux cents groupes d'expression, essentiellement des groupes homogènes, nés dans les ateliers, qui rassemblent neuf cent cinquante personnes. Leur crédit de six à neuf heures par mois a été consacré à faire quelque neuf cent cinquante propositions au cours de deux cent cinquante réunions tenues. Et quatre cent trente-six ont été retenues, comme celle de cet

ouvrier des fonderies proposant d'abandonner l'alcool à brûler habituellement utilisé pour enduire un certain type de pièce et lui préférer un produit à l'eau, moins dangereux, moins onéreux, plus rapide (plus de transport vers le four électrique, etc.). Une petite partie des 15 000 litres et des 40 000 francs économisés annuellement ira en personnel. Ce qui entraîne une polémique entre direction et syndicats.

« Moitié-moitié », propose-t-il au C.F.D.T. « Il ne faut pas parler que des gains mais aussi des dépenses suscitées par certaines propositions retenues », souligne M. Froilh, directeur de l'usine du Mans. « Il faut tenir compte des gains de productivité », rétorquent les syndicats. « De toute façon l'usine et la marque en bénéficient. Donc nous tous », ponctue la direction.

Sans doute, puisque 80 % des propositions retenues portent sur des problèmes techniques, des conditions de travail et d'organisation. Les groupes d'expression à l'usine du Mans ne vont peut-être pas assez loin - mais les réflexes se mettent peu à peu en place, - touchent de plus en plus de personnel... et de problèmes. Ce qui est sûr, même si c'est difficilement quantifiable, c'est que la qualité des relations et du dialogue, là où les groupes se sont mis en place, semble satisfaisante tous les partenaires. « Avant, j'allais au boulot. Avec le développement, c'était bonjour-bonsoir. Aujourd'hui on se cause », témoigne, ravi, l'ouvrier auteur de la trouvaille sur l'alcool.

Le Mans en avance sur les autres usines du groupe ? M. Daniel Guénivet, le délégué C.F.D.T. affirme voir dans les lois Auroux la copie conforme du modèle Renault du Mans. M. Alain Verdet, le directeur des usines mécaniques, parle de cinq années d'avance, « mais l'expérience du Mans doit permettre aux autres de faire le même chemin en deux ou trois ans ».

ALAIN MACHEFER.

Peugeot-Mulhouse : plus personne ne s'oppose à la robotique, malgré les menaces sur l'emploi

La production du centre Peugeot de Mulhouse, créé en 1962, d'où sortent, en ce moment, les nouvelles 205, est fortement automatisée. P.S.A., après Renault, s'est lancé massivement dans la robotique. L'évolution est irréversible, la réduction des emplois inéluctable. Le 21 juillet, le comité d'entreprise des usines automobiles Peugeot-Talbot prendra connaissance du plan de réduction massive des emplois. A Mulhouse, les mutations du processus de production s'accompagnent de plans de formation et de reconversion pour le personnel (14 000 salariés dont 11 400 ouvriers).

« **S**IX robots, cinquante-huit points de soudure, 12,6 millions de francs. Quatre robots, quatre-vingt-quatre points de soudure, 2,9 millions de francs. Un calculateur 75 000 F l'heure ». Le tableau affiché près des machines dans l'enceinte atelier de tôle et de tôlerie est, paraît-il, destiné aux visiteurs, mais aussi aux ouvriers. Il faut être conscient de l'investissement coûteux pour mieux en prendre soin. L'ingénieur, un cadre supérieur, qui travaille à l'usine de Mulhouse depuis ses débuts, tisse au fil des années l'histoire de ces robots, sa propre aventure. Toute l'as-

tuce consiste à concevoir, à dessiner les éléments d'une voiture de façon à introduire le robot ad hoc qui les fabriquera.

D'un automatisme à l'autre... la démarche est progressive qui conduit, aujourd'hui, la tôle à disposer de quarante robots à souder et de deux à coller. Dans la large travée, des pièces géantes s'alignent, au rythme du tapis roulant présentant les pièces. Leurs gestes sont d'une surprenante souplesse. Marquant la mesure comme un métronome, résonne le bruit métallique de la pièce qui arrive à destination. Nulle autre rumeur : rares sont les ouvriers en tôle. Trois, parfois quatre personnes se tiennent près de l'ordinateur de contrôle, où s'allument des milliers de points lumineux.

Près de certains robots se tient un agent de fabrication (ex-O.S.) : la production, là, c'est pas encore entièrement automatisée. Mais, déjà, « c'est le robot qui commande à l'homme, dit un de ces O.S., à l'occasion d'une rencontre avec des membres de l'Association des journalistes de l'information sociale (A.J.I.S.), on n'est plus maître de rien, ne se peut plus évaluer la charge de travail et la cadence ». A quelques centaines de mètres de là, voici l'ancienne forge, toujours en

fonction. C'est l'antre du feu. Dans l'épaisse fumée et le bruit infernal, s'agitent les « fondeurs » luisants de suie. Quelques mètres encore et c'est l'entrée de la deuxième fonderie aux automatismes hypermodernes. Le contraste est frappant : de l'espace et pas de fumée, plus de machines et moins d'hommes. Toute une évolution...

« L'industrie automobile ne sera plus jamais génératrice d'emplois comme elle l'a été de 1945 à 1974 », M. Perrier, directeur du centre de Mulhouse, d'est pas un homme à avoir peur des mots. « On ne remplacera pas les départs naturels. La diminution des emplois sera de 3 à 5 % par an » (1), poursuit-il. Cela, en raison de « l'injection à dose massive d'automatismes ».

Mulhouse, cœur du « défi robotique » de P.S.A., en vit aussi les difficultés. « Rien n'est prévu pour la formation des O.S. aux automatismes », accusent les délégués C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine, qui ont déposé un plan de formation 1983. « Les agents de fabrication sont pourtant les premiers touchés par les réductions d'emploi », ajoutent-ils.

Mais alors, continuera-t-on à demander l'impossible - à savoir le maintien des effectifs et la garantie pour tous les O.S. d'être formés puis affectés aux automatismes ? La question reste sans réponse. Mais on ne s'oppose désormais à la robotique.

DANIELLE ROUARD.

(1) A titre de comparaison, les nouvelles technologies devraient entraîner une réduction de 12 % des emplois chez Renault de 1981 à 1990 (Le Monde du 14 février 1981).

Naissances

- M. et M^{me} Jacques J. CAMUS sont heureux de faire part de la naissance de
Alexandre,
le 12 juillet 1983, chez Didier et Anne-Marie CAMUS,
6, rue de Cozonville, 75007 Paris.
- La Crémillère
19 bis, boulevard Carnot,
92340 Bourg-la-Reine.

- Gilbert DUBOIS et Sophie, née Colard, ont la joie d'annoncer à leurs amis l'heureux naissances de
Louise et Clémence,
le 9 juillet 1983 à Paris,
13, rue Alphonse-Daudet,
75014 Paris.

- Marc ZARBA et M^{me}, née Lisa Bonelli, ainsi que Benjamin, sont heureux d'annoncer la naissance de
Séverin,
le 4 juillet 1983,
Jérusalem.

Mariages

- On nous prie d'annoncer le prochain mariage de
M^{me} Geneviève BEZIAT,
fille de M^{me} Serge-Paul Beziat, avec
M. Xavier BASSET,
fils du général et de M^{me} Jacques Basset.
Monsieur, Paris.

Décès

- M^{me} Gagneraud, son épouse,
ses enfants, ses neveux et sa nièce, ses petits-enfants, sa belle-mère, ses beaux-enfants,
Ses collaborateurs en activité et en retraite,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de
M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,

grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, médaille des internés et déportés de la Résistance, médaille du combattant volontaire de la Résistance, vice-président d'honneur de la Fédération nationale des transports routiers.

M. Francis GAGNERAUD, grand officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, médaille des internés et déportés de la Résistance, médaille du combattant volontaire de la Résistance, vice-président d'honneur de la Fédération nationale des transports routiers.

M. et M^{me} Yves Suarda et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Michel Richard et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Privat et leur fils, M^{me} Marcel Didier, née Privat, et ses enfants, M^{me} Jacques Andraud, Et les familles Baillaud, Ernst, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de
M. Pierre PRIVAT,
libraire-éditeur,
à l'âge de soixante ans, le 17 juillet 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu à Toulouse, mercredi 20 juillet, à 13 h 30, en l'église Saint-Jérôme. Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale. Une messe sera célébrée ultérieurement à sa mémoire. Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le conseil d'administration Et le personnel des entreprises Gagneraud Père et Fils, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur président-directeur général,
M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, médaille des internés et déportés de la Résistance, médaille du combattant volontaire de la Résistance, vice-président honoraire du Syndicat professionnel et de la Fédération nationale des transports routiers.

- Le conseil d'administration Et le personnel de l'entreprise Marc, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur administrateur-directeur général,
M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, médaille des internés et déportés de la Résistance, médaille du combattant volontaire de la Résistance, vice-président honoraire du Syndicat professionnel et de la Fédération nationale des transports routiers.

- Le conseil d'administration Et le personnel de la société Rapides Côte-d'Azur,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur président-directeur général,
M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, médaille des internés et déportés de la Résistance, médaille du combattant volontaire de la Résistance, vice-président d'honneur de la Fédération nationale des transports routiers.

- Le conseil d'administration Et le personnel de la société Rapides de Lorraine, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur administrateur-directeur général,
M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, médaille des internés et déportés de la Résistance, médaille du combattant volontaire de la Résistance, vice-président d'honneur de la Fédération nationale des transports routiers.

- Le personnel de la société SICAP a la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de son gérant,
M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes, médaille de la Résistance, médaille des internés et déportés de la Résistance, médaille du combattant volontaire de la Résistance, vice-président d'honneur de la Fédération nationale des transports routiers.

- M^{me} Pierre Privat, M^{me} Claude Privat, M. et M^{me} Yves Suarda et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Michel Richard et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Privat et leur fils, M^{me} Marcel Didier, née Privat, et ses enfants, M^{me} Jacques Andraud, Et les familles Baillaud, Ernst, Parents et alliés, ont la douleur d'annoncer le décès de
M. Pierre PRIVAT,
libraire-éditeur,
à l'âge de soixante ans, le 17 juillet 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu à Toulouse, mercredi 20 juillet, à 13 h 30, en l'église Saint-Jérôme. Cet avis tient lieu de faire-part.

Les obèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale. Une messe sera célébrée ultérieurement à sa mémoire. Cet avis tient lieu de faire-part.

PRESSE

Dans une lettre au premier ministre

« Pas de soutien sélectif à la presse »

écrit Mme Brigitte Gros

La commission des affaires culturelles du Sénat vient de confier à Mme Brigitte Gros, sénateur (gauche dém.), des Yvelines, maire de Meulan, une mission d'information sur la presse. Celle-ci, déjà rapporteur des crédits de la presse écrite au palais du Luxembourg, est préoccupée par le projet de loi gouvernemental de modifier le régime actuel de l'article 39 bis du code général des impôts, qui exempte d'impôts les entreprises de presse pour une partie de leurs bénéfices, à condition de les investir dans les cinq ans dans des travaux de modernisation.

Mme Brigitte Gros, dans une lettre adressée au premier ministre, le 18 juillet, observe à cet égard :

« Quels que soient les effets très positifs que cette disposition a eus sur la modernisation des équipements de presse, elle souffre d'un inconvénient capital, puisque elle conditionne le soutien de l'Etat à la réalisation de bénéfices. C'est dire que la puissance publique n'aide pas sur ce point les entreprises qui sont réellement en difficulté. Vous êtes trop attaché au pluralisme de l'information - indispensable à une démocratie authentique - pour que j'aie besoin d'insister sur la nécessité de subvenir aux besoins légitimes des organes de presse en difficulté. »

« Si mes informations sont exactes, il serait question d'étendre la portée de l'article 39 bis aux entreprises qui ne font pas de bénéfices et qui ne disposent pas de ressources publicitaires. »

« Le principe d'une telle extension ne peut que recevoir l'approbation du Sénat, très vigilant, comme vous le savez, en matière de libertés publiques. Cependant, il ne faudrait pas que la réforme de l'article 39 bis soit entachée d'un défaut majeur, ce qui serait le cas si le nouveau soutien était sélectif. Il est évident que le choix par l'Etat des entreprises bénéficiaires du nouveau soutien, serait immédiatement suspect d'arbitraire ou de favoritisme politique, si l'aide devenait sélective. »

« Il est essentiel au débat démocratique - vous le pensez sûrement avec moi - que les critères de choix ne soient pas récusables. L'admission au soutien étatique doit être la même pour tous. Il doit être automatique. »

- M^{me} Claude Réveillaud, née Nast, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Pierre et Jeanne Réveillaud, M. et M^{me} Suzanne Kriz, M. et M^{me} Yves Soulié, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel du
docteur Claude RÉVEILLAUD,
officier de l'ordre de l'Empire britannique, médecin de la Croix-Rouge, médecin de l'ambassade de Grande-Bretagne, ancien médecin-chef libéral F.T.P., survenu, à Paris, le 11 juillet 1983. Une cène sera célébrée par le pasteur Path, le jeudi 21 juillet, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 4, rue de l'Oratoire, 75001 Paris. 57, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

- Lucie et Patrick Olivier, ont la douleur de faire part du décès de leur fille
VANESSA,
survenue le 9 juillet 1983. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité d'un cimetière de Montmartre.

Remerciements

- Dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées, l'épouse, les enfants et la famille de Raymond BARRILLON, prient ceux qui ne sont associés à leur grande douleur par leurs lettres, leurs envois de fleurs et leur présence chaleureuse, de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance et de leurs remerciements éternels.

Anniversaires

- Le 19 juillet 1973 disparaissait
M. Ladislas FISCHER.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Le 10 juillet 1982,
Lucie, Claire GERMAIN,
née Eylert,
nous a été enlevée.

Que ceux qui l'ont connue et aimée lui accordent une pensée en ce premier anniversaire.

- Le 18 juillet 1953,
Bernard RÉVIL
décédait, à Tunis, à l'âge de trente-six ans.

Sa famille rappelle son souvenir à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Le 18 juillet 1980 décédait le poète Gilbert TROILLIET, écrivain, journaliste. Son œuvre demeure vivante et appréciée. Sa veuve, Nicole Troillet.

**LUNETTES:
DU NOUVEAU!**

**LES VERRES
STUDIO 200**

- reflets supprimés
- luminosité accrue
- rayons ultra-violet filtrés
- toutes corrections visuelles

**CHANGEZ VOS LUNETTES!
COUREZ CHEZ LEROY**

OPTICIEN

du lundi au samedi inclus:

104, Champs-Élysées A.O. 147, rue de Rennes A.O. 127, St-Antoine 11, bd du Palais 5, place des Terres A. 30, bd Barbès 158, rue de Lyon A. 27, bd St-Michel O.M.

Rayons spéciaux: A. acoustique médicale - O. verres de contact - M. travaux photos

LA BAGAGERIE®

**SPÉCIAL DÉPART
SACS DE VOYAGE**

- 3 tailles, 3 teintes
- 40 cm 99 F
- 50 cm 129 F
- 60 cm 149 F

12, rue Tronchet 41, rue du Four 74, rue de Passy Tour Maine Montparnasse

(Publicité)

Une halte de détente est proposée, au bon moment pour la sécurité du voyage sur l'Autoroute du Soleil, c'est :

L'ARCHEODROME

de l'Aire de BEAUNE

Une réalisation unique au monde, qui reconstitue l'évolution du cadre de vie de nos lointains ancêtres de l'ère du paléolithique à la colonisation romaine.

« Pour la première fois, une occasion inespérée s'offre à l'automobiliste de quitter de l'œil son compteur et son chronomètre. De s'arrêter pour autre chose qu'un plein d'essence, une entrecôte frites ou un pipi d'enfant. Une belle occasion de ne plus rouler idiots. »

(LE MONDE J.-M. DURAND-SOUFFLAND).

Un million de visiteurs en cinq ans.

ros premières
nible reprise

1987-88
1988-89
1989-90
1990-91
1991-92
1992-93
1993-94
1994-95
1995-96
1996-97
1997-98
1998-99
1999-00
2000-01
2001-02
2002-03
2003-04
2004-05
2005-06
2006-07
2007-08
2008-09
2009-10
2010-11
2011-12
2012-13
2013-14
2014-15
2015-16
2016-17
2017-18
2018-19
2019-20
2020-21
2021-22
2022-23
2023-24
2024-25
2025-26
2026-27
2027-28
2028-29
2029-30
2030-31
2031-32
2032-33
2033-34
2034-35
2035-36
2036-37
2037-38
2038-39
2039-40
2040-41
2041-42
2042-43
2043-44
2044-45
2045-46
2046-47
2047-48
2048-49
2049-50
2050-51
2051-52
2052-53
2053-54
2054-55
2055-56
2056-57
2057-58
2058-59
2059-60
2060-61
2061-62
2062-63
2063-64
2064-65
2065-66
2066-67
2067-68
2068-69
2069-70
2070-71
2071-72
2072-73
2073-74
2074-75
2075-76
2076-77
2077-78
2078-79
2079-80
2080-81
2081-82
2082-83
2083-84
2084-85
2085-86
2086-87
2087-88
2088-89
2089-90
2090-91
2091-92
2092-93
2093-94
2094-95
2095-96
2096-97
2097-98
2098-99
2099-00
2100-01
2101-02
2102-03
2103-04
2104-05
2105-06
2106-07
2107-08
2108-09
2109-10
2110-11
2111-12
2112-13
2113-14
2114-15
2115-16
2116-17
2117-18
2118-19
2119-20
2120-21
2121-22
2122-23
2123-24
2124-25
2125-26
2126-27
2127-28
2128-29
2129-30
2130-31
2131-32
2132-33
2133-34
2134-35
2135-36
2136-37
2137-38
2138-39
2139-40
2140-41
2141-42
2142-43
2143-44
2144-45
2145-46
2146-47
2147-48
2148-49
2149-50
2150-51
2151-52
2152-53
2153-54
2154-55
2155-56
2156-57
2157-58
2158-59
2159-60
2160-61
2161-62
2162-63
2163-64
2164-65
2165-66
2166-67
2167-68
2168-69
2169-70
2170-71
2171-72
2172-73
2173-74
2174-75
2175-76
2176-77
2177-78
2178-79
2179-80
2180-81
2181-82
2182-83
2183-84
2184-85
2185-86
2186-87
2187-88
2188-89
2189-90
2190-91
2191-92
2192-93
2193-94
2194-95
2195-96
2196-97
2197-98
2198-99
2199-00
2200-01
2201-02
2202-03
2203-04
2204-05
2205-06
2206-07
2207-08
2208-09
2209-10
2210-11
2211-12
2212-13
2213-14
2214-15
2215-16
2216-17
2217-18
2218-19
2219-20
2220-21
2221-22
2222-23
2223-24
2224-25
2225-26
2226-27
2227-28
2228-29
2229-30
2230-31
2231-32
2232-33
2233-34
2234-35
2235-36
2236-37
2237-38
2238-39
2239-40
2240-41
2241-42
2242-43
2243-44
2244-45
2245-46
2246-47
2247-48
2248-49
2249-50
2250-51
2251-52
2252-53
2253-54
2254-55
2255-56
2256-57
2257-58
2258-59
2259-60
2260-61
2261-62
2262-63
2263-64
2264-65
2265-66
2266-67
2267-68
2268-69
2269-70
2270-71
2271-72
2272-73
2273-74
2274-75
2275-76
2276-77
2277-78
2278-79
2279-80
2280-81
2281-82
2282-83
2283-84
2284-85
2285-86
2286-87
2287-88
2288-89
2289-90
2290-91
2291-92
2292-93
2293-94
2294-95
2295-96
2296-97
2297-98
2298-99
2299-00
2300-01
2301-02
2302-03
2303-04
2304-05
2305-06
2306-07
2307-08
2308-09
2309-10
2310-11
2311-12
2312-13
2313-14
2314-15
2315-16
2316-17
2317-18
2318-19
2319-20
2320-21
2321-22
2322-23
2323-24
2324-25
2325-26
2326-27
2327-28
2328-29
2329-30
2330-31
2331-32
2332-33
2333-34
2334-35
2335-36
2336-37
2337-38
2338-39
2339-40
2340-41
2341-42
2342-43
2343-44
2344-45
2345-46
2346-47
2347-48
2348-49
2349-50
2350-51
2351-52
2352-53
2353-54
2354-55
2355-56
2356-57
2357-58
2358-59
2359-60
2360-61
2361-62
2362-63
2363-64
2364-65
2365-66
2366-67
2367-68
2368-69
2369-70
2370-71
2371-72
2372-73
2373-74
2374-75
2375-76
2376-77
2377-78
2378-79
2379-80
2380-81
2381-82
2382-83
2383-84
2384-85
2385-86
2386-87
2387-88
2388-89
2389-90

AUTOMOBILISME

Alain Prost vainqueur à Silverstone où dominent les turbos

Le pilote français d'une voiture française devrait gagner cette année le championnat du monde de formule 1: Alain Prost et sa Renault-Elf semblent pour le moins en avoir les meilleures chances après le Grand Prix de Grande-Bretagne disputé samedi 16 juillet sur le circuit de Silverstone devant plus de cent mille spectateurs.

Après ses victoires aux Grands Prix de France et de Belgique, Prost a franchi la ligne en vainqueur pour la troisième fois cette saison. Une course parfaite. Le pilote de Renault a pris le commandement au vingtième tour et ne l'a plus quitté jusqu'à l'arrivée, hormis le temps d'effectuer un ravitaillement entre les trente-sixième et quarante et unième tours, concédés à Nelson Piquet.

La Ferrari de René Arnoux, qui avait pulvérisé le record du tour lors de la dernière séance d'essais, ne fut pas en mesure d'inquiéter Prost, qui avait réalisé pour sa part les meilleurs «chronos» lors des premiers essais. En course, les pneumatiques Michelin de la Renault s'avèrent supérieurs à ceux des Ferrari, dont les difficultés d'adhérence s'accroissent au fil des tours.

Ce résultat et les conditions dans lesquelles il a été acquis laissent penser que la fin de saison devrait être favorable au leader du championnat du monde. Les deux grands prix qui devaient avoir lieu aux Etats-Unis ayant été annulés, il reste au programme six courses dont le profil convient parfaitement aux monoplaces à moteur suralimentés, alors que les «atmosphériques» avaient dominé la première partie du championnat sur les circuits urbains.

«Nous avons eu samedi un aperçu de ce que devrait être le reste de la saison. Pour nous, les prochains mois risquent de devenir pénibles, très pénibles», a déclaré avec amertume le Français Jacques Laffite, dont la Williams s'est retrouvée reléguée à deux tours du vainqueur. Le patron de cette écurie dotera d'ailleurs ses F1 d'un moteur turbo la saison prochaine: une indisposition pendant les séances d'essais a permis de savoir que Frank Wil-

liams commencera l'exploitation d'un moteur Honda turbo dans les prochaines semaines.

Reste à savoir si Prost, qui compte désormais 6 points d'avance au classement général, aura plus de chance qu'il y a deux ans, où 7 points lui avaient finalement manqué pour prendre le titre mondial du Finlandais Kéke Rosberg. Les Brabham-B.M.W. et les Ferrari, qui ont fait l'objet de nouveaux développements aérodynamiques, n'ont pas dit leur dernier mot. De surcroît, les Lotus-Renault peuvent bien jouer les trouble-fête. Un mois après l'arrivée dans cette écurie de l'ingénieur français Gérard Ducarouge, qui avait porté le chapeau des déboires d'Alfa-Romeo, la voiture conduite par Nigel Mansell a pris la quatrième place, alors que la «94 T» apparaissait pour la première fois en course. Toutefois, Prost est optimiste: «Il ne faut jurer de rien. Il reste six courses. et il peut se passer beaucoup de choses. Cependant, victoire à Silverstone, où, en 1981, j'avais perdu le titre, me semble un petit signe du destin. 1983 devrait être mon année de réussite.»

FOOTBALL

Pas de «pro» aux Jeux de Los Angeles

Après plusieurs mois de tractations, le Comité international olympique (C.I.O.) n'a obtenu que la Fédération internationale de football (FIFA) renonce à qualifier des joueurs professionnels pour la phase finale des Jeux de Los Angeles en 1984.

Estimant que la distinction entre amateurs et professionnels était artificielle, notamment lorsqu'on mettait en présence des équipes des pays de l'Est et de l'Ouest, la FIFA avait estimé que les athlètes «n'ont pas participé à une Coupe du monde pouvaient être «éligibles» aux Jeux olympiques. L'opposition des pays de l'Est a amené le C.I.O. à demander à la FIFA de faire marche arrière, du moins pour les Jeux de 1984. Ainsi, les joueurs composant les seize équipes qui s'affronteront du 24 juillet au 11 août 1984 à Los Angeles ne pourront avoir participé aux compétitions préliminaires et finales d'une Coupe du monde, mais encore ne pourront avoir tiré des revenus de la pratique du football.

Décision apparemment discutable, puisque, pour ce qui concerne les équipes des pays occidentaux, les formations qui ont disputé les qualifications ne pourront pas s'aligner dans le tournoi final. Toutefois, le C.I.O. n'a pas définitivement écarté cette solution qui reviendrait à mettre sur pied d'égalité les faux amateurs de l'Est et les vrais «pros» de l'Ouest. Des négociations en cours devraient permettre aux fédérations sportives internationales de définir elles-mêmes les critères de participation aux Jeux olympiques.

TOUR DE FRANCE CYCLISTE

La chute victorieuse de Michel Laurent

Il y a maintenant six jours que Pascal Simon, blessé, lutte pour défendre son maillot jaune, mais la marge de sécurité dont il disposait à la sortie des Pyrénées diminue progressivement. En difficulté dans la montée du Puy-de-Dôme, pénalisé de dix secondes pour avoir été poussé par ses équipiers, le leader du Tour ne possédait plus que 30 secondes d'avance sur Laurent Fignon dimanche 17 juillet, à l'issue de la seizième étape Issoudun-Saint-Etienne, remportée sur le tapis vert par le Français Michel Laurent.

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — Les commissaires du Tour de France viennent de prendre une décision inattendue, probablement unique dans l'histoire du cyclisme, en accordant la victoire à un coureur qui avait franchi la ligne d'arrivée en septième position, à la suite d'une chute.

Certes, Michel Laurent — c'est de lui qu'il s'agit — se trouvait en tête lorsqu'il tomba. Echappé avec le Hollandais Lubberding, qui provoqua cet accident après avoir effectué un dangereux écart au cours du sprint, il donnait en effet l'impression de pouvoir gagner. La sanction infligée au coureur néerlandais responsable d'une irrégularité flagrante paraît justifiée, mais son déclassement aurait dû faire de Jean-Luc Vandenbroucke, initialement deuxième, le véritable vainqueur du jour, un concurrent pénalisé pour ce genre d'infraction étant toujours ré-

trogradé au profit de son suivant immédiat.

Or, le jury des commissaires s'est inspiré d'un article en vertu duquel un coureur distancé du peloton durant le dernier kilomètre à la suite d'une chute est crédité du même temps que ce peloton. Mais comment pouvait-on accorder la victoire à un coureur qui avait coupé la ligne d'arrivée en septième position. Projeté à terre à 50 mètres de la bande-roule, Michel Laurent avait été dépassé par cinq adversaires partis en contre-attaque, dont Vandenbroucke. A-t-il obtenu le gain de l'étape s'il avait été dépassé par tout le peloton?

Fâcheux précédent: le coureur accidenté au cours du dernier kilomètre pourra désormais se considérer comme un vainqueur moral et se poser en victime s'il n'obtient pas satisfaction. Quels arguments pourrions-t-on lui opposer?

L'offensive espagnole

L'incident de Saint-Etienne est d'autant plus regrettable que Michel Laurent, animateur d'une longue échappée dans les vallonnements du Forez, méritait la victoire plus que quiconque. Détail remarquable: il avait déjà été le meilleur français à la veille sur les pentes du Puy-de-Dôme escaladé contre la montre un exercice impitoyable qui coûta 4 minutes à Pascal Simon, toujours admirable de courage, et qui ruina les espoirs de Jean-René Bernaudeau, tandis que le jeune Laurent Fignon confirmait ses qualités de routier complet.

Avec ses 15 kilomètres représentant une élévation de 10 %, le Puy-de-Dôme a également désigné les hommes forts du Tour de France. A son tour, il est en jeu de savoir si Coppi, de Bahamontes ou de Zoetemelck et le souvenir d'un fameux duel Anquetil-Poulidor en 1964.

Cette fois, l'escalade du vieux volcan a mis en évidence la renaissance du cyclisme espagnol. Arroyo et Delgado, suivis de près par l'amateur colombien Jimenez, se sont occupés du même coup leur condition dans une course qui demeure très ouverte.

Pascal Simon, lui, lutte toujours. Mais on craint qu'il ne soit au bout du rouleau.

JACQUES AUGENDRE.

Le jour de gloire de la D 104

De notre envoyé spécial

D'ordinaire, c'est un lieu de solitude onduleuse. Même en juillet la route départementale 104, trente kilomètres à tout casser entre Hissou-en-Forêt et Saint-Maurice-en-Gourgnon, dans le sud du département de la Loire qui touche à la Haute-Loire et au Puy-de-Dôme, reste un chemin de paix. Et voilà qu'en ce dimanche 17 juillet c'était le chemin du Tour de France: une première. Bien sûr, on avait beau être du coin, on n'allait pas s'imaginer que tout allait se jouer dans ces petites montées ou ces moyennes descentes sous le nez de quelques hameaux vidés depuis belle lurette par le fameux exode rural de l'après-guerre.

C'est égal! il convenait d'être là. Dès le matin, dans le vent chaud qui soufflait du sud, on comprit qu'ils seraient là tout ceux qui précisément avaient quitté les maigres cultures pour des bords jugés plus fertiles du côté de Saint-Etienne ou de sa banlieue. Elles sont de toute nature les foules du Tour. Celle-là, sans doute en raison de ses origines rurales, se montre singulièrement respectueuse du pays, de son pays. Pour sûr, c'était la fête. Ce n'était pas une raison pour tout se permettre. On voulait assurément «les voir» sans pour cela se vautrer dans les cultures non encore levées sur ces hauteurs de 800 à 900 mètres: même pour occuper le pré fauché, on prenait bien soin d'en rechercher le propriétaire pour solliciter la permission d'y planter son parasol.

Le souvenir de Roger Rivière

An hameau des Veyroux, Pétrus Maisonneuve, parce qu'il possédait quelques-uns de ces emplacements privilégiés légèrement dominants et dont le vent permet de bien embrasser l'horizon comme il convient pour parer, ne savait plus où donner de la tête. Bon prince, il aidait ceux-ci à franchir les barbelés, indiquait à d'autres — le frère sous lequel ils seraient à l'ombre. Et Louis et Adrien Dilleux, le frère et la sœur, deux anciens restés eux aussi fidèles à leur simple maison, n'en revenaient pas de cette multitude assemblée sur leur route devenue méconnaissable.

Il restait à attendre. Attendre le Tour, c'est, dans un autre genre, un exercice qui vaut bien celui de le suivre. Evidemment, cette année, il n'y avait point ici ce «régional de l'étape» vers lequel battent tous les cœurs. Depuis Roger Rivière, la Loire est

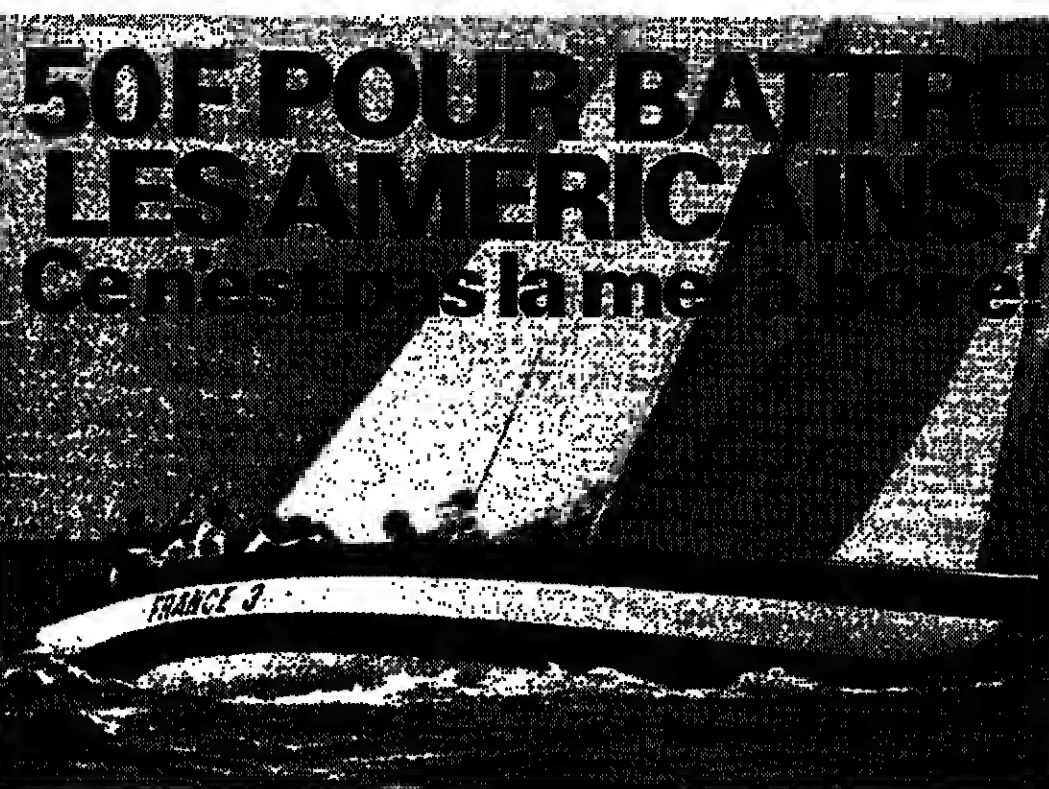
sur ce chapitre un peu orpheline. Il faudrait être assurément patriarcal pour songer encore à Benoît Faure, le petit bonhomme des années 30 qui se permettait de lâcher dans les cols des Péliassier ou des Leducq. On l'avait surnommé en son temps «la Souris», ce qui était une façon de le désigner à la fois comme un grimpeur de poche et comme un petit malin. Il fit les beaux jours du Forez cycliste.

En ces temps-là, le peloton n'était point précédé de vendeurs de cassinettes et de colporteurs en tout genre. Ceux-là, D 104 ou pas, font leur boulot. Une route est une route. Seule importe la foule qui en occupe les bords. La publicité fait ainsi son office, et là, en plein air, c'est tellement mieux qu'à la télé. Le grand cirque passe ainsi. Les hors-d'œuvre sont servis. C'est le temps maintenant de regarder du côté des Orres. C'est là-bas qu'apparaîtront les premiers. Echappée? Peloton groupé? Là, sur place, on n'en sait fichtrement rien. Pas une information sur la température de la course. Au fond, seuls les mordus se rongent les sangs. Quel, de Simon qui en moins d'une semaine s'est fait un nom d'éclaté national pour avoir cultivé dans un fossé? Qui de ses suivants? le blond Fignon ou l'irlandais Kelly, qui encore des Colombiens égarés dans ce pays où les bois de pins sont bleus au crépuscule?

La D 104, dont les ponts et chaussées ont, au fil des ans, fait un ruban beige et soyeux, frémit d'un bout à l'autre. Deux hommes en tête nez dans le guidon. On ne sait pas encore qu'il s'agit de Saint-Etienne le plus grand en jaune, rouge et noir, ce Hollandais, va faire à l'autre, le Français bien de chez nous, un numéro de western à sa façon. On les applaudit donc d'égale manière.

Derrière les autres, tous les autres ou presque, Simon? Oui! Il en est sûr. Vous l'avez bien vu, c'est celui qui est en jaune. Eh bien, non. Tout le monde ne l'a pas vu. Etait-on d'ailleurs venu pour cela? On attend encore parce que le Tour ne saurait être passé tant que n'est pas passée la fameuse voiture-balai. 15 h 45, tout est dit, tout est fini. Ces gens qui ont mis cinq heures à s'installer lèvent le camp en un quart d'heure. La D 104 redevenue elle-même encadrée ses bois de pins qu'en novembre une tempête a massacrés et dans lesquels continuent encore de bosser les bûcherons.

J.-M. THEOLLEYRE.



Soutenez le Défi Français pour la Coupe de l'America

Pour la première fois une association, reconnue d'utilité publique, a engagé un bateau dans la Coupe de l'America.

Plus de quatre mille Français, une quarantaine d'entreprises, des villes, des régions, des ministères ont apporté leur soutien, mais la hausse du dollar a compromis les chances de réunir tout le budget.

Vous aussi, vous pouvez aider l'Association, le DÉFI FRANÇAIS POUR LA COUPE DE L'AMERICA, à relever victorieusement le 25^e défi qui se déroule à Newport. Pour cela cocher la case qui correspond à votre soutien:

- ☐ 50 F Cotisation de soutien.
- ☐ 70 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez un tee-shirt blanc (3 tailles Medium, Large, Extra-Large).
- ☐ 100 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez une reproduction de l'aquarelle de Folon.
- ☐ 150 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez une maquette demi-coque «France 3» (18 cm).
- ☐ 240 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez un livre richement illustré sur l'America's Cup.
- ☐ 350 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez un grand sac «France 3» Samsonite.
- ☐ 2000 F En témoignage de votre soutien, vous recevrez une magnifique maquette demi-coque «France 3» (80 cm). Edition numérotée.

Prénom _____ Age _____
N° _____ Rue _____
Code Postal _____ Ville _____
Profession _____
Etes-vous déjà membre ☐ oui ☐ non
Découpez ce bon et glissez-le accompagné de votre règlement dans une enveloppe adressée à: LE DÉFI FRANÇAIS POUR LA COUPE DE L'AMERICA 42, avenue Saint-Foy 92300 Neuilly-sur-Seine
Merci de libeller votre chèque au nom de l'Association LE DÉFI FRANÇAIS POUR LA COUPE DE L'AMERICA

Les résultats

Athlétisme

RECORD DE FRANCE DU JAVELOT FEMININ Nadège Schoellkopf, d'Orbigny, a amélioré, pour la cinquième fois consécutive, le record de France féminin du lancer du javelot en réalisant un jet de 27,14 m (+ 0,28 m) le 16 juillet à Saint-Omer-François (Val-d'Oise) lors de la rencontre France-Belgique espoirs.

CHAMPIONNATS DE FRANCE DES EPREUVES COMBINÉES D'été Dénatrice du record national de l'heptathlon (5911 pts), Florence Picaut a dépassé pour la première fois la barre des 6000 pts à l'occasion des championnats de France espoirs combinés, les 16 et 17 juillet à Lons-le-Saunier. Toutefois sa performance (6102 pts) ne pourra être homologuée en raison d'un défaut du chronométrage électrique au 100 mètres haies. Chez les hommes, le titre du décathlon est revenu au Bordelais Clavier avec 7744 pts.

Automobilisme

GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE 1. Prost (Fr./Renault-Elf), les 316,14 km en 1 h 24 min. 39 sec. 780; 2. Piquet (Br./Brabham-B.M.W.), à 19 sec. 161; 3. Tambay (Fr./Ferrari), à 26 sec. 246; 4. Mansell (G.-B./Lotus-Renault), à 38 sec. 952; 5. Arnoux (Fr./Ferrari), à 58 sec. 874, etc.

Classement de championnat du monde 1. Prost (Fr.), 39 pts; 2. Piquet (Br.), 33 pts; 3. Tambay (Fr.), 31 pts; 4. Rosberg (Fm.), 25 pts; 5. Arnoux (Fr.), 19 pts; 6. Watson (Ir.), 16 pts; 7. Cheever (E.-U.), 14 pts; 8. Lauda (Aut.), 11 pts; 9. Lafitte (Fr.), 10 pts.

Tennis

COUPE DE GALIA L'équipe de France des moins de vingt et six ans, composée de Courson, Forget, Férrier et Pécoulle, s'est qualifiée à Royan pour la phase finale de la Coupe de Galia qui aura lieu à Vichy du 19 au 24 juillet avec les équipes d'Espagne, de Tchecoslovaquie et de Yougoslavie. Les Français ont notamment battu (4-1) pour se qualifier l'équipe d'Australie, tenante du trophée.

GOLF

A l'Américain Watson Le British Open de Birkdale

Troisième levée du grand chelem golfique après le Masters et l'Open des Etats-Unis, le British Open, dont la cent douzième édition s'est disputée au Royal Birkdale de Southport (nord-ouest de l'Angleterre), est un événement sportif d'importance considérable outre-Manche. Quelque 160 000 personnes ont suivi du 14 au 17 juillet les évolutions des meilleurs joueurs du monde quatre-vingt-quatre, auxquels s'étaient adjoints les soixante survivants de qualifications disputées par plus de mille candidats.

Ceux qui ont triomphé sur ces landes qui virent les bergers inventer le jeu royal sont l'objet d'une vénération particulière. Vainqueur en 1961, le Sud-Africain Arnold Palmer est repassé pendant cet open de la plaque de gris s'écrite aux abords du 16^e trou où il avait frappé il y a vingt-deux ans un coup d'une audace et d'une puissance stupéfiantes qui avait assuré son triomphe. C'est dire que l'ardeur de la compétition et la qualité du spectacle sont toujours exceptionnelles.

On l'a vérifié cette année encore. L'Open débuta par un coup rarissime: au 17^e trou — un par cinq de 480 mètres, l'Américain Bill Rogers réussit un «albatros», c'est-à-dire trois coups en dessous du par, mettant la petite balle dans le trou après un drive et un long fer. Cela permit à Rogers de ramener une carte de 67 remarquable sur ce par 71, mais insuffisante néanmoins pour devancer son compatriote Graig Stadler, qui établit un nouveau record du parcours avec 64 coups.

Le deuxième jour, une furieuse course-poursuite s'engagea entre Stadler et ses compatriotes Trevino, vainqueur en 1971, et Watson, quatre fois vainqueur en Grande-Bretagne, qui tourmentèrent respectivement en 66 et 68 tandis que le Britannique Faldo, récent vainqueur de l'Open de France, faisait vibrer d'espoir ses compatriotes en signant une deuxième carte de 68 qui le

mettait en quatrième position à 2 coups. Les choses allaient plus mal en revanche pour l'Espagnol Ballesteros, vainqueur du dernier Masters, qui domblait une carte de 71, et pour l'Américain Nicklaus, qui, avec 143 coups, évitait de peu le couperet éliminatoire des 146.

Le week-end vit Watson — étrangement considéré comme un perdant dans son pays natal — prendre l'Open à bras-le-corps tandis que ses rivaux commençaient à manifester une humeur plus fantaisiste. Il était au commandement au soir du troisième jour, avec une carte de 70 — et ne lâcha pas, dimanche, en dépit du vent et de March, qui signa à son tour une carte record à 64.

A neuf sous le par, l'Américain de trente-trois ans entraînait avec ce premier succès sur les fairways anglais, les précédents succès ayant été acquis en Ecosse, dans le club des cinquante vainqueurs du British Open, salués aussitôt, comme il se devait, par l'Australien Peter Thompson, dernier joueur vivant à avoir réalisé cette performance. Il totalisa un coup de moins qu'Irvin et Bean (276) qui étaient depuis la veille sur ses talons, grâce à un birdie exceptionnel au 11^e trou avec un fer 4, avantage qu'il préserva ensuite joliment par le dernier trou avec un fer 2: «Le plus beau coup de ma carrière», dit Watson.

Cette journée infernale, qui consumma l'effritement de Stadler (129) et de Faldo (87), vit en revanche le vieux Mexicain Trevino (56) et le jeune Espagnol Ballesteros (69) revenir à grands coups de drive sur le champion pour composer finalement un des palmarès les plus prestigieux de l'histoire de l'Open. Watson avait bien gagné les 460 000 francs attribués au vainqueur et bien confirmé son rang de meilleur joueur mondial actuel, qui devrait lui valoir quelque 7,5 millions de francs de retombées financières au cours de l'année.

ÉTÉ

LA SITUATION EN CORSE

Arrestations, inculpations, tentative d'attentat

Orsoni et, pour certains d'entre eux, de « reconstruction de ligue dissoute », interpellés, mercredi 13 juillet, ils ont été retenus une quarante-huit heures (le Monde du 17 juillet 1983).

Deux autres personnes ont été écrouées en début de week-end, et une troisième interpellée, dans le cadre de l'enquête sur la disparition, le 17 juin, de Guy Orsoni. Marcel Carino et sa sœur, Agnès, l'épouse d'Henri Rossi, l'un des deux personnages de Porto-Vecchio actuellement en fuite, ont été inculpés, samedi, de « complicité de séquestration de personnes ». Selon les policiers, Carlo pourrait avoir utilisé, sous un nom d'emprunt, la Citroën Visa de couleur rouge que la bande de malfaiteurs avait louée pour suivre les membres de la famille Orsoni.

Les policiers, qui ont interrogé le frère et le cousin, à Lyon où ils s'étaient enfuis, attendant cependant l'audition de Philippe-Emile Vincent, un berger, âgé de soixante-trois ans, qui, selon certains renseignements, pourrait connaître le mobile de la disparition de Guy Orsoni. Il aurait été, en effet, en relation avec Roger Orsoni, l'oncle de Guy, et aurait fréquenté, à Avignon, où il a été interpellé en fin de semaine, des malfaiteurs rivaux des « frères » de Porto-Vecchio. Philippe-Emile Vincent avait purgé jusqu'en 1982 une longue peine de réclusion pour avoir tué, en 1972, avec la complicité de son fils Alain, deux frères de Pila-Canale (Corse-du-Sud), Jacques et José Santoni, qui lui disputaient le contrôle d'une vacancière.

Enfin, une charge explosive de 7 kilogrammes a été trouvée et désamorcée, samedi vers 23 heures, dans le garage du parc automobile de la gendarmerie de Bastia. Cette tentative d'attentat n'a pas été revendiquée.

Orsoni et, pour certains d'entre eux, de « reconstruction de ligue dissoute », interpellés, mercredi 13 juillet, ils ont été retenus une quarante-huit heures (le Monde du 17 juillet 1983).

Deux autres personnes ont été écrouées en début de week-end, et une troisième interpellée, dans le cadre de l'enquête sur la disparition, le 17 juin, de Guy Orsoni. Marcel Carino et sa sœur, Agnès, l'épouse d'Henri Rossi, l'un des deux personnages de Porto-Vecchio actuellement en fuite, ont été inculpés, samedi, de « complicité de séquestration de personnes ». Selon les policiers, Carlo pourrait avoir utilisé, sous un nom d'emprunt, la Citroën Visa de couleur rouge que la bande de malfaiteurs avait louée pour suivre les membres de la famille Orsoni.

Les policiers, qui ont interrogé le frère et le cousin, à Lyon où ils s'étaient enfuis, attendant cependant l'audition de Philippe-Emile Vincent, un berger, âgé de soixante-trois ans, qui, selon certains renseignements, pourrait connaître le mobile de la disparition de Guy Orsoni. Il aurait été, en effet, en relation avec Roger Orsoni, l'oncle de Guy, et aurait fréquenté, à Avignon, où il a été interpellé en fin de semaine, des malfaiteurs rivaux des « frères » de Porto-Vecchio. Philippe-Emile Vincent avait purgé jusqu'en 1982 une longue peine de réclusion pour avoir tué, en 1972, avec la complicité de son fils Alain, deux frères de Pila-Canale (Corse-du-Sud), Jacques et José Santoni, qui lui disputaient le contrôle d'une vacancière.

Enfin, une charge explosive de 7 kilogrammes a été trouvée et désamorcée, samedi vers 23 heures, dans le garage du parc automobile de la gendarmerie de Bastia. Cette tentative d'attentat n'a pas été revendiquée.

ÉDUCATION

Admissions aux grandes Écoles

(par ordre alphabétique)

● École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.):

M. et MM. Claire Acard (131); Jean-Luc Allavena (31); Isabelle Allmann (18); Marie-Christine Allier (219); David Anselme (70); Rachel Anselme (46); Marie-Christine Andrieu (122); Fabienne Andrieu (154); Claire Arnod (94); Dominique Aufreuil (59); Anne Barbier (117); Marie-Laure Barut (148); Jean-Pierre Baudé (38); Stéphane Baverz (71); Lawrence Beauvais (159); Corinne Beauvais (112); Catherine Bègue (168); Sylvie Béguin (50); Sandrine Bérthelot (208); Sylvie Berthea (198); Philippe Bertram (146); Pierre Bertout (197); Laurence Bibr (9); Marie-Odile Bisot (139); Dominique Blonnet (199); Jacques Botelli (216); Alexandra Boleslawski (104); Patrice Bonafoux (162); Éric Bourdin (222); Odile Bourland (10); Anne-Sophie Bouzau (19); Frédéric Boute (30); Sophie Bruneau (72); Frédérique Bruret (178); Corinne Buffet (44); Éric Bustel (168); Hélène Canton (138); Florence Carion (124); Monique Carle (224); Laurent Cassata (217); Catherine Caussade (82); Philippe Carf (40); Alain Chapot (150); Éric Charley (39); Claude Chervier (203); Véronique Chikly (230); Laurence Clément (162); Nicolas Cois (111); Serge Comel (15); Françoise Commuier (19); Christophe Conen (109); Christophe Conja (173); Christophe Darmangeat (129); Bertrand David (84); Pierre David (204); Olivier Delafarge (68); Laurent Delmas (183); Florent Deloche de Novalle (152); Laurent Depond (200); Géraldine Deries (99); Isabelle Digneville (93); Emmanuel Dion (22); Denis-Pierre Dize (179); Marie-Claude Donnez (121); Jérôme Duvillers (192); Caroline Dron (143); Olivier Drion (80); Frédéric Dronet de la Thibaudie (77); Anne Dubief (209); François Dubois (41); Hervé Dubon-Martin (92); Catherine Ducarré (178); Hervé Dugois (16); Sylvie Dumas (69); Anne Dupuy (25); Jean-Marie Dura (160); Olivier Durand (194); Jean-Pierre Durieux (193); Catherine Davand (72); Isabelle Ehrlich (42); Pierre Elmouch (107); Cécile Envalet (60); Érick Antoine Savary (96); Alain Fairise (32); Jean-Eric Ferrary (120); Catherine Fiamand (177); Pascale Floquet (203); Jean-François Fouron (43); Carole Fousse (87); Bertrand Froly (20); Laurent Fuchs (78); Laurent Funel (144); André Gadot (79); Benoît Gambert (86);

Laura Gasperoni (100); Didier Genoud (157); Fabrice Genter (126); Sylvie Genter (239); Martine Giffon (213); Dominique Gilromail (22); Hervé Gloaguen (194); Yvan Gril (115); Patrick Guedel (88); Laurence Guenancia (150); Jean-Pierre Guérin (207); Philippe Guettat (28); Valérie Guéhen (186); Pascal Guillot (55); Thierry Hanoir (175); Frédéric Hapiak (45); Sophie Hastir (3); Hervé Hatt (53); François-Régis Heu (76); Jean Henaff (61); Emmanuel Henrion (188); Isabelle Herbert (127); Isabelle Houzé (1); Rebecca Hünchly (137); Michèle Inalio (125); Hervé Jaillard (21); Sabine Jaubert (49); Sylvie Joschimsman (4); Laurent Joulin (91); Joëlle Koch (203); Serge Kouyumdjian (33); Liane Kristofferson (23); Marie-Laure La Fontaine (88); Laurence Labbé (57); François Laferrière (149); Didier Lallemand (171); Jean-Marc Laouchez (106); Michel Lavie (17); Agnès Laurand (180); Alain Le Berre (24); Marc Le Guern (130); Odile Légar (14); Simon Lépout (11); Valérie Liegut (229); Bénédicte Ligneau (101); Gilles Lunzeffier (28); Jean-Baptiste Mageron (113); Thierry Mangrangeas (80); Guillaume Marchat (103); Georges Maréchal (181); Olivier Marquet (191); Petr Mavridis (6); Jean-Nicolas Moe (214); Pierre Merviel (57); Jean-Bernard Meunier (37); François Michaud (47); Thierry Michel (184); Monique Michelin (138); Françoise Mijot (174); Odile Minne (157); Olivier Monnier (85); Sabine Monte (176); Philippe Novat (155); Isabelle Nuygues (102); Marie-Cécile Ott (129); Clara Parisot (14); Diane Pasquand (15); Frédéric Reithuis (201); Éric Philippot (62); Claude Piana (161); Catherine Pichon (202); Jean-François Piru (222); Anne de Pomereu d'Aligre (132); Anne Ponnard (140); Jacques Ponty (130); Odile Poralais (82); Simon Foulenc (147); Dominique Pouppet (167); Lise Rabelle (36); Serge Ramin (134); Véronique Raoul (37); Olivier Regna (220); Philippe Reigne (93); Catherine Riandouche (2); Pierre Rezon (156); Michel Rosengier (166); Véronique Retat (90); Agnès Reynaud (196); Diane Reynaud (172); Thierry Rigogne (56); Jean-Michel Riton (59); Romane Romanet (216); Sans Ronda (227); Michel Rousseau (63); Marie Rottner (170); François Rousseau (212); François Roussel (210); Denis Roussel (81); Vincent Roussel-Renivière (64); Gérard Signoret (12); Laurent Sillan (187); Jean-Luc Solai (141); René-Pierre Stankowski (136); Pascal Sultana (228); Albert Szulman (126); Anne Szusterman (110); Jean-François Teppres (163); Alain Tchibozo (79); Sylvain Tessier (229); Stéphane Thibault (66); Clémence Thirouard (23); Jean-Michel Thibet (116); Valérie Urban (1); Erve Uzan (32); François Valette (9); Pierre van der Elst (165); Gilles Vandenhoeck (152); Michel Vasseur (143); Charles Vellutini (74); Philippe Violet (108); Cécile Di Vittorio

MÉDECINE

LE BILAN D'UNE SEMAINE DE PRÉVENTION SUR L'ALCOOLISME EN BRETAGNE

Boire bien et peu

De notre envoyée spéciale

Brest. — L'alcoolisme est à la fois une pathologie individuelle et un phénomène socio-culturel. C'est à partir de cette constatation qu'a été organisée une semaine d'animation sur l'alcoolisme à Rennes du 24 au 29 mai, à laquelle plusieurs milliers de personnes ont participé. Le bilan de cette expérience vient d'être publié.

L'expérience, menée par l'association Alcool, Bretagne, Santé (1) consistait à refuser d'aborder le phénomène de l'alcoolisme du point de vue strictement médical ou « moralisateur ». Durant une semaine, les expositions de photos et de dessins, des débats, des films, des pièces de théâtre se sont succédés (pour illustrer cette approche différente). Par exemple, on a pu réfléchir au mythe des archives municipales de Rennes l'Histoire de l'alcoolisme régional : « De l'ivresse à l'ivrognerie ou la naissance de l'alcoolisme en Bretagne ».

Ainsi, plus de sept mille personnes et quarante-huit associations ont participé à ces manifestations qui ont eu lieu dans des écoles, des maisons de jeunes, des auberges de jeunesse, maisons de la culture, centres du troisième âge, locaux municipaux, foyers de jeunes travailleurs.

Cette semaine d'animation avait obtenu le soutien de M. Jacques Lang, ministre de la culture qui avait écrit : « Il s'agit moins d'inspirer à nos concitoyens une sorte de répulsion à l'égard de la boisson alcoolique que de leur apprendre à boire modérément, dans

la tradition française, de faire de l'acte de boire éventuellement un acte social et non un acte de solitude ».

Aussi des dégustations de vin, de cidre, de bière, de jus de fruit et même d'eau avaient-elles été organisées. « La prévention n'est pas l'interdiction de boire. Apprendre à consommer modérément des vins et des boissons de bonne qualité, connaître la composition de ce qui est versé dans son verre, sont un élément de prévention », souligne le docteur Caro, organisateur de cette semaine.

Toutefois cette expérience bretonne qui a permis de sortir la prévention de l'alcoolisme des sentiers battus et de toucher un public nouveau a-t-elle été l'unique ? Si des dizaines d'associations ont participé à cette semaine, certaines initiatives de bénévoles ont refusé d'y prendre part, car on y apprenait moins « à ne plus boire » qu'à « bien et peu ». L'association Alcool, Bretagne, Santé, qui a jusqu'à présent bénéficié des aides financières du ministère de la santé, aura-t-elle les moyens de continuer la réflexion collective engagée en Bretagne ? Les organisateurs de la semaine d'animation pour qu'une pièce de théâtre sur l'alcoolisme vaut dix mille réunions cassépées l'espèrent.

M.-Ch. ROBERT.

(1) Alcool, Bretagne, Santé, 12, square de Préville, 35000 Rennes. Tél. : (99) 34-15-60.

CORRESPONDANCE

L'action internationale de certains rhumatologues en faveur de leurs collègues soviétiques « refusniks »

Après le X^e Congrès européen de rhumatologie, qui vient d'avoir lieu à Moscou, nous avons reçu de quatre professeurs français et belges qui s'y sont rendus le témoignage suivant.

Falla-t-il, se demandent-ils, envisager un boycottage qui aurait justifié la situation en Afghanistan et en Pologne ? « Pour notre part, écrit-on, nous avons décidé, comme cela avait été fait pour d'autres réunions, d'organiser à Moscou pour les « refusniks » (1) une séance parallèle au congrès au domicile de l'un d'eux. Cette séance de travail et d'information s'est effectivement tenue le 30 juin, avec I. Irin, M. Tarshis, I. Uspeasky, D. Shraer, M. Freidlin. Tous les cinq ont perdu immédiatement leurs postes universitaires, leur affiliation académique, leurs possibilités de recherche des qu'ils ont demandé, voici quatre ans, un visa leur permettant de quitter l'U.R.S.S. pour Israël, seule destination officiellement reconnue pour ceux qui demandent un tel visa.

« Depuis, avec des centaines d'autres universitaires, ils végètent sans emploi officiel, et l'on sait ce que cela représente en U.R.S.S. ! Ils sont en butte aux tracasseries bureaucratiques et policières, leur courrier est intercepté, leurs enfants sont écartés de l'université, leurs collègues et leurs amis les évitent en public. Les spécialistes de ces chercheurs de haut niveau concernent des domaines biologiques très éloignés de tout problème de sécurité, prétexte habituellement invoqué, par exemple pour Sakharov, pour justifier les refus de visa. Il faut que, par milliers, des protestations obtiennent des autorités soviétiques le respect des accords d'Helsinki qu'elles ont signés et la libre sortie d'U.R.S.S. des « refusniks » ».

Professeur L. SIMON (Montpellier), J. MENKES (Paris), M.-F. KAHN (Paris), L. CHOCHRAD (Bruxelles).

(1) Les « refusniks » sont les juifs d'U.R.S.S. désireux d'émigrer en Israël et auxquels les autorités soviétiques refusent le visa de sortie. (N.D.L.R.)

SCIENCE

Le premier astronaute britannique pourrait être envoyé dans l'espace à la fin de 1983 par l'agence spatiale américaine (NASA), a annoncé le ministre de la défense, à Londres, le 14 juillet. Ce premier vol d'un Britannique, payant, pourrait avoir lieu, lors de l'éventuelle mise en orbite du satellite britannique Skynet 4 par la navette spatiale américaine. — (Reuter).

PSYCHIATRIE DANS L'ESSONNE

Un dispensaire part en fumée

Un dispensaire qui, le 4 juin, part en fumée pour une raison inconnue, des fonctionnaires des services extérieurs qui ne se déplacent pas sur les lieux du sinistre et, enfin, un chef de service qui se rend en hélicoptère, malgré une pluie torrentielle, à la psychiatrie d'Essonne, pour étudier la psychiatrie, voilà déjà pour l'équipe du huitième secteur de psychiatrie de l'Essonne quelques raisons d'être troublées. Il en est d'autres : la rigueur n'est pas, sur le terrain, un vain mot, et le financement d'expériences originales comme celle conduite à Corbeil n'est plus sans problèmes. Si les crédits affectés à la psychiatrie dans l'Essonne progressaient encore en 1980 de plus de 28 %, ils augmentaient seulement de 8,72 % l'année dernière.

Les Mozards, ce dispensaire juché sur un terrain vague face à la ZUP de Montesson, ont leurs titres de gloire. C'est le docteur Bonnet, un des pères de la sectorisation en psychiatrie, qui en fut le fondateur il y a dix ans. L'équipe de Corbeil, qui fut à la pointe du combat contre les structures asilaires, travailla dès le départ sans lit d'hospitalisation. Les héritiers du docteur Bonnet obtinrent qu'aucun service de psychiatrie ne soit prévu à leur intention dans le futur hôpital général de Corbeil. Un centre de crise fut créé récemment dans un modeste pavillon pour une prise en charge rapide des cas les plus aigus. Les hospitalisations, naturellement, demeurent ; les équipes de l'hôpital psychiatrique d'Étampes, structure de rattachement, grincant des dents quelquefois, mais il n'empêche : les taux d'hospitalisation dans ce secteur ont considérablement chuté.

L'expérience fut menée à bien dans le local aujourd'hui détruit par l'incendie, qui avait été construit en matériaux préfabriqués. Le précaire avait duré. Un premier sinistre avait déjà ravagé partiellement le dispensaire. Les vols s'étaient multipliés. Mais c'est sans succès que l'équipe avait tenté d'acheter une maison plus spacieuse. « Trop cher », avait déclaré la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.). « Pas de psychiatrie de château », avait estimé le directeur de l'hôpital.

Après l'incendie, l'achat de la maison trouvée par l'équipe elle-même ne peut, aux yeux des cinq soignants, être différé : il y va après tout des soins aux soixante patients qui consistent chaque jour. A cette logique médicale s'oppose la logique administrative de la D.D.A.S.S., qui hésite à laisser partir pour trouver les financements nécessaires, les indemnités des assurances ne couvrant pas la totalité de l'opération. « Je ne peux pas, explique la directrice de la D.D.A.S.S., M^{me} Elizabeth Aubourg, donner le feu vert à des dépenses qui mettent les élus devant le fait accompli ».

La décentralisation, qui diminue considérablement la prise en charge par l'État des dépenses de psychiatrie, supprime ainsi à 87 %, justifiées en partie par les scrupules des services extérieurs, une certaine tradition des fonctionnaires face aux psychiatries de Corbeil explique le reste : « Ils vivent dans leur passé historique et ils ne sont pas les seuls à être novateurs », affirme la directrice de la D.D.A.S.S.

Si l'équipe de Corbeil négocie aujourd'hui pied à pied, la mobilisation est restée singulièrement sage : « On s'en est tenu à ce que nous, médecins, avions proposé. On a abandonné toute idée de rapport de force. A l'action d'État, donc, comme cette occupation des locaux administratifs qui avait marqué, en 1979, le licenciement d'un vacataire. Point de vue de la D.D.A.S.S. de soutien à Corbeil puisque, signe des temps, il s'est trouvé une majorité de cette équipe novatrice pour refuser ce surcroît de travail.

NICOLAS BEAU.

RELIGION

TÉMOIGNAGE

Mgr Guy Riobé : l'audace de vivre autrement

Cinq ans après la mort de Mgr Guy Riobé, dont le corps fut retrouvé le 20 juillet 1978 au large de Port-Camargue (Gard), le Père Louis Rétif, qui préside l'Association des amis du père Riobé (50, rue Pascal, 49000 Angers), évoque la pensée et l'action de cet évêque — il dirige le diocèse d'Orléans — admiré et controversé.

Guy Riobé s'est affirmé comme un homme d'Eglise engagé, au nom de l'Evangile, là où l'homme est menacé dans sa liberté et sa dignité : qu'il s'agisse des menaces de la course aux armements, des oppressions ou des inégalités flagrantes au plan social et international, au face aux interpellations qui se font jour dans l'Eglise post-conciliaire. Certaines interventions du Père Riobé ont défrayé l'actualité et suscité grand intérêt.

L'ascendant qu'il exerçait, au-delà de tout évêché d'opinion et de croyance, en fit le catalyseur d'un courant de pensée, d'un style d'Eglise, d'un dialogue élargi aux maies érayants. L'un de ces « hommes d'Église tournés vers l'avenir », aux avant-postes d'une nouvelle manière de vivre, d'une nouvelle Église. De ceux qu'on consulte encore après leur mort pour discerner, à la lumière de leurs paroles et de leurs gestes d'hier, les prémices de ce qui advient.

Mais le secret de sa vie tient à un campagnonnage constant avec Jésus-Christ. La prière scandait sa vie, comme une grande respiration de l'Esprit en lui. Je l'affirme en témoin privilégié.

Pour ceux que sa voix dérangeait, la cause est entendue : Guy Riobé est décédé d'une autre époque. Est-ce si évident ? Il suffit de quelques événements d'actualité pour reconnaître les convergences et les prémonitions de ce pionnier à l'égard des problèmes de notre temps. A l'heure des pourparlers de Genève, serait-il insensé et muet devant les sursauts pacifistes d'une opinion internationale à la recherche d'un désarmement effectif des « grands » ? Avec quelle satisfaction eût-il particulièrement apprécié le « défi » des évêques américains qui ont pris ouvertement parti contre la course aux armements et le système de dissua-

sion nucléaire, au nom de leur collégialité et au titre de leurs responsabilités au service du peuple chrétien.

C'est l'honneur de l'Eglise de France aujourd'hui qu'un évêque, solitaire il est vrai et incompris, ait, le premier, osé parler « haut et clair » au nom de l'Eglise. L'évêque avait au plus haut point la lantise des droits de l'homme.

Sa sollicitude allait de préférence à tous ceux dont l'Eglise est loin, au monde de l'immigration et des jeunes, aux marginaux de tout bord, ceux que la société — ou l'Eglise — marginalise.

Mais ce qui restera sans doute le trait dominant de cette figure de proue, c'est la liberté évangélique dont il a fait preuve contre vents et marées. A tous, il inspire encore aujourd'hui l'audace de vivre autrement.

LOUIS RÉTIF.

FAITS DIVERS

● Vingt disparus dans un accident d'hélicoptère en Grande-Bretagne. — Un hélicoptère Sikorski S-61 de la compagnie British Airways Helicopters effectuant la liaison avec les îles Scilly avec vingt-six personnes à son bord s'est abîmé en mer, samedi 16 juillet, au large de la Cornouaille. Vingt occupants, de l'appareil étaient encore portés disparus dimanche soir. — (A.F.P.).

● Un soldat tué au cours d'une marche de nuit. — Un appelé du contingent, Patrice Meyeu, a été tué par une automobile dans la nuit du 17 au 18 juillet au cours d'une marche de nuit du 7^e Bataillon de chasseurs alpins, à proximité du fort d'Aillon (Savoie). Un autre soldat du contingent, Pascal Piteu, a été fauché par la même automobile et grièvement blessé.

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 833.81.23/22.03.71/25.18.25

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

مكdam الأصل

Le Monde

culture

La route des festivals

NICE

La Grande Parade : dixième édition

Pour la dixième année consécutive, Nice se place sous le signe de sa Grande Parade, inventée par George Wein, l'homme du Newport Jazz Festival. Un instant, on a pu craindre que ce serait la dernière. Mais après un éternement de mauvaise humeur, la Ville de Nice s'est ravivée. Momentanément suspendue (ce qui ne saurait constituer une véritable politique culturelle), la subvention sera finalement maintenue en 1984. A tout grand dessin son inspiration profonde : était-il si raisonnable de couper court à une manifestation aussi populaire que la Grande Parade, sans devenir soi-même très impopulaire ?

On continuera donc de grimper vers la pinède et les arènes gallo-romaines de Cimiez, et c'est tant mieux. Là-haut, sur trois podiums disposés au milieu des buvettes et des stands, défileront trois cents musiciens en dix jours. Rien n'appartient de l'organisation ni de la surveillance. On vient en famille se promener, s'asseoir, danser, écouter, rêver, rire ou simplement se retrouver. La règle semble si simple et bien menée que de temps en temps George Wein (également pianiste et chanteur de talent) se produit avec l'un ou l'autre : Marshall Royal ou Doc Cheatham. Les organisateurs de festivals sont souvent musiciens : celui de Montreux, Claude Nobs, taquine gentiment l'harmonica.

Nice offre un mélange inédit de passion et de dilettantisme. De vieux amateurs chahutent à l'unisson, et parfois même à la tierce qu'ils ont vraiment de la « feuille », les standards allègrement défilés sur scène. A côté, une estrade très voisine s'établit sans complexe : « Je viens ici depuis dix ans », dit Daniel, « et je ne me souviens d'aucun nom, ou presque... ». Pointant, ajoute sa

seur Isabelle, nous sommes sûrs d'une chose : d'avoir entendu les plus grands et d'y avoir pris du plaisir. George Wein se réjouit de cette légèreté. Ici, le concert n'est ni un drame ni un événement. Simple d'un but de promenade champêtre à la tombée du jour. Nice, cependant, se laisse pas sur le programme. Les « Trans du désert », rassemblent, ni plus ni moins, Buddy Tate, Budd Johnson, Arnett Cobb et cette curiosité historique qui serait désigné Darwin : Scott Hamilton. Il est Blanc, tout jeune, et son art, très proche de celui des maîtres, semble remplir une case qu'ils auraient laissée vide.

Comme aux plus belles années

Le lendemain, célébration phéométrique de la trumpet avec Dizzy Gillespie, Freddie Hubbard et John Faddis. La compétition et l'apre question des influences s'effacent sous le regard rythmique du trio d'accompagnement composé de la pianiste Joanne Brackeen, Charlie Haden et Billy Hart. A quatre pas de là, le trompettiste vedette de l'heure, Wynton Marsalis, officie en complet vert pomme avec son frère Bradford, Herbie Hancock, Ron Carter et Tony Williams. Chaque groupe mériterait à lui seul un discours ou pourrait se résumer de grands pans d'histoire. Mais à Nice, domine chaque session l'air de l'air d'un de ces festivals de trois jours qui fleurissent partout, on se contente d'avoir une certaine approximation de cette histoire. Dizzy Gillespie, Paquito d'Rivera (le Cubain favori de New York), James Moody, John Faddis, Clark Terry, Al Grey, Illinois Jacquet et Ray Bryant jouent ensemble, s'étonnent personnellement. La surprise est la règle. Les musiciens circulent dans les jar-

dins, parfaitement visibles, parfaitement accessibles. La musique aussi. Le héros de la fête est Lionel Hampton. Une statue, à peu près aussi ressemblante que celle de Louis Armstrong, vient d'être érigée en son honneur. La plupart des musiciens ici offrent d'ailleurs une réconfortante image du dixième âge. Et Dizzy Gillespie (qu'on continue d'appeler de plus belle « Gillespie ») joue avec aisance le rôle de maître de cérémonie. Il fait dire que cette atmosphère de kermesse convient parfaitement à des hommes dont la cérémonie du concert pourrait accuser l'âge. Fats Domino rayonne. Les quadragénaires s'enlacent en redécouvrant *Blueberry Hill*, et les tout jeunes constatent avec stupeur que la musique qu'ils aiment ne tombe pas de la dernière pluie et qu'elle vient de chez du Mississippi.

Autres temps, autres styles : l'orchestre de Woody Herman sonne presque comme aux plus belles années, avec un excellent travail d'arrangements et de sections. Tard dans la soirée enfin, subtilement accompagnés par Georges Arvanitis, Slam Stewart et Major Holley s'abandonnent à un art en voie de disparition, l'entertainment ou le music pour rire. Bourdonnant de comiques solos troués d'éclats de rire, doublant l'archet des contrebasses d'une voix nasillarde, ils reconstituent quarante ou cinquante ans après les facettes du duo Slim et Slam (Slim Gaillard et Slam Stewart). Pour la joie, comme on dit, des petits et des grands. Rien ne sent vraiment le nouveau et le transmutant : mais le jazz qu'on représente ici mériterait sans doute la vaste reconnaissance que lui offre Nice.

FRANÇOIS MARFANDE.

AIX-EN-PROVENCE

« HIPPOLYTE ET ARICIE »

L'enchantement et l'émotion

En deux ans, Louis Erlo a vraiment fait d'Aix-en-Provence, selon son vœu, la ville de Rameau, sans rien pour autant Mozart dont la première en France de *Mitridate*, le 21 juillet, promet d'être un événement. Après une création d'opéra de la *Bois de la forêt*, réalisée l'an passé par Jean-Louis Martinoty, *Hippolyte et Aricie* resplendit au Théâtre de la Cour de l'archevêché, dans une mise en scène de Pier Luigi Pizzi sous la même houlette de John Eliot Gardiner.

L'ombre de la Phèdre de Racine, qui lui fut si souvent fatale (1), semble avoir été conjurée par une acceptation heureuse des règles de la « tragédie lyrique » selon Lully et Rameau, qui veut que l'intrigue soit décorée de danses et de péripéties empruntées au merveilleux ; ainsi l'enchantement s'ajoute à l'émotion qui se cristallise dans les personnages de Phèdre, Hippolyte et Thésée. D'une stature exceptionnelle à Ab.

A la différence de Racine et de Mozart, les opéras de Rameau ne peuvent se passer d'une reconstitution, même fantaisiste ou mythique, du spectacle d'époque auquel la scène intimement liée. Mais la transposition de Pizzi est beaucoup plus naturelle et moins guidée que dans ses *Indes galantes* du Châtelet, en particulier grâce à la chorégraphie de Catherine Turcoy et à ses danseurs de la New York Baroque Company, dont les pas classiques n'excluent ni le charme, ni l'humour, ni le fraîcheur d'invention, accordés à l'indépassable savor et suavité de la musique.

Pizzi a par ailleurs davantage stylisé ses décors et costumes (qui, à Paris, renvoyaient aux fêtes de l'Opéra-ballet), pour respecter le cadre plus austère de la tragédie.

Mais les visions n'en sont pas moins superbement baroques, avec ce magnifique portique aux formes renouvelées où, à chaque pilière, des esclaves noirs en cariatides descendent les colonnes de leur chapiteau d'or, comme d'immenses gardiens de la fatalité suspendue au-dessus des humains. Au centre, deux atlantes fléchissent sous le poids du pavois où se manifestent les dieux. Une statue de Diane et des arbres d'or adoucissent, dans les scènes idylliques, la rudesse de ce dispositif, renforcée au contraire, pour l'acte des Enfers, par des grilles où s'agrippent les chauves-souris des esprits souterrains.

Ce décor tire sa force symbolique de son unité avec l'ensemble du spectacle, car les esclaves noirs de la colonnade se retrouvent vivants sur la scène : ils forment la cortège sinistre de Phèdre, incarnant ses démons intimes, peuplent le monde infernal de Pluton, imagent avec un immense vol violet soulé par le vent le monstre à trois têtes qui engloutit Hippolyte, le temple et enfin la barque funèbre qui emporte l'héroïne morte en une ultime et admirable vision. Avec eux, le souffle de la tragédie ne cesse d'envelopper et de mouvementer l'action, en contrepoint des grandes stances vocales.

Mais dans ce spectacle, le dernier mot reste aux personnages, d'une intensité racinienne, davantage d'ailleurs par leur présence scénique que par la complexité psychologique du livret, encore que la musique soit souvent capable à elle seule de parler par sa forme de la condensation du schématisme des vers.

La Phèdre de Jeany Norman fait scintiller le cadre historique ; elle est

là, grandiose entre les colonnes, comme un formidable monument, une figure emblématique de la femme, rongée par la désir et le désespoir, qui meurt recroquevillée contre un pilier, avec cette voix d'une immense dignité aux vibrations infimes qui s'enracine au plus profond d'elle-même.

En face d'elle, l'Hippolyte de John Aler pourrait n'être qu'un gentil damoiseau effarouché, à la voix claire et joignant l'ombre ; mais en tenant tête à ce monstre sacré avec une violence indignée, il révèle une personnalité d'une force et d'une intranquillité qui font d'autant plus ressortir sa délicatesse à l'égard de Thésée lorsque Hippolyte se refuse à dénoncer Phèdre et d'Aricie.

Thésée lui-même a une tout autre envergure que chez Racine, et José Ven Dam développe avec une voix splendide, qui n'a jamais été aussi émouvante, toute l'étoffe tragique de ce nouvel Orphée tentant d'arracher un ami cher à l'au-delà et découvrant, selon la prédiction de l'admirable trio des Parques, que « l'enfer est chez lui » ; il obtient au sublime dans la grand air où le héros accepte de ne jamais revoir son fils bien-aimé l'aide par Naptun qui l'avait condamné injustement.

L'ensemble de la distribution est d'une haute qualité, avec Rachel Yakar, Aricie aux inflexions achevées dans la tendresse et la mélancolie, Jules Bastin et ses trois savoureuses apparitions en Jupiter, Pluton et Neptune, Jennifer Smith (Diane) dont la voix fragile recèle tant de révérences colorées dans la déclamation, et bien d'autres qu'il faudrait nommer, ainsi que les admirables choristes du Monteverdi Choir. Mais c'est à John Eliot Gardiner en premier lieu que l'on doit d'avoir retrouvé la vérité, la densité et la grandeur d'*Hippolyte et Aricie*, par une interprétation qui carène la tragédie et l'exquis dans la même intuition fulgurante, recrée la geste, le mouvement, la couleur, l'âme même de la musique. Et sous sa bequette, l'English Baroque Soloists, plus parfait que l'an passé malgré deux cors de chasse un peu rétifs, mariés, comme Rameau lui-même, dans un style merveilleusement alerte, souple, étincelant et poétique, le dense au plus haut lyrisme.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Phèdre* fut créée en 1677, plus de cinquante ans avant *Hippolyte* (1733). Prochaines représentations les 22, 27 et 31 juillet.

Demandez le programme !

La floraison estivale de festivals ou manifestations en tous genres dans la région Provence-Côte d'Azur pose de plus en plus de problèmes de gestion et d'organisation aux responsables. A commencer par celui de l'information du public. L'Office régional de la culture avait lancé ces dernières années pris l'initiative de publier une brochure-guide, *Provence terre de festivals*, tirée à 300 000 exemplaires. Mais la formule s'est révélée trop rigide. Les retard, les programmations ou changements de dernière minute en ont fait un recueil incomplet et pas totalement fiable.

En créant cette année une banque de données informatiques, l'Office a pu « récupérer » quelque cinq cents manifestations, s'ajoutant aux mille cinq cents qu'elle répertoriait déjà. Le fonds qui contient les principales indications sur les lieux, dates, genres de spectacle et interprètes est mis à jour tous les matins.

Qui peut interroger cette banque et comment ? On estime à six cents le nombre de terminaux « multi-accès » disséminés dans les lieux publics, offices de tourisme, « points d'informations », campings, etc., des six départements concernés. Chacun pourra plancher, ou faire plancher, sur le clavier gratuitement en composant le (36) 13-91-55. (613-91-55 de Paris), une seule taxe téléphonique de base (60 centimes) est éventuellement à payer.

Cette première initiative devrait être complétée par d'autres développements l'an prochain. L'Office régional de la culture veut en effet offrir aux particuliers la possibilité de réserver leurs places à distance. Un catalogue des ressources culturelles de la région ainsi que des matériels détenus par des associations et un système de messagerie électronique devraient encore enrichir le fonds de l'Office. Une panoplie d'outils qui devraient faciliter les réunions de concertation que les organisateurs, pouvoirs publics et municipalités ont prévu de tenir l'an prochain afin d'améliorer la gestion des festivals et de coordonner les spectacles. — E.R.

Un entretien avec M. Jack Lang

(Suite de la première page.)

La droite agite le chiffon rouge, tout le monde fonce et oublie qu'elle a supprimé le Centre, chorégraphie de Roubaix (1), refusé de construire à Paris des ateliers pour les peintres et les sculpteurs, sans parler de l'Exposition universelle... La polémique autour des maisons de la culture, Georges Lemaître, des vrais changements apportés par le gouvernement depuis deux ans, comme si nous nous étions contentés de perpétuer calmement la politique molla d'antan.

« Alors, faut-il détruire les maisons de la culture ? Mais pourquoi est-ce qu'il faut les transformer. Et puis cela une seule règle, placer à la tête de chacune une personnalité forte, capable de les changer de l'intérieur, de leur sculpter une vraie identité. Tel est le sens de la nomination de M. Georges Lemaître, un homme d'œuvre à Grenoble. Et si la structure résiste, il faut la désolider, et ce fut ma décision à Nanterre pour M. Patrice Chéreau. D'autres nominations et décisions interviendront à La Rochelle, à Chalon-sur-Saône, à Nevers. Libre aux municipalités de refuser les

paris ambitieux. Libre alors à l'Etat de s'en retirer.

Il ne s'agit pas d'imposer une nouvelle forme d'Etat, comme le voudrait l'esprit centralisateur qui sommeille en chacun d'entre nous. En tant que professeur de droit, je me méfie de cette maladie nationale, l'esprit législateur. Je refuse les décrets, la mise au cordeau : une maison de la culture par département, un orchestre par région... C'est absurde, artificiel et ruineux.

Les maisons de la culture et les centres d'action culturelle, précède le ministre, ne sont pas toute la culture. Mais sachons ne pas être victimes des mots. Les mêmes vocables abritent des réalités différentes. Certaines institutions sont des coquilles creuses, d'autres vivent avec intensité et ont pu faire naître des manifestations originales. C'est de là que sont nées, à Bourges, la Printemps, à Angoulême, le Festival de la B.D. et celui du jazz. A Rennes, celui des arts traditionnels et, à La Rochelle, l'une des radios libres les plus inventives, à Montbéliard, les rencontres vidéo-production, etc. Le Théâtre des

Américains, à Nanterre, avec Patrice Chéreau n'est-il pas une vraie maison de la culture ? Je ne suis peut-être pas bon juge, j'ai infiniment de respect et d'amitié pour lui. Est-ce interdit à un ministre ? De même Chabrol, avec Antoine Vitez, ou le Théâtre de la Colline, avec René González ne font-ils pas un vrai travail de maison de la culture. Peu importe les murs ou les noms qu'on leur donne, l'important est ce qui s'y fait. Et ce qui s'y fait dépend de la volonté artistique d'un homme et de son équipe.

En définitive le rôle du ministre est modeste, mais il suppose de l'obstination — j'en ai — de l'ambition, de l'humilité, une attention de chaque instant. Nous avons entrepris de rénover et de moderniser l'édifice théâtral. La nomination de Jean-Pierre Vincent à la Comédie-Française est un symbole : il est l'administrateur le plus jeune, le premier qui soit un metteur en scène à part entière et qui vienne de la décentralisation. On ne répare pas la vie théâtrale à coups de décret, c'est le choix des personnes qui guide d'abord nos actions.

Qui choisir ? En dehors des maisons de la culture, la plupart des directeurs de centres dramatiques arrivent en fin de contrat. Qui sera renouvelé ? Qui sera remplacé et par qui ? Logiquement on regarde vers les compagnies dramatiques pour trouver des personnalités ayant acquis une certaine expérience et ayant fait leurs preuves. Mais tous ne souhaitent pas l'institution (ainsi Ariane Mnouchkine, Claude Régy, Peter Brook...). Et les compagnies de compagnies chaque année plus nombreuses qui arrivent à leur dossier à la direction du théâtre pour recevoir aide et reconnaissance sont trop jeunes pour prendre en charge un centre, à supposer qu'elles en possèdent les capacités artistiques.

« Les compagnies », dit M. Jacques Lang, « forment un monde immense et complexe. Depuis son arrivée à la direction du théâtre, Robert Abrechard a reçu plus d'un millier de lettres en scène. Il reste à concevoir un travail de clarification de l'intérieur, de dialogue autonome et sera accompagné d'une véritable réhabilitation du théâtre amateur.

« Je suis moi-même un enfant du théâtre amateur et avec moi tant d'autres beaucoup plus doués comme Ariane Mnouchkine, Jean Gillebert, Patrice Chéreau... C'est une école admirable. Quand j'ai fondé le Festival de Nancy, il était réservé aux groupes étudiants. Par la suite, il s'est élargi et involontairement a servi la confusion : surtout après 1968. Tout le monde a voulu récupérer de l'argent et être reconnu. L'Etat n'a pas à reconnaître toutes les troupes qui s'auto-organisent professionnellement. Pour la première fois cette année, la commission a décidé de supprimer son aide à certaines compagnies ou de la diminuer.

« Réhabiliter le théâtre amateur est une entreprise délicate et de longue haleine. Actuellement son budget est de 1 million. Mais son développement est l'un de nos objectifs prioritaires en collaboration avec la ministère du temps libre et les collectivités locales qui, à mon avis, devraient se charger des expériences débutantes et accompagner leurs premiers pas. L'Etat peut leur fournir des aides en équipement sans s'engager pour autant à leur accorder un statut professionnel. La vie artistique n'est pas une accumulation de prix d'excellence ni un assistant généralisé. Avons-nous réussi à rétablir la justice, à supposer qu'elle existe dans ce domaine ?

Le paysage théâtral français s'est heureusement transformé depuis deux ans : ainsi le place faite aux auteurs contemporains, l'action d'Anne Clavel à Angers ou de Jean-Claude Pochonnet dans la banlieue sud, de Jérôme Savary en Languedoc-Roussillon, l'activité des théâtres nationaux de région, des centres dramatiques. A Paris, il y a l'expérience de Jean-Claude Fall à la Bastille et des salles d'accueil comme le Théâtre et l'Athénée. Faut-il les multiplier ? Je ne le crois pas. Je crois que c'est à la Ville de Paris, aujourd'hui comme toujours déshéritée, de la faire. Au total, finissons-en avec l'esprit de système. Quand la vie est là, elle se moque des structures, elle les adapte, au besoin les bouleverse. Un théâtre, quelle que soit son appellation, quelle que soit le discipline qui s'y pratique, a besoin d'un visage, d'une personnalité. Il doit être un tronc avec des ramifications, avec des pousses. Un lieu est un lieu, le reste appartient au tempérament de chacun et dépasse le rôle de l'Etat. Pour le reste et pour l'avenir je suis optimiste. Comparé à celui des autres pays, le théâtre français est parmi les plus inventifs. Antoine Vitez se demandait récemment non sans raison si nous ne connaissions pas un nouvel âge d'or du théâtre. Nous le saurons plus tard.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

(1) Lire page 26 notre article : « L'Opéra du Nord en suris ».

CINÉMA

« LE JUSTICIER DE MINUIT », de J.L. Thompson

Il n'y a pas d'irresponsables

Après avoir joué, dans deux films de Michael Winner, le champion de l'autodéfense et le vengeur pour sa liberté publique, Charles Bronson se retrouve, avec quelques cheveux blancs et quelques rides en plus, polier à Los Angeles. Il se nomme Kessler et veut mettre hors d'état de nuire un maniaque sexuel, tueur de femmes. Celui-ci, Warren Stacey (Gene Davis), est — le spectateur peut vite le constater — un malade mental. Il aurait besoin d'un psychiatre, mais, justement, Kessler ne peut admettre que des criminels soient jugés irresponsables.

En s'élevant contre le laxisme de la justice américaine dans des cas de

ce genre, Jack Lee Thompson plaide implicitement pour la peine de mort en régime des prisons dangereuses. Afin de confondre Stacey, qu'il a répété, Kessler va fabriquer de fausses preuves, tel l'inspecteur Quinlan dans *Le Sol du mal*. Dans le film d'Orson Welles, cependant, le débat sur la légalité vire bien plus haut et la mise en scène étonne. Ici, la réalisation ne recule devant aucune facilité, aucun effet manipulateur, pour que l'on admette la thèse de la vengeance implacable.

Désavoué par son adjoint, Kessler reconnaît sa supercherie au tribunal. Stacey, relâché, menace alors la fille du fil et se livre à un horrible carnage sur les emises de celle-ci. Et comme en « état de crime » il se met tout nu et porte des gants de courtoisie, un érotisme morbide se mêle à la violence des scènes de meurtres au poignard, où les femmes hurlent, où le sang gicle, éclabousses. Donc, Bronson avait raison. S'il faut s'indigner, c'est, malgré la forte composition de l'acteur, de la bassesse d'une telle démonstration.

JACQUES SICLIER.

* Voir les exclusivités.

« LE CERCLE DU POUVOIR »

de Bobby Roth

Cadres, prenez garde !

Les stages de formation et de promotion pour cadres dynamiques sont pratiquement courants. Si l'on en croit ce film, inspiré, paraît-il, d'une expérience réelle, et présenté au Festival de Deauville 1981, cela ne va pas sans dommages aux États-Unis.

Neuf couples, pris au mirage de la réussite, se retrouvent enfermés dans une luxueuse villa, où ils subissent, sous la direction d'une animatrice féroce et de son adjoint, des épreuves et des sévices épouvantables.

Brimés, frappés, contraints à révéler leur sexualité, à manger des ordures, à faire semblant d'enterrer l'un des leurs vivants, à s'humilier, à souiller la bannière étoilée, hommes et femmes vivent un calvaire (coûté) destiné à tremper leur caractère, à décaler ceux ou celles qui seront de vrais chefs (ici, dans le public).

Le réalisateur prétend avoir fait œuvre sociologique et morale en dénonçant un fascisme larvé. On peut en douter devant la mise en scène complaisante de scènes sado-masochistes où Yvette Mimieux et John Cline jouent les tortionnaires excités. Et le triomphe d'un « héros », effrénement son individualisme contre l'esprit de la secte est, à la fin, pour le moins ambigu. — J.S.

* Voir les films nouveaux.

La 51^e Mostra de Venise :

priorité aux auteurs

Le 51^e des films sélectionnés pour la 51^e Mostra de Venise (31 août au 11 septembre) a été rendu public par M. Gina Luigi Rossi, directeur du secteur cinématographique de la Mostra de Venise. Sont annoncées vingt-huit avant-premières mondiales.

Parmi celles-ci, dans le sillage des films en compétition : *Screamers*, de l'Américain Robert Altman ; *Le Déserteur*, de Guillaume Berlinguer (Italie) ; *Elmami*, de Costa-Gavras (France) ; *Le sergent*, de Federico Fellini (Italie) ; *Le Journal d'Edith*, de Hans W. Geisendorfer (R.F.A.) ; *Présumé*, de Jean-Louis Godard (France) ; *La Force du sentiment*, d'Alexander Kluge (R.F.A.) ; *Chut*, de Thomas Korfer (Suisse) ; *Mère Marie*, de Sergio Cusani (U.R.S.S.) ; *Crucifix*, de Louis Malle (R.-U.) ; *Attention*, de Carl Schatz (Autriche) ; *Un amour en Allemagne*, d'Andrézej Wajda (Pologne-R.F.A.).

Ces films signés par de jeunes auteurs seront également présentés à ce congrès dans la section « Venise-Jeunes ».

A côté des traditionnelles sections hors concours (« Venezia Note »), « Venezia Giorno » et « Venezia di Sera » seront organisées des programmes spéciaux : consacrés respectivement aux cinéastes Joseph Mankiewicz et Georges Rouquier, sans compter une importante rétrospective René Clair.

I. — *Mais de quoi vivent-elles donc ?*

Prochain article :

**LES NAÏVES
ET LES MALINS**

Catch à six

CLAUDE SARRAUTE

Lundi 18 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Mardi

Mardi 19 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

22 h 10 En souvenir de Max-Pol Fouchet : Gauguin.
Réal. G. Pienol (rediffusion).

TROISIÈME CHAÎNE

19 h 10 Journal
19 h 15 Emissions régionales

Une comtesse débauchée, dédaignée par son cousin, fait

21 h, Concert (en direct de la cour du Conservatoire de Marseille) : musiques andalouses des seizième et dix-septième siècles, par l'Ensemble Ziryab.

23 h, Fréquence de nuit : l'amour ; à 23 h : Dix heures et demie du soir en été.

1

9 juillet

19 h 35 Pour les jeunes

19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les Jeux.
20 h 35 Film : la Ballade des Dalton.
Film français de R. Gosciniy et Morris (1977), avec les voix de D. Cecaldi, R. Gosciniy, B. Haïler, P. Traband, J. Balutin, G. Hernandez, P. Tornade.
Les frères Dalton apprenant, en prison, qu'ils doivent tuer toutes personnes pour toucher l'héritage de leur oncle. Mais le testament exige, de plus, le contrôle de Lucky Luke. Ils s'évadent aussitôt pour leur bagarre. Belle résumée - surpassant le premier Lucky - d'un film d'animation d'avant les rétroviseurs baylons d'...

sinées. A la parodie e

contient musicale.
21 h, 55 Journal.
22 h 15 Bleu outre-mer.
Emission de M. Coletti.
« Il était une fois l'esclavage », reportage de Neron et
Theodule (Guyane). « Simone Schwartz-Bart », interview
de Jacqueline Maussion (Guadeloupe).
23 h 8 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
Son album imaginaire.
23 h 10 Prêlude à la nuit.
Ballade n° 1 pour piano seul, de F. Chopin, par
M. Lévinas.

FRANCE-CULTURE

14 h 5, Un Erre, des voix : *Les yeux plus grands que le ventre*, de Cavauna.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires : à 15 h 20, Magazine international : à 16 h 25, Micromag : à 17 h, Raisons d'être.
17 h 32 Qu'entendre à Venise ? (Monteverdi, Stravinski ou Nono).

18 h 30, Feuilleton : Le grand gagnant.

19 h 25, Jazzy à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : la bio-énergie et l'homme moderne, avec A. Lowen.
20 h, Dialogues : l'homme, objet de la médecine. Avec N. Bensaid et R. Sanares.
21 h 15 Elmhaut, trois manières (œuvres d'Amy, Britten, Henzle).
22 h 30, Nuits magnétiques : les Yeux secs (rediffusion)...

FRANCE-MUSIQUE

En direct d'Albi-en-Provence et de Marseille

12 h 5. L'Arbre à chançon.

14 h. Portraits photographiques : de Mirabeau ; à 15 h. d'Ernest
Blanc ; à 16 h. de Darin Milhaud.

16 h. Jazz : Nites-Antibes.

18 h. Une heure avec l'Assemblée baroque de Provence (en
direct du cloître Saint-Sauveur) : intégrale des « pièces
de chambre » en concert, a. de J.-F. Rameau.

19 h. L'opéra.

21 h. 30. Concert (en direct du Théâtre du Pavillon de Von-
dôme à Aix) : Suite n° 1 en ut majeur, de J.-S. Bach, et
Suites n° 1 et 3 de G.-F. Haendel, par l'English
Baroque Solists, dir. J.-F. Greco (et de Hoi Brass) : le quatuor-
tuor instrumental J. Valtach avec G. Ferris, trombone.

**A BOI
DE
SOLFER**

	Ligne	Ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Ligne	Ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,80	39,85
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

140 A 200.000 et +

REGION NICE

Nous sommes l'un des premiers groupes français de prévoyance.

Nos domaines d'activité sont largement diversifiés : DE L'ASSURANCE AU TOURISME SOCIAL.

Pour assurer notre développement, nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATIENS

GRANDES ECOLES

Nous utilisons les meilleures techniques de gestion et disposons de méthodes et d'outils informatiques particulièrement développés : ordinateurs IBM 3081 et 3033, réseau de plus de 600 terminaux.

Conditions générales d'emploi attractives.

Les candidats de la région parisienne seront reçus à Paris.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo sous réf. 9996 à VALENS CONSEIL, BP 559, 75064 PARIS Cédex 02.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

implantation internationale

Recherche pour Région Ouest

CHEF COMPTABLE

AYANT UNE CONNAISSANCE PARFAITE DES FINANCEMENTS A L'EXPORTATION ANGLAIS INDISPENSABLE

Ecrire à : H.A.P. hall des petites annonces n° 951500 7 X - 44040 NANTES CEDEX

Associations culturelles et de formation de Franche-Comté, recherchant formateurs, expérimentés, milieu officiel et compétences techniques, 25 ans minimum, Ecr. s/n° 8.588 à Monde Pub. services ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHERCHE INFORMATIEN

connaissant planning PERT, algorithmes chemin critique, etc. pour projet informatique planning. Conditions de travail et d'emploi ouvertes et attractives. Envoyez S.V.P. C.V. à M^{me} SALLES, 30, square Michollet, 13003 Marseille.

VILLE DE VORON Porte de la Chartraine 24 km de Grenoble Recrute d'urgence

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20/40.000 habitants expérimenté et

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Expérimenté en gestion et informatique

Adresser C.V. détaillé et photographie sous photo à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 38001 VORON.

AVANT le 10 août pour le poste de S.G.

AVANT le 20 août pour le poste de S.G.A.

Déclat de rigueur

GROUPEMENT D'ENTREPRISES COOPÉRATIVES

280 PERSONNES

Ville agréable, Sud ALPES recherche

CADRE COMPTABLE ET FINANCIER DÉBUTANT

D.E.C.G. ou B.T.S. + 2 ou 3 ans expérience

Pour Comptabilité Générale - Bilan - Comptes budg. et prix de revient

Envoyer C.V. photo et prétentions à : A.P.E.C. PIGARDE

A.P. 204 80002 AMBENS CEDEX Réf. 188

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon recherche

un(e) assistant(e) technique au commerce

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le titulaire du poste participera à l'acte technique apporté d'une part à des responsables de Petites et Moyennes Entreprises du secteur commerce, d'autre part à des groupements de commerçants, notamment pour la définition, le lancement et le contrôle de leur stratégie.

Les candidats (es) devront avoir reçu une formation de niveau supérieur (ex : Ecole Supérieure de Commerce...). Une expérience professionnelle minimale de trois années si possible dans la distribution ou en cabinet conseil (marketing, publicité), leur aura permis une très bonne pratique des techniques de gestion et de communication.

Les qualités suivantes seront exigées : capacité d'adaptation à des situations et à des interlocuteurs très variés, sens du travail en équipe, capacité d'animation, grande disponibilité, esprit ouvert et créatif.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence DP 837 M à : Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, Monsieur le Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 20, rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 01.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

ENTREPRISE LEADER DU BTP recherche POUR SES FILIALES DE L'OUEST

1 Directeur Général

Maisons Individuelles

Vous êtes un professionnel de haut niveau de la maison individuelle. Vous avez une profonde expérience de tout ce qui constitue l'action commerciale dans ce domaine.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité totale d'une unité de 400 maisons par an, suivi technique, gestion et surtout animation des équipes de vente.

Le poste est basé dans une ville universitaire. Le salaire annuel est de 250.000 F. et +

Si votre dynamisme et votre ambition font de vous le patron que nous recherchons, adressez un CV convaincant à No 27366 COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 Paris, qui trans.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE COMMERCIALISATION D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL

recherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Pour son siège parisien afin de développer son activité à l'exportation

MISSION :

- Diriger, en s'appuyant sur un échelon hiérarchique intermédiaire, l'équipe d'ingénieurs et de commerciaux (une trentaine de personnes) chargée de la prospection et de la négociation des contrats.
- Proposer la politique commerciale de la société et la mettre en œuvre.
- Dans le cadre budgétaire qu'il aura proposé, piloter, contrôler et rendre compte de l'activité dont il aura la charge.

STATUT :

- Rattaché au Directeur Général.
- Participe au comité de direction.

PROFIL :

- Ingénieur d'une quarantaine d'années de grande expérience ;
- Excellent généraliste doté d'esprit de synthèse, doté d'imagination en même temps que de rigueur ;
- Excellente aptitude à animer et à diriger une équipe pluridisciplinaire.

RÉMUNÉRATION :

- Pourra atteindre 300.000 francs en fonction de l'expérience et de la formation.

Adresser candidature manuscrite, curriculum vitae et photo à GERENCO, 16, rue Cassette, 75006 Paris.

DIRECTEUR (TRICE) POUR OFFICE DE TOURISME

(syndicat d'initiative international)

Information, animation, développement des loisirs, promotion en France et à l'étranger, politique de congrès.

Direction du personnel etc. Qualification et rémunération définies par la grille de la Fédération nationale.

Adresser candidature à : M. le Président de l'O.T.S.I., B.P. 216, 86102 LORIENT Cedex pour le 26 juillet au plus tard.

Assoc. rech. directeurs habit. 280 km Paris maximum. 60 jours linguistiques. Anglais et/ou anglais courant exigés. 800-13-41.

SOCIÉTÉ D'ENTRETIEN ET D'HYGIÈNE DES LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCEAUX

CA 120 millions, effectif plus de 1000 pers. recherche

DIRECTEUR REGIONAL (MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION).

Définition du poste :

Véritable patron de son secteur (CA 25 millions, effectif 200 pers.), il a en charge :

- les résultats économiques,
- le développement du CA,
- la gestion du personnel,
- l'amélioration de la production.

Poste basé au SEAN (72).

Rémunération élevée et motivante.

Profil souhaité du candidat : formation supérieure école de commerce type Sup de Co ou équivalent, âgé de 30 ans minimum, expérience commerciale indispensable, capable de s'intégrer dans une entreprise à structure PME.

Ecrire lettre manuscrite précisant votre disponibilité, C.V. et photo s/réf 11132 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra. Discretion et réponse assurées.

Une importante Société de Commerce d'un pays d'AFRIQUE CENTRALE

(marchandises générales, produits frais, achat et exportation de café, plantations de café).

2000 personnes.

recherche

directeur général

Ce dirigeant doit avoir une expérience parfaite de l'Afrique Noire Francophone comme Responsable de société(s) traditionnelle(s) ou liée à l'activité de celle(s) ci.

Par son dynamisme et sa compétence, il devra moderniser cet ensemble, particulièrement en gestion.



Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4, rue Amiral Courbet, 75116 PARIS, sous référence 75189

RECRUTER POUR L'AFRIQUE NOIRE

Union Carbide France

recherche

INGENIEUR MECANIQUE (ou ELECTRO-MECANIQUE)

Pour son usine de CALAIS.

Dans un premier temps, il sera responsable du service entretien au sein duquel il animera une équipe de 50 personnes environ, puis à bref délai, il prendra en charge la totalité du secteur entretien et travaux neufs.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grandes écoles (Arts et Métiers, ICAM, Ecole Mécanique de Nantes ou équivalent), âgé de 34 ans environ, possédant déjà une expérience de plusieurs années dans un service de maintenance (ou production) d'une usine (industrie lourde de préférence) ayant dirigé du personnel et géré ses budgets.

Maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo et prétentions s/réf. 3428 M à PIERRE LICHAU S.A., 10/21, résidence Flandre 59170 CROIX qui transmettra.

Centre hospitalier régional d'Orléans

recrute

1 INGENIEUR EN ORGANISATION

Placé sous la responsabilité du directeur du service organisation, méthodes et informatique, il dirigera une cellule d'organisation et sera associé à des opérations de réorganisation de l'établissement.

Il devra être diplômé de l'I.E.S.T.O. ou justifier des titres requis pour le recrutement des ingénieurs principaux hospitaliers ou d'un diplôme de l'Institut Européen d'Administration des Affaires de Paris, de l'Ecole des Affaires de Paris, de l'Institut Supérieur des Affaires, des Hautes Etudes Commerciales, de l'Ecole de Commerce de Paris, ou des Ecoles de Commerce de Province.

Adm. candid. avec C.V. au Directeur général du Centre hospitalier régional, B.P. 2439, 45042 ORLÉANS CEDEX.

Directeur

Afrique Noire

Importante société secteur tertiaire recherche pour créer sa filiale (territoire ex-AEF) son DIRECTEUR.

Agé de 30 ans minimum, il possède une expérience Afrique Noire dans une société de services ainsi que l'habitude des relations au niveau les plus élevés de l'Administration et des Affaires. Contrat expatrié avec tous avantages attachés. Les entretiens auront lieu en juillet et en août. Ecrire manuscrit (+ photo) à

I. Justet psychologue 18, rue des Grotes 84000 AVIGNON

مكتبة الشهي

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 19 juillet 1983 - Page 19

OFFRES D'EMPLOI	La 1 ^{re}	La 2 ^e T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	181,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La 1 ^{re} col.	La 2 ^e col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

COMMUNICATION INFORMATION

Un grand groupe industriel (40.000 personnes), cherche

Adjoint du Directeur de la Communication

Possédant une expérience d'une dizaine d'années dans le domaine de la communication en entreprise (Information interne, Relations Extérieures, Publicité, Edition), ce responsable de haut niveau doit être en mesure d'assister le Directeur dans l'animation d'une équipe de professionnels et le contrôle des actions engagées. De surcroît, il aura un domaine d'activité spécifique, dont il assumera à titre personnel l'intégralité des opérations, notamment sur le plan rédactionnel.

Sa formation supérieure (I.E.P., Doctorat) serait un gage de sa culture, de son ouverture d'esprit, de son aptitude à rédiger. L'anglais serait apprécié.

Le poste est basé à Paris-La Défense et comporte quelques déplacements en province. Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 75263 à

CONTEXTE PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra en toute discrétion.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

AGRICULTURE SPECIALISTS

THE WORLD BANK

offers challenging fixed-term or career opportunities at its headquarters in Washington, D.C. for agricultural specialists to participate in the identification, preparation, appraisal, and supervision of agricultural development projects in developing countries. Applications are invited for current and anticipated vacancies in the following disciplines:

AGRICULTURISTS

with substantial experience in the organization, administration, and operation of agricultural services or enterprises. Sound practical experience, preferably in tropical countries, in farming, agriculture, or livestock production, with an understanding of farm production economics and agricultural finance.

IRRIGATION AND DRAINAGE ENGINEERS

with substantial practical experience on irrigation-drainage projects, and recent exposure to at least three of the following aspects: planning, design, construction, operation, maintenance, or administration.

FINANCIAL ANALYSTS

with professional experience gained at a senior level in financial management or analysis or public accounting when associated with commercial undertakings, commercial and investment banks, or public agencies, preferably dealing with agriculture or livestock industries.

QUALIFICATIONS:

- A University degree, preferably at postgraduate level
- Five to ten years of practical experience in related fields, including familiarity with developing countries
- Good command of English. Knowledge of French highly desirable.

Salaries are competitive and are determined on the basis of qualifications and experience.

You will be working in Washington, D.C. in an international and highly professional environment. The position requires frequent international travel.

Please send detailed resume in English, quoting reference No. 3-1-FRA0103 to:



The World Bank
Staffing and Planning Division
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

Lycée privé français U.S.A.
cherche maître Supérieur
PROFESSEURS QUALIFIES
Math, Physique, Sciences
Naturelles.
Tél.: (10-41) 64-23-35

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
Secteur Electronique-
Electrotechnique

recherche pour son Dépt.
**ELECTRONIQUE
DE PUISSANCE**
de sa filiale française

Electronicien de formation. Par-
lant allemand, il aura la charge,
au sein d'une équipe jeune et
motivée, du suivi d'une partie
de la fabrication en atelier de
nos usines situées en R.F.A.

Déplacements de courte durée
à envisager en Allemagne et en
France.

Adresser C.V., lettre manus-
crite, photo et prétentions,
n° 75-205, ConTEXTE Publicité,
20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
INGÉNIEURIE ÉCONOMIQUE
rech. pour séjour à l'étranger

**INGÉNIEUR
ÉCONOMISTE**
logica et chaudières,
Centrale, Mines...

Ayant expérience
confirmée (10 ans minimum)
dans l'économie des transports
et projets industriels.

Adr. c.v., photo et prétentions
sous réf. 3211 à Asiel Pub.,
27, r. Talbot, Paris-9^e qui tr.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DÉCO-
RATION FLORALE recherche
pour ARABIE SAOUDITE
ATTACHÉ COMMERCIAL

ayant acquis une expérience au
Moyen-Orient de négociation
d'affaires dans le secteur du se-
cond œuvre du bâtiment ou de
la décoration ou de l'industrie
de plâtres. Le candidat
aura bachelier à bachelier et bachelier
d'un statut d'expert. Pré-
férence de l'anglais indispensable,
et arabe souhaité. Adr.
c.v. en précisant le niveau de
rémunération actuelle n° 673 à
AS. NAVAS 0800 ANTIBES.

U.S.A., recherche chanteuses
genre Pop, même début, pour
paroles françaises. P.O. BOX 9,
Simpsonville MD 21150 U.S.A.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classifica-
tion permet aux
sociétés nationales
ou internationales
de faire publier
pour leur siège ou
leurs établisse-
ments situés hors
de France leurs
appels d'offres
d'emplois.

LA VILLE D'AMIENS

recrute

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

POUR LE SERVICE DES SPORTS

Chargé de la conception, de la mise en œuvre de la mainte-
nance et de l'exploitation des équipements sportifs (piscine,
piscine, gymnase), il possèdera une bonne connais-
sance du milieu sportif.

Recrutement selon conditions statutaires.

Adresser candidature et curriculum vitae à:
MAIRIE D'AMIENS S.P. 2720
80027 - AMIENS Cedex
AVANT LE 31 AOUT 1983

BANQUE RÉGIONALE DE L'EST

cherche

organisateur

alliant la connaissance de la technique
bancaire à celle de la méthodologie
de l'organisation et de l'informatique.

Le poste à pourvoir, qui s'intégrera dans
un service organisation structuré, ne peut
convenir qu'à un cadre confirmé.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous
No 75-196, CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

Csee

5 500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres

CONTROLEUR DE GESTION d'une UNITE de 500 ME

AXÉE SUR DES ACTIVITÉS ELECTROMECHANIQUES ET GENIE CIVIL

Basé à Paris, adjoint du Directeur du Département, il assurera le contrôle de gestion de l'Unité et supervisera
étroitement les activités export.
C'est pourquoi il devra avoir une expérience d'au moins 5 ans des affaires d'exportation BTP et la pratique
de l'anglais. Nous souhaitons un ingénieur d'origine, de fort potentiel, capable d'accepter ultérieurement
à des responsabilités plus importantes recouvrant à la fois des activités Génie Civil et Electromécanique.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, D.P.R.H., Service Emploi et
Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions (vrf. 60)



emplois régionaux

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence -
Discrétion absolue



UN ETABLISSEMENT INDUSTRIEL D'ETAT
(1200 personnes) dont la vocation est l'étude, la fabrication,
la mise au point d'équipements complexes pour la marine,
propose 5 postes à des Ingénieurs diplômés
en début de carrière.

Ingénieur d'études ENSAE, ECL, INSA, ENSI

Rattaché ou Responsable d'un bureau d'études d'une vingtaine de personnes, son
domaine principal d'activité sera l'hydrodynamique (conception de propulseurs
sous-marins performants), la mécanique des structures (métalliques ou composites).
Fonctions polyvalentes (étude, essai, industrialisation) comportant une part impor-
tante de calculs informatiques. référence ZS 630 AM

Adjoint du responsable propulsion électrique

ESE, ENSI électrotechnique/électrochimie.
Développement, mise au point et industrialisation de systèmes de propulsion élec-
trique pour engins sous-marins : moteurs, piles, électronique de puissance.
Poste impliquant des liaisons avec des organismes ou industriels coopérateurs.
référence AT 631 AM

Ingénieur logiciel ENSAE, ESE, DEA, MST automatique

Fonction à dominante automatique/informatique consistant à développer et
gérer des logiciels pour des systèmes micro-informatiques embarqués (domaine du
pilote-guider d'engins sous-marins).
Travail d'équipe nécessitant la connaissance de langages temps réel.
référence DU 632 AM

Ingénieur simulation numérique et dépouillement de données ENSI, INSA, DEA, MST automatique

Poste impliquant des travaux de simulation pour l'évaluation de performances de
matériels. Dans ce cadre, cet ingénieur développera sur ordinateur, à partir de
mesures, des modèles de phénomènes acoustiques complexes impliquant les
techniques d'identification, d'analyse statistique et fréquentielle.
Fonction qui nécessite le goût de l'informatique scientifique et une solide "culture"
technique (automatique, statistiques, traitement du signal).
Une pratique courante de l'anglais est souhaitée. référence CV 633 AM

Ingénieurs moyens d'essais ingénieur grande école (mécanique-électrotechnique)

Cet ingénieur participera aux différentes phases de développement de moyens
d'essais importants : définition des équipements, suivi de l'étude et de la réalisation
chez les sous-traitants, mise au point et exploitation de ces moyens.
Poste rapidement opérationnel nécessitant des compétences techniques très
variées et une personnalité affirmée. référence DW 634 AM

Ces différents postes représentent des opportunités de carrière stable
pour des ingénieurs diplômés réellement motivés par les techniques
de pointe.

Lieu de travail : ville très agréable de la côte méditerranéenne.

Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris

Importante Industrie
en expansion
Produits Modernes
pour le bâtiment
à Strasbourg
recherche

JEUNE CADRE EXPORT ESCE - ESC + formation export, ou similaire

● Disposant d'une expérience
de l'exportation de 3 à 5 ans,
parlant bien l'anglais et
l'espagnol.
● Mission :
- Développement et gestion
de nouveaux marchés d'ex-
portation.
- Missions ponctuelles
dans le monde entier.
● Véhicule de fonction type R6.
● Grandes possibilités d'avancer
liées à la volonté exporta-
trice de la DG.
Adr. CV det. ss réf. 1058-01 à

SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Ville de BREST (France)
recherche, par voie de nomination,
de promotion de grade
ou de détachement

UN DIRECTEUR DE SERVICES ADMINISTRATIFS

Cet agent sera chargé d'étudier
les problèmes de formation
professionnelle du bassin
économique breton et de la
direction de la mission locale
d'insertion sociale
et professionnelle des jeunes.
Une expérience
dans les relations avec le monde
économique et les formations
seront un atout.
de compréhension
des problèmes des jeunes
seront particulièrement
appréciées.

Adr. candidat : C.V. et
26 juillet, Service du Personnel
(Section Recrutement)
maire BREST 22278 Cedex.

NICE Ecole de français pour étrangers, recherche

PROFESSEUR

Exp., V.I.F. et D.V.V.
emploi, plein temps,
poste permanent
Ecrire sous le n° 41398 M
NICE-PRESS
85 bis, r. Napoléon, 76002 Paris.

ATELIER REGIONAL DE MUSIQUE 59-82 à LENS recrute

1 ANIMATEUR MUSICAL

(détaché de secteur A.R.M.I.)
A partir de septembre 1983.
Sonne formation musicale.
Pratique personnelle
et expérience
pédagogique indispensables.

Adresser c.v. détaillé, projets
d'activités, etc. à
M. Alain DESPRES,
directeur de l'A.R.M.I.,
2, rue du Prince-Saint-Etienne,
62300 LENS.

MAISON DE CAMPAGNE
Recherche inspecteur(trice) des
ventes, France, expérience
boissons, vins et spiritueux
souhaités. Animation réseau +
travail administratif. Lieu de
travail MARNE + déplace-
ments province. Salaire C.C.
Champagne + intéressement.
Env. photo, lettre man.,
prét. FIDAL 11, rue Jacques-
nols, 51095 REIMS CEDEX.

Dans le cadre de ses
activités d'assistance
technique à l'étranger

IMPORTANT ORGANISME D'ETUDES
recherche pour un
**IMPORTANT COMPLEXE HYDRO-ELECTRIQUE
EN CÔTE D'IVOIRE**

LE CHEF D'AMENAGEMENT
qui assurera la maîtrise d'œuvre d'ensemble.

L'INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN
qui sera chargé du contrôle des équipements.
Expérience en matière de turbines indispensable.

Merci d'adresser votre candidature au CEBTP
12 Rue Brangion 75737 Paris Cedex 15.

LA VILLE D'AMIENS
recrute

**UN INGÉNIEUR
SUBDIVISIONNAIRE**

POUR LE SERVICE DES SPORTS

Chargé de la conception, de la mise en œuvre de la mainte-
nance et de l'exploitation des équipements sportifs (piscine,
piscine, gymnase), il possèdera une bonne connais-
sance du milieu sportif.

Recrutement selon conditions statutaires.

Adresser candidature et curriculum vitae à :
MAIRIE D'AMIENS S.P. 2720
80027 - AMIENS Cedex
AVANT LE 31 AOUT 1983

BANQUE RÉGIONALE DE L'EST
cherche

organisateur

alliant la connaissance de la technique
bancaire à celle de la méthodologie
de l'organisation et de l'informatique.

Le poste à pourvoir, qui s'intégrera dans
un service organisation structuré, ne peut
convenir qu'à un cadre confirmé.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous
No 75-196, CONTEXTE PUBLICITE,
20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITALX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	16,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

gan assurances

Le groupe des assurances nationales

(entreprise de 8 000 personnes — C.A. 10 milliards), développe pour sa société INCENDIE - ACCIDENTS un **PLAN INFORMATIQUE** ambitieux dans un environnement technique de pointe.

IBM 30-81 et 30-33 + DE 1 000 TERMINAUX
IMPORTANTES BASES DE DONNEES
GEREES EN IMS-DL 1

Nous vous proposons de venir optimiser votre première expérience de 2 ou 3 années acquise après une formation **DUT INFORMATIQUE** OU EQUIVALENT en prenant en charge de nouvelles applications au sein de notre service **ETUDES**.

Si vous êtes intéressés par cette offre, adressez-nous votre candidature avec C.V. + photo s / réf. PC 74 à

Pascal CROZAUD GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES
Tour GAN Service du Personnel Cedex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE.

B BERTIN & Cie

Société de Recherche Appliquée et d'Innovation Industrielle

Notre Division **ENERGETIQUE** recherche un **INGENIEUR GRANDE ECOLE** (X, ECP, MINES, ESE...)

pour développer ses activités dans les domaines suivants :

- Utilisation rationnelle de l'énergie (Bâtiment, Industrie, Transport).
- Procédés nouveaux mettant en œuvre la thermique, la thermodynamique et la combustion.

réf. 870

Notre Division **MECANISMES** et **SYSTEMES INDUSTRIELS** recherche un **INGENIEUR MECANICIEN**

Environ 10 ans d'expérience dans la conception de machines spéciales et installations industrielles pour contribuer à l'expansion de cette activité sur le plan technique et commercial.

réf. 871

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée avec référence choisie à :
M^r DUFOURMANTELLE, BERTIN & Cie,
BP 3, 78373 Plaisir Cedex.

Gérer notre nouvelle SICAV

Jeune Cadre de Formation Supérieure

Une importante Banque située à Paris recherche pour sa Direction Financière le Gérant d'une SICAV qui doit être créée prochainement. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESCAE, Sciences Po, Maîtrise de Gestion Dauphine...) possédant 2 à 3 années d'expérience dans l'analyse financière de sociétés françaises cotées en Bourse, ainsi que de bonnes connaissances de la Bourse de Paris. Une expérience de la gestion n'est pas indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4260 à nos carrières 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

GAMMA INTERNATIONAL

conseil en organisation et systèmes d'information (Membre du Groupe Hay)
recherche pour son département productique un :

Ingénieur

Grande Ecole

Vous avez acquis une expérience en CAO chez un constructeur, un fournisseur de logiciels ou dans une grande entreprise industrielle. Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser votre expérience, élargir vos compétences et mener à bien des interventions pluridisciplinaires dans le domaine industriel au sein de groupes importants, en appliquant notamment de nouvelles méthodes d'organisation d'atelier (méthode KANBAN, cartes de progrès...) gestion de production (méthode MEGA), stratégie industrielle. Votre première mission s'inscrit dans le cadre d'une intervention pluridisciplinaire au cours de laquelle :

- vous définirez l'architecture du système CAO en intégrant un système gestion de production et au plan d'automatisation,
- élaborerez le cahier des charges de consultation des fournisseurs,
- assisterez le client dans le dépouillement des offres,
- concevrez les adaptations nécessaires, en assurant le suivi en œuvre.

Une forte personnalité, une faculté d'adaptation, une aisance dans les contacts de haut niveau assureront la réussite de vos missions et votre évolution dans un groupe international de conseil.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature à Patrick Zygmund, Directeur du Département Productique, Gamma International : 3 place de Valde 75001 Paris.

S.S.C.I.

Spécialiste dans l'informatique d'aide à la décision

recherche

BES INGENIEURS INFORMATIENS

APL

Ayant acquis une expérience de 1 à 3 ans

REMUNERATION MOTIVANTE

Ecrire sous le n° T 041.500 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ingénierie informatique

SOPRA l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie en informatique recherche

Chefs de projets

réf. 187 MCP

Ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles ayant une parfaite maîtrise de la conduite de projets logiciels importants. Une compétence grande systèmes IBM, CII-HB ou Ingénierie de réseaux, sera très appréciée.

Ingénieurs

réf. 187 MI

de formation supérieure ayant 2 à 5 ans d'expérience, connaissant l'un des matériels suivants : IBM (sous IMS ou CICS), BULL (sous TDS), BULL MINI 6 ou DIGITAL.

Postes à pourvoir à Paris et à Lyon.
Formation assurée à MEDIA, méthode de conception, d'architecture et de conduite de projets.

Adresser CV, photo, prétentions sous référence choisie à SOPRA recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

SOPRA.

Constructeur d'informatique

futur collaborateur technique de l'exploitation informatique

Titulaire du Baccalauréat :

- Vous maîtrisez la fonction pupitre sur l'un des Systèmes d'Exploitation DOS/MVS/GCOS.
- Vous maîtrisez la préparation technique par une réelle expérience sur l'un des Systèmes d'Exploitation DOS/MVS/GCOS.
- Votre expérience sur différents sites vous permet de conseiller et d'analyser finement.

Vous pouvez alors vous intégrer au sein d'un important groupe de Conseil et d'Assistance techniques.

Adresser votre candidature détaillée sous réf. SHA.7 à Mamrègies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

SNCF OFFRE

145 emplois de chef de district stagiaire et 73 emplois de chef de circonscription stagiaire

Possibilité de postuler pour les deux emplois

Recrutement par concours des 6 et 7 septembre

OUVERTS AUX JEUNES :

- Nés entre le 1^{er} avril 1954 et le 1^{er} avril 1965.
- Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F1 à F4, F5, F10 ou d'un BTS des groupes III et V.

Rémunération brute annuelle : 82.000 F, environ
Carrière intéressante, emploi stable.
Avertissement social.

Ecrire à : Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel), (Adresse à demander à tous les gers).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 31 JUILLET

Importante société de travaux publics présente dans 26 pays recherche pour son Siège à PARIS - LA DEFENSE

un responsable administratif comptable et financier

Le candidat retenu, de formation supérieure, sera chargé à la tête d'une équipe de mettre en place et d'assurer le suivi de la comptabilité, de la trésorerie, en liaison étroite avec les Services informatiques du Siège et du chantier. Les aspects administratifs et fiscaux de la comptabilité de chantier lui seront familiers.

Quelques années d'expérience sont indispensables pour briger ce poste qui offre des perspectives de carrière.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8916 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Nous sommes l'un des tout premiers journaux français. Nos lecteurs appartiennent en majorité à l'encadrement supérieur des entreprises, et nous voulons étoffer notre information scientifique, technique et industrielle.

Vous avez une bonne culture scientifique et technique, vous êtes disponible, mobile et curieux, vous aimez écrire. Si le journalisme (sans pigisme) vous intéresse :

Envoyez-nous en joignant votre curriculum vitae sous n° T 041.502 M à : **RÉGIE-PRESSE**, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SAGEM

OSCAR 1980 DE L'EXPORTATION
Prix de la performance européenne

1^{er} CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE

2^{ème} CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

Dans le cadre de ses activités :

TELE-INFORMATIQUE, COMMUNICATION, TELEMATIQUE, TERMINAUX

recherche pour son CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT de Cergy-Pontoise

Ingénieurs d'Etude Logiciel

Ingénieurs d'Etude Electroniciens

de haut niveau

De formation Grande Ecole ou Universitaire, débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Tous ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Rejoignez une équipe dynamique en pleine expansion, en adressant CV et photo à M. Le Chef du Personnel - **SAGEM** - Chaussée Jules César 95523 Cergy-Pontoise cedex - Tél. (3) 030.92.80.

محمد المنصور

	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAL	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le jour	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche

Pour sa Direction Financière et son Contrôle de Gestion

DE JEUNES CADRES FINANCIERS

Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, diplômés d'une grande Ecole de Commerce : EXPERTISE COMPTABLE, H.E.C., ESSEC, ESCP, etc.
La Compagnie leur confiera des responsabilités successives dans différents domaines financiers.
Les postes impliquent un travail varié et des contacts à haut niveau.
Ils nécessitent une très bonne connaissance de l'anglais. Ils sont à pourvoir

principalement à Paris et à Orléans.
Certains d'entre eux supposent une expérience Banque / Etablissement Financier (marchés monétaires, réglementation du Crédit).
Merci d'adresser votre candidature à : IBM France Département Recrutement Orientation Conseils - 2, rue de Marengo 75001 Paris en mentionnant la référence FIN M.1-07.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

Le Monde

Dans le cadre de la restructuration de son équipe de Province, notre Direction des ventes recherche un Inspecteur des ventes dont la mission sera de :

Développer et animer notre diffusion dans le Nord

Sur six départements, nous vous confierons le suivi commercial et la stimulation de la diffusion de notre titre auprès des grossistes dépositaires. Cette mission de développement passera par la réalisation d'actions promotionnelles dans votre région et par l'animation du retour d'informations sur les besoins de la diffusion et sur les attentes des clients finaux que sont les lecteurs.

Nous souhaitons rencontrer des éléments jeunes, de bonne formation commerciale (DUT techniques de commercialisation, ESC...) ayant une expérience de la vente de 2 à 3 ans. La connaissance et l'expérience de la diffusion de la presse leur permettront de réussir rapidement dans cette fonction.
Rémunération fixe + frais.
C'est avec plaisir que l'équipe de B.J. FORCES vous conseillera. Merci d'adresser (CV, photo) sous réf. 202/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Un département de Bernard Jullien Pyscom

BJ FORCES

BANQUE INTERNATIONALE

INSTALLÉE A PARIS-8

recherche

1 AGENT ADMINISTRATIF QUALIFIÉ (E)

Pour le traitement et le règlement des opérations sur euro-obligations.
Une expérience dans la fonction et une pratique de la langue anglaise sont requises.

Adr. C.V. et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous réf. 041.490 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

C.C.P.A.

Centrale coopérative de productions animales « Sif de Services », en alimentation et production animales.

recherche

Pour le développement de son activité informatique, orientée vers l'élevage :

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

CHEF DE PROJET
(4-5 ans d'expérience informatique)
Devant devenir le chef du service Technico-économique des élevages.
Salaires annuels : 200.000 F et +
Ecrire à : C.C.P.A.
Z.A. Beau Soleil, B.P. 220
95523 CERGY PONTOISE

Société dynamique de conseil en management

recherche

pour missions d'organisation dans grandes entreprises françaises et internationales

UN CONSULTANT EXPÉRIMENTÉ

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- 4 à 5 ans de pratique en cabinet ou entreprise.
- Expérience en système informatisé indispensable.
- Rémunération élevée en fonction de l'expérience.
- Formation méthodologique assurée.
- Intégration à l'équipe dirigeante possible à court terme pour candidat de valeur.

Téléphone : à Isabelle ARMELIN au : 263-13-44 après 18 h.

carrière bancaire relations avec les correspondants

Cadre de Classe VI ou VII, vous assistez le Trésorier de votre Banque à maintenir et développer des relations étroites avec la communauté bancaire internationale ; parfaitement bilingue Anglais, vous rendez régulièrement visite à vos interlocuteurs étrangers, notamment anglo-saxons ; vous souhaitez jouer un rôle plus large dans un établissement de premier plan.

Un grand groupe bancaire dispose d'un poste susceptible de vous convenir.

Adressez C.V. détaillé sous réf. 2106/77 à : M. DE TOMAS - 24, rue de l'Abbé-Croûl - 75015 PARIS

FNMF, recherche

chef de service ou adjoint MF

Assurances individuelles ou collectives 30 à 35 ans

ayant une expérience confirmée de la formation et des procédures administratives à un poste d'encadrement dans le secteur de la prévoyance ou des assurances individuelles ou collectives.

Le poste pourrait également convenir à un utilisateur très averti de l'informatique.

Formation exigée minimum DEUG Sciences-Eco ou équivalent.



Adr. CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF, Division des Relations Sociales 56 à 60, rue Nationale - 75649 Paris cedex 13

Une importante entreprise du secteur loisirs (C.A. 150 MF), à dominante internationale, cherche pour le centre de Paris,

son chef des services administratif et financier

Celui-ci prend en charge la comptabilité (avec l'assistance d'un chef comptable), la gestion (analyse des résultats, prévisions), la liaison avec l'informatique, l'administration et le personnel.

Âgé de 35 ans au moins, ESC, DECS, il a exercé des fonctions identiques ou voisines dans des entreprises caractérisées par l'existence d'une grande masse de transactions très diverses. Il est capable de travailler en anglais.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4387 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

2 jeunes ingénieurs A. & M., ENSI...

Filiale d'un important groupe international, nous recherchons pour notre complexe industriel de BEAUCHAMP (95) 2 jeunes ingénieurs.

Au sein de notre Service PROCESS, ils seront responsables :

- du développement et de la mise en place des automatismes pour la conversion de nos produits.
- de la définition et du choix des équipements nécessaires aux projets actuels.
- de la coordination des actions de nos différents services (packaging, maintenance, engineering, production...).

Formation : A. & M., ENSI ou équivalent, débutant ou première expérience. L'aspect créatif et diversifié des 2 postes devrait permettre une évolution au sein de notre Groupe.

Adressez : C.V., lettre, photo (retournée) à

A. BOUREAU - 3M FRANCE
Service Recrutement
Avenue Boulogne
95250 BEAUCHAMP



Pour définir, puis mettre en œuvre le Schéma Directeur des systèmes d'information du Groupe, notre Direction Informatique Siège recherche un

INGÉNIEUR «BASES DE DONNÉES»

Ce cadre sera intégré à l'équipe «Architecture d'Application» pour les missions suivantes :

- conception des bases de données principales du Groupe
- assistance à leur réalisation et à leur mise en place
- conseil aux concepteurs de nouveaux systèmes
- liaisons (conseil, audit) avec les directions informatiques du Groupe (BULL-Systèmes, BULL-Périphériques, BULL-Sams, BULL-Transec, réseaux commerciaux France et internationale).

Ce poste nécessite une formation supérieure et l'expérience de grands projets (bases de données, réseaux).

La connaissance des produits BULL et de la méthode MERISE serait appréciée (formation si nécessaire).

Lieu de travail : Paris (quelques déplacements à prévoir).

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 437 M à

Clt Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son service « réseaux de transmissions de données » à Saint Quentin en Yvelines (78)

un Chef de Division Exploitation

- Il sera responsable de la conduite de l'exploitation des réseaux et des systèmes de communication de messages ; et aura pour principales tâches :
- assurer l'encadrement et la planification des activités du personnel d'exploitation (12 personnes)
- mettre en place les nouveaux produits matériels et logiciels (recette, installation, lancement)
- participer aux relations avec les fournisseurs et des utilisateurs
- participer aux études des nouveaux systèmes sous l'aspect exploitation.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures possédant 3 à 4 ans d'expérience et de solides connaissances en informatique et techniques de transmission. Une expérience d'encadrement dans une unité de production est indispensable.

Adressez CV, photo, salaire et prétentions sous réf. D 7/01 à CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brugué

LEVI JOURNAI

	Le Monde	Le Monde T.T.A.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	161,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le Monde	Le Monde T.T.A.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	38,85
AUTOMOBILES	33,60	38,85
AGENDA	33,60	38,85

* Déterminé selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

2 RESPONSABLES DE PERSONNEL :

un même potentiel, deux missions différentes.

Une importante entreprise de **TRAVAUX PUBLICS** recherche deux hommes de personnel. Leur mission, bien distincte, prend place

• AU SIEGE SOCIAL, EN REGION PARISIENNE

Ce premier responsable est chargé du recrutement du personnel administratif et technique, de la maîtrise à l'encadrement, aussi bien pour le siège que pour les chantiers en France et à l'étranger. Il assure également toute la gestion de ce personnel : suivi, gestion des carrières, relations avec les partenaires sociaux, administration. De formation supérieure ou possédant une première expérience, vous serez intégré à l'équipe en place et formé par elle aux méthodes de l'entreprise. A court ou moyen terme, vous prendrez une fonction autonome au siège ou au sein du groupe, en France ou à l'étranger. (Réf. A)

• SUR UN CHANTIER, DANS LA MANCHE

Ce second poste implique, après une formation au siège en Région Parisienne, la responsabilité "Personnel" sur un gros chantier. Avec une large autonomie, vous aurez en charge les relations sociales, élément important de la réussite du chantier. Une expérience de la gestion et des relations avec les porteurs sociaux vous est donc indispensable. Une formation spécifique Droit au Gestion ainsi qu'une connaissance du milieu du BTP est souhaitable. En fin de chantier, vous réintègrerez le siège social ou l'une des filiales du groupe. (Réf. B)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en rappelant la référence du poste choisi, à M. ROGER - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS qui transmettra. Toute candidature sera traitée de façon confidentielle et recevra une réponse.

Jeunes ingénieurs, pouvoir dire : «Le chantier de La Hague, c'est un peu moi»

SGN, Société Générale pour les Techniques Nouvelles, est devenue en 5 ans la troisième société française d'ingénierie.

Sur 1 200 personnes elle compte 400 ingénieurs diplômés (X, Mines, Centrale...) dont la moyenne d'âge est inférieure à 40 ans.

Si, comme eux, vous êtes généraliste ou spécialiste en Génie Mécanique, Génie Electrique, Génie Chimique ou en Electronique, venez participer à la conception et à la réalisation de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de la HAGUE, 1er Investissement industriel en Europe.

En fonction de vos goûts et compétences, vous intégrerez soit nos équipes Etudes ou Procédés au Siège, soit celles de mise en route des ateliers sur le chantier. La puissance de recherche du Groupe CEA/COGEMA dont nous sommes filiale est pour vous une garantie d'avenir et nos projets, y compris hors nucléaire, sont nombreux et ambitieux.

Pour vous intégrer dans notre environnement scientifique et technique de très haut niveau, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ID à



Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny Le Bretonneux
78184 St-Quentin-en-Yvelines

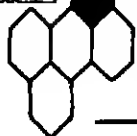
FNMF, recherche

agent de maîtrise

Connaissant la gestion des cotisations ou des prestations.

Une première expérience de plusieurs années de ces fonctions dans le secteur des services (Banques prévoyance, assurances, etc) est indispensable.

Formation DEUG ou DUT.



Adr. CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF, Division des Relations Sociales 56 à 60, rue Nationale - 75649 Paris cedex 13

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SNCF OFFRE

145 emplois de chef de district stagiaire et 73 emplois de chef de circonscription stagiaire

Possibilité de postuler pour les deux emplois

Recrutement par concours des 6 et 7 septembre

OUVERTS AUX JEUNES :

- Nés entre le 1er avril 1954 et le 1er avril 1966, titulaire d'un baccalauréat C, O, E, P1 à P4, P9, F10 ou d'un BTS des groupes II et V.

Rémunération brute annuelle : 82.000 F, environ. Carrière intéressante, emploi stable. Avantages sociaux.

Ecrire à : Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel), (Adresse à demander à toute gare). CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 31 JUILLET



CREDITS COMMERCIAUX CREDITMAN

Etude de la solvabilité des entreprises. Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques. Intéressés par la matière financière et les contacts humains.

Aimer les responsabilités. Disponibles pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et Métropoles Régionales.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, récent, et photo récente et réf. 75250 Contasse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.c.

THOMSON-TITN

recherche pour son Département Temps réel :

• Ingénieurs

débuteurs ou 1 à 5 ans d'expérience pour réaliser du logiciel graphique et traitement d'images sur microprocesseurs, dans la cadre de projets importants.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous la référence GS à THOMSON TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF

Nous employons 3800 personnes et notre chiffre d'affaires HT de 2,8 milliards de francs en 1982 correspond au tiers du marché national. Nous implantons un réseau de mini-ordinateurs VAX en usines reliées entre eux et à notre ordinateur central IBM.

En 1985, vingt configurations seront opérationnelles.

Pour le Service Etudes de notre Département Informatique, nous recherchons un

ANALYSTE

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, il participera activement à la conception, à l'analyse et au développement d'applications en temps réel pour les usines.

Il encadrera une petite équipe de réalisation (2 à 3 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un informaticien, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience de 3 à 4 ans.

La pratique de la mini-informatique, et plus particulièrement la connaissance du matériel VAX, seront appréciées.

Lieu de travail : LA DEFENSE. Déplacements de courte durée.

Matériel : Siège IBM 4341/2 ; DOS/VSE/CICS.

Siège + Usines DEC VAX 11/730 et 750 VMS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et adresse souhaitée sous référence INF 37 à



Service du Personnel

Tour Générale - 5 place de la Pyramide - Cedex 22 - 92088 Paris la Défense

DUN & BRADSTREET FRANCE

100 millions de CA - 500 personnes - une expansion constante - des bénéfices

Nous sommes la filiale française d'un Grand Groupe Américain à PARIS. Notre stratégie a pour but d'accroître notre position sur le marché. Ceci implique la création et le développement d'un Marketing dynamique.

CHEF DE PRODUITS SENIOR

Rattaché à la Direction Commerciale, vous serez chargé de coordonner l'ensemble du développement de notre produit «Information Commerciale» :

- mise en place d'outils de réflexion,
- développement d'un concept et d'une stratégie en termes de produits, prix, publicité, promotion.

Cette responsabilité, déterminante pour DUN ET BRADSTREET sera confiée à un HEC, ESSEC, ESCP, EDHEC ou équivalent, bilingue ayant une expérience marketing d'au minimum 5 ans, ayant déjà assuré la formation et l'animation d'Assistants Chefs de Produits.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à DUN ET BRADSTREET - Direction du Personnel 17, avenue de Cholsy 75013 PARIS

DUN & BRADSTREET FRANCE

Leader mondial de l'Information Commerciale

Notre société implantée nationalement fabrique et distribue pour les entreprises et les particuliers une gamme complète de biens d'équipement.

La régionalisation de nos structures et notre expansion nous font rechercher un cadre :

Gestionnaire de talent

Depuis notre siège social à Paris, il devra administrer, vérifier et contrôler les ventes transmises par les Directions Régionales et aura pour mission de les informer, de suivre la facturation et les dossiers de crédit, en liaison étroite avec la Direction Générale.

Pour ce poste clé, il est en relation avec les services fonctionnels et dirige trois collaborateurs.

De formation supérieure, et avec des connaissances en droit commercial, le candidat possède une expérience de l'administration des ventes et du crédit et se distingue par ses qualités de dynamisme, de diplomatie et de fermeté.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 206/2M, 55 av. Bugaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Responsable Administratif et de Gestion

Une société de 800 personnes à Neuilly sur Seine recherche un dirigeant pour un des départements qui assure le suivi administratif de la clientèle et coordonne un budget important. On souhaite qu'il ait exercé une responsabilité administrative si possible dans le tertiaire, à défaut dans les services administratifs d'une entreprise industrielle.

Ses responsabilités seront larges, en particulier il devra :

- encadrer et stimuler un service comportant des cadres, des agents de maîtrise et une cinquantaine d'employés,
- avoir le souci de la rentabilité et organiser ou réorganiser son service pour l'adapter aux changements et évolutions des travaux à fournir,
- enfin, être un familier de l'informatique et de la bureautique pour donner les impulsions nécessaires.

Bonne rémunération et avenir possible.

Adresser CV et indiquer prétentions de salaire à No 27361 - COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

هكزان الناصر

REPRODUCTION INTERDITE

	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème	T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47	
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42	
IMMOBILIER	33,60	39,85	
AUTOMOBILES	33,60	39,85	
AGENDA	33,60	39,85	

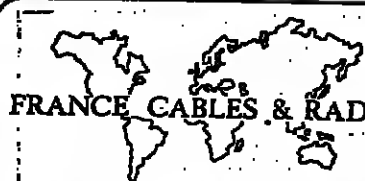
* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



FRANCE CABLES & RADIO

Nous sommes une importante société au service de la communication dans les entreprises. Nous intervenons pour le conseil, l'étude et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de télégraphie et de bureautique.

Nous sommes chargés de la commercialisation des services de Communications d'Entreprises offerts par le satellite TELECOM 1.

Notre Direction du projet TELECOM 1, dans le cadre de l'expansion de son département des ventes à PARIS, recherche des Ingénieurs Commerciaux et Technico-Commerciaux parlant couramment anglais et disponibles pour des déplacements en province ou dans les pays européens limitrophes.

Les candidats devront avoir les profils suivants :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX (Rég. CL/A1/M)

Agés de 30 à 35 ans environ, de formation secondaire au minimum, habitués des négociations à haut niveau et possédant une bonne expérience des réseaux et systèmes informatiques, ils seront chargés de la prospection d'entreprises privées, publiques et parapubliques pour la vente des services offerts par TELECOM 1.

INGÉN. TECHNICO-COMMERCIAUX (Rég. CL/A2/M)

Agés de 40 à 45 ans environ, de formation supérieure, spécialisés en informatique et réseaux de transmissions numériques, ils auront pour rôle :

- De procurer une assistance technique aux ingénieurs commerciaux ;
- De réaliser des études techniques et technico-économiques des besoins des entreprises en transmission numérique ;
- De négocier et faire notifier les dossiers techniques et contrats de service correspondants.

Leurs compétences devront leur permettre de concevoir et réaliser des études de réseaux clients prenant en compte le concept de transport offert par TELECOM 1.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), en précisant la référence du poste, à M. ROGER VASSELIN, Direction du Personnel et des Relations Humaines, FRANCE CABLES ET RADIO, 73, rue de Richelieu, 75002 PARIS, qui vous assure réponse et discrétion.

Journaliste

collaborer à la nouvelle revue spécialisée, destinée au grand public, d'un GROUPE DE PRESSE IMPORTANT.

Vous assistez, à Paris, le rédacteur en Chef de cette revue, laquelle connaît déjà un vif succès :

- secrétariat de rédaction ;
- prise en charge d'enquêtes, d'interviews et de reportages ;
- rédaction d'articles.

Nous souhaitons que vous ayez déjà participé à la réalisation d'un journal et que vous connaissiez l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser sous référence M/3868 à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION

48, av. de l'Opéra, 75002 PARIS.



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE (91 MASSY)

recherche pour son service INFORMATIQUE - GESTION

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- DUT + 2 à 3 ans d'expérience développements applications transactionnelles ;
- connaissance matériel IBM 4341 - DOS/VSE - CICS - VSAM.

Ecrire avec C.V. et prétentions Direction des Affaires Sociales B.P. 74 - 91301 Massy Cedex

STAREC

recherche pour ses Laboratoires Antennes Hyperfréquences Applications spéciales et Aéronautiques

INGÉNIEURS

RADIO-COMM. SUPPLÉC. TÉLÉCOMM. E.N.S.I. ou équivalent débutants ou quelques années d'expérience.

Envoyer C.V. et photo à : STAREC, 12, avenue Carnot, 91300 MASSY, T. 920-13-30.

ASSOCIATION NATIONALE 101 1901

DOCUMENTALISTE

Envoyer C.V. et prétentions à : F.N.D.I.R.P., 10, rue Leroux, 75116 PARIS.

Pour préparation P.C.E.M. 1, envoyer C.V. et photo à : D.E.C.S., 10, rue Leroux, 75116 PARIS.

URGENT Association prof. recherche ANIMATEUR (TRIC) Rôle : organiser tout don d'ouvrage, structurer la profession, organiser groupes d'entraide, développer la formation. Qual. : form. haut niv., exp. bilingue, animateur, pédagogue, goût relat. soc., sens commercial, niv. Bacc. + 4. Ecr. AA-CAHA, 1, rue de la République, 92000 GAP.

La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE - YVELINES recherche

CONSEILLER en FORMATION

Responsable de suivi de la formation professionnelle continue, ainsi que de la coordination interdépartementale. Formation supérieure. Connaissance législation sur la formation. Expérience en entreprise souhaitée. Poste basé à PONTAISE (95000).

Ecr. avec C.V., photo et prét. à : C.C.I.L., Service du Personnel, 11, rue de Paris, 78011 VERSAILLES.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ÎLE-DE-FRANCE recherche

2 MANIPULATEURS D'ELECTRO-RADIOLOGIE

Titulaires de diplôme d'Etat pour services radiologiques. 17/18, rue de la République, Paris-11.

1 bis, rue de la République, Paris-11.

Adresser lettre et C.V. détaillé à M. le Chef du Personnel de la CRAMF, 17/18, rue de la République, 75003 Paris Cedex 13.

Ch. Numa, ingénieur pour affaire à 8 rue d'Alsace, Tél : (16-11) 660-40-19.

PRODUCTEUR D'EXPERTISE ET DE RÉUNION COMPTABLE PARIS-10 recherche

CHEF DE MISSION

Adr. C.V. et photo et prét. à : C.G.S., 22, rue Boissière, 75116 PARIS.

DOO 78, Champ-Élysées

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

HARD-SOFT sur micro-processeurs INTÉL-AUTOTROLA

Tél. : 359-17-86, N° BLN.

AUTOLIAISONS BARNES GROUP

P.M.E. proche VERSAILLES C.A. : 35 M.F. Filiale groupe international recherche

CHEF COMPTABLE

Directement responsable devant le P.D.G., il supervisera la comptabilité générale (2 personnes), établira les situations et états financiers mensuels, les déclarations fiscales et sociales, le budget annuel.

Le candidat (niveau D.E.C.S.) n'aura pas obligatoirement une expérience similaire mais quelques années dans ce poste avec responsabilité.

Anglais apprécié

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à : M. DESBAUD, P.O.-C., AUTOLIAISONS BARNES GROUP, B.P. 43, 78180 VOISINS-LE-BRETONNEUX.

Recherchons chef comptable expérimenté, C.A. : 35 M.F., D.E.C.S., exp. Formation bilingue et connaissances informatiques. Anglais apprécié.

Ecrire avec C.V. et prétentions ou téléphoner pour rendez-vous au service du personnel : BANK MELLI IRAN, 43, avenue Montaigne, 75008 Paris.

Téléphonez au : 723-78-57.

Société de promotion touristique et économique recherche DÉMARCHEUR COLLECTIVITES (comités d'entreprises, sociétés, etc.) pour vente de circuits et séjours touristiques au voyageur d'affaires et de loisir.

L'introduction dans la clientèle sera plus un atout que la connaissance de marché du tourisme. Ce poste s'adresse à une personnalité dynamique capable de promouvoir un programme ambitieux. Rémunération : fixe + commissions + frais.

Ecr. à : M. DESBAUD, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75003 Paris.

Service de l'Etat recherche

2 COMPTABLES

- L'un, titulaire d'un D.E.C.S., pour assurer les fonctions de responsable du service comptabilité ;

- l'autre, titulaire d'un B.T.S. de compt., pr encadrer une section comptable générale.

Adresser C.V. et prétentions à : UGA 203, rue de Bercy, 75003 Paris Cedex 12.

LN.R.S. PARIS recrute

RESPONSABLE FORMATION EN ERGONOMIE ET PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL

Fonctions :

- encadrer équipes de formation en ergonomie, postes et postures de travail, sauvetage-secourisme de travail ;
- conduire des stages en entreprise pour des réductions du travail et des ingénieurs.

Expérience :

- de l'intervention ergonomique en entreprise ;
- de la formation des adultes.

Formation :

- Ingénieur, docteur, D.E.A. ergonomique ;
- Ingénieur, docteur, D.E.A. ergonomie.

Lieu de travail : SUD - PARIS.

Déplacements :

quelques semaines par an. Adresser C.V., photo et prét. à : J.-F. SAUGIER, LN.R.S., 30, rue Olivier-Noyer, 75003 Paris Cedex 14.

CENTRE DE GESTION AGRIÉE recherche pour poste stable

COLLABORATEUR

niveau école de commerce + bonne connaissance, compétences pour assurer service clientèle de dossiers, suppléance ponctuelle de directeur, animation de réunions de formation ; connaissances informatiques souhaitées.

Ecr. à : M. DESBAUD, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75003 Paris.

Assoc. recherche directeur hab. 250 km Paris maximum. Séjours linguistiques Angleterre, Espagne, Allemagne, etc.

Téléphone : 600-13-41.

Association vacances Recherche

ANIMATEUR FAMILLE urgente - Disponible jusqu'en septembre, pour centre montagne. Téléphone : 1248-4140.

Ecole Privée (10°)

Recherche

PROFESSEURS

INFORMATIQUE COMPTABILITE COMMERCE

Pour sections : BAC et BTS Exp. exigée en matière de pédagogie. Téléphone : 1248-4140.

Vous avez entre 20 et 25 ans, vous suivez de préférence des études commerciales, vous êtes disponibles pour l'étranger.

NOUS VOUS PROPONONS DE GÉRER APRÈS FORMATION UN PETIT MAGASIN ALIMENTAIRE

Présentez-vous au 14, rue de Clignancourt, PARIS-18° avec carte d'identité, carte d'étud., carte de sécurité sociale, une fiche d'Etat civil, une photo. Duvez tous les jours de 9 h à 17 h, sauf samedi, dimanche.

INGÉNIEUR

bureau d'études recherche

INGÉNIEUR BATIMENT

Tous corps d'état, minimum 5 ans d'expérience, études avant-projet, projet coûts, rationalisation méthodes de construction faisant appel à l'utilisation de matériaux locaux dans le cadre d'habitat rural individuel pour pays en voie de développement. Poste à Paris. Anglais parlé. Disponible immédiatement.

Ecrire sous la ref Y 041.521 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Entreprise micro-informatique recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Envoyez C.V., photo, et photo à M. LAMARRE, MIO, 51 bis, av. République, 75011 Paris.

Association départementale d'informations et d'actions musicales en Essonne, support juridique de la déprogrammation départementale de la musique en Essonne

Recherche :

DEUX CHARGÉS(ES) DE MISSION

COMPÉTENCES REQUISES EN MUSIQUE ou/et DANSE - Niveau licence.

- Expérience de l'animation ou de l'action culturelle souhaitée.

MISSIONS A ACCOMPLIR : collaborer aux missions dévolues au gîte départemental de la musique et de la danse en Essonne et à la mise en place des actions menées par l'Association.

Statut assimilé cadre A plein temps. Rémunération : 6500 F net/mois. Pour tous renseignements, s'adresser à :

ADAM 91, 105, place des Miroirs, 91000 EVRY.

Téléphonez au (0) 078-28-53.

LN.R.S. PARIS recrute

RESPONSABLE FORMATION EN ERGONOMIE ET PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL

Fonctions :

- Encadrer équipes de formation en ergonomie, postes et postures de travail, sauvetage-secourisme de travail ;
- Conduire des stages en entreprise pour des réductions du travail et des ingénieurs.

Expérience :

- de l'intervention ergonomique en entreprise ;
- de la formation des adultes.

Formation :

- Ingénieur, docteur, D.E.A. ergonomie ;
- Ingénieur, docteur, D.E.A. ergonomie.

Lieu de travail : proche banlieue SUD-PARIS. Déplacements : quelques semaines par an.

Adjoint au directeur administratif HF

Paris 250000 F/an +

Très important groupe de génie thermique en plein développement, nous recherchons un adjoint pour notre directeur administratif. Le candidat a une formation supérieure, et possède déjà une expérience du poste, acquise de préférence dans une importante société structurée dont les dominantes sont la gestion et la comptabilité générale et analytique. Il devra secondar le directeur administratif dans l'intégralité de ses fonctions et être apte à prendre en charge une part importante des responsabilités. Il sera chargé dans sa tâche par une équipe de dix personnes et aura à intervenir auprès de nos différents centres régionaux pour superviser et animer les responsables de gestion. Il possède une personnalité adaptable, capable de diriger et dynamiser une équipe, un esprit d'initiative et de concepteur, sachant faire preuve de rigueur dans l'application des méthodes de travail. Le poste à pourvoir est basé à Paris.

Si vous pensez avoir le profil correspondant, adressez-nous votre candidature sous la référence 141 M, à S.D. Consultant, 33, rue Fortuny 75017 Paris. Réponse et discrétion assurées.

Consultants

FNMF, recherche

chef de service ou adjoint HF

Assurances individuelles ou collectives

30 à 35 ans

ayant une expérience confirmée de la formation et des procédures administratives à un poste d'encadrement dans le secteur de la prévoyance ou des assurances individuelles ou collectives.

Le poste pourrait également convenir à un utilisateur très averti de l'informatique.

Formation exigée minimum DEUG Sciences-Eco ou équivalent.

FNMF

Adr. CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF, Division des Relations Sociales 56 à 60, rue Nationale - 75649 Paris cedex 13

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL A DIMENSION NATIONALE (ASSURANCES, RETRAITES) recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau bac + 2 souhaité.

Expérience minimum : 3 ans sur gros ou moyen système mettant en œuvre les techniques, bases de données et temps réel. Connaissance d'une méthode d'analyse type PROTEGE très appréciée.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous réf. 74594 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

GROUPE ARCADE (Groupe de Société de Crédit Immobilier, S.A.I.L.M. et CIL.)

recherche un

RESPONSABLE DU SECTEUR LOTISSEMENT

- Placé sous l'autorité du Directeur du Département Aménagement il aura la responsabilité du montage et de la gestion des opérations de lotissement en Région Parisienne.

Le candidat retenu devra avoir :

- Une expérience similaire à cette fonction.
- Une maîtrise complète de ce type d'opérations.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : GROUPE ARCADE, Référence P.B. B/F, 63, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (650 personnes, C.A. 170 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maitrise.

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNÉES

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel

315, Bureau de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

THOMSON-TITN

recherche pour son Département Temps réel :

Ingénieurs

débutants ou 1 à 5 ans d'expérience pour réaliser du logiciel graphique et traitement d'images sur microprocesseurs, dans le cadre de projets importants.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous la référence GS à THOMSON TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Les belles lettres du « Guide Emer »

Tout chineur averti connaît le Guide Emer, formé des initiales de son fondateur en 1946 : Marc Roy. La dix-neuvième édition, parue dans sa forme traditionnelle en quatre volumes sous couverture mobile, n'est plus seulement une compilation de bonnes ou mauvaises adresses d'antiquaires, brocanteurs et galeries d'art, mais procède d'un sérieux effort de clarification et d'assainissement de ces professions aux frontières confuses.

Tout d'abord, plus de trois cents marchands ont été radicalement éliminés, leur stock comportant plus de 80 % de meubles de fabrication récente — ce qui ne leur permet plus d'abuser du titre d'antiquaire. Pour les autres, il faut faire attention aux petites lettres — qui ne sont pas toutes de noblesse — qui figurent entre parenthèses après l'adresse (le code est donné page 80 du premier tome). « A » pour antiquaire désigne le vendeur qui se porte garant (en principe) de l'authenticité des meubles et objets proposés, en prenant la responsabilité de définir leur époque et leurs caractéristiques. Plus hasardeux, mais parfois plus avantageux, sont les achats chez les brocanteurs, affectés de la lettre « B ». L'alliance AB annonce un compromis où l'on trouvera à la fois et à manger, parfois du mieux et pas toujours du pire. Un amalgame « BF » est attribué au « brocanteur-récupérateur », vendant occasionnellement des objets anciens, ou ferrailleur. Les marchands de tableaux et de dessins se distinguent par la lettre « T ». Un point d'interrogation après l'adresse signale un élément incontrôlé par les enquêteurs. Les noms en caractères gras correspondent à « activité et choix importants, à visiter en premier » — mais n'y a-t-il pas là une certaine complaisance pour ceux dont le commerce prospère, ce qui leur permet de s'offrir une publicité dans les pages du guide ?

Bien entendu, il ne faut pas prendre au pied de la lettre ce système « signalétique », car le commerce d'antiquités réserve d'indéfinissables surprises : bonnes ou mauvaises, et l'on trouve parfois des merveilles chez de modestes marchands.

Mais là où la nouvelle édition du Guide Emer apporte un bouleversement des valeurs établies, c'est par la multiplication d'une autre lettre qui sera décisive pour les véritables amateurs : il s'agit d'un « R » ajouté aux signes précédents comme un chromosome supplémentaire pour indiquer « un stock pouvant comporter, même en faible proportion, certaines pièces de reproduction ». Sur 12 500 marchands recensés en France, près de 4 000 avaient (par questionnaire) qu'ils présentaient des meubles et copies de fabrication récente parmi les antiquités. A tout prendre, mieux

vaut avoir un « R » de sincérité que de jouer le grand air de l'antiquaire sans en avoir la chance. Les enquêtes plus actives ont fait monter de 50 % le nombre des « R » par rapport à l'édition de 1979, qui avait apporté cette courageuse innovation.

L'existence de ce guide, unique en son genre, permet d'autre part de suivre l'évolution et les tendances d'une édition à l'autre. A Paris, la fermeture de 350 boutiques est plus que compensée par 370 ouvertures ; en province, pour 404 antiquaires « perdus », 600 gagnés en 1983. Dans les grandes villes telles que Lille, Lyon, Marseille, Grenoble, la tendance à la fermeture l'emporte. Au total, 3 620 communes françaises comptent au moins un antiquaire, un brocanteur ou un marchand de tableaux. Pour la reste de l'Europe, le Guide Emer — qui a prospecté 28 pays (dont la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S.) — dénombre 35 000 commerces d'art ou d'antiquités. Le quatrième volume est consacré à un classement par spécialités et professions annexes (libraires, techniciens, fournisseurs, restaurateurs, experts, commissaires-priseurs).

Le domaine de la curiosité s'étend avec de nouvelles spécialités : cannes anciennes, carrelages, costumes anciens, phonos, photos, cinéma, appareils de radio, pellicules, publications, scriptophobie (titres périmés), etc. Et l'art érotique fait son apparition à la rubrique « Curiosités » : boutiques à Cannes, Colmar, Nice et Paris. Utile aux acheteurs, le Guide Emer fait également aux vendeurs, à qui l'on ne saurait trop recommander de rendre visite aux spécialistes de la catégorie concernée, généralement capable de donner le prix juste.

De cette mine de renseignements, le répertoire des foires et salons d'antiquités et de brocante n'est pas le moins précieux au chineur, qui, dans cette longue liste de 300 localités, en trouvera 60 de plus qu'à l'édition précédente.

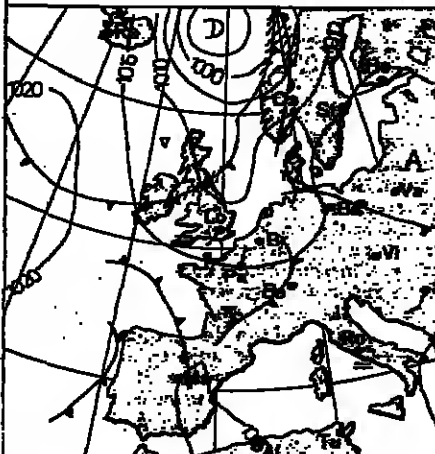
En dépit des difficultés économiques, les professionnels de l'antiquité ne se portent pas si mal.

F. G.

Le Guide Emer est vendu 186 F en librairie. Envoyez votre demande à : 75004, Tél. : 277-83-44.
« Foires et salons d'antiquités et de brocante en juillet » : *Etiopie* (62) : 22-24 juillet. *Draguignan* (83) : 22-24 juillet. *Mont-d'Aud* (78) : 22-24 juillet. *La Voulte* (07) : 23-24 juillet. *Sainte-Christine* (49) : 24 juillet. *Monte-Carlo* (Bicentenaire des antiquaires) : 24 juillet - 10 août. *Cour-Cheverny* (41) : 29-31 juillet. *Valence d'Agen* (82) : 29 juillet - 3 août. *Le Molay-Litry* (14) : 30-31 juillet. *Apr* (83) : 30 juillet - 2 août.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18-7-83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable de temps en France entre le lundi 18 juillet à 0 heure et le mardi 19 juillet à midi.

De l'air chaud, humide et instable circule dans le flux de sud-ouest à l'avant de la dépression du proche-Atlantique. De l'air plus frais atteindra mardi les régions du nord de la France, tandis que le champ de pression sera en hausse.

Mardi matin, des ondées orageuses seront observées au Massif Central au Centre et au Nord-Est ; sur les autres régions le temps sera souvent gris et brumeux, excepté près de la Méditerranée où les éclaircies seront prédominantes.

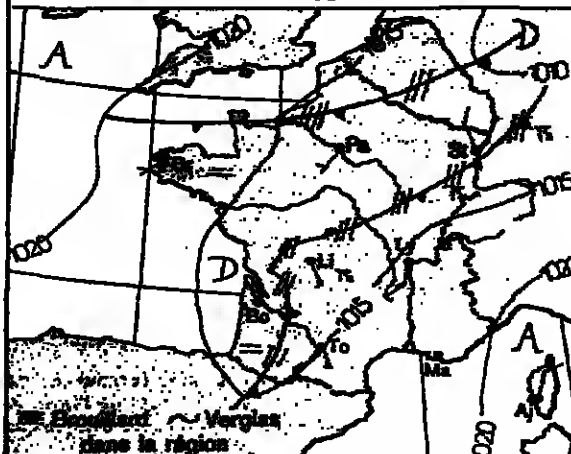
En cours de la journée, un temps variable et plus frais (chute des températures maximales de 4°C à 5°C) s'effectuera sur les régions situées approximativement au nord de la Loire. De l'Aquitaine au Massif Central et à l'Est du pays, le temps sera encore chaud et lourd avec quelques foyers orageux isolés ; les orages risquent d'être plus forts et plus fréquents des Cévennes aux Alpes, et ils pourront atteindre les régions méditerranéennes et la Corse. Les températures maximales avoisineront 20°C à 26°C sur les régions du Nord, 27°C à 31°C plus au sud.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 18 juillet à 8 heures : 1 016,5 millibars, soit 762,4 millimètres de mercure.

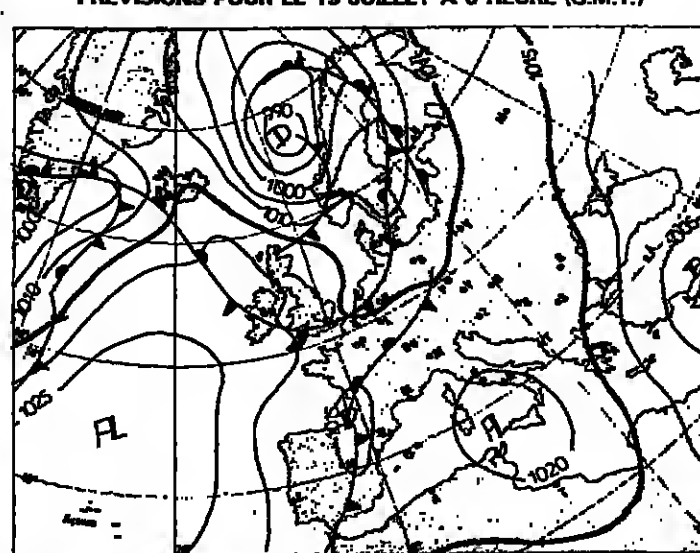
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 17 juillet au 18 juillet) :

Ajaccio, 29 et 19 degrés ; Biarritz, 27 et 19 ; Bordeaux, 30 et 18 ; Bourges, 30

PRÉVISIONS POUR LE 19-7-83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



et 17 ; Brest, 23 et 14 ; Caen, 27 et 15 ; Cherbourg, 22 et 15 ; Clermont-Ferrand, 31 et 19 ; Dijon, 32 et 17 ; Grenoble, 34 et 17 ; Lille, 31 et 15 ; Lyon, 33 et 20 ; Marseille-Marignane, 30 et 21 ; Nancy, 33 et 17 ; Nantes, 27 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 22 ; Paris-Le Bourget, 28 et 18 ; Pau, 28 et 18 ; Perpignan, 34 et 20 ; Rennes, 28 et 16 ; Strasbourg, 33 et 19 ; Tours, 28 et 18 ; Toulouse, 33 et 18 ; Poitiers-Poitou, 32 et 24.

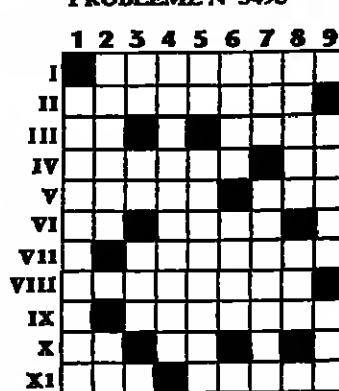
Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 21 degrés ; Amsterdam, 32 et 16 ; Athènes, 32 et 24 ; Berlin, 30 et

20 ; Bonn, 35 et 16 ; Bruxelles, 30 et 16 ; Le Caire, 34 et 22 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Coppenhague, 20 et 16 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 29 et 20 ; Genève, 32 et 17 ; Jérusalem, 31 et 18 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 29 et 18 ; Luxembourg, 32 et 17 ; Madrid, 30 et 15 ; Moscou, 24 et 12 ; Nairobi, 22 et 11 ; New-York, 32 et 23 ; Palma-de-Majorque, 33 et 17 ; Rome, 31 et 19 ; Stockholm, 23 et 14 ; Tégéar, 35 et 25 ; Tunis, 32 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3495



HORIZONTALEMENT

I. Ont la responsabilité de la caisse. — II. Va de pis en pis. — III. Grecque. Quand elle est dure, on ne laisse rien passer. — IV. Très petite quantité de liquide. Possessif. — V. Passe à Lille. Fournit un fil très solide. — VI. Note. Est plus avantageux que les quadruplées. — VII. La transformation des choses. — VIII. N'ont pas de mal à tout emporter. — IX. Les Ruthènes, par exemple. — X. Mieux que rien. Préposition. — XI. Période de chaleur. Ne sèche pas quand il est bon.

VERTICALEMENT

1. Doit tout rendre, s'il ne veut pas être soupçonné de trahison. — 2. N'est ni de la soupe ni du rata. Dont la mise est au-dessous du minimum. — 3. Fleuve céler. Actionné. Pas clairsemé. — 4. Le grand air de la montagne. — 5. Est souvent sur la planche. Une série d'exercices. — 6. Un défenseur de Paris. S'exprime d'un drôle d'oiseau. — 7. Qui devrait être remplacé. Donne le jour. — 8. Produit qui sert à l'entretien. Baie du Japon. — 9. Sécher lamentablement. Se mouille.

Solution du problème n° 3494

Horizontalement

I. Photographe. Tôt. — II. Hôte-lie. Smash. — III. Arêtes. Triton. — IV. Rose. An. Edition. — V. Es. Ennemement. — VI. Ca. Tonneau. Te. — VII. Covalence. Trins. — VIII. Epine. Oraisons. — IX. Réaction. Do. — X. Tôt. Entomisme. — XI. Morte. Ducl. Ana. — XII. Ouf. St. R.P.R. Ems. — XIII. Cet. Pot. thia. Bu. — XIV. Ile. Epirc. Océ. — XV. Eu. Uni. Te. Onise.

Verticalement

1. Phare. Cérémonie. — 2. Horoscope. On. Lu. — 3. Otés. Aviatrice. — 4. Têée. Ancêtre. — 5. Olé ! Lette. Ten. — 6. Gisante. Pi. — 7. Ré. Néon. Cédée. — 8. Art. Incommu. O.I.T. — 9. Régner. Terte. — 10. Idée. Adolphe. — 11. Estimation. Ri. — 12. Moteurs. Na ! Non. — 13. Tania. Juane. Si. — 14. Os. Oron. lames. — 15. Thon. Essor. Sate.

GUY BROUTY.

VACANCES

L'Essonne a des idées

Dix-neuf communes ou associations de l'Essonne se sont associées, cet été, à l'opération « Vacances jeunes ». L'an dernier, six mille cinquante Essonnais, âgés de dix à vingt ans, en avaient bénéficié. On pense faire mieux en 1983 car les crédits d'Etat sont passés de 420 000 francs à 612 000 francs. Voici quelques unes des actions les plus importantes ou les plus originales :

— Evry : cinq maisons de quartier proposent des camps de courte durée (deux à cinq jours), des activités sportives et culturelles. Renseignements : Mairie, place du Général de Gaulle.

— Massy : le groupe d'action éducative et culturelle de la Poterne (G.A.E.C.), 6, square de la Poterne, propose à huit jeunes privés d'emploi de reprendre les locaux de l'association. En contrepartie, ils bénéficieront d'une semaine de vacances gratuites.

— Viry-Châtillon : le centre socio-culturel Saint-Exupéry, 44, rue de Provence, programme une randonnée équestre en Auvergne et une sortie sur les canaux de Bretagne pour les adolescents de douze à seize ans.

Enfin, vingt-sept micro-ordinateurs et leurs logiciels sont à la disposition des informaticiens amateurs à la Maison de quartier de Viry-Châtillon, à la M.J.C. de Savigny-sur-Orge, et sur la base de loisirs du Port-aux-Cerises, à Draveil. Renseignements D.D.A.S. de l'Essonne, tél. : (6) 077-96-90, poste 222.

PATRICK DESAVIE.

— Ris-Orangis : la ville organise une tournée musicale pour dix-huit personnes (dix adolescents, trois animateurs, cinq musiciens). Les participants peuvent s'initier aux divers aspects de l'organisation de concerts itinérants. Renseignements : Mairie, place du Général de Gaulle.

— Viry-Châtillon : le centre socio-culturel Saint-Exupéry, 44, rue de Provence, programme une randonnée équestre en Auvergne et une sortie sur les canaux de Bretagne pour les adolescents de douze à seize ans.

Enfin, vingt-sept micro-ordinateurs et leurs logiciels sont à la disposition des informaticiens amateurs à la Maison de quartier de Viry-Châtillon, à la M.J.C. de Savigny-sur-Orge, et sur la base de loisirs du Port-aux-Cerises, à Draveil. Renseignements D.D.A.S. de l'Essonne, tél. : (6) 077-96-90, poste 222.

PATRICK DESAVIE.

LÉGION D'HONNEUR

Une erreur typographique a malencontreusement fait de M. Jean Lafenêtre, promu officier de la Légion d'honneur (le Monde du 15 juillet), un ancien contrôleur général des fraudes. Nous aurions dû imprimer : ancien conseiller général des Landes. Nous présentons à M. Jean Lafenêtre nos vives excuses et nos félicitations pour sa promotion.

EN BREF

ENVIRONNEMENT

POUR SAUVER LE MONT SAINT-MICHEL. — En complément de l'action des pouvoirs publics et avec le concours de l'Association Espaces pour demain, la Fondation de la nature et de l'environnement invite le public et les entreprises à participer au programme de dépollution de la baie du Mont-Saint-Michel.

A cet effet, une double campagne de souscription sera lancée à l'automne prochain avec la collaboration de l'Agence Havas (Future Loisirs) et de France Raï Publiée (filiale de la S.N.C.F.).

* Les souscriptions peuvent être adressées à la Fondation de France - Mont Saint-Michel, 40 avenue Hoche, 75008 Paris, C.C.P. Paris 3-6-9.

STAGES DANS LE SUD-OUEST.

La PIEAM-CIE Garonne (Centre d'initiation à l'environnement) organise, pour l'été, une série de stages itinérants, interrégionaux, consacrés à l'espace Garonne-canal du Midi et utilise une péniche entra Blaye (Gironde) et Aiguas-Mortes (Gard).

Les thèmes développés pendant les stages sont : le canal, l'architecture régionale, l'architecture et l'histoire des villes et châteaux situés sur le parcours du canal, l'agriculture, la flore, la faune, les équilibres écologiques et les interactions.

* PIEAM-CIE Garonne, canal du Midi, 18, rue Diderot, 31400 Toulouse. Tél. (61) 25-02-54.

TOURISME

LA « COPIE CONFORME » DE LA GROTTE DE LASCAUX

(près de Montignac, en Dordogne) est ouverte au public à partir du lundi 18 juillet. L'original, surnommé la « chapelle Sotène de la préhistoire », en raison des superbes peintures rupestres qui l'ornent, a été fermée au public en 1963 : les nombreux visiteurs mettaient les peintures en péril de disparition. Le département de la Dordogne a consacré 7 millions de francs à la réalisation de cette « grotte-sotène » — Lascaux II, — qui est située à 80 mètres de la vraie grotte.

TRANSPORTS

LA R.A.T.P. ET LES AVEUGLES.

Soudes de faciliter l'insertion sociale des aveugles en leur ouvrant l'accès aux transports en commun, la R.A.T.P. communique que les chiens-guides d'aveugles sont désormais admis sur les réseaux R.A.T.P. pendant toute la durée du service.

La R.A.T.P. rappelle que les chiens (à l'exception des chiens-guides d'aveugles) même tenus en laisse, ne sont pas admis dans les autobus. Seuls sont acceptés les animaux de petite taille à condition qu'ils soient transportés dans des sacs ou des paniers.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 17 juillet :

UNE LOI

• Délimitant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour le IX^e Plan (première loi de Plan).

DES DÉCRETS

• Portant ouverture d'une souscription nationale pour l'édification d'un monument à la mémoire du président Pierre Mendès-France ;
• Portant modification des dispositions du code des assurances relatives à la réglementation des placements des entreprises d'assurances et de capitalisation ;
• Modifiant le décret du 29 décembre 1945 et relatif au maintien des droits à l'assurance-vieillesse des assurés visés à l'arti-

cle 5 du décret du 24 novembre 1982 ;

• Modifiant le décret du 8 mars 1978 portant statut des praticiens à temps pleins des établissements d'hospitalisation publics autres que les hôpitaux locaux ;

• Modifiant la liste des entreprises publiques et des sociétés nationales assujetties à la participation financière.

DES ARRÊTÉS

• Relatif à la formation des élèves instituteurs ;
• Portant nominations d'examinateurs spécialisés adjoints aux jurys des concours d'accès à l'école nationale de la magistrature et portant ouverture des épreuves d'accès au cycle préparatoire au second de ces concours.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 JUILLET

• Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).

• Le Marais, 14 h 30, statue Louis-XIII, place des Vosges (Arts et curiosités de Paris).

• La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Commissariat d'ici et d'ailleurs).

• L'Opéra, 15 heures, marches côté droit, M^e Hager.

• Hôtel de Lauzun, 15 heures, métro Pont-Marie, M. Jaslet.

• Ateliers des Gobelins, 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

HISTOIRE

A-t-on retrouvé le navire amiral français de la bataille d'Aboukir ?

Le chasseur de mines Vinh Long est rentré à Toulon le 11 juillet après avoir été mis, par la marine nationale, à la disposition du Comité de sauvetage des navires de Bonaparte et de la Société française d'archéologie sous-marine (Sofras) pour la première mission de recherche des navires français coulés par la flotte britannique le 1^{er} août 1798, lors de la bataille d'Aboukir (Égypte).

Grâce aux équipements du Vinh Long (télévision sous-marine, magnéto-mètre et sonar), grâce aux balises radio-électriques installées à terre par les membres du service hydrographique et océanographique de la marine, l'expédition, qui était arrivée à Aboukir le 22 juin, a localisé, à 30 centimètres près, deux épaves de vaisseaux français coulés il y a cent quatre-vingt-cinq ans presque jour pour jour. D'après les archives relatives au détail de la bataille d'Aboukir, il y a de bonnes chances que l'une de ces deux épaves soit l'Orient, le navire amiral de la flotte française.

Des photographies ont été prises et quelques objets — un fusil, des tire-fond de bronze (des

sortes d'énormes clous d'assemblage du le coque) longs de 1,50 mètre, deux chaudrons de cuisine en cuivre rouge — ont été ramassés. Dix plongeurs démineurs de la marine y ont travaillé avec le même enthousiasme que les trois « amateurs » de la Sofras... et le prince Napoléon.

L'Orient était le plus gros vaisseau de guerre de son époque : il était équipé de cent vingt canons répartis sur trois ponts, alors que ses contemporains n'étaient armés « que » de quatre-vingts au maximum, quatorze canons. Son équipage était composé de mille hommes.

La marine française est très intéressée par cette recherche, le gouvernement égyptien aussi : le ministre de la culture et le secrétaire d'Etat aux antiquités d'Égypte sont venus à bord du Vinh Long avec l'ambassadeur de France au Caire. Un laboratoire de traitement des objets qui seront récupérés lors de campagnes ultérieures et un musée spécial pourraient être créés à Aboukir, où se trouve d'ailleurs l'école navale égyptienne.

Y. R.

ÉTÉ 83 CANADA MONTRÉAL QUÉBEC 2 990 F

ARCOM SETI 25, rue La Boétie 75008 PARIS

Le Monde

régions

Ile-de-France

Désindustrialisation

Paris, qui n'a jamais pu endiguer la montée des surcoûts fonciers et lutter contre l'adaptation des locaux industriels, a vu, phénomène désormais bien connu, fondre le nombre de ses emplois et de ses habitants. La petite couronne puis la grande couronne ont tout d'abord bénéficié de ce « redressement ».

Parallèlement, la région parisienne, premier pôle économique français, a subi les effets d'une vigoureuse politique de décentralisation — la part de la région dans les nouvelles constructions industrielles est passée du tiers du total en 1954 à 6 % en 1972 — et un affaiblissement de son tissu industriel, les industries les

plus banales et les emplois les moins qualifiés allant en s'amenuisant.

L'industrie régionale présente donc aujourd'hui quelques caractéristiques majeures. L'importance des industries à haute valeur ajoutée, comme la construction électrique et électronique, l'automobile, la pharmacie et l'industrie pharmaceutique, se cherche de croquer. C'est vers ces activités les plus compétitives que se redéplient les activités traditionnelles.

Ainsi, une étude publiée récemment par l'INSEE sur les caractéristiques de l'investissement industriel en Ile-de-France indique que,

entre 1973 et 1978, près de 50 % des investissements ont été réalisés dans la construction électrique, électronique et l'automobile. Inversement, les activités les moins représentées appartiennent à des secteurs en difficulté comme le textile, le bois, les meubles, le cuir ou la papeterie-carton. Mais, globalement, l'effort d'investissement ne parvient pas à stopper la réduction régulière des effectifs industriels en Ile-de-France. Outre l'annonce de licenciements dans le groupe Peugeot-Talbot-Citroën, c'est aujourd'hui la société Kodak-Pathe qui annonce le transfert à Chalon-sur-Saône de son usine de Vincennes.

OLIVIER SCHMITT.

KODAK QUITTE VINCENNES POUR CHALON-SUR-SAONE

2 300 emplois dans la bataille

Une direction attentive à la logique industrielle, un conseil général soucieux de préserver l'emploi, des salariés convaincus de faire les frais du redéploiement d'une multinationale, des pouvoirs publics penchés à trancher. Aucun doute, le transfert de l'usine Kodak-Pathe de Vincennes à Chalon-sur-Saône, décidé pour 1985, illustre toute l'ambiguïté de la « décentralisation économique ». Exemplaire, ce dossier l'est aussi car il pose aux collectivités locales et aux syndicats une redoutable question : que peut-on faire contre les desseins jugés néfastes d'une société multinationale basée aux Etats-Unis ?

« L'union fait la force ». Frappés par la similitude du destin des filiales européennes de Kodak, les syndicats de Vincennes et Harrow (Grande-Bretagne) confrontent régulièrement leurs observations depuis 1978. Le 17 juin 1983, ils se retrouvent à Créteil pour une journée de travail. Mais cette fois, ils bénéficient du « soutien logistique » du conseil général du Val-de-Marne et du conseil du Grand-Louvre, maîtres d'œuvre de la rencontre.

« Une première, et un franc succès », commente M. Roger Grevoul, premier vice-président de l'assemblée départementale et chef de file du groupe communiste. « Une initiative utile, renaît M. Vlado Ferrier, délégué C.G.T. au comité d'entreprise de Vincennes. Nos travaux et ceux des Britanniques aboutissent à la même analyse de la politique engagée par la maison mère ». Cette analyse tient en une phrase : Eastman-Kodak — la moitié du marché mondial des produits photographiques — rapatrie les activités d'avenir outre-Atlantique en vertu d'une division internationale du travail à l'échelle du groupe, et

transforme les filiales en sociétés de stockage et de distribution. « La décentralisation », affirme M. Ferrier, « constitue l'une des étapes de ce projet ».

« Archifaux », réplique M. Georges Cloche, vice-président de Kodak-Pathe. Il s'agit d'une décision purement française, nous en revendiquons l'entière responsabilité. « La journée du 17 juin ? Elle relève du combat d'arrière-garde, estime M. Cloche. La C.G.T., majoritaire à Vincennes et non à Chalon, se bat avant tout pour sauvegarder son influence ».

Démantèlement téléguidé, proclament les uns. Impératifs économiques, rétorquent les autres. Avec de tels postulats comment s'annoncer que les deux parties ont trouvé un terrain d'entente ? Un seul exemple : le manque de place. « Impossible de rester à Vincennes, explique la direction, notre nouveau schéma de films n'y tiendrait pas, même en diagonale ». « En l'absence de toute nécessité industrielle, répond le délégué C.G.T., le déménagement représente un incroyable gaspillage ». Qu'il s'agisse des investissements de recherche, du reclassement du personnel ou des productions maintenues en France, les points de vue paraissent tout aussi inconciliables.

Une question de priorité

D'accord sur le constat, la C.G.T. et le conseil général divergent quelque peu sur le sens de la lutte. Pour M. Ferrier, également secrétaire du Syndicat national des ingénieurs et cadres des industries chimiques, C.G.T., le départ pourrait se négocier s'il traduisait un développement des activités de pointe, telles que les supports magnétiques. De son côté,

M. Grevoul, pense avant tout aux 2 300 emplois de Vincennes et aux 10 millions de francs de taxe professionnelle collectés annuellement par le seul département.

« Nous écarter, insiste-t-il, la poursuite d'une activité industrielle qu'il faut garder à la France ». Si tant le débat à l'échelle nationale, le conseil général entend, selon les propos de son président, M. Michel Germa, « utiliser au mieux les compétences et les responsabilités nouvelles que lui confère la loi de décentralisation ». Que dit cette loi ? Les collectivités locales pourront « favoriser le développement économique » et protéger « les intérêts économiques et sociaux » de la population, sous réserve de respecter « les règles de l'aménagement du territoire définies par la loi approuvant le plan national ». Voilà pourquoi l'assemblée départementale réclame aussi l'intervention des pouvoirs publics.

Quel rôle pour l'Etat ?

Encore faut-il que les « règles de l'aménagement du territoire » coïncident avec l'intérêt du département. Or, du côté de la DATAR (Département à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale), on estime que l'implantation à Chalon « colle avec les principes de la décentralisation ». Mieux, on indique que le ministère de l'Industrie a conclu l'an dernier que l'opération engendrerait pas de désinvestissement. M. Vlado Ferrier admet d'ailleurs que les syndicats ont obtenu « un soutien de principe, mais seulement de principe » lors des contacts établis avec les ministères de l'Industrie, de la communication et de la santé. Conclusion de la DATAR : « Il n'est pas dans notre rôle de nous indigner de ce transfert, d'au-

tant que la Saône-et-Loire connaît de sérieuses difficultés ». En avril 1983, en effet, le taux de chômage atteignait 11,3 % à Chalon-sur-Saône, contre une moyenne de 8,6 % pour la région Bourgogne. « Compte tenu des départs de bilan en cours, observe-t-on au cabinet régional, il faut s'attendre à un accroissement d'un point ou deux dans les prochains mois ».

Bref, M. Frédéric Lesœur, président du conseil régional de Bourgogne, se félicite de la décision de Kodak. « Le point le plus significatif, ajoute-t-il, reste pour moi l'arrivée à Chalon d'un centre de recherche — pour lequel Kodak-Pathe a obtenu de la maison mère un crédit d'impôt de 17,5 millions de francs — dans un site dominé par les activités de fabrication ». Le 17 juin, M. Germa rappelait pour sa part que le Val-de-Marne a perdu plus de 25 000 emplois industriels entre 1975 et 1981.

Quelle que soit la validité des arguments défendus de part et d'autre, le processus de transfert paraît désormais irréversible. En revanche, les questions qu'il soulève — les nouveaux pouvoirs des conseils généraux et leurs limites, la cohérence entre politique nationale et priorités locales — demeurent.

Curieux paradoxe. Le « cas Kodak » fait naître une convergence d'intérêts fortuite entre une multinationale américaine et un gouvernement de gauche face à une confédération ouvrière soutenue par un conseil général communiste. C'est peut-être ce que l'on suggère à la DATAR lorsque l'on estime « qu'il s'agit plus d'un problème entre les pouvoirs publics et le Val-de-Marne qu'entre Kodak et les pouvoirs publics ».

VINCENT HUGUEN.

Nord-Pas-de-Calais

CULTURE ET « RETOMBÉES » MUNICIPALES

L'Opéra du Nord en sursis

De création récente puisqu'il a été fondé en mars 1981, l'Opéra du Nord traverse une passe difficile. On le dit en sursis. On ne saura qu'à la fin de l'année s'il poursuivra ses activités et dans quelles conditions. En effet, le mariage entre les trois villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, toutes trois socialistes à l'époque, pour développer l'art lyrique dans la région est remis en question depuis que les dernières municipales ont donné à M. Pierre Mauroy, maire de Lille, deux nouveaux interlocuteurs : à Roubaix, M. André Diligent (C.D.S.), et à Tourcoing, M. Stéphane Dermaux (P.R.).

Trop coûteuse la culture ! C'est l'argument premier développé par les nouveaux élus de l'opposition à Roubaix comme à Tourcoing, qui ne font que reprendre et appliquer leurs propos de campagne électorale. Des chiffres ? Le budget de l'Opéra du Nord pour 1983 est de 47 millions de francs, couverts de la façon suivante : 14 millions de francs pour Lille, 2,5 millions de francs pour Roubaix, 2,5 millions de francs pour Tourcoing, 14 millions de francs par l'établissement public régional (E.P.R.), 9 millions de francs par l'Etat et 5 millions de francs de recettes propres. Des sommes importantes assurément, mais raisonnables à l'oc casion de ce qui se fait dans d'autres grandes villes.

Pour chaque municipalité, il convient, il est vrai, d'y ajouter les dépenses d'autres entreprises culturelles locales, comme par exemple l'Automne culturel de Tourcoing, belle manifestation dont on vient d'annoncer la suppression.

Des sommes qui pèsent plus lourdement encore quand on fait état d'autres priorités : sécurité des habitants, quartiers à rénover, misère des sans-emploi, zones dignes du quartier. Pour M. Diligent, à la tête d'une ville où la délinquance fait des ravages, la priorité va à la sécurité d'abord, sans pour autant délaisser la culture : « J'aime beaucoup Van Gogh, mais puis-je m'offrir une de ses toiles ? » A Tourcoing, même tonalité avec une condamnation de la politique pratiquée naguère par les élus socialistes. Et l'on ajoute volontiers, non sans arrière-pensée : « Nous faisons du social avant de faire de la culture ».

L'Opéra du Nord, dont le directeur est M. Elie Delfosse, est ancré sur trois villes : au théâtre de Lille, les grandes pièces, à Tourcoing un atelier de création, lequel est conduit par Jean-Claude Malgouère, et à Roubaix la danse. C'est précisément le corps de ballet, animé par Alfonso Cata, qui a été mis en cause par la nouvelle municipalité roubaissienne. Les 2,5 millions de francs semblent trop lourds aux élus qui ont envisagé le retrait de la ville du syndicat intercommunal, ce qui compromettrait par le fait même l'existence de l'Opéra. La décision est reportée à la fin de 1983. En attendant, le corps de ballet a déjà réduit ses effectifs de 26 à 20 unités, en dépit de succès déjà très prometteurs.

Une action vigoureuse

Et puis il y a la crise. Depuis des décennies, les arguments économiques et financiers sont toujours avancés pour reporter toute action culturelle d'urgence. C'est pour cette raison d'ailleurs que le conseil régional, présidé alors par M. Pierre Mauroy, a, depuis une dizaine d'années, lancé une action très vigoureuse pour combler un retard évident par rapport à d'autres grandes régions. Ainsi sont apparus l'Orchestre national de Lille que dirige Jean-Claude Casadesu, une nouvelle élan pour les troupes d'art dramatique, la Salamandre de Gilles Bourdier, le Centre dramatique du Pas-de-Calais de Martin Barbaz, le Chœur régional installé à Lens, etc. Par ailleurs, ont été aidés les centres d'animation culturelle, comme celui de Douai

que le nouveau maire, M. Jacques Verdier, R.P.R., souhaite conforter ceux de Boulogne-sur-Mer ou de Calais en formation ou celui de Tourcoing que la nouvelle municipalité a remis en cause et qui se trouve dans une situation précaire.

De 10 à 15 % du budget de l'établissement public régional ont été consacrés à la création de ces « outils » ou encore au renouveau de lieux de spectacles. Plus de 20 millions de francs ont été affectés à Roubaix à l'agencement d'une belle salle conçue spécialement pour les Ballets du Nord : une subvention qui n'est pas totalement couverte à ce jour et qui ferait sans doute l'objet d'un contentieux si l'on devait assister à l'écroulement de l'Opéra.

Rigueur de gestion

M^{me} Monique Bouchez, adjointe au maire de Lille, qui préside le syndicat intercommunal de l'Opéra, a accepté d'assumer encore cette fonction jusqu'à la fin de l'année. Si Roubaix, à cette date, quittait le syndicat, si Tourcoing, qui s'accommodait de l'atelier lyrique, formulait des exigences excessives, il est évident que l'on irait vers l'écroulement de la dissolution du syndicat intercommunal. Pour M^{me} Bouchez, « nous ne devons pas sacrifier la culture à la rigueur, mais nous devons pratiquer la rigueur dans la gestion des affaires culturelles. C'est ce que nous faisons. Le choix n'est pas entre le social et le culturel. La culture est une dimension sociale, ne serait-ce que par les emplois qu'elle crée (deux cent cinquante pour l'Opéra du Nord), et elle touche directement à la qualité de la vie. Il faut poursuivre cette action indispensable, quitte à s'adapter aux événements ».

Il y a tout de même de bonnes chances que l'Opéra du Nord vive, s'il prend sa vraie dimension, car cette crise est révélatrice dans la mesure où elle se circonscrit à la seule municipalité de Roubaix. On notera à cet égard que la subvention accordée par la région est égale à celle de la ville de Lille, qui, pour les années de lancement, a consenti un effort exceptionnel. C'est pourquoi on devra vraisemblablement s'orienter vers une nouvelle structure, celle d'un syndicat mixte dans lequel l'E.P.R. prendrait toute sa place. Et il sera temps alors de penser aux autres villes du Nord et du Pas-de-Calais qui pourraient intervenir autrement que par la fourniture de bataillons de spectateurs aux scènes métropolitaines.

Il faut tout simplement décentraliser à l'intérieur même de la région. Il est une dizaine de salles de taille modeste suffisamment équipées pour accueillir des spectacles lyriques conçus pour elles. Le ballet a entamé une première tournée en Provence, l'Atelier lyrique est allé récemment dans le même sens. Il n'est pas question, bien sûr, de déplacer par exemple les Maitres-chanteurs de Nuremberg donnés à Lille. Mais il faut concevoir en plus d'autres programmes à présenter dans les villes moyennes. Les messieurs de l'Opéra du Nord peuvent être finalement bénéficiaires dans la mesure où elles provoquent une prise de conscience régionale.

APRÈS L'ANNULATION DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE

Regrets et propositions pour 1989

L'annulation de l'Exposition universelle à Paris continue à susciter de nombreuses réactions chez les particuliers, les associations et les milieux professionnels. Ainsi, M. Claude Cymerman, un de nos lecteurs de Neully, jette un regard rétrospectif sur l'Expo de 1889, et rappelle son importance politique en citant le journal argentin *la Prensa* de l'époque : « La France républicaine, écrivait ce quotidien, a le courage de fêter à la fois de toute la Terre le centenaire de la révolution qui a proclamé les droits de l'homme et la souveraineté du peuple. Nous autres, Républiques américaines, nous lui devons l'hommage de notre adhésion ; nous devons accourir au rendez-vous. Le monde monarchique se retire du tournant ; que le monde républicain montre son œuvre ! ». Notre correspondant note : « L'Exposition dépassait largement l'économique et le scientifique, pour atteindre une dimension politique liée à l'expression de la liberté et des droits de l'homme. Je suis confondu — et consterné — devant la médiocrité des ambitions en ce domaine du maire de Paris et des élus de la capitale ».

Le mouvement national de lutte pour l'environnement (M.N.L.E.) regrette la décision prise et explique ainsi sa position : « L'Expo réalisée dans Paris intra-muros aurait entraîné avec l'adhésion progressive de tous les Parisiens la reconstruction de grands espaces profondément dégradés. Elle aurait pu être le moyen de résoudre avec ambition et audace de très nombreux problèmes de transport, d'espaces verts, de qualité de cadre de vie. Tout en exaltant le rôle international de Paris, elle aurait été l'occasion d'une rénovation séculaire de l'environnement des Parisiens ».

C'est avec « surprise et amertume » que la fédération parisienne du bâtiment a appris l'annulation du projet. Selon elle, « cette initiative aurait dû permettre le soutien d'une activité sinistrée (le bâtiment a perdu en Ile-de-France et en dix ans 100 000 emplois et 30 % de son chiffre d'affaires en francs constants), la formation d'une main-d'œuvre jeune, le maintien de l'emploi pendant plusieurs années ». La Fédération affirme que « les entreprises de l'Ile-de-France étaient prêtes à réaliser les travaux nécessaires à la tenue de l'Expo mais qu'un financement spécifique aurait dû être dégagé de manière à éviter d'empêcher d'autres programmes de construction prévus en Ile-de-France ».

Un colosse sur la Seine

Se tournant vers l'avenir, un lecteur de Bruxelles, M. Edwin Sterling, pense déjà à la commémoration, à Paris, du bicentenaire de la Révolution. Il propose au « Monde » de créer une rubrique intitulée « qui dit mieux » et qui accueillerait toutes les propositions touchant cette manifestation. Imaginant ce quelque sorte cette rubrique,

M. Sterling écrit : « Je propose d'édifier un colosse de Paris, digne successeur du colosse de Rhodes qui n'a jamais été reconstruit. Cette statue monumentale enjamberait la Seine et abriterait des salles d'exposition, de réunions et des restaurants. Le Symbole d'un homme en marche dans le ciel de France serait le bienvenu parmi les tours inhumaines des années passées. En 1989, il sera grand temps de rappeler au monde que depuis 1789 la France a souvent rempli le rôle de

champion de l'individu et des droits de l'homme ».

Enfin, M. Gilbert Padou, de Nantes, se félicite du dénouement de l'affaire et justifie ainsi sa satisfaction : « Paris n'avait-il donc pas assez de ses villes nouvelles et de ses grands projets déjà fort nombreux et dispendieux ? Je formule le souhait que la fête de 1989 soit celle de tout le pays et pas seulement celle de Paris dont on a assez parlé ».

Géothermie : Villepinte en pointe

Il ne faut pas craindre d'innover pour réaliser des économies. C'est à ce principe qu'a obéi le conseil général de la Seine-Saint-Denis lorsqu'il s'est agi de résoudre une difficulté qui se posait dans le cadre de son programme d'agrandissement et d'assainissement. La zone d'aménagement concerté (ZAC) Paris-Nord 2, qui englobe la zone industrielle de Villepinte et le parc international des expositions de la Chambre de commerce de Paris (400 hectares) avait un besoin urgent d'un réseau primaire d'assainissement.

« Produisons nous-mêmes l'énergie. J'estime que nous avons besoin pour faire fonctionner ce réseau de construire une centrale d'énergie électrique solaire », ont suggéré les ingénieurs de la direction départementale de l'équipement. Le conseil général, séduit par l'idée et surtout par la coût — 450 000 F — n'a pas

tardé à donner son approbation, d'autant qu'il a pu bénéficier d'une subvention de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

La centrale, qui est actuellement en fonctionnement à Villepinte, répond aux besoins : économie d'installation, autonomie de production, économie d'exploitation. Le principe est simple : trente-deux modules photovoltaïques permettant de capter l'énergie solaire, qui est ensuite transformée par un générateur en énergie électrique, une énergie largement suffisante pour alimenter les appareils nécessaires au réseau d'assainissement. Cette centrale solaire, qui produit environ 770 kilowatts-heure par an, est la première et la plus importante réalisée en région parisienne.

K.L.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe les amateurs de 3 à 83 ans 5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-5^e Téléphone (le soir) : 707-85-84

FIN DU PAPIER FROISSE
FIN DU PAPIER BROYÉ
FIN DU PAPIER COINCE
FIN DU PAPIER BRULÉ
FIN DU PAPIER BOURRE

Les services de recherche de Toshiba ont doté leurs copieurs d'un écran de contrôle à cristaux liquides. De plus le papier suit un trajet linéaire simple, limitant au strict minimum les risques de pli, de froissement ou de blocage.

Un copieur fiable, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX.

IMPORTATEUR : SIEGMA SYSTEMS 12 BIS RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS
Tél. 723 97 03 / 723 36 11

كتاب النظم

économie

SOCIAL

LA RIPOSTE SYNDICALE AUX HUIT MILLE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

La C.G.T. lance un appel à la grève générale le 21 juillet pour le groupe Peugeot

De notre envoyé spécial

Débrayages largement suivis le 18 juillet et grève générale dans le groupe Peugeot le jeudi 21 à l'appel de la C.G.T. Les syndicats organisent une riposte graduelle aux mesures de la direction - huit mille suppressions d'emplois - et annoncent des actions plus dures en septembre si les licenciements sont maintenus.

Poissy. - Ce lundi, comme chaque matin, gare Saint-Lazare, deux trains réservés - quai 12 et quai 20 - démarraient à 6 h 10 vers le quai Talbot et les grands bâtiments de briques rouges de l'usine d'automobiles de Poissy. La prise de travail était à 7 heures. On se retrouvait

dans les wagons surchargés par nationalité : pas ou peu de Français, des Américains, des Allemands, des Japonais, plus loin des Turcs, des Indiens, on en comptait encore des trois continents, ouvriers du bâtiment B.S. Ils ont désormais une histoire derrière eux, puisque c'est au B3, noyau dur de l'usine où l'on monte les Solara et les Samba, qu'eurent lieu au printemps dernier les affrontements violents entre la C.S.L. et la C.G.T. Au chômage technique depuis dix jours, ils ont appris le plan de licenciement à la radio ou à la télévision. Sans véritable surprise puisque la direction avait depuis 1978 procédé à des milliers de licenciements en douceur, puisqu'ils en étaient depuis

janvier à plus de trente journées chômées. Ils se sentent pourtant particulièrement menacés : leurs chaînes n'ont-elles pas été au premier rang de toutes les mobilisations, et la volonté de revanche de la C.S.L. le « syndicat des patrons », n'est-elle pas sans limite ?

Qu'opposer à la fatalité ? Les trois ou cinq enfants qui ne retourneront jamais au pays, puisqu'ils ne parlent plus l'arabe ? La santé qu'ils ont perdue pour moins de 4500 F par mois en soudant les ferrailles ? Ou encore l'impossibilité à leur âge, « sans métier », de retrouver un emploi ?

« Ce que dit un ouvrier, affirme l'un d'eux, ça ne compte pas ». « Mon père, qui a soixante-treize ans, est venu en vacances, déclare un autre, et m'a dit que la France était finie. Seul espoir aujourd'hui, les syndicats, en fait, le syndicat, puisque la C.G.T. et la C.F.D.T. c'est pareil ». « Ce sont les syndicats, dit l'un comme beaucoup d'autres, qui décideront, qui commanderont ».

« Sur le dos des travailleurs »

Les syndicats étaient à pied d'œuvre lundi matin à l'entrée de l'usine. Chaque organisation avec ses militants au carreau, ses tracts aux couleurs communes : blanc pour F.O. qui pour être « réaliste » n'en dénonce pas moins cette destruction de l'entreprise « sur le dos des travailleurs », samon pour la C.G.T., en présence de M^{me} Nora Trehel, femme de l'ancien maire (P.C.) de Poissy, revenant de vacances pour la circonstance, qui appelle, et elle seule pour l'instant, à une journée de grève le 21 juillet pour la rencontre du comité d'entreprise ; vert pour la C.F.D.T., qui avait toute l'action versée à la base ; enfin le bleu de la C.S.L., qui « pour l'instant » demande à tous « de garder sang-froid et calme, la bataille contre les licenciements pourra être longue ». Et M. Leberre, secrétaire général du comité d'entreprise, ajoute : « Les problèmes sociaux, les débrayages, presque quotidiens depuis septembre, ont certainement ajouté un malaise. Les efforts de fabrication, certains, lui, un délégué de la C.G.T., c'est des conneries tout ça ».

Ce matin au B3 en tout cas, nombreuses sont les paresses autour d'un thé ou d'un café. « Personne n'accepte les licenciements », assure le délégué syndical. Aux questions, les ouvriers présents répondent par des moues dubitatives, par des silences éloquentes : « Qu'est-ce qui va se passer ? », demande le délégué en arabe à l'un d'eux. Silence à nouveau et puis cet acte de foi : « Ce sont les syndicats qui décideront ». Un attentisme qui résulte en grande partie de l'absence de travail la semaine passée (chômage) alors que beaucoup espèrent encore une révi-

sion par la direction des 4 140 suppressions d'emplois (dont 3 836 ouvriers), lors du comité central d'entreprise de Talbot le 21 juillet (un comité semblable se tiendra le même jour chez Peugeot). En attendant, le débrayage auquel appelle la C.G.T. le 18 juillet entre 9 h et 11 h puis dans l'après-midi est largement suivi.

La plupart des chaînes se sont arrêtées : « Nous rencontrons demain le ministre de l'Industrie, affirme le représentant de la C.G.T. Tout sera mis en œuvre pour arrêter le plan de licenciement. Rendez-vous en septembre pour une grève reconductible tous les jours si la direction persiste ». « Il y a eu des avis parmi les camarades ? ». « Ça va toucher plus fort les immigrés », lance un Sénégalais. « Pas de division camarades ». « Notre analyse, poursuit le délégué, c'est que, après ces quatre mille licenciements, il y en aura quinze cents dans les autres collèges. La direction n'épargne personne. Silence à nouveau parmi les immigrés extrêmement majoritaires dans ce bâtiment.

NICOLAS BEAU.

Les pharmaciens en grève se sont généralement conformés aux réquisitions préfectorales

La grève des pharmaciens de nuit et de week-end des pharmacies d'officine - qui protestent contre la diminution d'un point de leurs marges brutes - s'est officiellement terminée dimanche 17 juillet, après un démarrage en ordre dispersé à travers la France lors du « pont » du 14 juillet. Face à ce mouvement déclenché par la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (F.S.P.F., 16 500 adhérents), les commissaires de la République de différents départements ont pris, on le sait, des arrêtés de réquisition en conformité avec le code de la santé (le Monde daté 17-18 juillet).

Malgré cette mesure, le nombre de pharmacies ouvertes a été nettement réduit, et des files d'attente se sont parfois formées devant les officines, où les pharmaciens ne délivraient les médicaments que sur ordonnance ou pour les cas d'urgence. Ainsi, dans la Nièvre et en Haute-Saône, où les pharmaciens ont été réquisitionnés, il a été impossible d'acheter de l'aspirine. Dans l'agglomération lyonnaise, depuis vendredi, quatre officines seulement sur deux cent vingt ont été ouvertes, et les clients y étaient dix fois plus nom-

breux que la moyenne habituelle. Dans l'Isère : quinze officines sur trois cent trente ; dans le Calvados, la Manche et l'Orne, le mouvement a été suivi à 85 %.

Les réquisitions ont eu lieu notamment dans la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, les Côtes-du-Nord, le Doubs, la Somme, le Nord, en Haute-Saône, en Haute-Garonne, dans le Tarn ou encore dans les Alpes-Maritimes où le mouvement devait commencer samedi soir. A Paris, deux pharmacies par arrondissement ont été réquisitionnées et la situation était pratiquement normale. Dans le Pas-de-Calais, la Finistère, la Sarthe, des accords sont intervenus avec les pharmaciens, nous signalent nos correspondants, et les pharmaciens ont eux-mêmes organisé un tour de garde minimum « ramené à un véritable service d'urgence ».

Dans l'ensemble, les pharmaciens se sont conformés aux réquisitions. Dans un premier temps, la F.S.P.F. avait envisagé une désobéissance aux mesures de réquisition. Mais devant la réaction du conseil de l'Ordre désapprouvant une telle action, elle était revenue sur cette décision.

Les pouvoirs publics un peu désarmés

Devant plus de huit mille suppressions d'emplois chez Peugeot-Talbot - une ampleur sans précédent dans l'industrie automobile française - les pouvoirs publics sont quelque peu piégés. Le président de la République a répété à de multiples reprises que Peugeot était et resterait un groupe privé. Pas question donc d'une prise de participation de l'Etat au capital de la firme automobile socialiste. Mais dès lors le gouvernement est assez désarmé. « On peut difficilement vouloir que Peugeot se retire financièrement et l'empêcher de procéder aux ajustements de personnel nécessaires », dit-on. M. Delors, ministre de l'Economie, des finances et du budget, d'ailleurs pas affirmé autre chose lorsqu'il a déclaré que la « remise sur les rails » du groupe passait par « plusieurs milliers de suppressions d'emplois ».

Une meilleure structure financière, ajoutait le ministre, répondant au quotidien *Libération*, permettrait à Peugeot de « limiter les dégâts » sur le plan social. Et M. Delors de préciser qu'il avait proposé une aide à Peugeot depuis plusieurs mois. Le groupe automobile, qui avait été quelques inquiétudes à l'automne 1982 - et a dû modifier la présentation de ses comptes de 1982 pour minorer les pertes déjà importantes (2,14 milliards de francs), - a certes commencé à négocier avec les pouvoirs publics. Mais une telle né-

gociation ne faisait pas l'unanimité dans le groupe même où le vice-président, M. Jacques Calvet, et le représentant de la famille au directeur, M. Pierre Peugeot, y auraient été hostiles. La discussion entamée par le P.D.G., M. Parayre, avait donc tourné court, et les pouvoirs publics n'auraient fait alors aucune proposition claire.

Le gouvernement va donc devoir se contenter de regarder attentivement chaque licenciement (il y en aura près de trois mille) et de tenter d'obtenir des mesures de reclassement, voire la négociation, avec les pays d'origine de travailleurs licenciés ou mis à la retraite anticipée, de procédures de retour.

Il pourrait aussi être appelé à arbitrer entre Peugeot et son pool bancaire, si le constructeur automobile avait quelque difficulté à obtenir le financement nécessaire à ses investissements (ce que Peugeot se refuse à dire).

Les syndicats, en tout cas, n'ont-tend pas à accepter sans réagir ces suppressions d'emplois. La C.G.T. a lancé des mots d'ordre de débrayage à Roissy, le 18 juillet, mais aussi une grève, annoncée pour le 21 juillet - jour où ces mesures seront communiquées aux comités d'entreprise : la C.F.D.T., de son côté, s'interroge sur la possibilité de régler la question du sureffectif par une réduction de la durée du travail. - B.D.

M. Bergeron estime que la population immigrée a atteint « un niveau qu'on ne peut plus dépasser »

Interrogé dimanche soir 17 juillet sur les ondes de Radio-Monte-Carlo à propos des quelque huit mille suppressions d'emplois envisagées aux usines Peugeot-Talbot, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a estimé que l'on ne pouvait « accepter de tels événements sans réaction ».

Selon lui, « on a préféré utiliser la main-d'œuvre immigrée, peut-être payée moins cher que l'autre main-d'œuvre, plutôt que de s'engager suffisamment tôt dans la voie de la modernisation des fabrications ». M. Bergeron a ajouté : « Ça pose d'ailleurs une autre sorte de catégorie de problèmes, dont je parle depuis des années, et qui est persuadé que nous avons maintenant dans le domaine de l'immigration, atteint un niveau qu'on ne peut vraiment pas dépasser. Le nombre des immigrés, c'est-à-dire les salariés eux-mêmes plus leurs familles, atteint 4,5 millions de personnes. Nous n'avons jamais connu une situation

de cette sorte. Le leader de F.O., qui s'est défendu de toute accusation de racisme, de xénophobie ou d'hostilité à l'égard des étrangers, estime que le nombre des immigrés « continue à augmenter » et que « nos frontières ne peuvent plus demeurer ce qu'elles sont, c'est-à-dire de véritables passeroies ».

[Trois jours après les déclarations de M. Jacques Chirac sur un thème similaire, les propos de M. Bergeron ne manquent pas de susciter de vives réactions parmi les organisations de défense des immigrés. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur s'en tient aux statistiques du 31 décembre 1982, qui indiquent que la population étrangère atteignait, à cette date, le chiffre de 4 318 068 résidents (y compris 120 000 « régularisés »), soit 30 000 de plus qu'en 1981 (soit 4,2 %). En fait, la proportion de résidents étrangers au regard de l'ensemble de la population a pratiquement pas varié par rapport aux années 1980, où ce pourcentage avoisinait 7 %. - J.B.]

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

■ Renault va accroître ses investissements en Argentine pour porter l'usine de Córdoba (711 kilomètres au nord de Buenos-Aires) « à un niveau de technologie de premier ordre, comme il en existe en Europe, aux Etats-Unis et au Japon », a déclaré le directeur général de la filiale argentine, M. Jacques Ramondou. Renault s'apprête, en outre, à lancer un modèle entièrement nouveau sur le marché argentin au second semestre de 1984. Ces décisions sont interprétées comme un « geste de bonne volonté » au moment où les relations entre constructeurs et Etat sont tendues. - (A.F.P.)

■ Chrysler et Volkswagen pourrissent construisent en commun une petite voiture aux Etats-Unis. A confirmé M. Lee Iacocca, président de Chrysler, dans une interview accordée à *Detroit Free Press*, le 13 juillet. Dans les discussions préalables entre la société américaine et le constructeur allemand, il aurait été envisagé d'utiliser l'usine Volkswagen de Westmoreland (Pennsylvanie) pour une éventuelle production en commun.

Commerce international

■ Réponse de la C.E.E. aux Etats-Unis sur les accords spéculaires. - Les ministres des affaires étrangères des Dix se réunissent le 18 juillet à Bruxelles pour prendre position contre la décision américaine de limiter les importations d'acier spéculaires. C'est l'ouverture d'une semaine européenne importante avec l'examen du financement futur de la Communauté (mardi 19), la préparation du budget 1984 (les 20 et 21) et la révision des politiques agricoles méditerranéennes (les 18 et 19).

Etranger

ETATS-UNIS

■ Les dépenses de santé ont représenté 10,5 % du produit national brut (P.N.B.) en 1982, selon les statistiques publiées par le département de la santé et des services sociaux. Le montant des prestations médicales a atteint 322 milliards de dollars en augmentation de 12,5 % par rapport à 1981. Les divers échelons du pouvoir (Etat fédéral, Etats et responsables locaux) ont payé 42 % des frais médicaux, les particuliers un tiers, le reste étant pris en charge par les assurances privées. En 1965, les dépenses de santé ne dépassaient pas 6 % du P.N.B. aux Etats-Unis. (En France, la part des dépenses médicales dans le produit intérieur brut est passé de 5,7 % en 1970 à 8,1 % en 1982. L'augmentation de ces dépenses en 1982 a été de 18,4 % par rapport à 1981.)

PAYS-BAS

■ Budget d'austérité. - Le gouvernement des Pays-Bas a adopté, samedi 16 juillet, un budget d'austérité pour 1984, qui prévoit des économies de 11,8 milliards de florins (32 milliards de francs). Le premier ministre chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, a annoncé notamment une diminution des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires, destinée à économiser 6,8 milliards de florins. La réduction des salaires des fonctionnaires, y compris des salaires

minimums, entrera en vigueur au 1^{er} janvier 1984 et, selon les syndicats néerlandais, pourrait atteindre 3,5 %.

Social

■ Selon la C.G.T., l'opposition ne respecte pas les contrats de solidarité. - La Fédération C.G.T. des services publics a saisi récemment Matignon du fait que certaines communes gagnées par l'opposition ne respecteraient pas les clauses des contrats de solidarité signés avant mars 1983. Le cabinet du premier

ministre a répondu qu'il avait demandé aux commissaires de la République d'intervenir avec fermeté auprès des maires concernés.

■ Retraite après trente ans de services pour certains mineurs. - M. Bayle, directeur des services sociaux de Charbonnages de France, a confirmé récemment aux délégués syndicaux réunis à Carmaux (Tarn) que l'entreprise était prête à accorder la retraite, après trente ans de services aux mineurs du Centre-Midi victimes d'un accident du travail ou affectés d'une maladie - la silicose, par exemple.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	base	base	base	base
\$E.U.	7,7850	+ 165	+ 305	+ 700
S.m.	6,3100	+ 160	+ 295	+ 355
Y.m.	3,2360	+ 160	+ 310	+ 340
DM	3,0055	+ 195	+ 215	+ 370
Flm.	2,6910	+ 150	+ 170	+ 300
F.B.	15,0220	+ 400	+ 575	+ 925
F.S.	3,6780	+ 245	+ 270	+ 505
L.(1000)	5,8880	+ 170	+ 125	+ 355
£	11,8685	+ 265	+ 340	+ 510

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/16	9 13/16	9 9/16	9 15/16	9 3/4	18 1/8	18 1/2	18 3/4
\$E.U.	4 9/16	4 15/16	4 11/16	4 11/16	4 11/16	4 11/16	4 11/16	4 11/16
Flm.	5 3/4	5 1/4	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 3/4	5 3/4
F.B.	7 3/4	7 1/4	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
F.S.	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4	2 3/4
L.(1000)	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
£	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Enseignement supérieur organisé en alternance avec les entreprises

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

2 années d'études supérieures à plein temps dont 7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, Licence ou 2 ans de Prépa.

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

18 mois d'études supérieures à plein temps dont 7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrises...) et à des jeunes cadres.

Dernière session de recrutement : 16 septembre 1983

☐ Nom _____
☐ Age _____
☐ Diplôme _____
☐ Adresse _____
☐ souhaite recevoir une brochure détaillée pour le ... Cycle de _____
IGS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
 IGS, 63, Avenue de Villiers
 75017 PARIS
 Etablissement privé d'enseignement supérieur

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE MAROCAINE DE MEKNES

RUE AHMED AMINE - B.P. N° 206
Tél. : 210-43 & 222-24
TELEX : 41087 M.

MEKNES (MAROC)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Coopérative Agricole Marocaine (SCAM) de Meknes recevra jusqu'au 12 heures, les offres pour l'étude, la fourniture, le transport et le montage de silos métalliques à réaliser dans les provinces de Meknes, Ifrane et Khénifra d'une capacité totale de 66 000 T.M.

Les offres à faire conformément aux conditions définies dans le cahier des charges devront être déposées ou transmises par voie postale à l'adresse sus-indiquée.

Retrait du cahier des charges à la même adresse, caution provisoire 100 000 DH.

Le Directeur de la SCAM
signé R. DAUDI

ÉNERGIE

LA SOIXANTE-HUITIÈME CONFÉRENCE DE L'OPEP A HELSINKI

Les ministres du pétrole cherchent à renforcer leur cohésion

Les conférences se suivent et ne se ressemblent pas. Succédant aux après disputes qui, deux semaines durant, avaient déchiré à Londres les treize pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), la soixante-huitième conférence ordinaire de l'Organisation, ouverte lundi 18 juillet à Helsinki (Finlande), s'annonce « paisible », selon le mot du ministre indonésien du pétrole.

Entre Londres et Helsinki, la situation du marché pétrolier s'est considérablement assainie. La demande mondiale reste certes très faible et les capacités de production largement excédentaires - de 400 millions de tonnes par an selon l'Agence internationale de l'énergie. Mais les décisions douloureuses prises par l'OPEP en mars - baisse des prix officiels de 15 % et plafonnement de la production à 17,5 millions de barils par jour - ont permis jusqu'ici d'enrayer la chute des cours amorcée au début de l'année.

La baisse des prix officiels à un niveau plus proche de celui atteint par les cours du marché libre - n'a échappé le brut ne faisant pas l'objet de contrats à long terme - a limité la pratique généralisée de rabais occultes, qui faussaient le marché, et enrayé la spéculation.

La fixation d'un plafond et de quotas de production par pays, respectés par la majorité des pays membres, a rééquilibré le marché, n'a les cours se sont peu à peu raffermis, atteignant, voire dépassant, dans certains cas, aujourd'hui les prix officiels. La production de brut OPEP a faiblement augmenté, passant de 15,2 millions de barils par jour en moyenne au premier trimestre à 16,3 millions de barils par jour au second, pour atteindre 17 millions de barils par jour en juillet, restant toutefois dans les limites fixées à Londres.

Des quelques écarts commis par les pays membres, le seul notable a été le fait du Nigeria, soupçonné d'avoir porté sa production au second semestre à plus de 1,45 million

de barils par jour pour un quota de 1,3 million. Ils ont pu être absorbés grâce à la marge de manœuvre créée par l'Irak, qui ne peut produire plus de 850 000 barils par jour alors que son quota officiel a été fixé à 1,2 million. Enfin la coopération implicite des pays producteurs non membres de l'OPEP - Grande-Bretagne, Norvège, Mexique - a grandement contribué à cette stabilisation, la plupart, échaudés par le désordre du début de l'année et peu désireux de voir les cours s'effondrer, ayant limité leur production et observé une politique de prix cohérente avec celle de l'OPEP.

Avertis par l'expérience et conscients du caractère hautement psychologique des mouvements de prix sur le marché international, les pays de l'OPEP semblent donc soucieux de ne rien faire qui puisse perturber le fragile équilibre durement acquis. Ils devraient donc éviter toute discussion sur les prix, Cheikh Yamani ayant même émis le souhait que le tarif actuel de 29 dollars par baril soit maintenu - « au moins jusqu'à la fin de 1983 », de même qu'une révision du plafond de production qui entraînerait inévitablement d'âpres disputes.

Dès l'automne pourtant - toutes les prévisions s'accordent - la demande devrait repartir, les compagnies reconstituant leurs stocks - au plus bas - en prévision de l'hiver, pour atteindre, en ce qui concerne l'OPEP, au quatrième trimestre, de 18 à 20 millions de barils par jour. Ce sera, à l'évidence, un moment critique pour l'OPEP, l'expérience - en 1982 notamment - ayant montré que les pays membres, dès les premiers sursauts de la demande, sont tentés de rompre la discipline pour s'octroyer une part supplémentaire du marché. Déjà l'Irak a affirmé vouloir voir son quota porté de 1,2 million de barils par jour à 1,3 million, en précisant qu'il ne soumettrait pas cette demande formellement à la conférence d'Helsinki.

Trois sujets moins brûlants

Dans l'immédiat, trois sujets moins brûlants devraient être débattus par les ministres :

- La situation du Nigeria, accusé d'indiscipline. Les ministres pourraient lui demander non seulement de limiter sa production dans les limites du quota alloué, mais aussi de relever légèrement ses prix (de 30 à 30,5 dollars par baril), ce qui, compte tenu de la qualité des bruts nigériens, soulevés par rapport à ses concurrents.

- La nomination d'un nouveau secrétaire général. Le précédent secrétaire, M. Nan Nguema, a quitté ses fonctions le 1^{er} juillet. Théoriquement, les règlements de l'OPEP prévoient que chaque pays, par ordre alphabétique, a le droit de nommer un secrétaire général. Après le Gabon, ce serait normalement le tour de l'Irak de pourvoir ce poste. La République islamique a affirmé son intention de voir son candidat, M. Hassan Kheradman, directeur exécutif de la compagnie pétrolière nationale, élu à ce poste. Mais l'Irak, en guerre avec l'Iran, refuse cette solution, de même que plusieurs pays du Golfe opposés politiquement à l'Irak. Arabie Saoudite en tête. Une solution de compromis a été évoquée. Elle consisterait à modifier les règles d'élection et à nommer un Vénézuélien, M. Allirio Parra, membre de la délégation vénézuélienne à l'OPEP. Il semble toutefois que l'Irak ne soit pas prêt à accepter cette solution.

- La politique à long terme de l'organisation constitue le dernier sujet à l'ordre du jour. L'Arabie Saoudite devrait proposer un rapport préliminaire évoquant notamment la possibilité de contacts avec les pays producteurs de pétrole non membres de l'organisation : Océanie, Grande-Bretagne, Norvège, Mexique et U.R.S.S.

VÉRONIQUE MAURIS.

CONJONCTURE

SELON « THE ECONOMIST »

Les socialistes ont nationalisé les erreurs de leurs prédécesseurs

Selon *The Economist* du 16 juillet, « les socialistes français ont eu la malchance de nationaliser les erreurs de leurs prédécesseurs ». Pour l'économiste britannique, les six groupes nationalisés par le gouvernement Mauroy s'étaient affaiblis voilà bien des années sous les coups des hausses salariales successives depuis mai 1968 et les chocs pétroliers. « Les politiques d'interventionnisme ont contribué à créer de puissantes industries dans les domaines du nucléaire, de l'aéronautique et des télécommunications, note l'économiste, mais les grands groupes battus sous la présidence Pompidou se sont trop endettés et ont été mal gérés. »

En accord avec les analyses développées par la gauche française, le journal résume : « Depuis le début, l'expansion des grands groupes d'industries français a manqué de financement ». Une conclusion que la gauche ne manquera pas d'utiliser face aux critiques d'une droite qui la rend trop vite, d'anc, responsable de

tous les maux actuels des groupes nationalisés.

Pour les années à venir, l'hebdomadaire est moins rose. Il doute qu'un pays, qui doit déjà emprunter de lourdes sommes pour financer son budget, puisse également régler la facture de l'investissement industriel. « Les problèmes viendront en 1985 et en 1986, si les groupes perdent encore de l'argent et sont incapables de financer eux-mêmes leurs investissements. » Pour recouvrer leurs projets, ils devront « conforter leur indépendance à l'égard des pressions politiques », qui se sont, poursuit *The Economist*, allégées d'ailleurs avec l'arrivée de M. Fabius au ministère de l'Industrie et de la recherche. Remarquable que, depuis, Saint-Gobain a pu racheter en Bourse 20 % de la Compagnie générale des eaux et que les nationalisés font appel à cette même Bourse pour émettre des titres participatifs. *The Economist* souligne l'ironie de ce retour... aux sources du capitalisme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOFIREM

PRISE DE PARTICIPATION DANS SAPS-ENTREPRISES

La SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) vient de faire un apport de 250.000 F dans le capital de la société SAPS-ENTREPRISES (Société d'application de produits spéciaux) qui passe ainsi à 1.250.000 F.

Cette société, spécialisée dans l'équipement des ouvrages d'art, vient d'acquiescer un procédé de préfabrication de chape, développé par les laboratoires des Ponts et Chaussées et destiné notamment à la protection des ponts routiers.

Ce transfert de technologie sera mis en œuvre dans une nouvelle usine à ANZIN, près de Valenciennes, où 67 emplois seront créés.

La participation financière de la SOFIREM à ce développement s'élèvera à 1 million de francs, grâce à un prêt complémentaire de 750.000 F.

Le Monde des PHILATÉLISTES



SICA

La SICA ENERGIA investit de préférence dans les valeurs liées à l'énergie, ainsi qu'à l'or et aux ressources naturelles.

Le bilan net d'ENERGIA est passé de 181.703 727 F au 31 décembre 1982 à 216.238 848 F le 30 juin 1983. Au cours de la même période, la valeur liquidative de l'action est passée de 189,80 F à 218,04 F, soit une progression de 19,6 % en tenant compte du coupon de 9 F mis en paiement le 6 avril dernier.

Au 30 juin 1983, la répartition de l'actif par secteurs était la suivante :

	%	%
- Énergie	34,64	
dont : électrique	15,62	
- pétrole, gaz naturel	19,02	
- Or et métaux précieux	18,59	
dont : or	17,54	
- Métaux non ferreux	1,05	
- Transports ferroviaires et ressources naturelles	10,56	
- Bois et papier	4,72	
- Autres secteurs (chimie services publics)	3,91	
- Automobiles	2,31	
- Obligations françaises classiques et liquidités	1,97	
TOTAL	23,30	100,00

Situation au 30 juin 1983					
	LAFFITTE EXPANSION	LAFFITTE RENDEMENT	LAFFITTE TOKYO	LAFFITTE FRANCE	LAFFITTE OBLIGATIONS
	Valeurs diverses	Valeurs de rendement	Valeurs japonaises	Actions françaises	Obligations françaises
ACTIF NET (millions de F)	817,2	264	1001,8	205,3	56,9
VALEUR DE L'ACTION (en Francs)	552,49	179,41	709,40	160,90	125,18
					109.838,39
Dividende de l'exercice 1982 mis en paiement le 2-05-1983					
	NET 22,30 contre 14,54 en 81	NET 14,20 contre 10,21 en 81	NET 28,66 contre 15,46 en 81	NET 8,82 contre 5,93 en 81	NET 14,71 contre 11,59 en 81

AGRICULTURE

LE RASSEMBLEMENT DU MOUVEMENT RURAL DE LA JEUNESSE CHRÉTIENNE A ANGERS

Vous avez dit marginal ?

Angers. - « Quand la Terre tourne... »
 « Tu verras la queue, la queue... »
 « Quand la Terre tourne... »
 « Tu verras la queue des gens... »

Des chansons comme cela, des slogans plus violents aussi, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (M.R.J.C.), qui a rassemblé mille trois cents délégués les 14, 15 et 16 juillet à Angers, n'en est pas avarié. Car ces chansons, c'est à la fois le travail et la fête mêlés, mixture qui peut caractériser ces trois journées. Il s'agissait, le précédent rassemblement ayant eu lieu en 1977, de faire le point sur l'orientation définie en 1980 par le M.R.J.C., à savoir la recherche d'un développement différent dans le monde rural, recherche qui allie les travailleurs (ou les chômeurs), les apprentis, les lycéens et les étudiants, les paysans. En d'autres termes, au M.R.J.C., on raisonne en termes d'espace et non en fonction des catégories socio-économiques qui occupent cet espace (le Monde du 14 juillet).

Seulement, il semble bien qu'à force de mobilisation et de préparation dans les régions le point était déjà fait et que, pour le rassemblement lui-même, la forme fut plus importante que le fond. Un grand déploiement de moyens fut utilisé, moyens du bord, et la finalisation n'était pas en berne, mais aussi vidéo, projections, enregistrements, sketches, marionnettes : soit autant de procédés « médiatiques », dont la mise au point absorba une large part d'énergie.

An fil du temps, les jeunes ruraux à short, à béret (pour les Basques), à bob et à barbe, se sont progressivement approprié l'espace de béton et de verre du palais des congrès d'Angers (à la climatisation défaillante). D'abord sagement les salles, puis les couloirs, puis les escaliers, le tout accompagné de ballets de chaises et d'affichage en tout genre.

« Et vous, qu'est-ce que vous faites ? » Le premier jour, ce fut un peu la fureur, - normal, c'était au parc des expos... - aux réalisations des différentes régions. Le second, il s'agissait d'élaborer, à partir des expériences de terrain, des propositions, tournant en gros autour de quatre thèmes : la formation, les emplois, le foncier et l'animation rurale. Des hommes et femmes-sandwichs, habillés de carton où

De notre envoyé spécial

étaient inscrites les propositions, firent un défilé de mode. Un petit faison rouge levé : on est d'accord. Un jaune, on est contre.

Peu à peu, la sélection s'opéra. Sans grosses surprises, toutefois. Nombre de ces propositions ressortissent plus à la notion de thème d'action, généralités dont il est difficile de sortir. Il eût été sans doute plus profitable de partir des difficultés rencontrées lors des expériences de développement, de recenser ces difficultés et de voir où sont les verrous à faire sauter : administratifs, politiques, psychologiques... Puis vient le jeu de rôle, drôle ; quelques participants se déguisent en notables ruraux : maire, directeur du Crédit agricole, « industriel », inspecteur d'académie, notaire, conseiller général et président du syndicat agricole majoritaire... Ils ont la charge de réfuter les arguments des militants, qui doivent alors affiner les leurs.

Le jeu serait gratuit - puisqu'en fin de compte il ne s'agit que de s'autosatisfaire en dénonçant, avec pas mal d'humour, la société capitaliste - s'il ne s'agissait en fait d'un exercice pédagogique.

Ce besoin de formation est d'autant plus évident si l'on sait que la moyenne d'âge des mille trois cents délégués du Mouvement tourne autour de vingt et un - vingt-deux ans, qu'il y a pas mal de vétérans dans ce mouvement de jeunes, et donc une forte proportion de très jeunes, 43 % des délégués étant soit apprentis, soit scolaires, pour 39 % qui travaillent, dont 11 % d'agriculteurs.

Le troisième jour devait être de travail encore, et de grosse fête aussi, avec des tables rondes où causaient cette fois des aînés, les invités des mouvements alliés, syndicats paysans de gauche, mouvements ruraux et chrétiens, la C.F.D.T. également.

Apprendre et travailler au pays, cela s'exprime aussi en espagnol, en allemand et dans d'autres langues encore. Des représentants des mouvements ruraux étaient venus d'Allemagne fédérale, d'Espagne, du Portugal, du Sénégal, des Philippines, de Madagascar, du Pérou et du Nicaragua.

L'enjeu des luttes des paysans péruviens, philippins ou nicaraguayens est sans commune mesure avec les

revendications des jeunes ruraux en France. Il n'empêche que, mêmes floues, après le rassemblement d'Angers, des propositions existent pour que le développement économique serve d'abord celui qui produit là où il produit. Comment ? Vous dites marginal ? « Nous savons, répond un intervenant, que nos propositions comportent une part d'utopie, mais en même temps, c'est déjà commencé. » Que dire alors d'une utopie qui prend corps, animée par des décideurs de vingt ans qui, formés, deviendront peu ou prou des leaders du monde des villages ?

JACQUES GRALL

AFFAIRES

PENNEL ET FLIPO (Prouvost S.A.) OBTIENT

LA SUSPENSION PROVISOIRE DES POURSUITES

La société Pennel et Flipo, filiale de Prouvost S.A., vient d'obtenir du tribunal de commerce de Lille le bénéfice de la suspension provisoire des poursuites. Pennel et Flipo (cauldrage et induction plastique) et la société Sublissat (fabrication de papiers spéciaux pour impressions de tissus) - une autre filiale de Prouvost - constituent le secteur « diversifié » du premier groupe français de textile (chiffre d'affaires de 6,70 milliards de francs).

Ces deux entreprises connaissent depuis plusieurs années des difficultés économiques, conséquence de la crise du marché européen des plastiques. (Pennel et Flipo a perdu l'an dernier environ 30 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 600 millions de francs.)

M. Christian Derveloy, P.D.G. du groupe Prouvost, avait récemment précisé (*le Monde* du 20 mai) qu'il cherchait à céder ces deux filiales ; le groupe entend à présent continuer son développement dans le secteur textile, vocation de la firme qui a été fondée il y a plus de cent trente ans.

La suspension des poursuites devrait faciliter la restructuration et donc l'assainissement de Pennel et Flipo.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MICHELIN
 La technologie française sur toutes les routes du monde.



EMPRUNT CONVERTIBLE
 de 799.999.380 francs
 de la Compagnie Générale des Établissements Michelin
 en 975.609 obligations de F. 820 nominal.

MODALITÉS DE SOUSCRIPTION.

Emission de 975.609 obligations de F. 820 nominal, convertibles en actions B.
 Prix d'émission : F. 820.
 Souscription des actionnaires par priorité, du 7 au 20 juillet 1983 inclus, à raison d'une obligation pour 4 actions A ou B.
 Souscription du public : À partir du 21 juillet 1983.

CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS.

Jouissance : 11 août 1983.
 Intérêt annuel : Payable le 1^{er} janvier de chaque année.
 Intérêt annuel : Payable le 31 décembre 1985 inclus.
 9 % l'an, du 11 août 1983 au 31 décembre 1985 inclus.
 9 % l'an, du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1988 inclus.
 10 % l'an, du 1^{er} janvier 1989 au 31 décembre 1991 inclus.
 12 % l'an, du 1^{er} janvier 1992 au 31 décembre 1994 inclus.
 13 % l'an, du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1999 inclus.
 Cotation : Cote officielle (Bourse de Paris).
 Amortissement normal : En totalité le 1^{er} janvier 1995 à F. 1280 par obligation.
 Taux de rendement actuariel brut au 11 août 1983 : 12,96 % (en cas de non conversion).

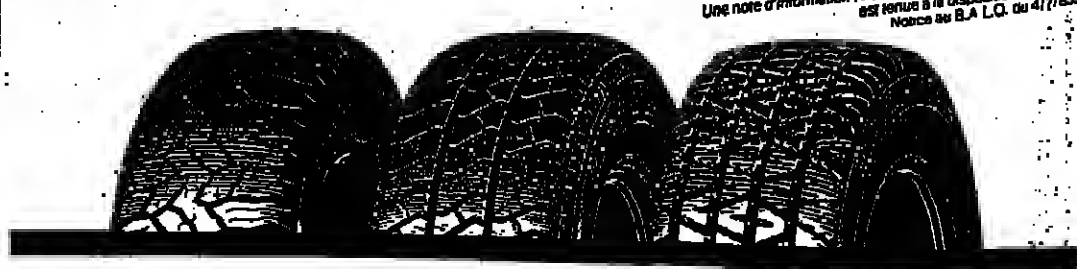
Amortissement anticipé.

« Au gré des porteurs. »
 « À F. 1.000, le 1^{er} janvier 1990, le taux de rendement actuariel brut : 12,25 % ;
 « À F. 1.000, le 1^{er} janvier 1991 au 1992, le taux de rendement actuariel brut : 12,51 % et 12,24 % ;
 « À F. 1.000, le 1^{er} janvier 1993 au 1994, le taux de rendement actuariel brut : 12,76 % et 12,54 % ;
 « À F. 1.000, le 1^{er} janvier 1995 au 1996, le taux de rendement actuariel brut : 12,76 % et 12,54 % ;
 À ce prix s'ajoute le montant intégral du coupon d'intérêt venant à échéance à la date du remboursement.
 « Au gré de l'émission, selon les mêmes modalités, à la condition que la moyenne des cours de l'action B MICHELIN pendant les 20 bourses se terminant le 31 octobre précédant la date du remboursement, soit supérieure de 20 % au prix fixé pour le remboursement.
 La conversion en action pourra en ce cas, être demandée jusqu'au 31 mars suivant la date de remboursement.

CONVERTIBILITÉ EN ACTIONS AU GRÉ DES PORTEURS.

Déclat de conversion : À tout moment, à partir du 1^{er} janvier 1984, jusqu'à trois mois après la date de mise en remboursement.
 Rapport de conversion : Une action B, jouissance courante pour une obligation (Ajustement en cas d'opération sur le capital.)

Une note d'information (seu C.O.B. 83-186 du 21 mai 1983) est tenue à la disposition du public. Notice au S.A.L.O. du 4/7/83.



مكتبة الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. « Faut-il brader le nucléaire civil ? », par Louis Lefranc-Ringuet.
- Lettres au Monde.
- LU : l'énergie de l'espoir, de Lenor Madrigal.

ÉTRANGER

34. AMÉRIQUES
- La réunion au Cancon.
3. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : la gouvernance de M. Begin se montre indifférente aux nouvelles ouvertures attribuées au roi Hussein.
6. AFRIQUE
- TCHAD : N'Djamena subordonne tout cessez-le-feu à la fin de l'agression libyenne.
6. DIPLOMATIE
6. EUROPE
7. ASIE
- M. Mikitarand se rendra en visite en Indonésie en 1984.

POLITIQUE

8. Un entretien avec M. Michel Crépeau.

SOCIÉTÉ

9. Les suites de l'attentat d'Orly contre la Turkish Airlines.
10. RELIGION
- MÉDECINE
- ÉDUCATION

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

11. Composants électroniques : la guerre des « puces », bataille de géants.
11. Matières premières : pénurie reprise.
13. Renault La Marse : une meilleure expression des salariés est aussi source de gains de productivité ; Peugeot-Mulhouse : plus personne ne s'oppose à la robotique malgré les menaces sur l'emploi.

SPORTS

14. La Tour de France cycliste.
- GOLF : le British Open de Birkdale à l'Américain Watson.

CULTURE

15. LA ROUTE DES FESTIVALS : Aix-en-Provence, Nice.
17. COMMUNICATION : les radios locales privées et l'argent (II), par Armand Cojean.

ÉCONOMIE

27. SOCIAL : la riposte syndicale aux suppressions d'emplois dans l'automobile ; la grève des pharmaciens.
28. ÉNERGIE : la 69^e conférence de l'OPRE à Helsinki.
- AGRICULTURE : le rassemblement du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne à Angers.

- RADIO-TÉLÉVISION (17)**
INFORMATIONS
 « SERVICES » (25) :
 Rétromanie ; Météorologie.
 Annonces classées (18 à 24) :
 Carnet (13) ; Programmes des spectacles (16) ; Météo croisés (25) ; Marchés financiers (29).

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
 307 25 00
 121 30, rue des Dames Paris 17^e
 Les cours continuent en juillet et août.

ANCIEN PRÉSIDENT DU BURUNDI

M. Micombero est mort à Mogadiscio où il vivait en exil

L'ancien président du Burundi, Michel Micombero, est mort samedi 16 juillet à Mogadiscio (Somalie), où il vivait en exil depuis 1976. L'ancien chef d'État était hospitalisé depuis onze jours à la suite d'une crise cardiaque. Le président somalien, M. Siyad Barre, a présenté ses condoléances « au peuple burundais ».

Né en 1940, dans une famille du clan des Hima, rattachée à l'éthnie tutsi, minoritaire au Burundi, Michel Micombero avait été formé à l'Académie militaire de Bruxelles. Revenu dans son pays à l'indépendance, en 1962, il devint ministre de la Défense en 1965. La même année, il sauva la monarchie en faisant échouer une tentative de coup d'État militaire fomenté par des officiers appartenant à l'éthnie hutu, qui regroupait 85 % de la population du pays. En récompense, le roi Mwambutsa IV fit de lui le chef de son secrétariat d'État.

Il se faisait remarquer par sa rudesse au service des intérêts de son clan et soutint le prince Charles Ndirize lorsque ce dernier déposa son père, le 8 juillet 1966. Il était à l'époque chef d'état-major. Le prince Charles payait son tribut de reconnaissance en le nommant premier ministre. Le 28 novembre 1966, Michel Micombero destitua le jeune souverain et s'empara à son tour du pouvoir en proclamant la république. Il tenta aussitôt de mener à bien une politique de réconciliation nationale, libérant des prisonniers politiques hutus et criti-

quant ouvertement les partisans du tribalisme. Mais l'opposition intérieure persistait. En octobre 1969, M. Micombero annonça la découverte de coup d'État et l'exécution de plusieurs officiers hutus.

Les dix ans qu'il avait passés au pouvoir ont correspondu avec la prééminence de la minorité tutsi, qui a exercé pratiquement sans partage la responsabilité des affaires publiques. En 1972, il ne put empêcher la révolte des hutus, sauvagement réprimée : les massacres ont fait entre cinquante mille et cent mille morts. Tous les ministres hutus étaient évincés du pouvoir.

Le 1^{er} novembre 1976, un « conseil révolutionnaire suprême » dirigé par le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza prenait le pouvoir et envoyait l'ancien président en exil en Somalie.

À Mogadiscio, M. Micombero avait cessé toute activité politique et travaillait pour des organisations humanitaires internationales. Il avait également passé un diplôme d'économie à l'Université nationale somalienne.

L'O.M.S. SE DÉFEND DE FAIRE PREUVE DE PARTIALITÉ A PROPOS DES VACCINS ANTI-HÉPATITE B

Aucun fabricant de vaccin contre l'hépatite B n'a fait l'objet d'une quelconque discrimination, déclare en substance M. Frank Trevor Perkins (Grande-Bretagne), chef de la division des produits biologiques de l'Organisation mondiale de la santé, dans un entretien publié par le *Quintidien du médecin* du lundi 18 juillet.

M. Trevor Perkins répond aussi aux doutes émis (le *Monde* du 13 juillet) quant à l'objectivité des avis que l'O.M.S. pourrait donner aux pays concernés sur la sécurité des vaccins actuellement disponibles et qui sont fabriqués aux États-Unis par le groupe Merck Sharp and Dohme et, en France, par l'Institut Pasteur Production (I.P.P.).

« Le problème n'est pas que nous favorisions le vaccin américain, mais qu'il est le seul à propos duquel nous avons beaucoup d'informations, alors que nous en sommes totalement privés pour le vaccin Pasteur », déclare le docteur Trevor Perkins. « Au mieux de ma connaissance, ajoute-t-il, les informations complètes nous ont été promises pour très bientôt pour l'I.P.P., et de grands pas ont été faits pour réunir autour d'une table toutes les parties concernées afin d'aboutir à des dossiers acceptables. Nous tiendrons une réunion avec l'ensemble des producteurs et de leurs autorités nationales en décembre 1983. »

« Le comité d'experts ne s'est pas encore réuni pour les recommandations finales », ajoute M. Jacques Haman, sous-directeur de l'O.M.S., lui aussi interrogé.

En somme, conclut M. Perkins, nous avons tous les protocoles de production et de contrôle, de Merck, les études épidémiologiques réalisées en double aveugle et de façon indépendante par le centre d'Atlanta, et nous nous heurtons toujours au silence de la France. « Silence dont le groupe Merck profite, semble-t-il, pour appuyer la publicité concernant son propre vaccin. »

CERES
 préparation intensive
 en septembre, au
CFPA
 centre formation professionnelle
 enseignement supérieur privé
 57, r. Ch. Latite, 92 - Neuilly
 722.94.94 - 745.09.19

GRAVES INONDATIONS AU BRÉSIL

Brasilia (A.F.P.). - Des inondations catastrophiques, dues à des pluies diluviennes, ont submergé de vastes régions du Rio-Grande-du-Sul, du Paraná et de Santa-Catarina, les trois États les plus méridionaux du Brésil. Blumenu, ville de 200 000 habitants, de l'État de Santa-Catarina, est à 80 % sous les eaux. Itaqui (Rio-Grande-du-Sul), ville située sur la rive brésilienne du fleuve Uruguay, est totalement isolée, privée d'eau potable, d'électricité et de téléphone.

Les pluies, qui ne cessent pas de tomber, ralentissent beaucoup l'arrivée des secours et empêchent de dresser un bilan précis de la catastrophe. Pour le moment, on aurait décombré plus de soixante-dix morts et on estime à trois cent mille les personnes sans abri.

Les dégâts matériels sont énormes : ces États sont, en effet, des producteurs agricoles et industriels importants ; pour la seule agriculture, on estime les dégâts à 400 milliards de cruzeiros (15,6 milliards de francs). Le parc industriel est, lui aussi, très gravement touché.

« Le Secours populaire français ouvre une souscription pour les sinistrés du Pérou, où des pluies diluviennes ne cessent de tomber depuis des mois. »

* 9, rue Froissart, 75003 Paris. C.C.P. 654 37 H. Paris. Mentionner « inondations Pérou ».

« Le cyclone tropical Vera, qui a atteint les Philippines le 15 juillet, a fait au moins trente-cinq morts et soixante-deux disparus. Quarante mille personnes sont sans abri. Les dégâts matériels sont estimés, pour le moment, à 1,64 million de dollars (12,8 millions de francs). Les régions les plus touchées sont situées dans le sud-est de l'île de Luzon. » (A.F.P.)

« Le bureau du nouveau club de gauche ESPACES 89 vient de répondre au président du Club 89, M. Michel Aurillac, ancien député R.P.R., qui lui avait écrit pour s'inquiéter des risques de confusion que pourrait provoquer l'appellation de cette nouvelle association (le *Monde* du 12 juillet). « Nous avons bien reçu votre lettre, dont nous avons apprécié l'humour, et nous vous remercions sur le même ton, écrit-il. Beaucoup se sont interrogés sur les raisons du refus opposé par le maire de Paris à l'organisation de l'Exposition 89. Si l'on vous suivait, la raison serait pourtant simple. L'initiale de cette manifestation risquerait de provoquer une regrettable confusion avec votre association (...). »

UNE DÉCLARATION DU NOUVEAU P.-D.G. DE TF1

« Je vais ouvrir tous les placards » affirme M. Hervé Bourges

M. Hervé Bourges, nouveau P.-D.G. de T.F.1, prendra ses fonctions mardi 19 juillet, après avoir rencontré à deux reprises son prédécesseur, M. Michel May. Samedi après-midi 16 juillet, il était l'hôte du « Club de la presse du tiers-monde », émission qu'il a créée sur Radio-France internationale, dont il était le directeur général. M. Alain de Chalvron avait invité cinq journalistes. M. Bourges sur son action à R.F.I. pendant dix-huit mois, lui ont posé des questions sur ses nouvelles fonctions à T.F.1.

À la faveur de la démission de M. Michel May, la Haute-Autorité a reçu « neuf présidentiables », a révélé M. Bourges. À la question : « Comment ferez-vous passer vos préoccupations tiers-mondistes dans les programmes d'une chaîne populaire ? », M. Bourges a répondu qu'en effet l'actualité télévisée était peut-être « trop francophone » par rapport aux graves problèmes qui se posent à l'échelle de la planète. « On peut introduire le tiers-monde plus intensément par les magazines, par des dramatiques aussi, si l'on veut bien tenir compte de la place qu'occupent par exemple les immigrants parmi nous », a-t-il précisé. « Je crois à la culture par la télévision », a dit encore

M. Bourges. Je souhaiterais qu'on fasse un grand Dallas français, mais je n'ignore pas que c'est aussi une question de moyens. »

En ce qui concerne les effectifs - qualifiés de « pléthoriques » par le journaliste qui pose la question - M. Bourges répond : « Je vais me faire donner les clés de tous les placards de la maison » et tenter de « remettre l'ensemble de leurs occupants au travail. Créer une véritable équipe, basée sur le professionnalisme et l'ardeur au travail ». Telles sont les dispositions d'esprit du nouveau P.-D.G., qui a demandé qu'on lui prévienne un bureau rue Cognac-Jay, au sein de la rédaction, en plus de son bureau de P.-D.G. à la tour Montparnasse. Enfin, à la question : « Comment avez-vous accueilli votre nomination à T.F.1 ? », M. Bourges a répondu : « Comme un honneur et comme un cadeau un peu empoisonné. Mais je n'ai pas l'habitude de me soustraire à mes responsabilités. »

Sur Franco-Inter avec Philippe Calani, lundi matin 18 juillet, M. Bourges a repris à son compte une formule d'André Malraux : « Il existe une télévision pour passer le temps et une autre pour comprendre le temps. »

DÈCES DE JEAN THÉVENOT

Notre confrère Jean Thévenot, bien connu des millions de la radio, est décédé vendredi 15 juillet à son domicile parisien, à l'âge de soixante-sept ans.

D'un naturel souriant, cet aimable confrère a consacré sa vie à la recherche radiophonique, depuis l'époque de la Libération, au cours de laquelle il fut nommé - pendant la semaine d'insurrection parisienne - secrétaire général de la radiodiffusion française jusqu'à 1968, où il fut écarté. Néanmoins, il continuait d'animer le magazine des « chausseurs de son », dont il avait fondé la confrérie. La radio perd en Jean Thévenot un de ses chercheurs les plus valeureux, doublé d'un homme d'une rare qualité.

(Né le 11 juillet 1916 à Givors (Rhône), licencié en droit et docteur en sciences sociales et politiques, Jean Thévenot mena de front une activité de journaliste et d'homme de radio. Auteur et producteur d'émissions à la radiodiffusion nationale, il créa et anima notamment « Le magazine des chasseurs de son » sur Franco-Inter et France-Culture. Réunis en cassette par Radio-France, les meilleurs moments de ses émissions avaient reçu cette année le grand prix de l'Académie Charles-Cros (posthume).)

L'ÉDITEUR TOULOUSAIN PIERRE PRIVAT EST MORT

L'éditeur Pierre Privat est décédé subitement dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 juillet à Toulouse. Il était âgé de soixante et un ans. Ses obsèques seront célébrées mercredi à 13 h 30 en l'église Saint-Jérôme de Toulouse.

(Né le 28 août 1922 à Baudouin (Hautes-Pyrénées), Pierre Privat avait effectué ses études au collège Saint-Stanislas à Paris, puis à la faculté des lettres de Toulouse avant de succéder à l'une de ses tantes, M^{me} Madeleine Privat, à la tête de la société qui, depuis 1839, porte le nom de sa famille. Considérée comme la plus ancienne société éditrice française de province, la maison toulousaine, qui dispose d'un fonds scolaire, religieux et régionaliste important, a connu dans les années 60 sous l'impulsion de Pierre Privat, un nouveau développement dans les domaines de l'histoire et des sciences humaines.)

Le numéro du « Monde » daté 17-18 juillet 1983 a été tiré à 443 574 exemplaires

Pour équiper rationnellement votre voiture
 Consultez un accessoiriste professionnel
AUTOTEC
 90, av. d'Italie, 75013 PARIS
 Tel. : 331-73-56

LE TENNISMAN IVAN LENDI

EST SUSPENDU PAR LA FÉDÉRATION TCHÉCOLOVAQUE

La Fédération tchécoslovaque des sports et son union de tennis ont « provisoirement suspendu » Ivan Lendi de l'équipe de Tchécoslovaquie pour la Coupe Davis et lui ont infligé une amende financière parce que le N° 2 mondial a participé à un tournoi-exhibition au Bophuthatswana (Afrique du Sud).

Selon un communiqué du comité central de la Fédération, « la participation d'Ivan Lendi au tournoi-exhibition en Afrique du Sud a été en désaccord avec les principes de la politique internationale de la Tchécoslovaquie » et constitue une « infraction aux obligations du représentant tchécoslovaque ».

Les dirigeants du sport tchécoslovaque exigent de Lendi une « explication écrite » des motifs qui l'ont conduit à prendre part à ce tournoi-exhibition.

Selon l'agence C.T. qui a diffusé ces informations, Ivan Lendi « a été informé de cette décision, a reconnu sa faute et a demandé au comité central de la Fédération des sports de pouvoir représenter dans le futur la Tchécoslovaquie ».

QUATRE RUGBYMEN FRANÇAIS

EN AFRIQUE DU SUD

Quatre joueurs français de rugby, Robert Paparemborde (R.C.F.), Jérôme Gallia (Toulon), Jean-Patrick Lescarboura (Dax) et Jean-Baptiste Lafond (R.C.F.) devaient partir, ce lundi 18 juillet, pour l'Afrique du Sud, où ils ont été invités à titre personnel pour disputer trois matches à l'occasion de la célébration du centenaire de la Western Province.

Ces invitations ont transité par la Fédération française de rugby, qui les a transmises en dépit du veto du gouvernement français à la tournée que l'équipe de France devait effectuer dans ce pays au mois de juin.

MORT D'UN PLONGEUR SOVIÉTIQUE

Le plongeur soviétique Sergueï Shalibashvili, qui s'était gravement blessé lors du concours de l'Université d'été à Edmonton (Canada), est décédé le samedi 16 juillet à l'hôpital universitaire de cette ville.

Agé de vingt et un ans, le plongeur qui était originaire de Tbilissi en Géorgie, n'avait pas repris connaissance depuis qu'il avait heurté de la tête, le 9 juillet, la plate-forme du centre nautique Krasnoyarsk où se déroulaient les épreuves préliminaires de haut-vol. À la suite de cet accident, un entraîneur américain avait reproché aux responsables de l'équipe soviétique d'avoir demandé à Shalibashvili d'endosser une figure qui dépassait ses capacités techniques.

UN HOMME D'AFFAIRES FRANÇAIS EST AUTORISÉ A QUITTER L'IRAN

Téhéran (A.F.P.). - Un homme d'affaires français, M. Jean-Pierre Conte, a pu quitter l'Iran dimanche 17 juillet, au terme d'une interdiction de sortie du pays de trois ans en raison d'un contentieux juridique.

M. Conte, directeur régional de la société Campenon Bernard, une importante entreprise de travaux publics maître d'œuvre de la moitié des barrages d'Iran, s'était vu signifier cette interdiction de sortie en juillet 1980 par le procureur de la révolution islamique du ministère de l'énergie.

Elle était due à une plainte de l'associé iranien de la société, une entreprise nationale, qui, après la révolution, avait considéré comme un détournement de fonds l'emploi de 301 millions de rials (27 millions de francs) sur le chantier d'administration en eau du complexe pétrochimique de Bandar-Khomeini, au sud de l'Iran. Devant cette situation, le client, l'office de l'eau d'Ahvaz, avait lui aussi engagé une poursuite judiciaire contre Campenon Bernard. L'affaire n'a pas encore été jugée.

BONNES VACANCES ! PERTEZ-VOUS ABONNEMENT

LOTO

5 tirages consécutifs

bulletin SIMPLE bulletin MULTIPLE

A B C D F G H

Les déjeuners "branchés" de Paris-Vacances

Tous les jours à midi (sauf le dimanche) : les Déjeuners d'été au Club, 100 F tout compris : buffets froids et chauds, fromages, desserts, vins à discrétion. Au milieu des arbres et des fleurs : la fraîcheur et le sourire.

Tous les jours à 13 h (sauf le dimanche) : en direct du Club, le Magazine PARIS-VACANCES DE RFM (100.3 MHz) avec un invité de marque, chaque jour différent, qui parle de "son" Paris en été : ses loisirs, ses sports, ses spectacles, sa détente à Paris.

PARIS-VACANCES :
 au Club, à Paris, comme en vacances.
 Hôtel Club Méditerranée, 58, boulevard Victor-Hugo - Neuilly.
 (réservation : 753.11.00)

مكتبة النجم